*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 1 – INSTITUTION ET VIE POLITIQUE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_01-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/01
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## MODIFICATION DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNAUTAIRES « FINANCES » ET « SANTÉ & SOCIALE »

---

Par délibération n°201027-05 du 27 octobre 2020, le conseil communautaire a désigné les membres composant les différentes commissions communautaires.

Par courrier du 23 novembre 2023, la commune de Tourrettes a informé la CCPF de la nomination de deux adjoints en remplacement de Madame Roselyne MARTEL. Il s'agit de :

- Madame Jocelyne HENSELER, élue en qualité de 5ème adjointe déléguée aux affaires sociales,
- Monsieur Arnaud RASKIN, élu en qualité de 6ème adjoint délégué aux finances.

Il est donc proposé à l'assemblée de procéder à la nomination de ces deux nouveaux adjoints, en remplacement de Madame Roselyne MARTEL, dans les commissions communautaires qui les concernent.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,
**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-22 et L. 5211-1 ,
**VU** la délibération du conseil communautaire du 27 octobre 2020 créant dix commissions thématiques intercommunales,
**VU** la délibération n°201027-05 du 27 octobre 2020 désignant les membres des commissions « santé & sociale » et « finances »,

**CONSIDÉRANT** le courrier de la commune de Tourrettes du 23 novembre 2023 informant de la nomination de Mme Jocelyne HENSELER, élue en qualité de 5ème adjointe déléguée aux affaires sociales, et de M.
Arnaud RASKIN, élu en qualité de 6ème adjoint délégué aux finances, en remplacement de Mme Roseline MARTEL,
**CONSIDÉRANT** que la commune de Tourrettes propose la nomination de ces deux nouveaux adjoints dans les commissions communautaires qui les concernent, en remplacement de Mme Roseline MARTEL,
**CONSIDÉRANT** que ces désignations ont lieu à bulletin secret et à la majorité absolue des suffrages sauf si le conseil communautaire décide, à l'unanimité d'y renoncer,

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_01-DE

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- DÉCIDE de ne pas procéder au scrutin secret pour cette nomination, conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T.,
- **DÉSIGNE** Madame Jocelyne HENSELER membre de la commission communautaire « santé & sociale »,
- **DÉSIGNE** M. Arnaud RASKIN membre de la commission communautaire « finances ».

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_01-DE

DÉPARTEMENT du VAR

Arrondissement de DRAGUIGNAN

RÉPUBLIQUE F

Mairie de
TOURRETTES
83440

Tourrettes, le 23 novembre 2023

**M. René UGO**
Président
CCPF
Mas Tassy
1849, RD19
CS 80106
83440 TOURRETTES

**N/Ref** : CB/OR/SG/23112023
**Objet** : Elections nouveaux adjoints

Monsieur le Président, Cher René

Je vous informe que par délibérations 2023-10-20/003 et 2023-10-20/004 ont été nommés Jocelyne HENSELER, en qualité de 5ème adjointe au Maire, en charge des affaires sociales et monsieur Arnaud RASKIN, en qualité de 6ème adjoint, en charges des finances, en remplacement de madame Roseline Martel, désormais conseillère municipale.

Je vous prie donc de bien vouloir prendre une délibération afin de nommer les 2 nouveaux adjoints aux commissions communautaires qui les concernent.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Bien amicalement

MAIRIE DE TOURRETTES * 83 (VAR) *

Le Maire,

Camille BOUGE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/02
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'ADHÉSION AU SERVICE D'AIDE À LA GESTION DES ARCHIVES PROPOSÉS PAR LE CENTRE DE GESTION DU VAR

---

L'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée permet aux Centres de Gestion de réaliser des missions d'archivage.

La tenue des archives est une obligation légale au titre des articles L 211-1 et suivants du Code du Patrimoine et de l'article R 1421-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le service d'aide à la gestion des archives du Centre de Gestion du Var est destiné à accompagner les collectivités territoriales affiliées dans la gestion de leurs archives en leur proposant principalement les prestations suivantes :

- Un état des lieux, un diagnostic sur les travaux à effectuer ainsi qu'une ou plusieurs estimations de la durée nécessaire à leur réalisation,
- La mise à disposition d'agents et des moyens nécessaires afin de réaliser :
  - Le tri des archives et le traitement des documents éliminables (préparation physique des documents et rédaction du bordereau d'éliminations),
  - Le traitement des archives définitives (classement, conditionnement, rédaction d'un inventaire réglementaire),
  - Le conseil et la formation d'agents pour la mise en œuvre de règles de bonne gestion des archives papier et/ou électroniques permettant à la collectivité de respecter ses obligations légales et de répondre aux besoins des services.

Depuis 2018, la CCPF est liée par conventions au service de gestion des archives du CDG 83. La dernière convention ayant été signée en 2021 pour une durée de 3 ans, il est proposé de renouveler cette dernière.

Il est précisé, qu'en termes de coût, la journée d'intervention est facturée 320€ pour les missions à expertise et 350€ pour les missions à forte expertise.

La convention prendra effet à la date de sa signature pour une durée de 3 ans renouvelable par décision expresse. Elle n'engage aucune dépense pour la collectivité territoriale tant qu'aucune proposition d'intervention n'est signée et qu'aucune intervention n'est réalisée.

administratif à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut être saisi par application informatique "Télérecours citoyens" accessible sur le site internet www.telerecours.fr

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,
**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 25,
**VU** le Livre II – titre premier du code du patrimoine,
**VU** la délibération du conseil communautaire n°180306/20 du 6 mars 2018 décidant de recourir au service d'aide à la bonne gestion des archives proposé par le CDG 83,
**VU** le renouvellement de cette convention en date du 21/01/2021 pour une durée de 3 ans,

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de renouveler ladite convention,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**
- **DÉCIDE** de renouveler l'adhésion de la CCPF au service d'aide à la bonne gestion des archives proposé par le CDG 83,
- **AUTORISE** le Président à signer la convention correspondante,
- **PRÉCISE** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

www.telerecours.fr

# CONVENTION D'ADHESION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE AU SERVICE D'AIDE A LA BONNE GESTION DES ARCHIVES PROPOSE PAR LE CENTRE DE GESTION DU VAR

L'article 25 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée permet aux Centres de Gestion de réaliser des missions d'archivage.

La tenue des archives est une obligation légale au titre des articles L. 211-1 et suivants du Code du Patrimoine et L. 1421-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment.

Dans ce cadre le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR (CDG 83) a créé, par délibération n° 2007-39 en date du 26 novembre 2007, un nouveau service d'aide à la bonne gestion des archives, ouvert aux Collectivités Territoriales et Etablissements Publics qui pourront y adhérer individuellement et facultativement.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

***ENTRE :***

**La Communauté de communes du PAYS DE FAYENCE**, représenté(e) par son Président, Monsieur René UGO, agissant es qualité en vertu d'une délibération en date du ......, ci-après désigné(e) "l'adhérent(e)",

***d'une part,***

***ET :***

**Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR (CDG 83),** représenté par Madame Blandine MONIER, Vice-Présidente, ayant reçu délégation d'attribution et de signature de Monsieur Christian SIMON, Président, en vertu de l'arrêté n°2021-20 du 12 janvier 2021,

***d'autre part.***

**Article 1 :** La Communauté de communes du PAYS DE FAYENCE adhère au service d'aide à la bonne gestion des archives organisé par le Centre de Gestion du VAR. La présente convention d'adhésion n'engage aucune dépense pour la collectivité territoriale ou l'établissement public tant qu'aucune proposition d'intervention n'est signée et qu'aucune intervention n'est réalisée.

**Article 2 :** L'adhérent(e) peut obtenir de ce service :

1) un état des lieux, un diagnostic sur les travaux à effectuer ainsi qu'une ou plusieurs estimation(s) de(s) (la) durée(s) nécessaire à leur réalisation ;

2) la mise à disposition d'agents et des moyens nécessaires afin de réaliser :

Les missions à expertise :

- Le tri des archives et le traitement des documents éliminables (préparation physique des documents et rédaction du bordereau d'éliminations),
- Le traitement des archives définitives (classement, conditionnement, rédaction d'un inventaire règlementaire),

Les missions à forte expertise :

- La formation de l'agent en charge de la fonction « archives » à la théorie archivistique et l'accompagnement à sa mise en œuvre dans le contexte de sa structure ainsi que dans la gestion de son service.
- L'audit de la gestion des archives dans une collectivité, un établissement public, ou un ensemble de collectivités et établissements publics, et l'élaboration de propositions en réponse à une commande.
- Le conseil pour la mise en œuvre de règles de bonne gestion des archives papier et/ou électroniques permettant à la collectivité ou établissement public de respecter ses obligations légales et de répondre aux besoins des services.
- La sensibilisation des acteurs à l'intérêt et aux méthodes d'archivage.
- La formation de l'ensemble des agents administratifs de la collectivité ou établissement public aux règles de bonne gestion des archives dès leur production.
- Le conseil aux agents dans la gestion quotidienne de leurs archives.

**Article 3 :** Le Directeur des Archives départementales, conformément à l'article R. 212-2 du code du patrimoine, est informé de l'adhésion de toute collectivité territoriale ou établissement public au service d'aide à la bonne gestion des archives et des missions confiées.

**Article 4** : Le Centre de Gestion du Var ne pourra être tenu responsable de la non-observation, par la collectivité territoriale ou l'établissement public, de la procédure d'élimination indiquée par le ou les archivistes.

**Article 5** : La collectivité territoriale ou l'établissement public veillera à fournir aux archivistes du Centre de gestion du Var des locaux répondant aux normes d'hygiène, de sécurité du travail ainsi que le mobilier et le matériel nécessaires à son travail (local salubre, prise électrique, table spacieuse, chaise de bureau, boîtes d'archives solides, chemises cartonnées et sous-chemises).

La collectivité territoriale ou l'établissement public s'engage à accueillir l'archiviste dans le respect de ces conditions, faute de quoi l'intervention pourrait être reportée ou annulée.

**Article 6** : L'archiviste est soumis au secret professionnel, conformément à l'article L. 211-3 du Code du Patrimoine, en ce qui concerne tout document qui ne peut être légalement mis à la disposition du public.

**Article 7 :** La visite de diagnostic est effectuée à titre gratuit. Elle est programmée en concertation avec la collectivité territoriale ou l'établissement public suivant les disponibilités du service archives.
Elle comprend un ou plusieurs entretiens afin de recueillir les besoins ainsi qu'une visite de l'ensemble des locaux où sont stockées des archives afin de mesurer la quantité de documents à traiter (exprimée en mètres linéaires). Le traitement de ces données permettra de proposer la/les intervention(s) à réaliser, leur durée et leur coût ainsi que leur organisation. Ces éléments seront intégrés dans un diagnostic qui sera adressé à la collectivité territoriale ou l'établissement public à titre gratuit également.

**Article 8** : Les modalités d'intervention seront établies dès réception par le service archives du devis signé « bon pour accord ».

**Article 9** : Le coût forfaitaire de la journée d'intervention d'un agent du service archives sera fixé conformément à la délibération du Conseil d'Administration du Centre de Gestion relative aux tarifs des services facultatifs.

Le tarif forfaitaire par journée d'intervention d'un agent du service archives s'élève à :

- 320 € pour les missions à expertise,
- 350 € pour les missions à forte expertise.

Pour les années suivantes, ce montant sera modifié dans les conditions fixées à l'article 10.

**Article 10** : Toute modification de la participation doit faire l'objet d'une notification du Centre de Gestion du Var à l'adhérent(e), avant le 1er décembre, l'informant du nouveau montant applicable à partir du 1er janvier de l'année suivante. Dans un délai d'un mois à compter de la notification de la modification du tarif, la collectivité ou l'établissement public pourra résilier la présente convention.

**Article 11** : La participation de l'adhérent(e) fera l'objet, par le Centre de Gestion du Var, de l'émission d'un titre de recettes dont le montant correspondra au(x) nombre(s) de jours d'intervention multiplié(s) par le tarif journalier par agent susvisé.
Au démarrage de la mission, une estimation de la durée et du coût d'intervention est réalisée puis signée par les deux parties.
La facturation sera établie semestriellement, un récapitulatif des jours effectués et du montant correspondant sera joint au titre de recette.

**Article 12 :** La convention prend effet à la date de la signature pour une durée de 3 ans renouvelable par décision expresse de l'une des parties 30 jours au minimum avant la fin de la convention.

Si l'une des parties désire dénoncer la présente convention, elle devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La dénonciation prendra effet 30 jours après la réception de cette lettre.

Dans le cas où la dénonciation intervient à la demande de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, celle-ci ou celui-ci s'engage à verser le montant correspondant aux interventions effectuées par le Centre de Gestion du Var.

Les parties peuvent convenir d'un commun accord d'apporter un ou des avenants à la présente convention

**Article 13** : Le Contrat prend fin :

- à l'expiration de son terme normal prévu à l'Article 12, en cas de dénonciation ;
- en cas de dénonciation suite à une augmentation tarifaire ;
- en cas d'annulation juridictionnelle, ou de résiliation par voie de conséquence d'une décision juridictionnelle ;
- en cas de résiliation pour faute de la collectivité territoriale ou de l'établissement public, selon les modalités suivantes :

Le Centre de Gestion du Var peut prononcer la résiliation du Contrat en cas de manquement de la collectivité ou de l'établissement à ses obligations au titre du

Contrat. En cas de manquement justifiant la résiliation pour faute de la collectivité ou de l'établissement, le Centre de gestion du Var lui envoie, par lettre recommandée avec accusé de réception, une lettre de mise en demeure précisant le ou les manquement(s) constaté(s) et exigeant de celui-ci qu'il remédie au(x) manquement(s) constaté(s) dans un délai fixé par le Centre de Gestion du Var. Le délai imparti à la collectivité ou à l'établissement doit être apprécié en fonction de l'urgence de la situation, de la nature du manquement et des mesures correctives à mettre en place. La collectivité ou l'établissement peut présenter des observations en réponse. A l'expiration de ce délai, si la collectivité ou l'établissement ne s'est pas conformé à ses obligations, le Centre de Gestion du Var peut lui notifier le prononcé de la résiliation du Contrat, ainsi que la date de prise d'effet de celle-ci. Il en est de même en cas de manquements du Centre de Gestion du Var pour la collectivité ou l'établissement. Dans un délai de deux mois à compter de la date de prise d'effet de la résiliation, une indemnité de résiliation égale à la différence entre, d'une part, la somme due en contre partie des prestations réalisées par le Centre de Gestion du Var et, d'autre part, le montant du préjudice réel, direct et certain subi du fait du manquement à ses obligations contractuelles, plafonné à 1 000 €.

- en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, selon les modalités suivantes : une des parties peut à tout moment mettre fin au présent Contrat pour motif d'intérêt général, moyennant un préavis d'au moins un mois, dûment motivée et notifiée. L'autre partie a alors droit à l'indemnisation intégrale du préjudice subi (suite aux investissements réalisés) et du manque à gagner, dans un délai de deux mois à compter de la date de prise d'effet de la résiliation.
- en cas de résiliation pour Force Majeure prolongée, selon les modalités suivantes : Le Centre de Gestion du Var est indemnisé dans un délai de deux mois à compter de la date de prise d'effet de la résiliation. Toutefois, cette indemnisation ne couvre pas le manque à gagner.
- en cas de résiliation d'un commun accord, selon les modalités suivantes : Les modalités, notamment financières, de la résiliation sont arrêtées conjointement par les Parties.
-

  En cas de résiliation partielle de l'action du fait du Centre de Gestion du Var, seule seront facturées les interventions effectivement réalisées de l'action, selon le prorata suivant : nombre d'heures, jours réalisés/nombre d'heures, jours prévus.

**Article 14 :** En cas de litiges et à défaut d'accord amiable le Tribunal Administratif compétent sera celui de TOULON.

Fait à LA CRAU,

Le : .....

Pour Christian SIMON
Président du Centre de Gestion
de la Fonction Publique Territoriale du VAR
Et par délégation,

La Vice-Présidente,
Blandine MONIER

Fait à TOULON

Le : .....

Le Président de la Communauté de communes
du PAYS DE FAYENCE,

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_03-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/03
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## MODIFICATION DES STATUTS LIÉE À LA COMPÉTENCE OPTIONNELLE « ACTIONS SOCIALES D'INTERETS COMMUNAUTAIRES » ET À LA COMPÉTENCE FACULTATIVE « ACTIONS SOCIALES »

---

Le Président rappelle que la Communauté de communes du Pays de Fayence, à l'instar de beaucoup d'autres territoires français, est impactée par le contexte national de désertification médicale, de difficulté d'accès aux soins de proximité de sa population, et par les enjeux de parcours de soin et d'amélioration de la santé publique sur le territoire.
Le diagnostic territorial effectué lors de l'élaboration du Projet de Santé de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP) du Pays de Fayence a notamment mis en évidence une dégradation de la démographie médicale (-10 % depuis 2009), liée au départ à la retraite de médecins généralistes, sans que leur activité ne soit reprise par un nouvel arrivant. Cette situation continue de s'aggraver d'année en année, avec aujourd'hui 8 médecins sur 17 ayant plus de 60 ans, dont 2 plus de 65 ans.
Cette situation a conduit l'ARS PACA (Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur) à classer le Pays de Fayence en zone « sous dense » pour les médecins généralistes. Ainsi les communes de Callian et Montauroux sont classées en **ZAC (Zone d'Action Complémentaire,** soit le 3ème niveau de risque sur 4) et les communes de Bagnols-en-Forêt, Fayence, Mons, Saint-Paul-en-Forêt, Seillans, Tanneron et Tourrettes en **ZIP (Zone Intervention Prioritaire,** soit le niveau de risque le plus élevé, de 4 sur 4).

Afin de rendre plus effective l'action menée depuis plusieurs années en étroite collaboration avec le Groupement des Acteurs et Professionnels de Santé (GAPS), le Président expose à l'assemblée qu'il convient de modifier les compétences optionnelles inscrites dans les statuts de la CCPF. Les modifications portent sur l'ajout de la compétence en matière d'action sociale d'intérêt communautaire ainsi que les domaines d'intervention comme suit :
*322.8 Action sociale d'intérêt communautaire*

- *Santé publique et accès aux soins*

Par ailleurs, parmi les compétences facultatives liées aux actions sociales (323.7), figure la « Gestion du Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) du Pays de Fayence ». Or, à la suite de la loi d'Accélération et simplification de l'action publique (dite loi Asap) de décembre 2020 et de l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles, les missions des Relais assistants maternels (RAM) ont été élargies. Cette loi précise que les relais « ont pour rôle

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_03-DE

d'informer les familles sur l'ensemble des modes d'accueil, collectifs ou individuels, et de les accompagner dans le choix de l'accueil le mieux adapté à leurs besoins » et qu'ils « participent à l'amélioration de la qualité de l'accueil des enfants, au renforcement de l'attractivité des métiers d'assistant maternel et de garde d'enfants à domicile et à leur professionnalisation ». L'appellation RAM étant trop restrictive, la Caisse Nationale d'Allocations Familiales utilise désormais le terme de « Relais petite enfance » (RPE).

Le Président propose par conséquent de remplacer « Gestion du Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) du Pays de Fayence » par :
*« Gestion du service intercommunal Petite Enfance et Famille ».*

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L5214-16 ;
**VU** le projet de statuts présenté en annexe et portant les modifications indiquées ci-dessus ;

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** le projet de statuts ci-annexé portant modification de la compétence optionnelle en matière d'action sociale d'intérêt communautaire et de la compétence facultative selon les termes susmentionnés ;

- **CHARGE** le Président :
  - De notifier dans les meilleurs délais cette délibération aux maires des communes membres afin de recueillir leur avis dans un délai de trois mois à compter de cette notification, conformément aux dispositions de l'article L5211-17 du Code général des Collectivités Territoriales,
  - De notifier la présente délibération à Madame la Sous-préfète de Draguignan,
  - De prendre toutes dispositions nécessaires à la bonne exécution de la présente délibération.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

# Communauté de communes du Pays de Fayence

**Bagnols-en-Forêt**
**Callian, Fayence, Mons, Montauroux,**
**Saint-Paul-en-Forêt, Seillans, Tanneron, Tourrettes**

# STATUTS

---

**ADOPTÉS PAR DÉLIBÉRATION**
**DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**N°……. DU 13/12/2023**

---

# SOMMAIRE

**PREAMBULE** ____ **3**

**TITRE I- CREATION - DUREE - SIEGE** ____ **4**

1.1 création ____
1.2 durée ____
1.3 siège ____
1.4 modifications statutaires ____

**TITRE II- REPRESENTATION - CONSEIL - BUREAU** ____ **5**

2.1 fonctionnement du conseil communautaire .....
2.2 désignation du receveur .....
2.3 fonctionnement des services .....
2.4 le conseil communautaire .....
2.5 le président ..... 6
2.6 le bureau .....
2.7 mandat .....

**TITRE III- COMPETENCES ..... 7**

3.1 définition de l'intérêt communautaire .....
31.1 notions .....
31.2 critères .....

3.2 compétences .....
32.1 compétences OBLIGATOIRES ..... 8
321.1 aménagement de l'espace .....
321.2 développement économique .....
321.3 Gestion des milieux aquatiques .....
321.4 Aires d'accueil des gens du voyage .....
321.5 Déchets ménagers et assimilés .....

32.2 compétences OPTIONNELLES .....9
322.1 environnement .....
322.2 politique du logement et cadre de vie .....
322.3 création et gestion d'équipements culturels et sportifs .....
322.4 création et gestion de services publics et organisation d'évènements locaux .....
322.5 développement du sport .....
322.6 création et gestion de la Maison de Service au Public .....
322.7 création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire .....
322.8 Santé publique et accès aux soins .....

32.3 compétences FACULTATIVES ..... 11
323.1 droit des sols .....
323.2 eau .....
323.3 assainissement collectif .....
323.4 assainissement non collectif .....
323.5 eau brute d'irrigation .....
323.6 équipement ressources naturelles et énergétiques .....
323.7 actions sociales .....
323.8 contribution au développement du secteur .....
323.9 sécurité .....
323.10 mobilité .....

**TITRE IV- DISPOSITIONS FINANCIERES……12**

# PREAMBULE

En application des articles L 5214-21 et R 5214-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, dès sa création par arrêté préfectoral du 21 août 2006 la Communauté de communes du Pays de Fayence s'est substituée au SIVOM du Pays de Fayence et a intégré depuis le 1er janvier 2014 la commune de Bagnols-en-Forêt.

# TITRE I - CREATION - DUREE - SIEGE

## 1.1- Création

En application du chapitre 4 du titre 1 du livre 2 du CGCT, il est créé une communauté de communes qui regroupe les communes de Bagnols-en-Forêt, Callian, Fayence, Mons, Montauroux, Saint-Paul-en-Forêt, Seillans, Tanneron et Tourrettes.
Son périmètre est celui des communes membres et pourra être modifié par adhésion de nouvelles communes ou retrait de communes membres.

Elle est dénommée :
"COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE"

## 1.2- Durée

La Communauté de communes est constituée pour une durée illimitée.

## 1.3- Siège

Le siège social est fixé à la Maison du Pays de Fayence 50 route de l'aérodrome – CS 80106 – 83 440 Fayence.
Les réunions ayant trait au fonctionnement du conseil communautaire se dérouleront dans la salle des fêtes - Place Saint Jean-Baptiste - 83 440 Fayence.

Les services administratifs sont fixés au Mas de Tassy 1949 R.D. 19 - CS 80106 - 83440 Tourrettes.

## 1.4- Modifications Statutaires

Les dispositions des articles L 5211-16 à L 5211-20-1 du Code Général des Collectivités Territoriales organisent les modifications statutaires relatives aux compétences de la communauté de communes, à ses conditions de fonctionnement et de durée et à son périmètre.

# TITRE II - REPRESENTATION - CONSEIL - BUREAU

## 2.1- Fonctionnement du Conseil Communautaire

Les règles de fonctionnement de l'organe délibérant de la communauté de communes sont définies par les articles L 5211-1 et suivants du CGCT.

## 2.2- Désignation du trésorier

Les fonctions de trésorier de la Communauté de communes sont assurées par monsieur le trésorier de Fayence. Celui-ci pourra être chargé d'opérations mobilières et immobilières liées au transfert des biens concernés entre le SIVOM et la Communauté de communes.

## 2.3- Fonctionnement des services

La Communauté de communes créera les services et les équipements nécessaires à son fonctionnement et se dotera du personnel et du matériel indispensables correspondant aux besoins.
Elle pourra bénéficier du personnel communal au travers de conventions de mise à disposition selon les dispositions des articles L.5211-4-1-II et L. 5214-16-1 du CGCT.

La Communauté de communes contractera toutes les assurances nécessaires pour couvrir sa responsabilité civile, celles des élus et les risques liés à l'exercice de ses compétences (article L 5211-15 du CGCT).

## 2.4- Le conseil communautaire

La loi de réforme des collectivités territoriales du 16 décembre 2010 a posé le principe de l'élection des délégués communautaires au sein des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, au suffrage universel direct par fléchage dans les communes dont le conseil municipal est élu au scrutin de liste.

Le nombre et la répartition des sièges entre les communes est déterminé par accord des communes dans les conditions fixées aux articles L5211-6-1 du CGCT.

Au terme d'un accord local constaté par l'arrêté préfectoral n°41/2019-BCLI du 11 septembre 2019, le nombre de sièges est fixé à 30 répartis comme suit:

| **Commune** | **Nombre de sièges par commune** |
|---|---|
| Montauroux | 6 |
| Fayence | 6 |
| Callian | 3 |
| Tourrettes | 3 |
| Bagnols-en-Forêt | 3 |
| Seillans | 3 |
| Saint-Paul-en-Forêt | 2 |
| Tanneron | 2 |
| Mons | 2 |
| **TOTAL** | **30** |

Le conseil communautaire se réunira au moins une fois par trimestre.

## 2.5- Le président

Le président est l'organe exécutif de la Communauté de communes.
Ses responsabilités sont définies par les articles L 5211-2, L 5211-9 et suivants du CGCT.
Il préside le conseil communautaire et exécute ses délibérations.
Le président peut déléguer une partie de ses fonctions à des vice-présidents, ou en cas d'empêchement à des membres du Bureau.
En cas d'empêchement à l'exercice de ses fonctions, le président est suppléé par un vice-président dans l'ordre des nominations.
Conformément à l'article L 2122-22 du CGCT, le président peut recevoir certaines délégations pour l'administration des affaires courantes, à la suite d'une délibération du conseil communautaire.

## 2.6- Le bureau

Le bureau de l'établissement public de coopération intercommunale est composé du président, d'un ou plusieurs vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant, ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents.

L'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze.

Le Bureau peut recevoir certaines délégations pour l'administration des affaires courantes, à la suite d'une délibération du Conseil Communautaire dans les conditions fixées à l'article L5211-10 du CGCT.

## 2.7- Mandat

Le mandat du conseil communautaire et des membres du bureau expire lors de l'installation du nouveau conseil communautaire suivant le renouvellement général des conseils municipaux.

Les conditions d'exercice du mandat des membres du conseil communautaire sont définies par les articles :

L 5211 - 8,
L 5211-12 à L 5211-15,
R 5211-3,
R 5211-4 et D 5211-5 du CGCT.

# TITRE III - COMPETENCES

## 3.1- Définition de l'intérêt communautaire

31.1- La notion d'intérêt communautaire résulte des impératifs suivants :

- nécessité pour ses habitants et pour les visiteurs de préserver l'attractivité du territoire qui ne doit pas mourir ou se déprécier, victime de ses atouts.

- nécessité de maîtriser la demande foncière en vue d'arriver à un palier de stabilisation de la population permettant d'aller au bout de ses besoins en équipements et en services publics.

- contribuer à la constitution d'un tissu économique et social plus riche, non fondé sur la fuite en avant d'une croissance artificielle due à l'évolution de la population, mais créé au moyen des ressources des communes membres.

- affirmer l'indépendance du territoire ainsi formé vis-à-vis des décisions extérieures, qui concernent cependant ses ressources et ses espaces.

31.2- Sont d'intérêt communautaire les actions, opérations, services et équipements répondant à l'un au moins des critères suivants :

- dont le périmètre, le champ d'application ou l'importance concerne plusieurs communes ;

- qui touchent à l'intérêt général concernant le territoire, la population, les ressources ;

- qui favorisent un développement économique et social durable et à plus forte valeur ajoutée ;

- qui favorisent par la collaboration entre les communes membres la réalisation d'économies d'échelle.

## 3.2- Compétences

- la totalité de celles que le SIVOM exerçait jusqu'à la date de sa dissolution

- des compétences nouvelles déléguées par les communes

Sa mission est d'œuvrer dans l'intérêt communautaire en respectant toutefois l'identité et l'autonomie qui fondent la particularité des communes, de favoriser la mise en œuvre de projets de développement communautaires, de gérer à la place des communes les services transférés, de proposer des orientations à vocation intercommunale, de réaliser la coopération intercommunale axée sur la libre volonté des communes, d'élaborer des projets communs de développement et de gestion au sein de son périmètre de solidarité.

Selon les dispositions de l'article L.5211-56 du CGCT, elle pourra assurer une prestation de services en fonctionnement pour le compte d'une autre collectivité territoriale, d'un autre EPCI ou d'un Syndicat Mixte, par dérogation au principe de spécialité territoriale qui limite son action à son périmètre.
En application des dispositions de l'article L.5111- 4 du CGCT, elle pourra garantir des emprunts pour des opérations entrant dans ses compétences.

32.1- Compétences OBLIGATOIRES

Selon les dispositions de l'article L.5214 - 16 du CGCT

321.1- Aménagement de l'Espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, SCOT et schéma de secteur :

• Etude, mise en œuvre, suivi et révision du schéma de cohérence territoriale.

• Aide aux communes pour l'élaboration et le suivi de leurs documents d'urbanisme.

• Chaque maire est chargé de représenter l'intérêt communautaire (tel que défini par l'article 1 du titre III) au cours de l'élaboration des documents d'urbanisme communaux.

• Politique d'acquisition en vue de la constitution de réserves foncières :
- afin de créer des programmes de logements sociaux ou pour actifs, dès lors que les projets concernent plus de 25 logements,
- afin de réaliser des zones de protection de l'environnement,
- afin de développer l'agro-sylvo-pastoralisme,
- et afin de favoriser le développement d'activités économiques.

• Aménagement, entretien, protection, exploitation touristique des rives du Lac de St Cassien comprises entre les côtes NGF 147,35 et 152 dans le cadre de la convention d'occupation des berges de la retenue de Saint Cassien et des terrains communaux affectés à la Communauté de communes.

321.2- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L 4251-16 du CGCT : création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire, politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme :

- Etudes et actions en faveur du développement du Pays de Fayence dans le cadre de la Stratégie de développement, d'Attractivité et de Transitions Economiques (SDATE) ;
- Etudes et actions en faveur de l'aménagement des zones d'activités existantes ;
- Etudes et actions en faveur de la dynamisation économique des centres anciens ;
- Etudes et actions en faveur du développement du haut et du très haut débit ;
- En matière de politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire :
    - L'élaboration d'une stratégie intercommunale de développement commercial ;
    - L'expression d'avis communautaire au regard de la réglementation applicable à la Commission Départementale d'Aménagement Commercial (CDAC) ;
    - Les actions d'études et d'observations des dynamiques économiques et commerciales sur le territoire communautaire ;
    - Le soutien aux associations de commerçants dans leurs actions en faveur du développement commercial à une échelle supra communale ;
    - L'accueil et l'accompagnement de porteurs de projet dans le domaine commercial, notamment par le biais de partenariats ;
    - Les actions en faveur de l'intégration des TIC dans les entreprises commerciales ;
    - L'accompagnement, au niveau communautaire, d'initiatives visant à fédérer les commerçants, artisans, prestataires de services du territoire ;

• Dans le domaine du Tourisme :
  - Promotion du tourisme à l'échelle du Pays de Fayence dans le cadre d'un office de tourisme intercommunal (articles L133-1 à L133-10 du code du Tourisme). Le statut juridique et les modalités d'organisation de l'office de tourisme seront déterminés par délibération du Conseil Communautaire.
  - Elaboration d'une stratégie de développement touristique
  - Création et gestion d'une « Maison du Lac de Saint-Cassien »
  - Programmes concernant des opérations de création de plus de 5 gîtes d'accueil
  - Études et actions en faveur de l'aménagement de vélo-routes et voies vertes, d'itinéraires de rabattement vers celles-ci et de boucles locales à partir de celles-ci.

• Dans le domaine agricole et forestier :
  - Maintien et développement de l'activité agro-sylvo-pastorale

321.3.1- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L211-7 du code de l'environnement à savoir :

- L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal ou à ce plan d'eau ;
- La défense contre les inondations et contre la mer ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

321.3.2- Gestion de l'eau (hors Gemapi) :

- Suivi de la démarche SAGE

321.4- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° et 3° du II de l'article 1er de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage :
  - Aménagement, entretien et accueil des aires d'accueil des gens du voyage.

321.4- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés :
• Collecte, transport et traitement des déchets ménagers et assimilés.
Organisation et gestion de la Collecte Sélective et de toute valorisation des déchets ménagers et assimilés.
• Création de lieux de stockage et de gestion des déchets inertes (classe 3)
• Création de lieux de stockage d'ordures ménagères résiduelles (classe 2)
• Création de lieux de stockage et de valorisation des boues des stations d'épuration

32.2- Compétences OPTIONNELLES

322.1- Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie :
• Création et fonctionnement d'un chenil fourrière intercommunal.
• Création et fonctionnement d'une fourrière intercommunale pour véhicules automobiles.
• Elaboration, actualisation et gestion du Plan Intercommunal de Débroussaillement et d'Aménagement Forestier (PIDAF) et aide au développement de la filière bois.
• Suivi de la démarche Natura 2000

322.2- Politique du logement et cadre de vie :

- Politique du logement social d'intérêt communautaire et action, par des opérations d'intérêt communautaire, en faveur du logement des personnes défavorisées
- Etudes en faveur du développement des transports collectifs intra-communautaires.
- Programme de création de logements sociaux ou pour actifs selon les préconisations du schéma de cohérence territoriale dès lors qu'ils comptent plus de 25 logements.
- Etude d'amélioration paysagère des zones d'activité existantes.

322.3- Construction, entretien et fonctionnement d'équipement culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire

- En matière de développement et d'aménagement sportif de l'espace communautaire ; construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements sportifs d'intérêt communautaire ;
- Création et/ou gestion d'équipements culturels, d'intérêt communautaire.
- Création et/ou gestion de services et d'équipements en faveur de l'enseignement de la musique du cinéma et de la danse, d'intérêt communautaire.

322.4- Création et gestion de services publics et organisation d'événements locaux :

- Actions en faveur du développement de l'éducation spécialisée
- Promotion et organisation de manifestations culturelles dont la portée concerne l'ensemble des communes du territoire.
- Organisation du Festival International de Quatuors à Cordes en Pays de Fayence.

322.5- Développement du sport :

- Création, aménagement, gestion et entretien des sentiers de randonnées (PR, GRP et promenades inscrits dans le topoguide et guide des promenades) ainsi que des circuits VTT et cyclosportifs d'intérêt communautaire.
- Promotion et organisation de manifestations sportives dont la portée concerne l'ensemble des communes du territoire.

322.6- : Création et gestion de la Maison de Services au Public du Pays de Fayence et définition des obligations de service public afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

322.7- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire :

- Voirie de desserte des zones d'activités,
- Voirie de circulation interne des zones d'activités,
- Création, aménagement et gestion de parcs de stationnement et de pôles de mobilités.

322.8 Action sociale d'intérêt communautaire

- Santé publique et accès aux soins

2.3- Compétences FACULTATIVES

323.1- Droit des sols :

- Instruction des autorisations relatives au droit des sols pour les communs membres de la Communauté de Communes

323.2- Eau :

- Production d'eau potable, y compris le prélèvement dans le milieu par captage ou pompage, la protection du point de prélèvement, le traitement d'eau brute destinée à la consommation humaine
- Transport, stockage d'eau
- Distribution d'eau potable, y compris l'élaboration du schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution

323.3- Assainissement collectif :

- Le contrôle des raccordements au réseau public de collecte des eaux usées
- La collecte, y compris l'élaboration du schéma d'assainissement déterminant les zones desservies par le réseau de collecte des eaux usées, et le transport
- L'épuration des eaux usées, ainsi que l'élimination des boues produites

323.4- Assainissement non collectif :

- Vérification technique de la conception, de l'implantation et de la réalisation de l'assainissement non collectif
- Contrôle diagnostic et contrôle périodique de bon fonctionnement

323.5- Eau brute d'irrigation :

- L'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations relevant de l'irrigation agricole

323.6- Equipements - Ressources naturelles et énergétiques :

- Service de la Distribution Publique de l'Energie Electrique (avec pouvoir concédant).
- Etudes et actions concernant la protection et l'amélioration de la ressource en eau.
- Etudes et réalisations en faveur du développement de la filière bois.
- Travaux et équipement de la Maison de Pays et du Mas de Tassy.
- Eclairage public et réseau téléphonique dans le cadre des travaux d'effacement esthétique des réseaux.
- Aménagement numérique de l'espace.
- Etablissement et exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques tel que prévu à l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales.

323.7- Actions Sociales :

- Réalisation de chantiers et autres actions favorisant l'insertion sociale et la qualification professionnelle de personnes en difficulté.
- Adhésion à la Mission Locale Est-Var.
- Réalisation d'études et d'actions en faveur du maintien à domicile des personnes âgées, handicapées et à mobilité réduite.
- ~~Gestion du Relais d'Assistantes Maternelles (RAM) du Pays de Fayence.~~ Gestion du service intercommunal Petite Enfance et Famille
- Création, aménagement et gestion d'équipement de santé pluri-professionnel et d'intérêt communautaire.

323.8- Contribution au Développement du Secteur :

• Prestations de services au profit d'une ou plusieurs communes, ou d'un EPCI, membres ou extérieures à la Communauté, dans les conditions de l'article L. 5211-56 du CGCT.

• Etudes et Travaux sous contrat de mandat n'intéressant qu'une ou plusieurs communes membres ou extérieures au groupement.

• Conventions de coopération dans les conditions des articles L. 5211- 4-1- II, L. 5214-16-1 et L. 5721- 9 du CGCT.

La Communauté de Communes pourra adhérer à un Pays et signer des chartes de Pays avec d'autres EPCI et collectivités.

323.9- Sécurité :

• Création d'une Police Intercommunale et environnementale

• Réseau radio intercommunal

• Versement des contributions communales au budget du Service Départemental d'Incendie et de Secours

323.9- Mobilité :

• Organisation de la mobilité au sens de l'article L1231-1 du Code des transports

# TITRE IV- DISPOSITIONS FINANCIERES

Les recettes du budget de la Communauté de communes comprennent :

- Les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 quinquies C ou, le cas échéant, à l'article 1609 nonies C du code général des impôts ;

- Le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la Communauté de Communes ;

- Les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange de services rendus et de ventes diverses ;

- Les subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région, du Département, des Communes et des établissements publics ;

- Le produit des dons et legs ;

- Le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;

- Le produit des emprunts.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_04-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/04
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## AVENANT N°1 À LA CONVENTION CONSTITUTIVE DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC (GIP) AGENCE DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE (AREVE)

La Communauté de communes du Pays de Fayence a adhéré au Groupement d'intérêt public AREVE par délibération n°160628/4 du 28 juin 2016.
Lors de sa création, l'AREVE était installé au techno-parc Epsilon 1, à Saint-Raphaël. Pour des raisons de visibilité et pour réaliser des économies de loyer, l'agence a transféré son siège social dans des locaux situés à Fréjus – Immeuble INSULA – Angle des rues de l'Estérel et Maréchal Galliéni.
Ce déménagement nécessite une modification de l'article 4 de la convention constitutive du GIP AREVE dont l'avenant est joint à la présente délibération.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, notamment ses articles 99 et 102,
**VU** le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,
**VU** la Convention Constitutive du Groupement d'intérêt Public AREVE, approuvée par arrêté préfectoral n° 89/2016 BCL du 28 décembre 2016,
**VU** la délibération n°160628/4 du 28 juin 2016 du Conseil Communautaire approuvant l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays de Fayence au GIP AREVE,
**VU** les délibérations de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2021 du Groupement d'intérêt Public AREVE approuvant le déménagement du siège social,
**VU** l'Arrêté Préfectoral AP/475 2021 du 23 novembre 2021 portant approbation de l'avenant n°1 à la Convention Constitutive du Groupement d'intérêt Public AREVE,
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- PREND ACTE du changement d'adresse du siège social du GIP AREVE figurant à l'article 4 de la convention constitutive comme suit :
  Immeuble INSULA – Angle des rues de l'Estérel et Maréchal Galliéni – 83600 FREJUS
- AUTORISE le Président à signer ledit avenant annexé à la présente.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

# Avenant n°1 a la convention constitutive du GIP (Groupement d'Intérêt Public AREVE (Agence de Rénovation Energétique Var Est)

Vu la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, notamment ses articles 99 et 102,

Vu le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public,

Vu la Convention Constitutive du Groupement d'intérêt Public AREVE, approuvée par arrêté préfectoral n° 89/2016 BCL du 28 décembre 2016,

Vu la délibération n°160628/4 du 28 juin 2016 du Conseil Communautaire approuvant l'adhésion de la Communauté de Communes du Pays de Fayence au GIP AREVE,

Vu les délibérations de l'Assemblée Générale du 23 septembre 2021 du Groupement d'intérêt Public AREVE approuvant le déménagement du siège social,

Vu l'Arrêté Préfectoral AP/475 2021 du 23 novembre 2021 portant approbation de l'avenant n°1 à la Convention Constitutive du Groupement d'intérêt Public AREVE,

Lors sa création, l'AREVE s'est installée au techno-parc Epsilon 1, à Saint-Raphaël, et en a fait son siège social, tel qu'indiqué à l'article 4 de sa convention constitutive approuvée par l'Arrêté Préfectoral 89/2016 du 28/12/2016.

Ces locaux, excentrés, sont peu signalés pour le grand public et sont par ailleurs trop grands au vu des effectifs de l'AREVE. En conséquence, afin de gagner en visibilité et de réaliser des économies de loyer, il a été décidé de déménager les bureaux dans un lieu plus adapté et d'y transférer le siège social.
Un local a été identifié à Fréjus, Immeuble Insula, angle des rues de l'Estérel et Maréchal Galliéni.

L'Article 4 de la Convention constitutive prévoit que le siège social du GIP peut être transféré en tout lieu par décision de l'Assemblée Générale.

Par ailleurs, l'article 99 5° de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit prévoit que le siège social d'un GIP fait partie des mentions obligatoires prévues à sa convention constitutive. Son déménagement nécessite donc une modification de cette dernière.

Il est convenu que l'article 4 de la convention constitutive est modifié comme suit (les autres articles demeurent inchangés) :

**Article 4 – Siège du GIP**

Le siège social du GIP est fixé :

Immeuble INSULA – Angle des rues de l'Estérel et Maréchal Galliéni – 83600 FREJUS

Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'assemblée générale.

| | | |
|---|---|---|
| Pour la Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération | Pour la Communauté d'Agglomération Dracénie Provence Verdon Agglomération | Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence |
| Le Président | Le Président | Le Président |
| Frédéric MASQUELIER | Richard STRAMBIO | René UGO |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_05-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/05

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
Présents : **René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

Absents excusés : **Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## GROUPE D'ACTION LOCAL (GAL) DRACÉNIE-PAYS DE FAYENCE : DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA CCPF AU COMITÉ DE PROGRAMMATION (COPROG) ET DU SUPPLÉANT REPRÉSENTANT LE GAL AUX COMITÉS REGIONAUX DE SUIVI FEADER 23-27 ET INTERFONDS

---

Le Président rappelle que par délibération n°221206/02 du conseil communautaire en date du 6 décembre 2022, il a été approuvé la candidature conjointe de la Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF) et de Dracénie Provence Verdon agglomération (DPVa) au Programme LEADER 2023-2027 en vue de constituer un Groupe d'Action Locale (GAL) Dracénie-Pays de Fayence.

Cette candidature a été déposée auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en tant qu'Autorité de Gestion Régionale responsable des mesures non-surfaciques du FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural), dont relève le programme LEADER (Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale). L'enveloppe demandée pour le programme 2023-2027 s'élevait à 1,5 millions d'euros.
Le Président rappelle à l'assemblée que le 24 mars 2023, par délibération n°23-0155, la Région a approuvé la candidature conjointe DPVa-CCPF pour la constitution du GAL Dracénie-Pays de Fayence et lui a attribué une enveloppe financière de 1 342 314 €.
Ainsi, et pour la première fois, le territoire du Pays de Fayence va pouvoir bénéficier des financements européens du programme LEADER.

Un GAL n'étant pas une structure juridique propre, une « structure porteuse » doit être désignée. Elle assume le fonctionnement administratif du GAL, la gestion du personnel affecté, et le portage juridique.

L'instauration du GAL, la désignation de DPVa comme structure porteuse, ainsi que la convention de co-portage par la CCPF pour contribuer financièrement aux charges de personnel, d'animation et de gestion de ce GAL, ont été approuvés par délibération n° 230628/02 du conseil communautaire en date du 28 juin 2023.
Il s'agit à présent de désigner les deux représentants (titulaires et suppléants) de la CCPF au sein du Comité de Programmation (COPROG) du Groupe d'Action Local Dracénie-Pays de Fayence. Ce COPROG est l'instance décisionnelle du GAL et a notamment pour rôle d'examiner les dossiers déposés par les porteurs de projet et de décider de l'attribution des subventions LEADER.
Sa composition doit être le reflet de la stratégie et des enjeux du territoire. Il doit rassembler des partenaires locaux, représentatifs des différents milieux socio-économiques concernés par la stratégie définie dans le cadre de la candidature

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_05-DE

du GAL, et issus des secteurs publics et privés. Il est composé de deux collèges, l'un représentant les acteurs publics et institutionnels ; l'autre représentant les acteurs privés.

Par ailleurs, la Région a sollicité notre GAL pour désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant pour siéger aux comités régionaux de suivi FEADER 2023-2027 et interfonds. Un représentant titulaire ayant été désigné par DPVa, en tant que structure porteuse, il convient de désigner son suppléant parmi les représentants de la CCPF au Comité de programmation du Groupe d'Action Local Dracénie-Pays de Fayence.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**VU** la délibération n°221206/02 du conseil communautaire en date du 6 décembre 2022 portant approbation de la candidature conjointe de la Communauté de communes du Pays de Fayence et de Dracénie Provence Verdon agglomération au Programme LEADER 2023-2027 en vue de constituer un Groupe d'Action Locale Dracénie - Pays de Fayence ;

**VU** la délibération n° C_2022_222 du conseil d'agglomération de Dracénie Provence Verdon agglomération en date du 13 décembre 2022, relative à la candidature au programme LEADER 2023-2027 ;

**VU** la délibération n°23-0155 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur du 24 mars 2023 portant approbation de la candidature de Dracénie Provence Verdon agglomération et de la Communauté de communes du Pays de Fayence pour la création d'un nouveau Groupe d'Action Locale « Dracénie-Pays de Fayence » ;

**VU** la délibération n°230628/02 du conseil communautaire en date du 28 juin 2023, approuvant l'instauration du GAL Dracénie-Pays de Fayence, désignant DPVa comme structure porteuse, approuvant la convention de partenariat relative au co-portage du GAL par DPVa et la CCPF, et désignant le président de DPVa comme signataire de la convention avec la Région, en tant qu'Autorité de Gestion Régionale, relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027 ;

**VU** la délibération n° C_2023_166 du conseil d'agglomération de Dracénie Provence Verdon agglomération en date du 27 septembre 2023, autorisant le président à signer cette convention relative à la mise en œuvre du Développement Local mené par les Acteurs Locaux dans le cadre du Plan Stratégique National 2023-2027 ;

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **DÉSIGNE :**
  - **René UGO** en tant que représentant titulaire de la CCPF au sein du Comité de Programmation (COPROG) du Groupe d'Action Local Dracénie-Pays de Fayence et **Nicolas MARTEL** en tant que suppléant ;
  - **René BOUCHARD** en tant que représentant titulaire de la CCPF au sein du Comité de Programmation (COPROG) du Groupe d'Action Local Dracénie-Pays de Fayence et **Jean-Yves HUET** en tant que suppléant ;

- DÉSIGNE
  - **René UGO** en tant que suppléant du représentant titulaire du Groupe d'Action Local Dracénie-Pays de Fayence, désigné par DPVa, pour siéger aux comités régionaux de suivi FEADER 2023-2027 et interfonds.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_6-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/06

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## PARRAINAGE POUR L'ADHÉSION DE LA COMMUNE DE MONTAUROUX À LA CENTRALE D'ACHAT PUBLIC GIP RESAH

Le groupement « Réseau des acheteurs hospitaliers » (GIP RESAH) est un groupement d'intérêt public (GIP) dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur de la santé, public et privé non lucratif.
Créé en 2007 pour appuyer la mutualisation des achats hospitaliers pour la région Ile-de-France, le RESAH a ouvert, à la demande de la Direction générale de l'offre de soins (DGOS), l'accès à ses marchés au territoire national en 2016. Son activité était initialement réservée aux seuls établissements hospitaliers, mais s'ouvre désormais à tous les établissements publics, dont les collectivités locales.
Le RESAH a constitué une centrale d'achat au sens des articles L2113-2 et suivants du Code de la commande publique.

Le 06 décembre 2022, la CCPF a adhéré au GIP RESAH, notamment pour les marchés suivants :
- 2021-045 Lot 2 – Fibre dont le titulaire est « Orange » ;
- 2021-045 Lot 4 – Mobile dont le titulaire est « Orange ».

En référence à l'article 1 « bénéficiaire potentiel » du CCAP et de l'accord cadre mono-attributaire n°2021-045 pour ledit marché, il est possible pour les communes membres de l'EPCI d'adhérer au RESAH et à ce marché sous couvert d'une convention de parrainage.
Aussi, les frais d'adhésion à la centrale et au marché sont supportés par les communes parrainées.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** le code de la commande publique, et notamment les articles L2113-2 et suivants ;
**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
**VU** la demande de parrainage de la commune de Montauroux ;
**VU** la convention de parrainage pour l'adhésion à la Centrale d'Achat du RESAH;

**CONSIDÉRANT** que les frais d'adhésion à la centrale et au marché seront supportés par la Commune de Montauroux ;
**CONSIDÉRANT** que la Commune de Montauroux pourra administrer, gérer et payer ses consommations en totale autonomie sans l'intermédiaire de la Communauté de Communes ;
**CONSIDÉRANT** qu'aucun frais ne sera supporté par la Communauté de Communes ;

**ENTENDU** cet exposé,

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_6-DE

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** le parrainage pour l'adhésion au Réseau des Acheteurs Hospitaliers (RESAH) de la Commune de Montauroux ;
- **AUTORISE** le Président à signer la convention de parrainage d'adhésion au RESAH pour la commune de Montauroux, ainsi que tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_07-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/07
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## APPEL D'OFFRE N°2023ASSUR PORTANT SUR LES CONTRATS D'ASSURANCE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE - LOTS 1 et 2

---

**La présente consultation est une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence en application des articles L.2122-1 et R.2122-2 du Code de la commande publique.**
La présente consultation a pour objet la souscription des contrats d'assurance pour la Communauté de Communes du PAYS DE FAYENCE.
La présente consultation concerne uniquement le Lot 1 Responsabilité civile et risques annexes - Protection Fonctionnelle des agents et des élus et le Lot 2 Dommages aux Biens et risques annexes qui ont été déclaré sans suite pour infructuosité.
Les prestations s'inscrivent dans un marché public de prestation de service.

- Lot 1 Responsabilité civile et risques annexes – Protection juridique – Protection Fonctionnelle des agents et des élus
- Lot 2 Dommages aux Biens et risques annexes

**Lot 1 = Responsabilité civile et risques annexes – Protection juridique – Protection Fonctionnelle des agents et des élus**

| N° PLI | ENTREPRISE / GROUPEMENT |
|---|---|
| 1 | SMACL |

Lot 2 = Dommages aux Biens et risques annexes

| N° PLI | ENTREPRISE / GROUPEMENT |
|---|---|
| 1 | SMACL |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_07-DE

La commission s'est réunie le 29 novembre 2023 à 15h00 en vue de procéder à l'analyse des offres reçues en réponse à la consultation.
Aux termes de l'examen des candidatures et des offres, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer les deux lots de ce marché au candidat suivant :

Offre LOT 1 :

- **Le candidat SMACL ASSURANCES**

Le candidat présente une offre sous forme de groupement conjoint. Le mandataire est la SMACL ASSURANCES SA et le co-traitant SMACL ASSURANCES.
Montant TTC DE LA PRIME : **16 448.14 € TTC décomposée comme suit :**
**RESPONSABILITE CIVILE : Taux : 0.24% - Prime : 12 089,46 € (assiette masse salariale : 4 621 356 €)**
**Protection Juridique : 3855.60 € TTC**
**Protection fonctionnelle : 149 agents et élus – 3 €/agent ou Elu soit 503.08 € TTC**

Offre lot 2 :

- **Le candidat SMACL ASSURANCES**

Le candidat présente une offre sous forme de groupement conjoint. Le mandataire est la SMACL ASSURANCES SA et le co-traitant SMACL ASSURANCES
**Montant TTC DE LA PRIME :**
Superficie 11 093m2
Taux 1.30€HTm2
**15 660.34 €TTC**
Quai de transfert et déchetterie automatique
Superficie 587m2
Taux 9.99€HTm2
**6 286.46 €TTC**

TOTAL : 21 946.80 €TTC

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **DÉCIDE** de retenir la proposition de la Commission d'appels d'offres,
- **AUTORISE** le Président à signer les lots du marché désigné ci-dessus avec les entreprises suivantes :

**• Concernant le lot n°1 : = Responsabilité civile et risques annexes – Protection juridique – Protection Fonctionnelle des agents et des élus**
Avec le candidat suivant :

**SMACL ASSURANCES SA**
**141 Rue Salvador Allende- CS 2000**
**79 031 NIORT CEDEX 3**
**SIRET 833 817 224 00029**

PRIME ANNUELLE TTC : **16 448.14 € TTC**
Imputation budgétaire : 6161

**• Concernant le lot n°2 : Dommages aux Biens et risques annexes**
Avec le candidat suivant :

**SMACL ASSURANCES SA**
**141 Rue Salvador Allende- CS 2000**
**79 031 NIORT CEDEX 3**
**SIRET 833 817 224 00029**

PRIME ANNUELLE TTC : 21 946.80 €TTC
Imputation budgétaire : 6161

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_07-DE

Durée : Le présent marché est conclu à compter du 01/01/2024 00h01 jusqu'au 31/12/2027 23h59, soit une durée totale maximale du marché de 4 ans.
Prise d'effet : 01/01/2024
L'échéance est fixée au 1er janvier de chaque année.

*En cours d'exécution, le contrat pourra être résilié annuellement à l'échéance par l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de 6 mois par courrier recommandé avec AR pour l'assureur et pour l'assuré. Toute modification sur les conditions du contrat devra être notifiée en respectant ce préavis de 6 mois. Si ce préavis n'est pas respecté, la modification ne pourra être effective.*

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_07-DE

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 2- FINANCES

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/08
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## BUDGET ANNEXE EAU – DÉCISION MODIFICATIVE N°2

Le Président informe l'assemblée que la décision modificative n°2 (DM 2), détaillée ci-dessous, présente les modifications des prévisions budgétaires rendues nécessaires pour tenir compte :

- Des résultats quasi-définitifs des facturations eau sur l'année 2023 selon les derniers relevés des consommations de l'été
- De l'avancée des programmes d'investissement en fin d'année

Ces modifications aboutissement à une diminution du budget annexe de l'Eau de 4 603 086€ dont une diminution de 850 000€ de la section de fonctionnement et 3 753 086€ de la section d'investissement.

Après prise en compte des éléments suivants :

### 1. Dépenses de fonctionnement

| Chapitres | BP 2023 + DM1 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 011 – Charges à caractère général | 1 954 777.00 | - 5 730.00 | 1 949 047.00 |
| Chapitre 012 – Charges de personnel | 2 720 640.00 | | 2 720 640.00 |
| Chapitre 014 – Atténuations de produits * | 2 201 553.06 | - 500 000.00 | 1 701 553.06 |
| Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante | 115 000.00 | | 115 000.00 |
| Chapitre 66 – Charges financières | 121 706.88 | | 121 706.88 |
| Chapitre 67 – Charges exceptionnelles | 140 000.00 | 81 000.00 | 221 000.00 |
| Chapitre 68 – Dotations aux provisions | 26 634.00 | | 26 634.00 |
| Chapitre 022 – Dépenses imprévues | 282 272.19 | - 217 270.00 | 65 002.19 |
| Chapitre 023 – Virement à l'investissement | 3 650 000.00 | - 228 000.00 | 3 422 000.00 |
| Chapitre 042 – Opérations d'ordre (Amortissements) | 1 627 396.30 | 20 000.00 | 1 647 396.30 |
| **Total des propositions nouvelles** | **12 839 979.43** | **- 850 000.00** | **11 989 979.43** |

** Baisse des reversements de redevances pollution et prélèvement à l'Agence de l'Eau consécutive à la baisse des consommations et de la production*

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

2. Recettes de fonctionnement

| Chapitres | BP 2023 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 013 – Atténuations de charges | 16 300.00 | 3 275.00 | 19 575.00 |
| Chapitre 70 – Ventes de produits et prestations * | 8 423 149.78 | - 1 066 900.00 | 7 356 249.78 |
| Chapitre 74 – Subventions d'exploitation | | 77 368.00 | 77 368.00 |
| Chapitre 77 – Produits exceptionnels | 20 000.00 | 26 329.00 | 46 329.00 |
| Chapitre 042 – Opérations d'ordre (Am. Subv., trx régie) ** | 534 892.73 | 109 928.00 | 644 820.73 |
| 002 – Excédent de fonctionnement reporté | 3 845 636.92 | | 3 845 636.92 |
| **Total des propositions nouvelles** | **12 839 979.43** | **- 850 000.00** | **11 989 979.43** |

** Baisse des consommations sur l'année de 504 000m3, non compensée par les nouveaux tarifs*

*** Augmentation des travaux en régie*

3. Dépenses d'investissement

| Chapitres | BP 2023 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles | 953 884.67 | - 122 990.00 | 830 894.67 |
| Chapitre 21 – Immobilisations corporelles * | 1 502 522.06 | 111 305.20 | 1 613 827.06 |
| Chapitre 23 – Immobilisations en cours ** | 9 206 782.31 | - 3 901 329.20 | 5 305 453.11 |
| Chapitre 13 – Subventions d'investissement | 1 000.00 | | 1 000.00 |
| Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées | 409 055.03 | | 409 055.03 |
| Chapitre 26 – Participations et créances rattachées | 6 900.00 | | 6 900.00 |
| Chapitre 040 – Opérations d'ordre (Am. Subv., trx régie) | 534 892.73 | 109 928.00 | 644 820.73 |
| Chapitre 041 – Opérations patrimoniales (Intégrations) | 100 000.00 | 50 000.00 | 150 000.00 |
| Chapitre 001 – Déficit d'investissement reporté | 379 465.85 | | 379 465.85 |
| **Total des propositions nouvelles** | **13 094 502.65** | **- 3 753 086.00** | **9 341 416.65** |

** Acquisition de matériels supplémentaires pour les différents bassins améliorant le suivi de la qualité de l'eau et la gestion des pressions*

*** Report sur 2024 de :*

- *La rénovation du réseau de distribution Belvédère à MONTAUROUX*
- *La réhabilitation de la station de pompage de TANNERON*
- *La rénovation du réseau de distribution Chemin de la Tuilerie à TOURRETTES*
- *La sécurisation de l'alimentation du territoire par le Lac de Saint Cassien*

4. Recettes d'investissement

| Chapitres | BP 2023 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 13 – Subventions d'investissement * | 2 838 570.76 | 362 064.00 | 3 200 634.76 |
| Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilés * | 4 242 050.00 | - 3 957 150.00 | 284 900.00 |
| Chapitre 106 – Affectation du résultat | 636 485.59 | | 636 485.59 |
| Chapitre 021 – Virement du fonctionnement | 3 650 000.00 | - 228 000.00 | 3 422 000.00 |
| Chapitre 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) | 1 627 396.30 | 20 000.00 | 1 647 396.30 |
| Chapitre 041 – Opérations patrimoniales (Intégrations) | 100 000.00 | 50 000.00 | 150 000.00 |
| **Total des propositions nouvelles** | **13 094 502.65** | **- 3 753 086.00** | **9 341 416.65** |

** Annulation de l'emprunt et des subventions prévues pour la station de pompage de TANNERON*

** Annulation de l'emprunt d'équilibre prévu pour les opérations reportées sur 2024*

Le Président demande à l'assemblée de se prononcer sur la décision modificative n° 2 qui entraîne une diminution du budget annexe de l'eau de 4 603 086€, dont une diminution de 850 000€ de la section de fonctionnement et 3 753 086€ de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- **VOTE** la décision modificative n° 2 sur le budget annexe de l'eau, par chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, telle que détaillée dans le document budgétaire ci-joint,
- **HABILITE** le Président à procéder à l'exécution comptable de cette décision.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

| Numéro SIRET 20000480200068 | COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE |
|---|---|

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE DE FAYENCE

## SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

## Décision modificative 2 (3)

BUDGET : EAU (3)

**ANNEE 2023**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# Sommaire


## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19


(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES
## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## VUE D'ENSEMBLE

A1

### EXPLOITATION

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION | RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | -850 000,00 | -850 000,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3) | -850 000,00 | -850 000,00 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068) | -3 753 086,00 | -3 753 086,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | -3 753 086,00 | -3 753 086,00 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | -4 603 086,00 | -4 603 086,00 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
## SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

### DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 3 291 928,06 | 0,00 | -5 730,00 | -5 730,00 | 3 286 198,06 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 2 720 640,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 720 640,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 864 402,00 | 0,00 | -500 000,00 | -500 000,00 | 364 402,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 115 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 115 000,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **6 991 970,06** | **0,00** | **-505 730,00** | **-505 730,00** | **6 486 240,06** |
| 66 | Charges financières | 121 706,88 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 121 706,88 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 140 000,00 | 0,00 | 81 000,00 | 81 000,00 | 221 000,00 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 26 634,00 | | 0,00 | 0,00 | 26 634,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 282 272,19 | | -217 270,00 | -217 270,00 | 65 002,19 |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **7 562 583,13** | **0,00** | **-642 000,00** | **-642 000,00** | **6 920 583,13** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (6)* | *3 650 000,00* | | *-228 000,00* | *-228 000,00* | *3 422 000,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *1 627 396,30* | | *20 000,00* | *20 000,00* | *1 647 396,30* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***5 277 396,30*** | | ***-208 000,00*** | ***-208 000,00*** | ***5 069 396,30*** |
| **TOTAL** | | **12 839 979,43** | **0,00** | **-850 000,00** | **-850 000,00** | **11 989 979,43** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **11 989 979,43** |

### RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 16 300,00 | 0,00 | 3 275,00 | 3 275,00 | 19 575,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 8 423 149,78 | 0,00 | -1 066 900,00 | -1 066 900,00 | 7 356 249,78 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | 0,00 | 77 368,00 | 77 368,00 | 77 368,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **8 439 449,78** | **0,00** | **-986 257,00** | **-986 257,00** | **7 453 192,78** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 20 000,00 | 0,00 | 26 329,00 | 26 329,00 | 46 329,00 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **8 459 449,78** | **0,00** | **-959 928,00** | **-959 928,00** | **7 499 521,78** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *534 892,73* | | *109 928,00* | *109 928,00* | *644 820,73* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***534 892,73*** | | ***109 928,00*** | ***109 928,00*** | ***644 820,73*** |
| **TOTAL** | | **8 994 342,51** | **0,00** | **-850 000,00** | **-850 000,00** | **8 144 342,51** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **3 845 636,92** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **11 989 979,43** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)** | **4 424 575,57** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

*(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 953 884,67 | 0,00 | -122 990,00 | -122 990,00 | 830 894,67 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 1 502 522,06 | 0,00 | 111 305,20 | 111 305,20 | 1 613 827,26 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 9 206 782,31 | 0,00 | -3 901 329,20 | -3 901 329,20 | 5 305 453,11 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **11 663 189,04** | **0,00** | **-3 913 014,00** | **-3 913 014,00** | **7 750 175,04** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 409 055,03 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 409 055,03 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 6 900,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 900,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **416 955,03** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **416 955,03** |
| **45...** | **Total des opérations pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **12 080 144,07** | **0,00** | **-3 913 014,00** | **-3 913 014,00** | **8 167 130,07** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *534 892,73* | | *109 928,00* | *109 928,00* | *644 820,73* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *100 000,00* | | *50 000,00* | *50 000,00* | *150 000,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***634 892,73*** | | ***159 928,00*** | ***159 928,00*** | ***794 820,73*** |
| **TOTAL** | | **12 715 036,80** | **0,00** | **-3 753 086,00** | **-3 753 086,00** | **8 961 950,80** |

+

| | |
|---|---|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 379 465,85 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 9 341 416,65 |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | 2 838 570,76 | 0,00 | 362 064,00 | 362 064,00 | 3 200 634,76 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 4 242 050,00 | 0,00 | -3 957 150,00 | -3 957 150,00 | 284 900,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **7 080 620,76** | **0,00** | **-3 595 086,00** | **-3 595 086,00** | **3 485 534,76** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 106 | Réserves (7) | 636 485,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 636 485,59 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **636 485,59** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **636 485,59** |
| **45...** | **Total des opérations pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **7 717 106,35** | **0,00** | **-3 595 086,00** | **-3 595 086,00** | **4 122 020,35** |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *3 650 000,00* | | *-228 000,00* | *-228 000,00* | *3 422 000,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *1 627 396,30* | | *20 000,00* | *20 000,00* | *1 647 396,30* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *100 000,00* | | *50 000,00* | *50 000,00* | *150 000,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***5 377 396,30*** | | ***-158 000,00*** | ***-158 000,00*** | ***5 219 396,30*** |
| **TOTAL** | | **13 094 502,65** | **0,00** | **-3 753 086,00** | **-3 753 086,00** | **9 341 416,65** |

+

| | |
|---|---|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 9 341 416,65 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)** | **4 424 575,57** |

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | -5 730,00 | | -5 730,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | -500 000,00 | | -500 000,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 81 000,00 | *0,00* | 81 000,00 |
| 68 | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions | 0,00 | *20 000,00* | 20 000,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4) | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | -217 270,00 | | -217 270,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *-228 000,00* | -228 000,00 |
| | **Dépenses d'exploitation – Total** | **-642 000,00** | ***-208 000,00*** | **-850 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **-850 000,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *9 928,00* | 9 928,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | -122 990,00 | 0,00 | -122 990,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 111 305,20 | 150 000,00 | 261 305,20 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | -3 901 329,20 | 0,00 | -3 901 329,20 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | **-3 913 014,00** | ***159 928,00*** | **-3 753 086,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-3 753 086,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 3 275,00 | | 3 275,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | -1 066 900,00 | | -1 066 900,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *100 000,00* | 100 000,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 77 368,00 | | 77 368,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 26 329,00 | *9 928,00* | 36 257,00 |
| 78 | Reprise amort., dépreciat° et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Recettes d'exploitation – Total** | **-959 928,00** | ***109 928,00*** | **-850 000,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **-850 000,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 362 064,00 | *0,00* | 362 064,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | -3 957 150,00 | *0,00* | -3 957 150,00 |
| 18 | Comptes liaison : affectat° BA, régies | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | *50 000,00* | 50 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *20 000,00* | 20 000,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *491* | *Dépréciations des comptes de clients* | | *0,00* | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | | *-228 000,00* | -228 000,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | **-3 595 086,00** | ***-158 000,00*** | **-3 753 086,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AUX COMPTES 106** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-3 753 086,00** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général (5) (6)** | **3 291 928,06** | **-5 730,00** | **-5 730,00** |
| 605 | Achats d'eau | 333 000,00 | -93 000,00 | -93 000,00 |
| 6061 | Fournitures non stockables (eau, énergie | 365 000,00 | -115 000,00 | -115 000,00 |
| 6063 | Fournitures entretien et petit équipt | 99 100,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 7 300,00 | 2 000,00 | 2 000,00 |
| 6066 | Carburants | 62 100,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 171 200,00 | 80 000,00 | 80 000,00 |
| 611 | Sous-traitance générale | 51 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 49 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61523 | Entretien, réparations réseaux | 299 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 44 400,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 30 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 17 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 14 686,00 | 840,00 | 840,00 |
| 618 | Divers | 30 230,00 | 8 000,00 | 8 000,00 |
| 6226 | Honoraires | 82 725,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 15 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 6228 | Divers | 7 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 1 100,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 6238 | Divers | 33 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 | Transports sur achats | 1 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6257 | Réceptions | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 70 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 87 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 3 636,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 2 400,00 | 550,00 | 550,00 |
| 6283 | Frais de nettoyage des locaux | 17 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62871 | Remb. frais à la coll. de rattachement | 0,00 | 29 880,00 | 29 880,00 |
| 62878 | Remb. frais à des tiers | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6354 | Droits d'enregistrement et de timbre | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6371 | Redevance versée aux agences de l'eau | 1 337 151,06 | 0,00 | 0,00 |
| 6378 | Autres taxes et redevances | 1 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **2 720 640,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 313 360,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6411 | Salaires, appointements, commissions | 2 383 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6472 | Versements aux comités d'entreprise | 9 540,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 5 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 648 | Autres charges de personnel | 8 740,00 | 0,00 | 0,00 |
| **014** | **Atténuations de produits (7)** | **864 402,00** | **-500 000,00** | **-500 000,00** |
| 701249 | Reversement redevance agence de l'eau | 864 402,00 | -100 000,00 | -100 000,00 |
| 701259 | Reversement - redevance agence de l'eau | 0,00 | -400 000,00 | -400 000,00 |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **115 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6512 | Droits d'utilisat° - informatique nuage | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6532 | Frais de mission élus | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 62 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)** | **6 991 970,06** | **-505 730,00** | **-505 730,00** |
| **66** | **Charges financières (b) (8)** | **121 706,88** | **0,00** | **0,00** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 111 659,46 | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | 47,42 | 0,00 | 0,00 |
| 6688 | Autre | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **140 000,00** | **81 000,00** | **81 000,00** |
| 6712 | Amendes fiscales et pénales | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles gestion | 60 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 40 000,00 | -35 000,00 | -35 000,00 |
| 6742 | Subventions exceptionnelles d'équipement | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 10 000,00 | 103 000,00 | 103 000,00 |
| **68** | **Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)** | **26 634,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6817 | Dot. dépréc. actifs circulants | 26 634,00 | 0,00 | 0,00 |
| **69** | **Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 022 | **Dépenses imprévues (f)** | 282 272,19 | -217 270,00 | -217 270,00 |
| | TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f | 7 562 583,13 | -642 000,00 | -642 000,00 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | [illegible] nouvelles (3) | [illegible] |
|---|---|---|---|---|
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *3 650 000,00* | *-228 000,00* | *-228 000,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)* | *1 627 396,30* | *20 000,00* | *20 000,00* |
| *6811* | *Dot. amort. Immos incorp. et corporelles* | *1 624 881,40* | *20 000,00* | *20 000,00* |
| *6862* | *Dot. amort. charges financ. à répartir* | *2 514,90* | *0,00* | *0,00* |
| *TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | | *5 277 396,30* | *-208 000,00* | *-208 000,00* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE* | | *5 277 396,30* | *-208 000,00* | *-208 000,00* |
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 12 839 979,43 | -850 000,00 | -850 000,00 |

+

| | |
|---|---|
| RESTES A REALISER N-1 (13) | 0,00 |

+

| | |
|---|---|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13) | 0,00 |

=

| | |
|---|---|
| TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES | -850 000,00 |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 30 791,05 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 30 743,63 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 47,42 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) cf. Modalités de vote I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **013** | **Atténuations de charges (5)** | **16 300,00** | **3 275,00** | **3 275,00** |
| 64198 | Autres remboursements | 16 300,00 | 3 275,00 | 3 275,00 |
| **70** | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **8 423 149,78** | **-1 066 900,00** | **-1 066 900,00** |
| 70111 | Ventes d'eau aux abonnés | 6 415 840,44 | -1 300 000,00 | -1 300 000,00 |
| 701241 | Redevance pollution d'origine domestique | 923 718,70 | 250 000,00 | 250 000,00 |
| 701251 | Redevance prélèvement ressource en eau | 0,00 | -150 000,00 | -150 000,00 |
| 70128 | Autres taxes et redevances | 794 290,64 | 0,00 | 0,00 |
| 704 | Travaux | 250 000,00 | 32 900,00 | 32 900,00 |
| 7064 | Locations de compteurs | 0,00 | 89 800,00 | 89 800,00 |
| 7068 | Autres prestations de services | 0,00 | 6 300,00 | 6 300,00 |
| 7084 | Mise à disposition de personnel facturée | 39 300,00 | 4 100,00 | 4 100,00 |
| **73** | **Produits issus de la fiscalité (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **74** | **Subventions d'exploitation** | **0,00** | **77 368,00** | **77 368,00** |
| 748 | Autres subventions d'exploitation | 0,00 | 77 368,00 | 77 368,00 |
| **75** | **Autres produits de gestion courante** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75** | **8 439 449,78** | **-986 257,00** | **-986 257,00** |
| **76** | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **77** | **Produits exceptionnels (c)** | **20 000,00** | **26 329,00** | **26 329,00** |
| 7711 | Dédits et pénalités perçus | 0,00 | 27 500,00 | 27 500,00 |
| 7718 | Autres produits except. opérat° gestion | 0,00 | 3 800,00 | 3 800,00 |
| 778 | Autres produits exceptionnels | 20 000,00 | -4 971,00 | -4 971,00 |
| **78** | **Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | **8 459 449,78** | **-959 928,00** | **-959 928,00** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*** | ***534 892,73*** | ***109 928,00*** | ***109 928,00*** |
| *722* | *Immobilisations corporelles* | *250 000,00* | *100 000,00* | *100 000,00* |
| *777* | *Quote-part subv invest transf cpte résul* | *284 892,73* | *9 928,00* | *9 928,00* |
| ***043*** | ***Opérat° ordre intérieur de la section (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | ***534 892,73*** | ***109 928,00*** | ***109 928,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **8 994 342,51** | **-850 000,00** | **-850 000,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **-850 000,00** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **20** | **Immobilisations incorporelles (hors opérations)** | **953 884,67** | **-122 990,00** | **-122 990,00** |
| 2031 | Frais d'études | 931 458,00 | -122 990,00 | -122 990,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 10 720,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions et droits assimilés | 11 706,67 | 0,00 | 0,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **1 502 522,06** | **111 305,20** | **111 305,20** |
| 21561 | Service de distribution d'eau | 1 015 361,81 | 81 305,10 | 81 305,10 |
| 2182 | Matériel de transport | 314 255,87 | 0,10 | 0,10 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 75 750,32 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 2184 | Mobilier | 1 097,42 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 96 056,64 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **9 206 782,31** | **-3 901 329,20** | **-3 901 329,20** |
| 2313 | Constructions | 44 610,24 | 12 500,00 | 12 500,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 9 162 172,07 | -3 913 829,20 | -3 913 829,20 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **11 663 189,04** | **-3 913 014,00** | **-3 913 014,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **1 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1318 | Autres subventions d'équipement | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **409 055,03** | **0,00** | **0,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 409 055,03 | 0,00 | 0,00 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **6 900,00** | **0,00** | **0,00** |
| 261 | Titres de participation | 6 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses financières** | **416 955,03** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **12 080 144,07** | **-3 913 014,00** | **-3 913 014,00** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*** | ***534 892,73*** | ***109 928,00*** | ***109 928,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur*** | ***284 892,73*** | ***9 928,00*** | ***9 928,00*** |
| *139111* | *Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau* | *284 892,73* | *9 928,00* | *9 928,00* |
| | ***Charges transférées*** | ***250 000,00*** | ***100 000,00*** | ***100 000,00*** |
| *21561* | *Service de distribution d'eau* | *250 000,00* | *100 000,00* | *100 000,00* |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (9)*** | ***100 000,00*** | ***50 000,00*** | ***50 000,00*** |
| *21561* | *Service de distribution d'eau* | *0,00* | *50 000,00* | *50 000,00* |
| *2315* | *Installat°, matériel et outillage techni* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***634 892,73*** | ***159 928,00*** | ***159 928,00*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | **12 715 036,80** | **-3 753 086,00** | **-3 753 086,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-3 753 086,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.
(2) cf. Modalités de vote, I.
(3) Hors restes à réaliser.
(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*
(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **13** | **Subventions d'investissement** | **2 838 570,76** | **362 064,00** | **362 064,00** |
| 13111 | Subv. équipt Agence de l'eau | 986 520,76 | 1 879 214,00 | 1 879 214,00 |
| 1314 | Subv. équipt Communes | 1 802 050,00 | -1 517 150,00 | -1 517 150,00 |
| 1318 | Autres subventions d'équipement | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (hors 165)** | **4 242 050,00** | **-3 957 150,00** | **-3 957 150,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 4 242 050,00 | -3 957 150,00 | -3 957 150,00 |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **7 080 620,76** | **-3 595 086,00** | **-3 595 086,00** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **636 485,59** | **0,00** | **0,00** |
| 1068 | Autres réserves | 636 485,59 | 0,00 | 0,00 |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes financières** | **636 485,59** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL RECETTES REELLES** | **7 717 106,35** | **-3 595 086,00** | **-3 595 086,00** |
| ***021*** | ***Virement de la section d'exploitation*** | ***3 650 000,00*** | ***-228 000,00*** | ***-228 000,00*** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*** | ***1 627 396,30*** | ***20 000,00*** | ***20 000,00*** |
| *28156* | *Matériel spécifique d'exploitation* | *1 624 881,40* | *20 000,00* | *20 000,00* |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *2 514,90* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION*** | ***5 277 396,30*** | ***-208 000,00*** | ***-208 000,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (8)*** | ***100 000,00*** | ***50 000,00*** | ***50 000,00*** |
| *2031* | *Frais d'études* | *50 000,00* | *50 000,00* | *50 000,00* |
| *238* | *Avances commandes immo. incorp.* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL RECETTES D'ORDRE*** | ***5 377 396,30*** | ***-158 000,00*** | ***-158 000,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | **13 094 502,65** | **-3 753 086,00** | **-3 753 086,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (9)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **-3 753 086,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *R/ 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *D/ 041 = R/ 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

## DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **I 684 019,76** | **9 928,00** | **II 9 928,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **409 055,03** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 409 055,03 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **274 964,73** | **9 928,00** | **9 928,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *274 964,73* | *9 928,00* | *9 928,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **693 947,76** | **365 082,74** | **379 465,85** | **1 438 496,35** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

### RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **V 5 485 396,30** | **-208 000,00** | **VI -208 000,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | *Participations et créances rattachées* | | | |
| 27... | *Autres immobilisations financières* | | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **5 485 396,30** | **-208 000,00** | **-208 000,00** |
| *15...* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26...* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27...* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28...* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *28156* | *Matériel spécifique d'exploitation* | *1 604 881,40* | *20 000,00* | *20 000,00* |
| *29...* | *Dépréciation des immobilisations* | | | |
| *39...* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | | |
| *481...* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | | |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *2 514,90* | *0,00* | *0,00* |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *3 878 000,00* | *-228 000,00* | *-228 000,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) | Solde d'exécution R001 (4) | Affectation R106 (4) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **5 277 396,30** | **108 063,00** | **0,00** | **636 485,59** | **6 021 944,89** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **1 438 496,35** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **6 021 944,89** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (5) | **4 583 448,54** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

## IV – ANNEXES
### ARRETE ET SIGNATURES

IV
D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

| | |
|---|---|
| ALEXANDRE Coraline | |
| BERNARD Laurence | |
| BLANC Maryvonne | |
| BOUCHARD Rene | |
| BOUGE Camille | |
| CAUVY Brigitte | |
| CAVALLIER Francois | |
| COULON Christian | |
| COURANT Aurelie | |
| DE CLARENS Patrick | |
| DUMESNY Patrice | |
| DURAND-TERRASSON Philippe | |
| FAUR Lois | |
| FELIX Michel | |
| HENRY Bernard | |
| HUET Jean-Yves | |
| LEFEBVRE Ophelie | |
| MANKAI Marie-Josee | |
| MARIET Claudette | |
| MARIN Daniel | |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

## IV – ANNEXES
### ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| MARTEL Nicolas | |
| MENUT Elisabeth | |
| ORFEO Marco | |
| PERRET Michele | |
| RAYNAUD Michel | |
| REZK Michel | |
| ROBBE Myriam | |
| SAILLET Jerome | |
| THEODOSE Christian | |
| Ugo Rene | |

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D |

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 26
VOTES :
Pour : 26
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 07/12/2023

Présenté par (1), le Président,
A le Tourrettes, le 13/12/2023
(1),

Le Président

Communauté de Communes du Pays de Fayence

René UGO

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A le Tourrettes, le 13/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

| | |
|---|---|
| ALEXANDRE Coraline | |
| BERNARD Laurence | |
| BLANC Maryvonne | |
| BOUCHARD Rene | |
| BOUGE Camille | |
| CAUVY Brigitte | |
| CAVALLIER Francois | |
| COULON Christian | |
| COURANT Aurelie | |
| DE CLARENS Patrick | |
| DUMESNY Patrice | |
| DURAND-TERRASSON Philippe | |
| FAUR Lois | |
| FELIX Michel | |
| HENRY Bernard | |
| HUET Jean-Yves | |
| LEFEBVRE Ophelie | |
| MANKAI Marie-Josee | |
| MARIET Claudette | |
| MARIN Daniel | |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE

## IV – ANNEXES
### ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| MARTEL Nicolas | |
| MENUT Elisabeth | |
| ORFEO Marco | |
| PERRET Michele | |
| RAYNAUD Michel | |
| REZK Michel | |
| ROBBE Myriam | |
| SAILLET Jerome | |
| THEODOSE Christian | |
| Ugo Rene | |

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/09

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT – DÉCISION MODIFICATIVE N°2

Le Président informe l'assemblée que la décision modificative n°2 (DM 2), détaillée ci-dessous, présente les modifications des prévisions budgétaires rendues nécessaires pour tenir compte :

- Des résultats quasi-définitifs des facturations assainissement sur l'année 2023 selon les derniers relevés des consommations de l'été
- De l'avancée des programmes d'investissement en fin d'année

Ces modifications aboutissement à une augmentation du budget annexe de l'assainissement de 404 276.60€, dont une augmentation de 233 790€ de la section de fonctionnement et 170 486.60€ de la section d'investissement.

Après prise en compte des éléments suivants :

### 1. Dépenses de fonctionnement

| Chapitres | BP 2023 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 011 – Charges à caractère général * | 1 403 087.00 | - 172 460.00 | 1 230 627.00 |
| Chapitre 012 – Charges de personnel | 860 000.00 | | 860 000.00 |
| Chapitre 014 – Atténuations de produits | 263 353.00 | 14 000.00 | 277 353.00 |
| Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante | 30 000.00 | | 30 000.00 |
| Chapitre 66 – Charges financières | 67 870.50 | | 67 870.50 |
| Chapitre 67 – Charges exceptionnelles | 43 000.00 | 42 100.00 | 85 100.00 |
| Chapitre 68 – Dotations aux provisions | 9 804.00 | | 9 804.00 |
| Chapitre 022 – Dépenses imprévues | 103 413.68 | | 103 413.68 |
| Chapitre 023 – Virement à l'investissement | 140 000.00 | 350 150.00 | 490 150.00 |
| Chapitre 042 – Opérations d'ordre (Amortissements) | 996 956.61 | | 996 956.61 |
| **Total des propositions nouvelles** | **3 917 484.79** | **233 790.00** | **4 151 274.79** |

** Baisse des prix de l'électricité (Nouveau tarif ARENH plus favorable)*

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

2. Recettes de fonctionnement

| Chapitres | BP 2023 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 013 – Atténuations de charges | | 15 750.00 | 15 750.00 |
| Chapitre 70 – Ventes de produits et prestations * | 2 879 250.45 | 182 400.00 | 3 061 650.45 |
| Chapitre 74 – Subventions d'exploitation | 52 417.89 | | 52 417.89 |
| Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante | 2 931.00 | | 2 931.00 |
| Chapitre 77 – Produits exceptionnels | 200 000.00 | | 200 000.00 |
| Chapitre 042 – Opérations d'ordre (Am. Subv., trx régie) ** | 341 193.07 | 35 640.00 | 376 833.07 |
| 002 – Excédent de fonctionnement reporté | 441 692.38 | | 441 692.38 |
| **Total des propositions nouvelles** | **3 917 484.79** | **233 790.00** | **4 151 274.79** |

* La baisse prévisible des assiettes a été plus que compensée par la hausse des tarifs
** Augmentation des travaux en régie

3. Dépenses d'investissement

| Chapitres | BP 2023 + DM1 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles | 19 513.36 | | 19 513.36 |
| Chapitre 21 – Immobilisations corporelles * | 417 558.68 | 115 646.60 | 533 205.28 |
| Chapitre 23 – Immobilisations en cours ** | 5 104 669.49 | 19 200.00 | 5 123 869.49 |
| Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilées | 295 295.26 | | 295 295.26 |
| Chapitre 26 – Participations et créances rattachées | 9 200.00 | | 9 200.00 |
| Chapitre 040 – Opérations d'ordre (Am. Subv., trx régie) | 341 193.07 | 35 640.00 | 376 833.07 |
| Chapitre 041 – Opérations patrimoniales (Intégrations) | 160 000.00 | | 160 000.00 |
| **Total des propositions nouvelles** | **6 347 429.86** | **170 486.60** | **6 517 916.46** |

** Acquisition de matériels électromécaniques et de génie civil supplémentaires pour les différentes STEP*
*** Extension des réseau Chemin du Puits du Plan Ouest à FAYENCE + Suppression de la tranche 2 de la STEP de Brovès à SEILLANS + Programme d'amélioration des unités de dépollution à TOURRETTES*

4. Recettes d'investissement

| Chapitres | BP 2023 + DM1 | DM2 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 13 – Subventions d'investissement * | 2 495 390.55 | - 42 163.40 | 2 453 227.15 |
| Chapitre 16 – Emprunts et dettes assimilés * | 1 499 500.00 | - 137 500.00 | 1 362 000.00 |
| Chapitre 10 - FCTVA | 90 000.00 | | 90 000.00 |
| Chapitre 021 – Virement du fonctionnement | 140 000.00 | 350 150.00 | 490 150.00 |
| Chapitre 040 – Opérations d'ordre (Amortissements) | 996 956.61 | | 996 956.61 |
| Chapitre 041 – Opérations patrimoniales (Intégrations) | 160 000.00 | | 160 000.00 |
| Chapitre 001 – Excédent d'investissement reporté | 965 582.70 | | 965 582.70 |
| **Total des propositions nouvelles** | **6 347 429.86** | **170 486.60** | **6 517 916.46** |

** Annulation de l'emprunt et du fond de concours prévus pour la tranche 2 de la STEP de Brovès*

Le Président demande à l'Assemblée de se prononcer sur la décision modificative n° 2 qui entraîne une augmentation du budget annexe de l'assainissement de 404 276.60€, dont une augmentation de 233 790€ de la section de fonctionnement et 170 486.60€ de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,
ENTENDU cet exposé,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :

- VOTE la décision modificative n° 2 sur le budget annexe de l'assainissement, par chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, telle que détaillée dans le document budgétaire ci-joint,
- HABILITE le Président à procéder à l'exécution comptable de cette décision.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# REPUBLIQUE FRANÇAISE

| Numéro SIRET 20000480200050 | COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE |
|---|---|

POSTE COMPTABLE DE : TRESORERIE DE FAYENCE

## SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

## Décision modificative 2 (3)

BUDGET : ASSAINISSEMENT (3)

**ANNEE 2023**

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# Sommaire


## I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

## II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

## III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles Sans Objet

## IV - Annexes

### A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 17
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 18
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

### B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

### C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

### D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 19


(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES
## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (4).

V – Le présent budget a été voté (5) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## VUE D'ENSEMBLE

### EXPLOITATION

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION | RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 233 790,00 | 233 790,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3) | 233 790,00 | 233 790,00 |

### INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT |
|---|---|---|---|
| VOTE | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068) | 170 486,60 | 170 486,60 |
| | + | + | + |
| REPORTS | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| REPORTS | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | 170 486,60 | 170 486,60 |

### TOTAL

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 404 276,60 | 404 276,60 |

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES

### DEPENSES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | 1 403 087,00 | 0,00 | -172 460,00 | -172 460,00 | 1 230 627,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 860 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 860 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 263 353,00 | 0,00 | 14 000,00 | 14 000,00 | 277 353,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 000,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **2 556 440,00** | **0,00** | **-158 460,00** | **-158 460,00** | **2 397 980,00** |
| 66 | Charges financières | 67 870,50 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 67 870,50 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 43 000,00 | 0,00 | 42 100,00 | 42 100,00 | 85 100,00 |
| 68 | Dotations aux provisions et dépréciat° (4) | 9 804,00 | | 0,00 | 0,00 | 9 804,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 103 413,68 | | 0,00 | 0,00 | 103 413,68 |
| **Total des dépenses réelles d'exploitation** | | **2 780 528,18** | **0,00** | **-116 360,00** | **-116 360,00** | **2 664 168,18** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (6)* | *140 000,00* | | *350 150,00* | *350 150,00* | *490 150,00* |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *996 956,61* | | *0,00* | *0,00* | *996 956,61* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'exploitation*** | | ***1 136 956,61*** | | ***350 150,00*** | ***350 150,00*** | ***1 487 106,61*** |
| **TOTAL** | | **3 917 484,79** | **0,00** | **233 790,00** | **233 790,00** | **4 151 274,79** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **4 151 274,79** |

### RECETTES D'EXPLOITATION

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 15 750,00 | 15 750,00 | 15 750,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 2 879 250,45 | 0,00 | 182 400,00 | 182 400,00 | 3 061 650,45 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 52 417,89 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 417,89 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 2 931,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 931,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **2 934 599,34** | **0,00** | **198 150,00** | **198 150,00** | **3 132 749,34** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| 78 | Reprises sur provisions et dépréciations (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'exploitation** | | **3 134 599,34** | **0,00** | **198 150,00** | **198 150,00** | **3 332 749,34** |
| *042* | *Opérat° ordre transfert entre sections (6)* | *341 193,07* | | *35 640,00* | *35 640,00* | *376 833,07* |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section (6)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'exploitation*** | | ***341 193,07*** | | ***35 640,00*** | ***35 640,00*** | ***376 833,07*** |
| **TOTAL** | | **3 475 792,41** | **0,00** | **233 790,00** | **233 790,00** | **3 709 582,41** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **441 692,38** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **4 151 274,79** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)** | **1 110 273,54** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

*(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 20 | Immobilisations incorporelles | 19 513,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 513,36 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 417 558,68 | 0,00 | 115 646,60 | 115 646,60 | 533 205,28 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 5 104 669,49 | 0,00 | 19 200,00 | 19 200,00 | 5 123 869,49 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **5 541 741,53** | **0,00** | **134 846,60** | **134 846,60** | **5 676 588,13** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 295 295,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 295 295,26 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 9 200,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 200,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des dépenses financières** | **304 495,26** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **304 495,26** |
| 45... | **Total des opérations pour compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses réelles d'investissement** | **5 846 236,79** | **0,00** | **134 846,60** | **134 846,60** | **5 981 083,39** |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *341 193,07* | | *35 640,00* | *35 640,00* | *376 833,07* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *100 000,00* |
| | ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | ***441 193,07*** | | ***35 640,00*** | ***35 640,00*** | ***476 833,07*** |
| | **TOTAL** | **6 287 429,86** | **0,00** | **170 486,60** | **170 486,60** | **6 457 916,46** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **6 457 916,46** |

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 13 | Subventions d'investissement | 2 495 390,55 | 0,00 | -42 163,40 | -42 163,40 | 2 453 227,15 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 1 499 500,00 | 0,00 | -137 500,00 | -137 500,00 | 1 362 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes d'équipement** | **3 994 890,55** | **0,00** | **-179 663,40** | **-179 663,40** | **3 815 227,15** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 90 000,00 |
| 106 | Réserves (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **Total des recettes financières** | **90 000,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **90 000,00** |
| 45... | **Total des opérations pour le compte de tiers (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes réelles d'investissement** | **4 084 890,55** | **0,00** | **-179 663,40** | **-179 663,40** | **3 905 227,15** |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation (4)* | *140 000,00* | | *350 150,00* | *350 150,00* | *490 150,00* |
| *040* | *Opérat° ordre transfert entre sections (4)* | *996 956,61* | | *0,00* | *0,00* | *996 956,61* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (4)* | *100 000,00* | | *0,00* | *0,00* | *100 000,00* |
| | ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | ***1 236 956,61*** | | ***350 150,00*** | ***350 150,00*** | ***1 587 106,61*** |
| | **TOTAL** | **5 321 847,16** | **0,00** | **170 486,60** | **170 486,60** | **5 492 333,76** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)** | **965 582,70** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **6 457 916,46** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)** | **1 110 273,54** |

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

*(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général | -172 460,00 | | -172 460,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 14 000,00 | | 14 000,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 42 100,00 | *0,00* | 42 100,00 |
| 68 | Dot. Amortist, dépréciat°, provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 69 | Impôts sur les bénéfices et assimilés (4) | 0,00 | | 0,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | | *350 150,00* | 350 150,00 |
| | **Dépenses d'exploitation – Total** | **-116 360,00** | ***350 150,00*** | **233 790,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **233 790,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | *5 640,00* | 5 640,00 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (5)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 115 646,60 | 30 000,00 | 145 646,60 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 19 200,00 | 0,00 | 19 200,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | *0,00* | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | **134 846,60** | ***35 640,00*** | **170 486,60** |

+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **170 486,60** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
## BALANCE GENERALE DU BUDGET

### 2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | EXPLOITATION | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges | 15 750,00 | | 15 750,00 |
| *60* | *Achats et variation des stocks (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| 70 | Ventes produits fabriqués, prestations | 182 400,00 | | 182 400,00 |
| *71* | *Production stockée (ou déstockage) (3)* | | *0,00* | 0,00 |
| *72* | *Production immobilisée* | | *30 000,00* | 30 000,00 |
| 73 | Produits issus de la fiscalité (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Subventions d'exploitation | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | *5 640,00* | 5 640,00 |
| 78 | Reprise amort., dépreciat° et provisions | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *79* | *Transferts de charges* | | *0,00* | 0,00 |
| | **Recettes d'exploitation – Total** | **198 150,00** | ***35 640,00*** | **233 790,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **233 790,00** |

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | -42 163,40 | *0,00* | -42 163,40 |
| *14* | *Prov. Réglementées, amort. dérogatoires* | | *0,00* | 0,00 |
| *15* | *Provisions pour risques et charges (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | -137 500,00 | *0,00* | -137 500,00 |
| 18 | Comptes liaison : affectat° BA, régies | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *28* | *Amortissement des immobilisations* | | *0,00* | 0,00 |
| *29* | *Dépréciation des immobilisations (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| *39* | *Dépréciat° des stocks et en-cours (4)* | | *0,00* | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *481* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | *0,00* | 0,00 |
| *491* | *Dépréciations des comptes de clients* | | *0,00* | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | *0,00* | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | | *350 150,00* | 350 150,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | **-179 663,40** | ***350 150,00*** | **170 486,60** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **AFFECTATION AUX COMPTES 106** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **170 486,60** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **011** | **Charges à caractère général (5) (6)** | **1 403 087,00** | **-172 460,00** | **-172 460,00** |
| 6061 | Fournitures non stockables (eau, énergie | 561 000,00 | -190 000,00 | -190 000,00 |
| 6062 | Produits de traitement | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6063 | Fournitures entretien et petit équipt | 40 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 3 400,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 6066 | Carburants | 10 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 10 150,00 | 4 000,00 | 4 000,00 |
| 611 | Sous-traitance générale | 218 730,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 12 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 61521 | Entretien, réparations bâtiments publics | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61523 | Entretien, réparations réseaux | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 10 300,00 | 4 200,00 | 4 200,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 24 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 22 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 6 191,00 | 480,00 | 480,00 |
| 618 | Divers | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 8 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 0,00 | 3 660,00 | 3 660,00 |
| 6228 | Divers | 74 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 750,00 | 1 000,00 | 1 000,00 |
| 6238 | Divers | 2 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 22 950,00 | 200,00 | 200,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 24 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 2 016,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62878 | Remb. frais à des tiers | 14 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6354 | Droits d'enregistrement et de timbre | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6378 | Autres taxes et redevances | 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| **012** | **Charges de personnel, frais assimilés** | **860 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6215 | Personnel affecté par CL de rattachement | 37 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6411 | Salaires, appointements, commissions | 812 446,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6458 | Cotisat° autres organismes sociaux | 3 350,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6472 | Versements aux comités d'entreprise | 3 604,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 2 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| **014** | **Atténuations de produits (7)** | **263 353,00** | **14 000,00** | **14 000,00** |
| 706129 | Reverst redevance modernisat° agence eau | 263 353,00 | 14 000,00 | 14 000,00 |
| **65** | **Autres charges de gestion courante** | **30 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6512 | Droits d'utilisat° - informatique nuage | 19 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 658 | Charges diverses de gestion courante | 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)** | | **2 556 440,00** | **-158 460,00** | **-158 460,00** |
| **66** | **Charges financières (b) (8)** | **67 870,50** | **0,00** | **0,00** |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 63 849,67 | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | -979,17 | 0,00 | 0,00 |
| 6688 | Autre | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **67** | **Charges exceptionnelles (c)** | **43 000,00** | **42 100,00** | **42 100,00** |
| 6712 | Amendes fiscales et pénales | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6718 | Autres charges exceptionnelles gestion | 20 000,00 | 100,00 | 100,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs | 13 000,00 | -10 000,00 | -10 000,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 0,00 | 52 000,00 | 52 000,00 |
| **68** | **Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)** | **9 804,00** | **0,00** | **0,00** |
| 6817 | Dot. dépréc. actifs circulants | 9 804,00 | 0,00 | 0,00 |
| **69** | **Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **022** | **Dépenses imprévues (f)** | **103 413,68** | **0,00** | **0,00** |
| **TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f** | | **2 780 528,18** | **-116 360,00** | **-116 360,00** |
| ***023*** | ***Virement à la section d'investissement*** | ***140 000,00*** | ***350 150,00*** | ***350 150,00*** |
| ***042*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*** | ***996 956,61*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *6811* | *Dot. amort. Immos incorp. et corporelles* | *995 721,32* | *0,00* | *0,00* |
| *6862* | *Dot. amort. charges financ. à répartir* | *1 235,29* | *0,00* | *0,00* |
| *TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT* | | ***1 136 956,61*** | ***350 150,00*** | ***350 150,00*** |
| *043* | *Opérat° ordre intérieur de la section* | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | |
|---|---|---|---|---|
| | *TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE* | *1 136 956,61* | *350 150,00* | *350 150,00* |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **3 917 484,79** | **233 790,00** | **233 790,00** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (13)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **233 790,00** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 17 195,50 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 18 174,67 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -979,17 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| 013 | **Atténuations de charges (5)** | **0,00** | **15 750,00** | **15 750,00** |
| 64198 | Autres remboursements | 0,00 | 15 750,00 | 15 750,00 |
| 70 | **Ventes produits fabriqués, prestations** | **2 879 250,45** | **182 400,00** | **182 400,00** |
| 704 | Travaux | 400 000,00 | 67 000,00 | 67 000,00 |
| 70611 | Redevance d'assainissement collectif | 1 907 116,29 | 91 000,00 | 91 000,00 |
| 706121 | Redevance modernisation des réseaux | 199 134,16 | 39 000,00 | 39 000,00 |
| 7068 | Autres prestations de services | 322 000,00 | -14 600,00 | -14 600,00 |
| 7084 | Mise à disposition de personnel facturée | 51 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | **Produits issus de la fiscalité (6)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 74 | **Subventions d'exploitation** | **52 417,89** | **0,00** | **0,00** |
| 741 | Primes d'épuration | 52 417,89 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | **Autres produits de gestion courante** | **2 931,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7581 | FCTVA | 2 930,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7588 | Autres | 1,00 | 0,00 | 0,00 |
| | **TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75** | **2 934 599,34** | **198 150,00** | **198 150,00** |
| 76 | **Produits financiers (b)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 77 | **Produits exceptionnels (c)** | **200 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 7741 | Subvent° excep. coll. de rattachement | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | **Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d** | **3 134 599,34** | **198 150,00** | **198 150,00** |
| *042* | ***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*** | ***341 193,07*** | ***35 640,00*** | ***35 640,00*** |
| *722* | *Immobilisations corporelles* | *50 000,00* | *30 000,00* | *30 000,00* |
| *777* | *Quote-part subv invest transf cpte résul* | *291 193,07* | *5 640,00* | *5 640,00* |
| *043* | ***Opérat° ordre intérieur de la section (8)*** | ***0,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| | ***TOTAL DES RECETTES D'ORDRE*** | ***341 193,07*** | ***35 640,00*** | ***35 640,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)** | **3 475 792,41** | **233 790,00** | **233 790,00** |

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |
| **TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES** | **233 790,00** |

**Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)**

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| - Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **20** | **Immobilisations incorporelles (hors opérations)** | **19 513,36** | **0,00** | **0,00** |
| 2031 | Frais d'études | 16 093,36 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 0,00 | -2 500,00 | -2 500,00 |
| 2051 | Concessions et droits assimilés | 3 420,00 | 2 500,00 | 2 500,00 |
| **21** | **Immobilisations corporelles (hors opérations)** | **417 558,68** | **115 646,60** | **115 646,60** |
| 21562 | Service d'assainissement | 249 014,53 | 115 646,60 | 115 646,60 |
| 2182 | Matériel de transport | 85 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 83 544,15 | 0,00 | 0,00 |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours (hors opérations)** | **5 104 669,49** | **19 200,00** | **19 200,00** |
| 2313 | Constructions | 27 223,78 | 2 300,00 | 2 300,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 5 077 445,71 | 16 900,00 | 16 900,00 |
| | **Total des dépenses d'équipement** | **5 541 741,53** | **134 846,60** | **134 846,60** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **13** | **Subventions d'investissement** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées** | **295 295,26** | **0,00** | **0,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 295 295,26 | 0,00 | 0,00 |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **9 200,00** | **0,00** | **0,00** |
| 261 | Titres de participation | 9 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **020** | **Dépenses imprévues** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses financières** | **304 495,26** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL DEPENSES REELLES** | **5 846 236,79** | **134 846,60** | **134 846,60** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)*** | ***341 193,07*** | ***35 640,00*** | ***35 640,00*** |
| | ***Reprises sur autofinancement antérieur*** | ***291 193,07*** | ***5 640,00*** | ***5 640,00*** |
| *139111* | *Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau* | *291 193,07* | *5 640,00* | *5 640,00* |
| | ***Charges transférées*** | ***50 000,00*** | ***30 000,00*** | ***30 000,00*** |
| *21562* | *Service d'assainissement* | *50 000,00* | *30 000,00* | *30 000,00* |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (9)*** | ***100 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *2315* | *Installat°, matériel et outillage techni* | *100 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DEPENSES D'ORDRE*** | ***441 193,07*** | ***35 640,00*** | ***35 640,00*** |
| | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)** | **6 287 429,86** | **170 486,60** | **170 486,60** |

\+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (10)** | **0,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **170 486,60** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---|---|---|---|---|
| **13** | **Subventions d'investissement** | **2 495 390,55** | **-42 163,40** | **-42 163,40** |
| 13111 | Subv. équipt Agence de l'eau | 503 325,00 | -1 766,48 | -1 766,48 |
| 13118 | Autres Subv. Équipt Etat | 178 080,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1313 | Subv. équipt Départements | 314 485,55 | 0,00 | 0,00 |
| 1314 | Subv. équipt Communes | 1 499 500,00 | -40 396,92 | -40 396,92 |
| **16** | **Emprunts et dettes assimilées (hors 165)** | **1 499 500,00** | **-137 500,00** | **-137 500,00** |
| 1641 | Emprunts en euros | 1 499 500,00 | -137 500,00 | -137 500,00 |
| **20** | **Immobilisations incorporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **21** | **Immobilisations corporelles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **22** | **Immobilisations reçues en affectation** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **23** | **Immobilisations en cours** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'équipement** | **3 994 890,55** | **-179 663,40** | **-179 663,40** |
| **10** | **Dotations, fonds divers et réserves** | **90 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| **165** | **Dépôts et cautionnements reçus** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **18** | **Compte de liaison : affectat° (BA,régie)** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **26** | **Participat° et créances rattachées** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **27** | **Autres immobilisations financières** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes financières** | **90 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **Total des recettes d'opérations pour compte de tiers** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| | **TOTAL RECETTES REELLES** | **4 084 890,55** | **-179 663,40** | **-179 663,40** |
| ***021*** | ***Virement de la section d'exploitation*** | ***140 000,00*** | ***350 150,00*** | ***350 150,00*** |
| ***040*** | ***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*** | ***996 956,61*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *5 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28156* | *Matériel spécifique d'exploitation* | *990 721,32* | *0,00* | *0,00* |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *1 235,29* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION*** | ***1 136 956,61*** | ***350 150,00*** | ***350 150,00*** |
| ***041*** | ***Opérations patrimoniales (8)*** | ***100 000,00*** | ***0,00*** | ***0,00*** |
| *2031* | *Frais d'études* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *238* | *Avances commandes immo. incorp.* | *50 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| | ***TOTAL RECETTES D'ORDRE*** | ***1 236 956,61*** | ***350 150,00*** | ***350 150,00*** |
| | **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)** | **5 321 847,16** | **170 486,60** | **170 486,60** |

+

| | |
|---|---|
| **RESTES A REALISER N-1 (9)** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9)** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **170 486,60** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

A4.1

### DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B** | | **I 580 848,33** | **5 640,00** | **II 5 640,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **295 295,26** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 295 295,26 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **285 553,07** | **5 640,00** | **5 640,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *285 553,07* | *5 640,00* | *5 640,00* |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **586 488,33** | **195 063,42** | **0,00** | **781 551,75** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

# IV – ANNEXES

## ELEMENTS DU BILAN
## EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A4.2

### RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | V 876 806,61 | 350 150,00 | VI 350 150,00 |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **90 000,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10222 | FCTVA | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds globalisés | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | *Participations et créances rattachées* | | | |
| 27... | *Autres immobilisations financières* | | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (3)** | | **786 806,61** | **350 150,00** | **350 150,00** |
| *15...* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26...* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27...* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28...* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *2805* | *Licences, logiciels, droits similaires* | *5 000,00* | *0,00* | *0,00* |
| *28156* | *Matériel spécifique d'exploitation* | *990 721,32* | *0,00* | *0,00* |
| *29...* | *Dépréciation des immobilisations* | | | |
| *39...* | *Dépréciat° des stocks et en-cours* | | | |
| *481...* | *Charges à répartir plusieurs exercices* | | | |
| *4817* | *Pénalités de renégociation de la dette* | *1 235,29* | *0,00* | *0,00* |
| *021* | *Virement de la section d'exploitation* | *-210 150,00* | *350 150,00* | *350 150,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) | Solde d'exécution R001 (4) | Affectation R106 (4) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **1 226 956,61** | **693 790,55** | **965 582,70** | **0,00** | **2 886 329,86** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **781 551,75** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **2 886 329,86** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (5) | **2 104 778,11** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.
(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.
(5) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

## IV – ANNEXES
## ARRETE ET SIGNATURES

IV
D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

| | |
|---|---|
| ALEXANDRE Coraline | |
| BERNARD Laurence | |
| BLANC Maryvonne | |
| BOUCHARD Rene | |
| BOUGE Camille | |
| CAUVY Brigitte | |
| CAVALLIER Francois | |
| COULON Christian | |
| COURANT Aurelie | |
| DE CLARENS Patrick | |
| DUMESNY Patrice | |
| DURAND-TERRASSON Philippe | |
| FAUR Lois | |
| FELIX Michel | |
| HENRY Bernard | |
| HUET Jean-Yves | |
| LEFEBVRE Ophelie | |
| MANKAI Marie-Josee | |
| MARIET Claudette | |
| MARIN Daniel | |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

## IV – ANNEXES
## ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| MARTEL Nicolas | |
| MENUT Elisabeth | |
| ORFEO Marco | |
| PERRET Michele | |
| RAYNAUD Michel | |
| REZK Michel | |
| ROBBE Myriam | |
| SAILLET Jerome | |
| THEODOSE Christian | |
| Ugo Rene | |

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

| IV – ANNEXES | IV |
|---|---|
| ARRETE ET SIGNATURES | D |

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 26
VOTES :
Pour : 26
Contre : 0
Abstentions 0

Date de convocation : 07/12/2023

Le Président

René UGO

Présenté par (1) : le Président,
A le Tourrettes, le 13/12/2023
(1) :

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A ~~le~~ Tourrettes, le 13/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

| | |
|---|---|
| ALEXANDRE Coraline | |
| BERNARD Laurence | |
| BLANC Maryvonne | |
| BOUCHARD Rene | |
| BOUGE Camille | |
| CAUVY Brigitte | |
| CAVALLIER Francois | |
| COULON Christian | |
| COURANT Aurelie | |
| DE CLARENS Patrick | |
| DUMESNY Patrice | |
| DURAND-TERRASSON Philippe | |
| FAUR Lois | |
| FELIX Michel | |
| HENRY Bernard | |
| HUET Jean-Yves | |
| LEFEBVRE Ophelie | |
| MANKAI Marie-Josee | |
| MARIET Claudette | |
| MARIN Daniel | |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_09-DE

## IV – ANNEXES
## ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| MARTEL Nicolas | |
| MENUT Elisabeth | |
| ORFEO Marco | |
| PERRET Michele | |
| RAYNAUD Michel | |
| REZK Michel | |
| ROBBE Myriam | |
| SAILLET Jerome | |
| THEODOSE Christian | |
| Ugo Rene | |

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/10

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## BUDGET ANNEXE ZA DE BROVES – DÉCISION MODIFICATIVE N°1

Le Président informe l'assemblée que la décision modificative n°1 (DM 1), détaillée ci-dessous, présente les modifications des prévisions budgétaires rendues nécessaires pour permettre les écritures d'ordre liées à la variation des stocks suite à la vente du lot 10 en 2023.
Ces modifications aboutissement à une augmentation du budget annexe de la ZA DE BROVES de 604 624€, dont une augmentation de 302 312€ de la section de fonctionnement et 302 312€ de la section d'investissement.

Après prise en compte des éléments suivants :

1. **Dépenses de fonctionnement**

| Chapitres | BP 2023 | DM 1 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 011 – Charges à caractère général (FNB) | 1 700.00 | | 1 700.00 |
| Chapitre 023 – Virement à l'investissement | | 302 312.00 | 302 312.00 |
| Chapitre 002 – Déficit de fonctionnement reporté | 11 143.53 | | 11 143.53 |
| Chapitre 042 – Opérations d'ordre (Stock initial) | 368 774.00 | | 368 774.00 |
| **Total des propositions nouvelles** | **381 617.53** | **302 312.00** | **683 929.53** |

2. **Recettes de fonctionnement**

| Chapitres | BP 2023 | DM1 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 70 – Ventes des lots | 378 166.49 | | 378 166.49 |
| Chapitre 75 – Subvention du Budget Principal | 3 451.04 | | 3 451.04 |
| Chapitre 042 – Opérations d'ordre (Stock final) | | 302 312.00 | 302 312.00 |
| **Total des propositions nouvelles** | **381 617.53** | **302 312.00** | **683 929.53** |

3. **Dépenses d'Investissement**

| Chapitres | BP 2023 | DM1 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 16 – Remboursement avance Budget Principal | 123 774.00 | | 123 774.00 |
| Chapitre 040 – Opérations d'ordre (Stock final) | | 302 312.00 | 302 312.00 |
| Chapitre 001 – Déficit d'investissement reporté | 245 000.00 | | 245 000.00 |
| **Total des propositions nouvelles** | **368 774.00** | **302 312.00** | **671 086.00** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

4. Recettes d'investissement

| Chapitres | BP 2023 | DM1 | Budget total 2023 |
|---|---|---|---|
| Chapitre 021 – Virement du fonctionnement | | 302 312.00 | 302 312.00 |
| Chapitre 040 – Opérations d'ordre (Stock initial) | 368 774.00 | | 368 774.00 |
| **Total des propositions nouvelles** | **368 774.00** | **302 312.00** | **671 086.00** |

Le Président demande à l'Assemblée de se prononcer sur la décision modificative n° 1 qui entraîne une augmentation du budget annexe de la ZA DE BROVES de 604 624€ dont une augmentation de 302 312€ de la section de fonctionnement et 302 312€ de la section d'investissement.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **VOTE** la décision modificative n° 1 sur le budget annexe de la ZA de Brovès, par chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement, telle que détaillée dans le document budgétaire ci-joint,
- **HABILITE** le Président à procéder à l'exécution comptable de cette décision.

Toucrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES dont la population est de 3500 habitants et plus : COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DE FAYENCE (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET : 20000480200043

POSTE COMPTABLE : TRESORERIE DE FAYENCE

**M. 57**

# Décision modificative 1 (3)
# Voté par nature

BUDGET : Zone d'Activités de BROVES (4)

ANNEE 2023

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.
(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# Sommaire


## I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières — Sans Objet
B - Modalités de vote du budget — 4
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats — Sans Objet
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses — Sans Objet
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes — Sans Objet

## II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports — 5
B1 - Présentation des AP votées — Sans Objet
B2 - Présentation des AE votées — Sans Objet
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement — 6
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement — 9
D1 - Balance générale - Dépenses — 11
D2 - Balance générale - Recettes — 13

## III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble — 15
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article — 19
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement — Sans Objet
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP — Sans Objet
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP — Sans Objet
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article — 21
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble — 23
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article — 26
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article — 28

## IV - Annexes

### A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble — 30
A1.01 - Opérations non ventilables — 32
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux — Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens — Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité — Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs — Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) — Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA — Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat — Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique — Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement — Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports — Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble — 33
A2.01 - Opérations non ventilables — 35
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux — Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens — Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité — Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage — Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs — Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) — Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA — Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI — Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat — Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique — Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement — Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports — Sans Objet

### B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie — Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette — Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux — Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours — Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture — Sans Objet

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE


| | |
|---|---|
| B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme | Sans Objet |
| B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes | Sans Objet |
| B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements | Sans Objet |
| B3.1 - Etat des provisions constituées | Sans Objet |
| B3.2 - Etalement des provisions | Sans Objet |
| B4 - Etat des charges transférées | Sans Objet |
| B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers | Sans Objet |
| B6 - Prêts | Sans Objet |
| B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés | Sans Objet |
| B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus | Sans Objet |
| B7.3 - Etat des emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis | Sans Objet |
| B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail | Sans Objet |
| B7.6 - Etat des marchés de partenariat | Sans Objet |
| B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale | Sans Objet |
| B7.8 - Autres engagements donnés | Sans Objet |
| B7.9 - Autres engagements reçus | Sans Objet |
| B8 - Subventions versées | Sans Objet |
| B9 - Etat du personnel | Sans Objet |
| B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier | Sans Objet |
| B11.1 - Liste des organismes de regroupement | Sans Objet |
| B11.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |

**C - Annexes budgétaires**

| | |
|---|---|
| C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses | 36 |
| C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes | 37 |

**D - Autres éléments d'information**

| | |
|---|---|
| D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |
| D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget | Sans Objet |
| D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation | Sans Objet |
| D3 - Décisions en matière de taux | Sans Objet |
| D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement | Sans Objet |
| D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement | Sans Objet |
| D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) | Sans Objet |
| D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) | Sans Objet |

## V - Arrêté et signatures

| | |
|---|---|
| A - Arrêté et signatures | 39 |


Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

*les opérations d'ordre doivent figurer en italique.*

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# I – INFORMATIONS GENERALES

## MODALITES DE VOTE DU BUDGET

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- avec (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté sans reprise des résultats de l'exercice N-1 (6).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans ».
(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.
(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°... du ...
(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.
(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
## VUE D'ENSEMBLE

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) | 302 312,00 | 302 312,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (1) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section d'investissement (2) | 302 312,00 | 302 312,00 |

| | | DEPENSES | RECETTES |
|---|---|---|---|
| VOTE | Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget | 302 312,00 | 302 312,00 |
| | + | + | + |
| REPORTS | Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (1) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 Résultat de fonctionnement reporté (1) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| | = | = | = |
| | Total de la section de fonctionnement (3) | 302 312,00 | 302 312,00 |

| | | |
|---|---|---|
| TOTAL DU BUDGET (4) | 604 624,00 | 604 624,00 |

(1) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(2) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.
(4) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 123 774,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 123 774,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses financières** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **123 774,00** |
| 45... | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles d'investissement** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **123 774,00** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (8)* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre d'investissement*** | | ***0,00*** | | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** |
| **TOTAL** | | **123 774,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **426 086,00** |
| | | | | | | **+** |
| | | | | | **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **245 000,00** |
| | | | | | | **=** |
| | | | | | **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **671 086,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

### RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (4) (13) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (4) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 45... | Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles d'investissement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement (10)* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)* | *368 774,00* | | *0,00* | *0,00* | *368 774,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre d'investissement*** | | ***368 774,00*** | | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** | ***671 086,00*** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | **368 774,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **671 086,00** |
| | | | | | + |
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | | | | | **0,00** |
| | | | | | = |
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | | | | | **671 086,00** |

**Pour information :**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)** | **368 774,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

*(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.*

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (4) | 1 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 700,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion courante** | | **1 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 700,00** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles de fonctionnement** | | **1 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **1 700,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement (5)* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *368 774,00* | | *0,00* | *0,00* | *368 774,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre de fonctionnement*** | | ***368 774,00*** | | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** | ***671 086,00*** |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | **370 474,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **672 786,00** |
| | | | | | + |
| | | | | **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **11 143,53** |
| | | | | | = |
| | | | | **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **683 929,53** |

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
|---|---|
| EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT | C2 |

## RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 378 166,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 378 166,49 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 3 451,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 451,04 |
| **Total des recettes de gestion courante** | | **381 617,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **381 617,53** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles de fonctionnement** | | **381 617,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **381 617,53** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des recettes d'ordre de fonctionnement*** | | ***0,00*** | | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** |
| **TOTAL** | | **381 617,53** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **683 929,53** |
| | | | | | | + |
| | | | | | **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |
| | | | | | | = |
| | | | | | **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **683 929,53** |

**Pour information :**

| | |
|---|---|
| **AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)** | **368 774,00** |

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
## BALANCE GENERALE – DEPENSES

### DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 15 | *Provisions pour risques et charges (4)* | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (7) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (5) (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) (5) | (8) 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | *Amortissement des immobilisations (reprises)* | | 0,00 | 0,00 |
| 29 | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | *Stocks et en-cours* | | 302 312,00 | 302 312,00 |
| 198 | *Neutralisation des amortissements* | | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | 0,00 | 0,00 |
| | **Dépenses d'investissement – Total** | **0,00** | ***302 312,00*** | **302 312,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **302 312,00** |

### DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 011 | Charges à caractère général (9) | 0,00 | | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (9) | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| 60 | *Achats et variation des stocks* | | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 71 | *Production stockée (ou déstockage)* | | 0,00 | 0,00 |
| 023 | *Virement à la section d'investissement* | | 302 312,00 | 302 312,00 |
| | **Dépenses de fonctionnement – Total** | **0,00** | ***302 312,00*** | **302 312,00** |

\+

| | |
|---|---|
| **D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **302 312,00** |

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule au

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

## BALANCE GENERALE – RECETTES

### RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

| | INVESTISSEMENT | | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (reçues) (3) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 15 | *Provisions pour risques et charges (4)* | | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | (6) | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (3) (9) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (3) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (3) | (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 018 | RSA | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières (3) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | *Amortissement des immobilisations* | | | 0,00 | 0,00 |
| 29 | *Dépréciations des immobilisations (4)* | | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | *Dépréciation des stocks et en-cours (4)* | | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | *Stocks et en-cours* | | | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | *Dépréciation des comptes de tiers (4)* | | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | *Dépréciation des comptes financiers (4)* | | | 0,00 | 0,00 |
| 021 | *Virement de la section de fonctionnement* | | | 302 312,00 | 302 312,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | | 0,00 | | 0,00 |
| | **Recettes d'investissement – Total** | | **0,00** | ***302 312,00*** | **302 312,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES** | **302 312,00** |

### RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|
| 013 | Atténuations de charges (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | | 0,00 |
| 60 | *Achats et variation des stocks* | | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | | 0,00 |
| 71 | *Production stockée (ou déstockage)* | | 302 312,00 | 302 312,00 |
| 72 | *Production immobilisée* | | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (8) | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 79 | *Transferts de charges* | | 0,00 | 0,00 |
| | **Recettes de fonctionnement – Total** | **0,00** | ***302 312,00*** | **302 312,00** |

+

| | |
|---|---|
| **R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE** | **0,00** |

=

| | |
|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES** | **302 312,00** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

### DEPENSES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP | Pour information, dépenses gérées hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 123 774,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)* | *0,00* | | | *302 312,00* | *302 312,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (8)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **0,00** | | | **302 312,00** | **302 312,00** | | **302 312,00** | **302 312,00** |

| | |
|---|---|
| **D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des dépenses d'investissement cumulées** | **302 312,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

A

### RECETTES

| Chapitre | | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| **TOTAL** | | **368 774,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *368 774,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (7)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***368 774,00*** | | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** |

| | |
|---|---|
| **R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)** | **0,00** |
| **Affectation au compte 1068 (9)** | **0,00** |
| **Total des recettes d'investissement cumulées** | **302 312,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).
(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP | Pour information Crédits gérés hors AP | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire) | 123 774,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 168748 | Dettes - Autres communes | 123 774,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses réelles** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (7)* | *0,00* | | | *302 312,00* | *302 312,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour informatio Crédits gérés dans le cadre d'une AP | hors AP | Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | *Reprise sur autofinancement antérieur* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| | *Charges transférées (8)* | *0,00* | | | *302 312,00* | *302 312,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *0,00* | | | *302 312,00* | *302 312,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (9)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| ***Total des dépenses d'ordre*** | | **0,00** | | | **302 312,00** | **302 312,00** | | **302 312,00** | **302 312,00** |

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.
(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

| Chap. / art. (1) | | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée | TOTAL (RAR N-1 + Vote) |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | I | | II | III = I + II |
| **TOTAL** | | **368 774,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 018 | RSA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (5) (11) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes d'équipement** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 45 | Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *040* | *Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)* | *368 774,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *3555* | *Terrains aménagés* | *368 774,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *041* | *Opérations patrimoniales (10)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | ***368 774,00*** | | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** | ***302 312,00*** |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE | Pour information, dépenses gérées hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **370 474,00** | **0,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 011 | Charges à caractère général (4) | 1 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (4) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **1 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des dépenses financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **1 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | | | *302 312,00* | *302 312,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5)* | *368 774,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **368 774,00** | | | **302 312,00** | **302 312,00** | | **302 312,00** | **302 312,00** |

| | |
|---|---|
| **D002 Résultat reporté ou anticipé (6)** | **0,00** |

| | |
|---|---|
| **Total des dépenses de fonctionnement cumulées** | **302 312,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III
B

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) | RAR N-1 (2) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **381 617,53** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 013 | Atténuations de charges (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 378 166,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (3) | 3 451,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **381 617,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes financières** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total des recettes réelles** | | **381 617,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (7)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **0,00** | | **302 312,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |

| | |
|---|---|
| **R002 Résultat reporté ou anticipé (8)** | **0,00** |
| **Total des recettes de fonctionnement cumulées** | **302 312,00** |

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).
(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

| Chap. / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4) | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE | Pour information Crédits gérés hors AE | TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **370 474,00** | **0,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 011 | Charges à caractère général (5) | 1 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 62268 | Autres honoraires, conseils | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 1 700,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés (5) (6) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| **Total des dépenses de gestion des services** | | **1 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques (5) | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5) | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE) | | | 0,00 | | | | | |
| **Total des charges financières et spécifiques** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** | **0,00** |
| **Total des dépenses réelles** | | **1 700,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *023* | *Virement à la section d'investissement* | *0,00* | | | *302 312,00* | *302 312,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)* | *368 774,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *368 774,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)* | *0,00* | | | *0,00* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* |
| **Total des dépenses d'ordre** | | **368 774,00** | | | **302 312,00** | **302 312,00** | | **302 312,00** | **302 312,00** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

## Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre *(DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043)*.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# III – VOTE DU BUDGET

## SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

| Chap / art. (1) | Libellé | Budget de l'exercice (2) | RAR N-1 (3) I | Propositions nouvelles | Vote de l'assemblée II | Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **TOTAL** | | **381 617,53** | **0,00** | **302 312,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| 013 | Atténuations de charges (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 016 | APA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 017 | RSA / Régularisations de RMI | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 378 166,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7015 | Ventes de terrains aménagés | 378 166,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes (sauf 731) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante (4) | 3 451,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75822 | Prise en charge déficit budget annexe | 3 451,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75888 | Autres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes de gestion des services** | | **381 617,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques (4) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total des recettes réelles** | | **381 617,53** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *042* | *Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *71355* | *Variat° stocks terrains aménagés* | *0,00* | | *302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |
| *043* | *Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)* | *0,00* | | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| **Total des recettes d'ordre** | | **0,00** | | **302 312,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |

### Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

| | |
|---|---|
| Montant brut | 0,00 |
| Compensation | 0,00 |
| Montant net | 0,00 |

### Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

| | |
|---|---|
| Montant des ICNE de l'exercice | 0,00 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 0,00 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231215_10-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors RSA) | 4-4 RSA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV
A1

| Chapitre nature | Libellé | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **DEPENSES** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| | **RECETTES** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 18 | Cpte de liaison : affectation (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (sauf 2324) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 45 | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

### 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables |
|---|---|---|
| | DEPENSES | 0,00 |
| | RECETTES | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2

| Chapitre nature | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens) | 0-5 Gestion des fonds européens | 1 Sécurité | 2 Enseign., formation prof.,apprentissage | 3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs | 4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI) | 4-3 APA |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

IV
A2

| Chapitre nature | Libellé | 4-4 RSA / Régularisation de RMI | 5 Aménagement des territoires et habitat | 6 Action économique | 7 Environnement | 8 Transports | 9 Fonction en réserve | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 6586 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 67 | Charges spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 68 | Dotations aux provisions, dépréciations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| **RECETTES** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | | **0,00** |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 70 | Prod. services, domaine, ventes diverses | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 731 | Fiscalité locale | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 77 | Produits spécifiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |
| 78 | Reprises amort., dépréciations, prov. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

18 DEC. 2023

# IV – ANNEXES

## A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

### 01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

| Article / compte nature (1) | Libellé | 01<br>Opérations non ventilables |
|---|---|---|
| DEPENSES | | 0,00 |
| RECETTES | | 0,00 |

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES BUDGETAIRES
## EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

C1.1

### DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B** | | **I 123 774,00** | **0,00** | **II 0,00** |
| **16 Emprunts et dettes assimilées (A)** | | **123 774,00** | **0,00** | **0,00** |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérations afférentes à l'emprunt | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 123 774,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| *10…* | *Reprise de dotations, fonds divers et réserves* | | | |
| 10… | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| *139* | *Subv. invest. transférées cpte résultat* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|---|---|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | **123 774,00** | **0,00** | **245 000,00** | **368 774,00** |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

# IV – ANNEXES

## ANNEXES BUDGETAIRES
## EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

C1.2

### RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---|---|---|---|---|
| **RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b** | | **V -302 312,00** | **302 312,00** | **VI 302 312,00** |
| **Ressources propres externes de l'année (a)** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| 10221 | TLE | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10222 | FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement (3) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13156 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13256 | Attributions compensation investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subventions invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | Participations et créances rattachées | | | |
| 27... | Autres immobilisations financières | | | |
| **Ressources propres internes de l'année (b) (4)** | | **-302 312,00** | **302 312,00** | **302 312,00** |
| *15...* | *Provisions pour risques et charges* | | | |
| *169* | *Primes de remboursement des obligations* | *0,00* | *0,00* | *0,00* |
| *26...* | *Participations et créances rattachées* | | | |
| *27...* | *Autres immobilisations financières* | | | |
| *28...* | *Amortissement des immobilisations* | | | |
| *29...* | *Dépréciations des immobilisations* | | | |
| *31...* | *Matières premières (et fournitures) (5)* | | | |
| *33...* | *En-cours de production de biens (5)* | | | |
| *35...* | *Stocks de produits (5)* | | | |
| *39...* | *Dépréciation des stocks et en-cours* | | | |
| *481...* | *Charges à rép. sur plusieurs exercices* | | | |
| *49...* | *Dépréciation des comptes de tiers* | | | |
| *59...* | *Dépréciation des comptes financiers* | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| *021* | *Virement de la section de fonctionnement* | *-302 312,00* | *302 312,00* | *302 312,00* |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (6) | Solde d'exécution R001 (6) | Affectation R1068 (6) | TOTAL VIII |
|---|---|---|---|---|---|
| **Total ressources propres disponibles** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

| | | Montant |
|---|---|---|
| **Dépenses à couvrir par des ressources propres** | IV | **368 774,00** |
| **Ressources propres disponibles** | VIII | **0,00** |
| **Solde** | IX = VIII – IV (7) | **-368 774,00** |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(6) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

(7) Indiquer le signe algébrique.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004862-20231213-231213_10-DE

## V – ARRETE ET SIGNATURES

### ARRETE ET SIGNATURES

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

| | |
|---|---|
| ALEXANDRE Coraline | |
| BERNARD Laurence | |
| BLANC Maryvonne | |
| BOUCHARD Rene | |
| BOUGE Camille | |
| CAUVY Brigitte | |
| CAVALLIER Francois | |
| COULON Christian | |
| COURANT Aurelie | |
| DE CLARENS Patrick | |
| DUMESNY Patrice | |
| DURAND-TERRASSON Philippe | |
| FAUR Lois | |
| FELIX Michel | |
| HENRY Bernard | |
| HUET Jean-Yves | |
| LEFEBVRE Ophelie | |
| MANKAI Marie-Josee | |
| MARIET Claudette | |
| MARIN Daniel | |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

## V – ARRETE ET SIGNATURES

### ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| MARTEL Nicolas | |
| MENUT Elisabeth | |
| ORFEO Marco | |
| PERRET Michele | |
| RAYNAUD Michel | |
| REZK Michel | |
| ROBBE Myriam | |
| SAILLET Jerome | |
| THEODOSE Christian | |
| Ugo Rene | |

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...,
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

## V – ARRETE ET SIGNATURES

### ARRETE ET SIGNATURES — A

Nombre de membres en exercice : 30
Nombre de membres présents : 26
Nombre de suffrages exprimés : 26
VOTES :
Pour : 26
Contre : 0
Abstentions 0

Date de convocation : 07/12/2023

Présenté par (1), le Président,
A le Tourrettes, le 13/12/2023

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A le Tourrettes, le 13/12/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3).

| | |
|---|---|
| ALEXANDRE Coraline | |
| BERNARD Laurence | |
| BLANC Maryvonne | |
| BOUCHARD Rene | |
| BOUGE Camille | |
| CAUVY Brigitte | |
| CAVALLIER Francois | |
| COULON Christian | |
| COURANT Aurelie | |
| DE CLARENS Patrick | |
| DUMESNY Patrice | |
| DURAND-TERRASSON Philippe | |
| FAUR Lois | |
| FELIX Michel | |
| HENRY Bernard | |
| HUET Jean-Yves | |
| LEFEBVRE Ophelie | |
| MANKAI Marie-Josee | |
| MARIET Claudette | |
| MARIN Daniel | |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_10-DE

## V – ARRETE ET SIGNATURES

### ARRETE ET SIGNATURES

| | |
|---|---|
| MARTEL Nicolas | |
| MENUT Elisabeth | |
| ORFEO Marco | |
| PERRET Michele | |
| RAYNAUD Michel | |
| REZK Michel | |
| ROBBE Myriam | |
| SAILLET Jerome | |
| THEODOSE Christian | |
| Ugo Rene | |

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de .... de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Envoyé en préfecture le 20/12/2023
Reçu en préfecture le 20/12/2023
Publié le 20 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_11_1-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/11-1
ANNULE ET REMPLACE LA DCC 231213/11
DU 14/12/2023 SUITE ERREUR MATÉRIELLE

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**
**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## AUTORISATION DU PRÉSIDENT À MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET PRINCIPAL AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF

*Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*
*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*
*En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.*

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDÉRANT** le montant des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (BP 2023 + DM1), hors restes à réaliser, remboursement de la dette et écritures d'ordre, soit 5 551 209.64€ ;
**CONSIDÉRANT** que le budget principal est voté par opération en section d'investissement ;
**CONSIDÉRANT** *l'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits ;*
**CONSIDÉRANT** *que les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.*

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **AUTORISE** Monsieur le Président à engager, liquider et mandater, avant le vote du BP 2024 du budget principal, 25% des 5 551 209.64€, soit 1 387 802.41€ répartis comme suit par opérations :

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| o Hors opération – Non affecté | : | 250 784.56€ x 25% | = | 62 696.14€ |
| o Opération 15 (Maison de Pays) | : | 779 000.00€ x 25% | = | 194 750.00€ |
| o Opération 17 (Domaine de Tassy) | : | 180 430.00€ x 25% | = | 45 107.50€ |
| o Opération 75 (Agriculture) | : | 84 800.00€ x 25% | = | 21 200.00€ |

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 20/12/2023
Reçu en préfecture le 20/12/2023
Publié le 20 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_11_1-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| o | Opération 76 (PIDAF) | : | 186 000.00€ x 25% | = | 46 500.00€ |
| o | Opération 77 (Réseau radioélectrique) | : | 10 000.00€ x 25% | = | 2 500.00€ |
| o | Opération 84 (Gymnases Intercommunaux) | : | 30 000.00€ x 25% | = | 7 500.00€ |
| o | Opération 85 (Stade Athlétisme de Tourrettes) | : | 456 244.00€ x 25% | = | 114 061.00€ |
| o | Opération 86 (Stade de Football de Fayence) | : | 37 620.00€ x 25% | = | 9 405.00€ |
| o | Opération 87 (Maison du Lac) | : | 29 582.00€ x 25% | = | 7 395.50€ |
| o | Opération 89 (Lac de Saint Cassien/Tourisme) | : | 114 000.00€ x 25% | = | 28 500.00€ |
| o | Opération 90 (SCOT/PCAET) | : | 10 800.00€ x 25% | = | 2 700.00€ |
| o | Opération 91 (Opérations diverses) | : | 96 000.00€ x 25% | = | 24 000.00€ |
| o | Opération 92 (Pistes cyclables) | : | 312 000.00€ x 25% | = | 78 000.00€ |
| o | Opération 94 (Maison France Services) | : | 33 000.00€ x 25% | = | 8 250.00€ |
| o | Opération 95 (MIPEF) | : | 1 707 800.00€ x 25% | = | 426 950.00€ |
| o | Opération 96 (Var Très Haut Débit) | : | - 43 514.00€ x 25% | = | - 10 878.50€ |
| o | Opération 98 (Base d'aviron) | : | 72 018.08€ x 25% | = | 18 004.52€ |
| o | Opération 99 (Développement économique) | : | 426 220.00€ x 25% | = | 106 555.00€ |
| o | Opération 101 (Pôles intermodaux) | : | 308 200.00€ x 25% | = | 77 050.00€ |
| o | Opération 102 (Gens du voyage) | : | 100 000.00€ x 25% | = | 25 000.00€ |
| o | Opération 103 (GEMAPI) | : | 319 529.00€ x 25% | = | 79 882.25€ |
| o | Opération 104 (Médiathèques) | : | 50 696.00€ x 25% | = | 12 674.00€ |

Tourrettes, le 20 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_12-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ

DCC n° 231213/12

Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**
**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## AUTORISATION DU PRÉSIDENT À MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE « DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS » AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.
Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.
En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales ;
**CONSIDÉRANT** le montant des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (BP 2023 + DM1), hors restes à réaliser, remboursement de la dette et écritures d'ordre, soit 2 272 380.69€ ;
**CONSIDÉRANT** que le budget annexe « Déchets Ménagers et Assimilés » est voté par chapitre en section d'investissement ;
**CONSIDÉRANT** l'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.
**CONSIDÉRANT** que les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.
Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**
- **AUTORISE** le Président à engager, liquider et mandater, avant le vote du BP 2024 du budget annexe « Déchets Ménagers et Assimilés », 25% des 2 272 380.69€, soit 568 095.17€ répartis comme suit par opérations :
  - Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : 45 000.00€ x 25% = 11 250.00€
  - Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 1 984 800.00€ x 25% = 496 200.00€
  - Chapitre 23 – Immobilisations en cours : 242 580.69€ x 25% = 60 645.17€

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_13-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

| | |
|---|---|
| En exercice | 30 |
| Présents | 20 |
| Pouvoirs | 6 |
| Absents | 4 |
| Suffrages exprimés | 26 |

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/13
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## AUTORISATION DU PRÉSIDENT À MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE « EAU » AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.
Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.
En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales ;
**CONSIDÉRANT** le montant des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (BP 2023 + DM1 + DM2), hors restes à réaliser, remboursement de la dette et écritures d'ordre, soit 7 385 092.30€ ;
**CONSIDÉRANT** que le budget annexe Eau est voté par chapitre en section d'investissement ;
**CONSIDÉRANT** l'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits ;
**CONSIDÉRANT** que les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.
Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **AUTORISE** le Président à engager, liquider et mandater, avant le vote du BP 2024 du budget annexe Eau, 25% des 7 385 092.30€, soit 1 846 273.07€ répartis comme suit par opérations :
  - Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : 783 010.00€ x 25% = 195 752.50€
  - Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 1 472 305.20€ x 25% = 368 076.30€
  - Chapitre 23 – Immobilisations en cours : 5 129 777.10€ x 25% = 1 282 444.27€

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_14-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/14
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## AUTORISATION DU PRÉSIDENT À MANDATER LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT » AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF

Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.
Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.
En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales ;
**CONSIDÉRANT** le montant des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent (BP 2023 + DM1 + DM2), hors restes à réaliser, remboursement de la dette et écritures d'ordre, soit 5 481 524.71€ ;
**CONSIDÉRANT** que le budget annexe Assainissement est voté par chapitre en section d'investissement ;
**CONSIDÉRANT** l'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.
**CONSIDÉRANT** que les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption.
Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **AUTORISE** le Président à engager, liquider et mandater, avant le vote du BP 2024 du budget annexe Assainissement, 25% des 5 481 524.71€, soit 1 370 381.17€ répartis comme suit par opérations :
  - Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles : 10 500.00€ x 25% = 2 625.00€
  - Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 521 546.60€ x 25% = 130 411.65€
  - Chapitre 23 – Immobilisations en cours : 4 930 178.11€ x 25% = 1 237 344.52€

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/15
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## CONTRAT NOS TERRITOIRES D'ABORD RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR / DRACÉNIE-PAYS DE FAYENCE - AVENANT N°1

---

Le Président expose à l'assemblée que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur a voté, par délibération n° 22-5 du 25 février 2022, les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « Nos territoires d'abord ». Cette politique contractuelle régionale remplace la précédente, les « CRET », Contrats Régionaux d'Equilibre Territorial.
Le CRET dont bénéficiait le Pays de Fayence, conjointement avec la CAVEM, devenue Estérel Côte d'Azur agglomération, est arrivé à terme durant le courant de l'année 2023.
Par conséquent, la Région a proposé à la Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF) de contractualiser sous le nouveau format « Nos territoires d'abord ». Néanmoins, considérant qu'il n'est pas possible pour le territoire de disposer d'un contrat à sa seule échelle, la Région a proposé que la programmation des opérations du Pays de Fayence soit intégrée au contrat « Nos territoires d'abord » de Dracénie Provence Verdon agglomération, par un avenant à ce contrat.

Le Président précise que les opérations suivantes, sous maîtrise d'ouvrage de la CCPF, sont intégrées à ce contrat, pour un montant régional d'aide proposé par la Région de 2 406 666 € :

- ***GESTION ET VALORISATION DES DECHETS :***
  - Contrat d'objectifs déchets : Création d'une recyclerie en Pays de Fayence ;
  - Plateforme pour la réception et le broyage des végétaux sur la déchetterie de Bagnols-en-Forêt
  - Installation de conteneurs enterrés avec contrôle d'accès, en cœur de villages, dans le cadre de la mise en place de la redevance incitative
- ***MOBILITE DURABLE – INFRASTRUTURES CYCLABLES ET PIETONNES :***
  - Aménagement de sections de l'EuroVelo 8 « La Méditerranée à Vélo » ;
  - Elaboration et mise en œuvre du plan vélo et marche du Pays de Fayence ;
- ***ENERGIES RENOUVELABLES :***
  - Développement des énergies renouvelables en Pays de Fayence : solaire photovoltaïque et thermique, géothermie, méthanisation, chaleur fatale : ligne ouverte pour études et travaux
- ***SOBRIETE FONCIERE – AMENAGEMENT DURABLE – FONCIER ECONOMIQUE :***
  - Création du bâtiment socle de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle du Pays de Fayence ;
- ***TRANSITION ECOLOGIQUE, PRESERVATION DU PATRIMOINE NATUREL ET RESILIENCE DES TERRITOIRES :***
  - Préservation de la ressource en eau : études préalables et travaux du projet de création d'un bassin de tête de réseau
  - Préservation de la ressource en eau : soutien à la réfection des réseaux d'eau potable
  - Préservation de la ressource en eau : expérimentation sur la réutilisation des eaux usées traitées (REUT)

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

Le Président propose à l'assemblée d'approuver cet avenant n°1 au contrat Nos territoires d'abord Région Provence-Alpes-Côte d'Azur / Dracénie-Pays de Fayence.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**VU** la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 du Conseil régional, approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « Nos territoires d'abord » ;
**VU** la délibération n°22-0813 du 16 décembre 2022 du Conseil régional, approuvant l'adoption du contrat Nos territoires d'abord du territoire Dracénie Provence Verdon Agglomération ;

**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** l'avenant n°1 au contrat Nos territoires d'abord Région Provence-Alpes-Côte d'Azur / Dracénie-Pays de Fayence ;
- **AUTORISE** le Président à signer cet avenant et tout doucement s'y rapportant.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

# AVENANT N°1

# CONTRAT
# *NOS TERRITOIRES D'ABORD*
# 2022-2027

# REGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR / DRACENIE – PAYS DE FAYENCE

DRACÉNIE
PROVENCE VERDON
agglomération

Pays de Fayence
Provence d'Azur

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

**ENTRE**

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par délibération n°..... en date du.....,
Ci-après désignée « la Région »

**D'une part,**

**ET**

Dracénie Provence Verdon Agglomération, représentée par son Président Monsieur Richard STRAMBIO, dûment habilité par délibération n°..... en date du .....,

La communauté de communes Pays de Fayence, représentée par son Président, Monsieur René UGO, dûment habilité par délibération n°..... en date du .....,

L'ensemble de ces partenaires désignés ci-dessus étant dénommés « le Territoire »

**D'autre part,**

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Vu la délibération n° 21-638, du 17 décembre 2021 du Conseil régional approuvant les principes fondateurs de la future politique contractuelle régionale,

Vu la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « Nos territoires d'abord »,

Vu la délibération n°22-0813 du 16 décembre 2022 du Conseil régional approuvant l'adoption du Contrat Nos territoires d'abord du Territoire Dracénie Provence Verdon Agglomération,

Vu l'article 5 de ce contrat qui prévoit qu'à la demande du territoire ou de la Région, un avenant modifiant la programmation pourra être proposé durant le contrat et un an avant la fin du contrat.

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

**Article 1 – Objet de l'avenant**

Le présent avenant a pour objet d'associer le territoire de la communauté de communes du Pays de Fayence au contrat Nos territoires d'abord de Dracénie Provence Verdon Agglomération, et en conséquence, de modifier la programmation de ce contrat ainsi que son enveloppe financière.

*L'article 1 du contrat est modifié comme suit :*

« Le Territoire engagé dans le présent Contrat Nos territoires d'abord correspond au périmètre de Dracénie Provence Verdon agglomération et de la communauté de communes du Pays de Fayence. »

*L'article 2 du contrat est modifié comme suit :*

« Le Contrat définit les projets structurants sur lesquels la Région, Dracénie Provence Verdon agglomération et la communauté de communes du Pays de Fayence s'entendent afin de poursuivre le développement du territoire, ainsi que les modalités de financement de ces projets par la Région.
De plus, ces projets structurants s'inscrivent dans les orientations promues par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET) porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que dans les objectifs Plan climat « Gardons une COP d'avance ».

*L'article 4 du contrat est modifié comme suit :*

« La gouvernance du contrat est assurée par un comité de pilotage territorial, instance partenariale qui assure la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du contrat.
Ce comité est composé de deux conseillers régionaux référents du Territoire, ainsi que des Présidents de la Dracénie Provence Verdon agglomération et de la communauté de communes du Pays de Fayence ou de leurs représentants.
Il se réunit a minima une fois par an. Il dresse un bilan intermédiaire de la programmation et propose d'éventuelles modifications de celle-ci à enveloppe globale constante. Des comités techniques composés des services de la Région et du Territoire se réuniront a minima en phase d'élaboration et lors de chaque revoyure annuelle. Ils seront mobilisés aussi souvent que nécessaire et leur composition sera adaptée en fonction des compétences requises.
Pour chaque projet, les techniciens de la Région seront associés à la phase de conception (études préalables, études de programmation), et de réalisation (études de maitrise d'œuvre, suivi de chantier aux étapes significatives ...). »

*L'article 6 du contrat est modifié comme suit :*

« Le montant contractualisé de l'intervention régionale totale est de **19 191 682 € (dix-neuf millions cent quatre-vingt-onze mille six cent quatre-vingt-deux euros)** pour la durée du contrat.

Afin de garantir la faisabilité des opérations, la Région pourra accompagner les collectivités locales dans la recherche de cofinancements tels que les fonds européens ou ceux mobilisés par d'autres partenaires.
Les projets inscrits dans les conventions d'ambitions territoriales du territoire rattachés aux rubriques *Équilibre et solidarité des territoires, Adaptation du territoire à la transition climatique, énergétique et*

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

*environnementale* et *Culture et patrimoine* (à l'exception des projets patrimoniaux) sont intégrés aux contrats Nos territoires d'abord et sont financés par la Région dans ce cadre. »

**Article 2 - Structuration du contrat - volet opérationnel**

L'annexe du présent avenant remplace celle figurant en annexe 1 du contrat initial.

**Article 3- Prise d'effet**

Le présent avenant prend effet à la date de sa notification.

Les autres dispositions du contrat initial demeurent inchangées.

Fait à Marseille, le

| Le Président<br>du Conseil régional<br>Provence-Alpes-Côte d'Azur | Le Président de<br>Dracénie Provence Verdon<br>Agglomération | Le Président de la<br>Communauté de communes<br>Pays de Fayence |
|---|---|---|
| **Renaud MUSELIER** | **Richard STRAMBIO** | **René UGO** |

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

# ANNEXE 1 modifiée

# TABLEAU DE SYNTHESE DE LA PROGRAMMATION

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

| N° opération | Intitulé opération | Maître d'ouvrage | Coût total | Taux régional | proposé |
|---|---|---|---|---|---|
| **GESTION ET VALORISATION DES DECHETS** | | | | | |
| 1.1 | Contrat d'objectifs déchets : Unité de pré-traitement des déchets, valorisation des combustibles solides de récupération et réseau de chaleur | DPVa | 45 000 000 € | 10% | 4 650 000€ |
| 1.2 | Contrat d'objectifs déchets : Déploiement des Points d'Apports Volontaires | DPVa | 833 333 € | 10% | 83 000€ |
| 1.3 | Contrat d'objectifs déchets : équipement de traitement des déchets | DPVa | 1 583 333 € | 50% | 791 666€ |
| 1.4 | Contrat d'objectifs déchets : Plateforme de traitement des bio déchets | DPVa | 1 250 000 € | 50% | 625 000€ |
| 1.5 | Contrat d'objectifs déchets : Etude mise en place redevance spéciale et tarification incitative | DPVa | 130 000 € | 50 % | 65 000 € |
| 1.6 | Contrat d'objectifs déchets : Création d'une recyclerie en Pays de Fayence | CCPF | 800 000 € | 12,5% | 100 000€ |
| 1.7 | Plateforme pour la réception et le broyage des végétaux sur la déchetterie de Bagnols en Forêt | CCPF | 500 000 € | 20% | 100 000€ |
| 1.8 | Installation de conteneurs enterrés avec contrôle d'accès, en cœur de villages, dans le cadre de la mise en place de la redevance incitative | CCPF | 300 000€ | 33,3% | 100 000€ |
| **Sous-total thématique (8 opérations)** | | | **49 796 666€** | | **6 514 666€** |
| **MOBILITE DURABLE – INFRASTRUTURES CYCLABLES ET PIETONNES** | | | | | |
| 2.1 | Pôle d'échanges multimodal de Draguignan | DPVa | 2 000 000 € | 20% | 400 000 € |
| 2.2 | Schéma cyclable - Mise en place de consignes à vélo | DPVa | 125 000 € | 20% | 25 000 € |
| 2.3 | Déclinaison opérationnelle du plan de mobilité | DPVa | 1 500 000 € | 20% | 300 000 € |
| 2.4 | Aménagement de l'EuroVelo 8 « La Méditerranée à Vélo » | CCPF | 1 130 000 € | 30% | 340 000€ |
| 2.5 | Elaboration et mise en œuvre du plan vélo et marche du Pays de Fayence | CCPF | 722 220 € | 30% | 216 666 € |
| **Sous-total thématique (5 opérations)** | | | **5 477 220 €** | | **1 281 666 €** |
| **ENERGIES RENOUVELABLES** | | | | | |
| 3.1 | Mise en œuvre du Plan solaire : installation de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments tertiaires publics | DPVa | 1 200 000 € | 40% | 480 000 € |

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 3.2 | Mise en œuvre du Plan solaire : installation de panneaux photovoltaïques sur des bâtiments tertiaires publics | Communes | 500 000 € | | |
| 3.3 | Développement des énergies renouvelables en Pays de Fayence : solaire photovoltaïque et thermique, géothermie, méthanisation, chaleur fatale : ligne ouverte (pour études et travaux) | CCPF | / | / | 200 000 € |
| **Sous-total thématique (3 opérations)** | | | **1 700 000 €** | | **880 000 €** |
| **STRATEGIES PATRIMONIALES BATIMENTS TERTIAIRES PUBLICS – MAITRISE DE L'ENERGIE – REHABILITATION ENERGETIQUE DES LOGEMENTS** | | | | | |
| 4.1 | Rénovation énergétique du patrimoine communautaire (Tranche 1 : Piscine Boiteux, Théâtre de l'Esplanade, Gymnase la Péyrouas) | DPVa | 1 479 000 € | 20% | 295 800 € |
| 4.2 | Stratégie patrimoniale de rénovation énergétique des écoles | Draguignan | 3 449 000 € | 20% | 689 800 € |
| 4.3 | Rénovation énergétique des bâtiments publics communaux | Lorgues | 5 900 000 € | 20% | 1 180 000 € |
| 4.4 | Réhabilitation énergétique du parc privé (Les Arcs- Le Muy – Vidauban, Lorgues, Salernes et EPCI) | DPVa | 23 91 675 € | 4 % | 879 975 € |
| 4.5 | Réhabilitation énergétique du parc social | Organismes de logement social | | | 200 000 € |
| **Sous-total thématique (5 opérations)** | | | **34 739 675 €** | | **3 245 575 €** |
| **SOBRIETE FONCIERE – AMENAGEMENT DURABLE – FONCIER ECONOMIQUE** | | | | | |
| 5.1 | Requalification du centre-ancien de Draguignan : recyclage de l'habitat et aménagement d'espaces publics | SAIEM | 3 537 500 € | 10 % | 353 750 € |
| 5.2 | Aménagement de l'écoquartier des Cadenades au Muy (Portage établissement public foncier) : volet équipement, aménagement et habitat | DPVa, organismes de logement social | 4 000 000 € | 20% | 1 700 000 € |
| 5.3 | Pôle d'Enseignement supérieur de la Dracénie (1ère tranche : Maison du campus, aménagement espaces extérieurs) | DPVa | 6 368 100 € | 25% | 1 592 025 € |
| 5.4 | Création d'un complexe aquatique communautaire (assistance à maitrise d'ouvrage et programmation) | DPVa | 120 000 € | 20% | 24 000 € |
| 5.5 | Création d'un complexe sports et loisirs : volet géothermie, études et travaux | Les Arcs | 11 117 000 € | 20% plafonné à 1,1 M€ | 1 100 000 € |

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_15-DE

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 5.6 | Construction d'un pôle de services publics dans l'espace "Boutal" (AMO Qualité Environnementale) | Salernes | 1 950 000 € | | |
| 5.7 | Requalification durable et revitalisation de l'axe Est-Ouest et des quartiers du centre-ville du Muy | Le Muy | 3 000 000 € | 20% | 600 000 € |
| 5.8 | Création du bâtiment socle de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle du Pays de Fayence | CCPF | 900 000 € | 33 % | 300 000 € |
| **Sous-total thématique (8 opérations)** | | | **30 992 600 €** | | **6 059 775 €** |
| **Transition écologique, préservation du patrimoine naturel et résilience des territoires** | | | | | |
| 6.1 | Désimperméabilisation des cours d'écoles dans le cadre de la rénovation énergétique des écoles de Draguignan | DPVa | 800 000 € | 20 % | 160 000 € |
| 6.2 | Préservation de la ressource en eau : études préalables et travaux du projet de création d'un bassin de tête de réseau | CCPF | 3 500 000 € | 20 % | 700 000 € |
| 6.3 | Préservation de la ressource en eau : soutien à la réfection des réseaux d'eau potable | CCPF | / | 20 % | 200 000 € |
| 6.4 | Préservation de la ressource en eau : expérimentation sur la réutilisation des eaux usées traitées (REUT) | CCPF | / | 20 % | 150 000 € |
| **Sous-total thématiques (4 opérations)** | | | **4 300 000 €** | | **1 210 000 €** |
| **TOTAL TERRITOIRE (33 opérations)** | | | **72 009 495 €** | | **19 191 682 €** |

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_16-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/16
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## SUBVENTION AU SYNDICAT MIXTE DU VOL À VOILE POUR DES TRAVAUX DE RÉFECTION DE TOITURES

---

La Communauté de communes du Pays de Fayence est membre du Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Exploitation du Centre de Vol à Voile du Pays de Fayence depuis 2015, syndicat mixte qui a pour objectif depuis 1967 la pratique et l'apprentissage du vol à voile.
Il est administré par un comité composé de délégués membres élus par les structures publiques dont la Communauté de Communes fait partie et la plateforme aéronautique est gérée par l'association A.A.P.C.A.
Un état des lieux des toitures des bâtiments a été réalisé en début d'année 2023 et il apparaît urgent de réhabiliter les deux toitures des bâtiments qui hébergent l'association Relais Solidarité.
Le montant prévisionnel de ces travaux s'élève à 100 000€ HT selon le plan de financement suivant :

- Montant des travaux : 100 000.00€ HT
- Subvention du Département (36%) : 36 000.00€
- Subvention CCPF sollicitée (20%) : 20 000.00€
- Autofinancement (44%) : 44 000.00€

Le Président propose à l'assemblée d'approuver cet avenant n°1 au contrat Nos territoires d'abord Région Provence-Alpes-Côte d'Azur / Dracénie-Pays de Fayence.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **VALIDE** le versement d'une subvention de 20 000€ au Syndicat Mixte pour l'Aménagement et l'Exploitation du Centre de Vol à Voile du Pays de Fayence pour la réhabilitation des deux toitures des bâtiments hébergeant l'association Relais Solidarité ;
- **PRÉCISE** que les crédits ont été prévus dans la Décision Modificative n ° 1 du budget principal.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_17-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/17
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## ANNULATION PARTIELLE DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ACCORDÉES À LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR

Par délibération n° 230411/06 du 11 avril 2023, le Conseil communautaire accordait à la Chambre d'Agriculture du Var deux subventions de fonctionnement :

- Une subvention exceptionnelle de 3 500€ pour un fond d'urgence eau agricole
- Une subvention de 3 000€ pour diverses actions :
  - ACTION 1 - 1 000€ pour une étude d'un abattoir départemental,
  - ACTION 2 – 1 000 € pour l'animation du réseau départemental « Inter Projet Alimentaire de Territoire »,
  - ACTION 3 - 500 € pour la participation au concours « Ambition Installation »,
  - ACTION 4 - 500 € pour la structuration d'un réseau de producteurs de fruits et légumes dans le Var.

A ce jour, en raison de l'avancement des projets et actions, seules les actions 2, 3 et 4 sont en cours et nécessitent le versement de la subvention correspondante.
De ce fait, il est proposé d'annuler la subvention exceptionnelle de 3 500€ accordée pour un fond d'urgence eau agricole, d'annuler les 1 000€ pour l'étude d'un abattoir départemental et de maintenir la subvention de 2 000€ pour les actions 2, 3 et 4 précitées.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **DÉCIDE** l'annulation de la subvention exceptionnelle de 3 500€ pour un fond d'urgence eau agricole ;
- **DÉCIDE** l'annulation partielle de la subvention de 3 000€ pour les actions diverses :
  - Annulation des 1 000€ pour l'étude d'un abattoir
  - Maintien de la subvention de 2 000€ pour : l'animation du réseau départemental « Inter Projet Alimentaire de Territoire », la participation au concours « Ambition Installation » et la structuration d'un réseau de producteurs de fruits et légumes dans le Var.
- **AUTORISE** le Président à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_18-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/18
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## SUBVENTION À L'UNADEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'ÉCOUTE TERRITORIALE SUR LE PAYS DE FAYENCE

---

Le Président rappelle à l'assemblée que l'UNADEL (Union Nationale des Acteurs du Développement Local) est une association créée en 1992, ayant pour objet d'être un mouvement d'éducation populaire, en poursuivant notamment les finalités suivantes :
- Promouvoir et diffuser la culture et les démarches du développement local ; accroître l'ancrage et la reconnaissance des structures, des réseaux et des acteurs qui mettent en œuvre et accompagnent cette démarche sur le terrain ;
- Rassembler, interroger les pratiques et mettre en réseau les personnes, organisations et collectivités (collectivités, institutions, associations, citoyens, élus, fonctionnaires et techniciens de l'ingénierie territoriale, membres de la société civile, chercheurs, acteurs économiques, acteurs de la formation, citoyens...) construisant des projets au sein des territoires locaux ;
- Permettre à tout citoyen et notamment les plus jeunes de devenir acteurs de la transformation sociale et des transitions de leur territoire, contribuer à la mobilisation des ressources et expertises citoyennes et promouvoir l'intelligence collective ;
- Contribuer à la reconnaissance des territoires comme espaces d'action dans la poursuite de la décentralisation ;
- Enrichir les gouvernances et les pratiques locales de représentation et de démocratie participative (initiatives et expérimentations facilitant l'expression des citoyens, l'implication, l'interpellation et la coopération) ;
- Contribuer à la reconnaissance du développement local et de tout ce qui y contribue dans les politiques publiques de tous niveaux ;
- Prendre en compte la dimension internationale du développement local, enjeu commun pour tous les pays, à la fois au niveau européen et mondial.

En 2023, l'UNADEL a retenu la candidature du Pays de Fayence pour bénéficier du dispositif d'Ecoute Territorial, démarche ayant pour but de renforcer la coopération territoriale.
La thématique 2023 des Ecoutes Territoriales menées par l'UNADEL était : « *Habiter, travailler et agir ensemble à l'heure des transitions* ».

Cette démarche dure environ 8 mois qui comprennent :
- La préparation : échanges avec les trois référents désignés (1 élu, 1 technicien, 1 représentant de la société civile), présentation du territoire et de ses enjeux, en lien avec la thématique.

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_18-DE

- Visite de territoire : 2 jours pour rencontrer les acteurs du territoire (collectivités, associations, entreprises, habitants...) par 4 écoutants (1 salarié de l'UNADEL, 1 universitaire, et 2 bénévoles de l'UNADEL). Environ une vingtaine d'entretiens sont ainsi réalisés, soit entre 25 et 40 acteurs interviewés.
- Restitution : organisation d'une réunion publique de restitution-miroir.
- Réalisation d'une fiche-territoire.
- Organisation d'une rencontre inter-territoire (avec les autres référents et écoutants).
- Réalisation d'un document de synthèse des grands enseignements à retenir (montée en généralité par un ou une universitaire).
- Participation des acteurs à une table-ronde pendant les Journées des territoires, organisées par l'UNADEL.

En contrepartie de cette Ecoute Territoriale dont a bénéficié le Pays de Fayence, le Président propose à l'assemblée d'attribuer une subvention de 2 000 € à l'UNADEL.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**CONSIDÉRANT** le dispositif d'Ecoute Territoriale déployé par l'UNADEL, dont a bénéficié le Pays de Fayence ;

**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** le versement d'une subvention de 2 000 € à l'Union Nationale des Acteurs du Développement Local (UNADEL) ;
- **PRÉCISE** que les crédits sont inscrits au budget principal.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_19-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/19
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## SUBVENTION EXCEPTIONNELLE EN FAVEUR DE LA MAISON POUR TOUS

Par délibération n°230411/06 du conseil communautaire en date du 11 avril 2023, une subvention de 30 000€ a été accordée par la Communauté de communes du Pays de Fayence à l'association Maison Pour Tous.
Néanmoins, la demande initiale de cette association était de 40 000 € et se justifiait d'une part par les importantes difficultés financières traversées en raison de la division par deux environ de la fréquentation de la salle de cinéma à l'issue de la pandémie de COVID-19, et d'autre part par le nécessaire soutien à l'offre de cinéma itinérant sur le territoire intercommunal.

La Commission intercommunale Numérique - Jeunesse du 28 mars 2023, qui avait examiné cette demande, avait émis un avis favorable, sous condition d'une analyse des comptes à l'occasion d'une rencontre avec l'expert-comptable de l'association, et en précisant qu'il s'agissait d'un niveau de soutien exceptionnel, non reconductible à ce niveau l'année suivante.

Toutefois, le Bureau communautaire avait souhaité proposer au vote du conseil communautaire une subvention de 30 000 €, en indiquant que la possibilité de verser les 10 000 € complémentaires serait évaluée en fonction de la trajectoire budgétaire de l'association durant l'exercice 2023 et de la poursuite de ses efforts d'économie.
Le président de l'association étant venu présenter en Bureau communautaire la réalité des efforts d'économie réalisés par l'association, mais aussi la nécessité de bénéficier des 10 000 € supplémentaires pour clôturer l'exercice 2023, le Président propose à l'assemblée d'accorder cette subvention complémentaire de 10 000 € à l'association « Maison Pour Tous ».

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**CONSIDÉRANT** la situation financière très difficile traversée par la Maison Pour Tous en raison de la division par deux environ de la fréquentation de la salle de cinéma à l'issue de la pandémie de COVID-19 ;
**CONSIDÉRANT** les efforts d'économie réalisés par la Maison Pour Tous, notamment le licenciement économique de 2 de ses 4 salariés,
**CONSIDÉRANT** l'engagement et le sérieux démontrés par le président actuel de la Maison Pour Tous et par son Conseil d'administration ;
**CONSIDÉRANT** l'importance du rôle joué par la Maison Pour Tous à l'échelle intercommunale, en particulier dans le cadre du cinéma itinérant, pour les scolaires et pour le grand public ;

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_19-DE

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** le versement d'une subvention complémentaire exceptionnelle de 10 000 € à l'association Maison Pour Tous ;
- **PRÉCISE** que les crédits sont inscrits au budget principal.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 15/12/2023
Reçu en préfecture le 15/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_20-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/20
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## FOND DE CONCOURS POUR LA PARTICIPATION À LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS LIÉS À L'ACCUEIL DES ENFANTS À LA PISCINE DE FAYENCE

---

La piscine de Fayence accueille les enfants des écoles primaires, des collèges et des centres aérés de différentes communes du territoire. Pour l'année 2023, les effectifs accueillis s'élèvent à 2949 enfants.

La commune Fayence a fait part au Bureau communautaire de l'inadéquation entre la participation demandée aux communes pour l'accueil de leurs enfants et les frais qu'elle devait supporter.
Les conventions signées avec les communes prévoient au titre de l'année 2023 une participation de 1,60€ qui sera revue en 2024 à l'initiative de la commune.
Pour compenser une partie des frais supportés pour cette année, une aide exceptionnelle a été demandée à la Communauté de communes afin de prendre en charge les frais de personnel.
En 2023, l'accueil des enfants a représenté 96h représentant 10 323,84€ de charge de personnel.
L'aide de la Communauté de communes s'élève donc à 3,50€ par enfant.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **DÉCIDE** de verser un fond de concours à la Commune de Fayence à hauteur 10 323,84€ en vue de participer au financement de l'accueil des enfants du territoire ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout acte afférent à cette demande.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_21-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/21
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## CONVENTION FINANCIÈRE POUR LA PRISE EN CHARGE MUTUALISÉE DES TITRES SÉCURISÉS

Sur le territoire du Pays de Fayence, les passeports biométriques et les Cartes Nationales d'Identité (CNI) sont délivrés par la commune de Fayence et par celle de Montauroux à partir de 2024.
Afin de participer aux frais du service rendu à l'ensemble de la population, une convention a été établie permettant à chaque commune de participer à hauteur du nombre de titres sécurisés délivrés à ses habitants.

La Communauté de communes prendra en charge les frais liés à la délivrance de titres sécurisés au profit de personnes extérieures au territoire.
Le Président présente la convention à signer avec la commune de Fayence et celle à signer avec la commune de Montauroux

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **AUTORISE** le Président à signer la convention financière relative à la prise en charge des titres sécurisés (passeport/CNI) avec la commune de Fayence ;
- **AUTORISE** le Président à signer la convention financière relative à la prise en charge des titres sécurisés (passeport/CNI) avec la commune de Montauroux ;
- **AUTORISE** le Président à signer tout acte afférent à ces conventions.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

www.telerecours.fr

Département du Var
Arrondissement de Draguignan

MAIRIE DE FAYENCE

# CONVENTION FINANCIERE CADRE RELATIVE A LA MUTUALISATION DES TITRES SECURISES (PASSEPORTS / CNI)

Entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence
la commune de Fayence
et la commune de Montauroux

*- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29, L 2335-16 et D 2335-23 ;*
*- Vu l'article 201 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 ;*

**Entre :**
La Communauté de Communes du Pays de Fayence, dont le siège social est situé Mas de Tassy, 1849 RD 19 – 83440 TOURRETTES,
Enregistrée sous le numéro SIRET 200 004 802 00019,
Représentée par son Président en exercice, Monsieur René UGO, dûment autorisé en la matière par délibération du conseil municipal n°…… en date du …….
Dénommée ci-après « la Communauté »

*d'une part,*

*ET*

La Commune de FAYENCE, dont le siège est situé 2 Place de la République – 83440 FAYENCE,
Enregistrée sous le numéro SIRET 218 300 556 00014,
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bernard HENRY, dûment autorisé en la matière par délibération du conseil municipal n°D_2023_12_xx en date du 12 décembre 2023 ;
Dénommée ci-après « la Commune de Fayence»

*Et d'autre part,*

La Commune de MONTAUROUX, dont le siège est situé Place du Clos – 83440 MONTAUROUX,
Enregistrée sous le numéro SIRET 218 300 812 00011,
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean Yves HUET, dûment autorisé en la matière par délibération du conseil municipal n°…… en date du …… ;
Dénommée ci-après « la Commune de Montauroux »

# PREAMBULE

Les Communes de FAYENCE et de MONTAUROUX sont les communes du Territoire qui enregistrent les demandes et remettent les titres sécurisés suivants : les passeports biométriques et les Cartes Nationales d'Identité (CNI).

En effet, afin de réduire les délais et faire face à une demande importante, l'Etat a encouragé de nouvelles Communes à organiser la délivrance de titres, ce que fera MONTAUROUX à partir du 1er janvier 2024.

D'ores et déjà, la Commune de FAYENCE a délivré annuellement plus de 4 000 titres, dont les bénéficiaires sont majoritairement domiciliés sur les Communes du territoire du Pays de Fayence.

Dès l'exercice 2015, la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) a pris en charge le salaire et les charges (à hauteur de 50%) de l'agent de Fayence affecté à ce poste, déduction faite de la dotation forfaitaire versée par l'Etat.

Face à l'augmentation croissante du volume des titres délivrés, nécessitant la prise en charge d'un plein-temps, et suite au passage en FPU au 1er juin 2017, il a été décidé, indépendamment du calcul du transfert des charges par la CLECT, la mutualisation de cette dépense et sa refacturation sur les Attributions de Compensation (AC), hors titres délivrés à des personnes extérieures au territoire et pris en charge par la CCPF.

Le calcul de cette mutualisation variant chaque année en fonction du nombre de titres délivrés, de la provenance de leurs bénéficiaires et du montant variable de la dotation de l'Etat, il est proposé que la Communauté ne refacture plus aux communes ces frais de mutualisation dans le cadre des AC.

En effet, les Communes de FAYENCE et de MONTAUROUX, qui assurent ce service à destination majoritairement des administrés du territoire, devront refacturer, directement et de manière annuelle, l'ensemble des communes concernées (en fonction des titres délivrés pour les personnes résidants sur chaque commune) et la Communauté de Communes (en fonction des titres délivrés aux personnes extérieures du territoire) dans le cadre de la présente convention.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## Article 1 : Objet de la convention

**1.1**. La présente convention a pour objet de préciser les modalités de la mutualisation de la production et de la facturation des passeports et CNI en pays de Fayence.

La mise en place d'une convention entre la Commune de FAYENCE et les Communes permet une refacturation directe du coût avec une actualisation chaque année selon la variation du nombre de titres délivrés et la dotation forfaitaire versée par l'Etat.

Afin d'avoir une base de calcul commune sur l'ensemble du territoire, à compter de l'année 2024, les coûts de personnel seront globalisés entre les deux communes assurant ce service (FAYENCE et MONTAUROUX) pour déterminer un tarif unique selon la formule suivante :

Coût du personnel global - Exercice 2024 = coût du personnel de Montauroux + coût du personnel de Fayence.

$$\frac{\text{Coût en personnel global – dotation forfaitaire de l'Etat}}{\text{Nombre de titres}} = \text{tarif unitaire}$$

Cette première formule permet de proposer une clé de facturation unique et uniforme sur le territoire du Pays de Fayence.

Néanmoins, si cette formule permet l'unité et l'uniformité des tarifs, la question des coûts de personnel différenciés entre les communes doit aussi se traduire dans les volumes de facturation édités en direction des communes du territoire et/ou de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Aussi, le montant global à refacturer aux communes et à la communauté de Communes du Pays de Fayence doit se répartir en fonction du coefficient suivant :

Commune de Fayence : $\frac{\text{Coût du personnel de Fayence x 100}}{\text{Coût du personnel global}}$

Commune de Montauroux : $\frac{\text{Coût du personnel de Montauroux x 100}}{\text{Coût du personnel global}}$

**1.2.** La Commune de FAYENCE refacture annuellement, dès 2024, sur la base de ce tarif unitaire, les Communes et la Communauté de Communes en fonction du nombre de passeports et CNI délivrés sur l'année N-1, déduction faîte de la dotation forfaitaire encaissée de l'Etat en N-1, de la manière suivante :

- Chacune des Communes selon le nombre de titres délivrés à ses administrés ;
- La Communauté de Communes selon le nombre de titres délivrés à des personnes domiciliées à l'extérieur du territoire.

## Article 2 : Modalités financières

La Commune de FAYENCE facture la Communauté via l'émission d'un titre de recette déposé sur CHORUS PRO, au plus tard, **le 15 janvier de l'année N** pour le remboursement de l'année N-1 et transmet à la Communauté, de manière concomitante, par courrier ou courriel les éléments suivants :

- Tableau récapitulatif indiquant le nombre de passeports et CNI délivrés en N-1 concernant les personnes extérieures au territoire ;
- Un état comptable visé par M. les Maires des Communes de FAYENCE et de MONTAUROUX mentionnant le détail du calcul du tarif unitaire (en fonction du montant brut de la charge de personnel globale sur l'exercice N-1, de la dotation forfaitaire de l'Etat et du nombre de titres délivrés) ;
- La notification par l'Etat du montant de la dotation forfaitaire versée en N-1 ;
- Un état récapitulatif des sommes dues par chaque entité (Communes et Communauté de Communes du Pays de Fayence).

Le calcul de la mutualisation de cette dépense et sa refacturation variant chaque année en fonction du nombre de titres délivrés ainsi que de l'évolution de la rémunération des agents de référence chaque année.

## Article 3 : Durée de la convention et validité

La présente convention entrera en vigueur à la date de signature par les deux parties de la présente convention, soumise au préalable à la délibération de leurs assemblées délibérantes.

La refacturation par la Commune de FAYENCE interviendra en 2024 et concernera les frais engagés en 2023. (sur la base des charges de personnel de Fayence uniquement).

Elle est prévue pour une durée initiale de 4 années.

Elle pourra cependant être reconduite de façon tacite, à chaque date anniversaire, pour une nouvelle période de 4 ans.

Au-delà de la première période de 3 ans, les parties ont la faculté de résilier la présente convention à tout moment, à la demande motivée de l'une des deux parties, avec un préavis minimum de 6 mois.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

## Article 4 : Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un avenant dûment soumis aux mêmes règles de forme que la présente, après information préalable de la commune de Fayence.

Une réunion de concertation sera organisée chaque année dans la 1ère quinzaine de décembre.

## Article 5 : Litiges

Compte tenu de la volonté de dialogue et de concertation, les communes s'engagent à rechercher prioritairement toutes les voies amiables de recours en vue de solutionner les éventuels litiges qui pourraient être issus de l'application des dispositions décrites ci-dessus.

Fait en 3 exemplaires originaux à ……, le
…….

Pour la Communauté de Communes
Du Pays de Fayence

Monsieur le Président

René UGO

Pour la Commune de Fayence

Le Maire de Fayence

Bernard HENRY

Pour la Commune de Montauroux

Le Maire de Montauroux

Jean Yves HUET

Département du Var
Arrondissement de Draguignan

Commune de MONTAUROUX

# CONVENTION FINANCIERE CADRE RELATIVE A LA MUTUALISATION DES TITRES SECURISES (PASSEPORTS / CNI)

Entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence
la commune de Fayence
et la commune de Montauroux

*- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2121-29, L 2335-16 et D 2335-23 ;*
*- Vu l'article 201 de la loi n° 2022-1726 du 30 décembre 2022 ;*

**Entre :**
La Communauté de Communes du Pays de Fayence, dont le siège social est situé Mas de Tassy, 1849 RD 19 – 83440 TOURRETTES,
Enregistrée sous le numéro SIRET 200 004 802 00019,
Représentée par son Président en exercice, Monsieur René UGO, dûment autorisé en la matière par délibération du conseil municipal n°……. en date du …….
Dénommée ci-après « la Communauté »

*d'une part,*

*ET*

La Commune de FAYENCE, dont le siège est situé 2 Place de la République – 83440 FAYENCE,
Enregistrée sous le numéro SIRET 218 300 556 00014,
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Bernard HENRY, dûment autorisé en la matière par délibération du conseil municipal n°D_2023_12_xx en date du 12 décembre 2023 ;
Dénommée ci-après « la Commune de Fayence»

*Et d'autre part,*

La Commune de MONTAUROUX, dont le siège est situé Place du Clos – 83440 MONTAUROUX,
Enregistrée sous le numéro SIRET 218 300 812 00011,
Représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean Yves HUET, dûment autorisé en la matière par délibération du conseil municipal n°……. en date du …… ;
Dénommée ci-après « la Commune de Montauroux »

# PREAMBULE

Les Communes de FAYENCE et de MONTAUROUX sont les communes du Territoire qui enregistrent les demandes et remettent les titres sécurisés suivants : les passeports biométriques et les Cartes Nationales d'Identité (CNI).

En effet, afin de réduire les délais et faire face à une demande importante, l'Etat a encouragé de nouvelles Communes à organiser la délivrance de titres, ce que fera MONTAUROUX à partir du 1er janvier 2024.

D'ores et déjà, la Commune de FAYENCE a délivré annuellement plus de 4 000 titres, dont les bénéficiaires sont majoritairement domiciliés sur les Communes du territoire du Pays de Fayence.

Dès l'exercice 2015, la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) a pris en charge le salaire et les charges (à hauteur de 50%) de l'agent de Fayence affecté à ce poste, déduction faite de la dotation forfaitaire versée par l'Etat.

Face à l'augmentation croissante du volume des titres délivrés, nécessitant la prise en charge d'un plein-temps, et suite au passage en FPU au 1er juin 2017, il a été décidé, indépendamment du calcul du transfert des charges par la CLECT, la mutualisation de cette dépense et sa refacturation sur les Attributions de Compensation (AC), hors titres délivrés à des personnes extérieures au territoire et pris en charge par la CCPF.

Le calcul de cette mutualisation variant chaque année en fonction du nombre de titres délivrés, de la provenance de leurs bénéficiaires et du montant variable de la dotation de l'Etat, il est proposé que la Communauté ne refacture plus aux communes ces frais de mutualisation dans le cadre des AC.

En effet, les Communes de FAYENCE et de MONTAUROUX, qui assurent ce service à destination majoritairement des administrés du territoire, devront refacturer, directement et de manière annuelle, l'ensemble des communes concernées (en fonction des titres délivrés pour les personnes résidants sur chaque commune) et la Communauté de Communes (en fonction des titres délivrés aux personnes extérieures du territoire) dans le cadre de la présente convention.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## Article 1 : Objet de la convention

**1.1**. La présente convention a pour objet de préciser les modalités de la mutualisation de la production et de la facturation des passeports et CNI en pays de Fayence.

La mise en place d'une convention entre la Commune de MONTAUROUX et les Communes permet une refacturation directe du coût avec une actualisation chaque année selon la variation du nombre de titres délivrés et la dotation forfaitaire versée par l'Etat.

Afin d'avoir une base de calcul commune sur l'ensemble du territoire, à compter de l'année 2024, les coûts de personnel seront globalisés entre les deux communes assurant ce service (FAYENCE et MONTAUROUX) pour déterminer un tarif unique selon la formule suivante :

Coût du personnel global = coût du personnel de Montauroux + coût du personnel de Fayence.

$$\frac{\text{Coût en personnel global – dotation forfaitaire de l'Etat}}{\text{Nombre de titres}} = \text{tarif unitaire}$$

Cette première formule permet de proposer une clé de facturation unique et uniforme sur le territoire du Pays de Fayence.

Néanmoins, si cette formule permet l'unité et l'uniformité des tarifs, la question des coûts de personnel différenciés entre les communes doit aussi se traduire dans les volumes de facturation édités en direction des communes du territoire et/ou de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Aussi, le montant global à refacturer aux communes et à la communauté de Communes du Pays de Fayence doit se répartir en fonction du coefficient suivant :

Commune de Fayence : $\frac{\text{Coût du personnel de Fayence x 100}}{\text{Coût du personnel global}}$

Commune de Montauroux : $\frac{\text{Coût du personnel de Montauroux x 100}}{\text{Coût du personnel global}}$

**1.2.** La Commune de MONTAUROUX refacture annuellement, dès 2024, sur la base de ce tarif unitaire et du coefficient précité, les Communes et la Communauté de Communes en fonction du nombre de passeports et CNI délivrés sur l'année N-1, déduction faîte de la dotation forfaitaire encaissée de l'Etat en N-1, de la manière suivante :

- Chacune des Communes selon le nombre de titres délivrés à ses administrés ;
- La Communauté de Communes selon le nombre de titres délivrés à des personnes domiciliées à l'extérieur du territoire.

## Article 2 : Modalités financières

La Commune de MONTAUROUX facture la Communauté via l'émission d'un titre de recette déposé sur CHORUS PRO, au plus tard, **le 15 janvier de l'année N** pour le remboursement

de l'année N-1 et transmet à la Communauté, de manière concomitante, par courrier ou courriel les éléments suivants :

- Tableau récapitulatif indiquant le nombre de passeports et CNI délivrés en N-1 concernant les personnes extérieures au territoire ;
- Un état comptable visé par M. les Maires des Communes de FAYENCE et de MONTAUROUX mentionnant le détail du calcul du tarif unitaire (en fonction du montant brut de la charge de personnel globale sur l'exercice N-1, de la dotation forfaitaire de l'Etat et du nombre de titres délivrés) ;
- La notification par l'Etat du montant de la dotation forfaitaire versée en N-1 ;
- Un état récapitulatif des sommes dues par chaque entité (Communes et Communauté de Communes du Pays de Fayence).

Le calcul de la mutualisation de cette dépense et sa refacturation variant chaque année en fonction du nombre de titres délivrés ainsi que de l'évolution de la rémunération des agents de référence chaque année.

## Article 3 : Durée de la convention et validité

La présente convention entrera en vigueur à la date de signature par les deux parties de la présente convention, soumise au préalable à la délibération de leurs assemblées délibérantes.

La refacturation par la Commune de FAYENCE interviendra en 2024 et concernera les frais engagés en 2023. (sur la base des charges de personnel de Fayence uniquement).

Elle est prévue pour une durée initiale de 4 années.

Elle pourra cependant être reconduite de façon tacite, à chaque date anniversaire, pour une nouvelle période de 4 ans.

Au-delà de la première période de 3 ans, les parties ont la faculté de résilier la présente convention à tout moment, à la demande motivée de l'une des deux parties, avec un préavis minimum de 6 mois.

L'exercice de ce droit contractuel n'ouvre droit à aucune indemnisation pour l'une ou l'autre des parties.

## Article 4 : Modification de la convention

Toutes modifications de la présente convention devront faire l'objet d'un avenant dûment soumis aux mêmes règles de forme que la présente, après information préalable de la commune de Montauroux.

Une réunion de concertation sera organisée chaque année dans la 1ère quinzaine de décembre.

## Article 5 : Litiges

Compte tenu de la volonté de dialogue et de concertation, les communes s'engagent à rechercher prioritairement toutes les voies amiables de recours en vue de solutionner les

éventuels litiges qui pourraient être issus de l'application des dispositions décrites ci-dessus.

Fait en 3 exemplaires originaux à ……, le ……..

Pour la Communauté de Communes
Du Pays de Fayence

Monsieur le Président

René UGO

Pour la Commune de Fayence

Le Maire de Fayence

Bernard HENRY

Pour la Commune de Montauroux

Le Maire de Montauroux

Jean Yves HUET

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 3 - DÉCHETS MÉNAGERS & ASSIMILÉS

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_22-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/22
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ 0201 N°2023SABRIBACS : ACCORD-CADRE DE FOURNITURE D'ABRI-BACS AVEC PRÉDISPOSITION AU CONTRÔLE D'ACCÈS - RELANCE APRÈS DÉCLARATION SANS SUITE -

---

**Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.**
**La présente consultation fait suite à un lot déclaré sans suite lors d'une précédente procédure.**

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire passé par un pouvoir adjudicateur avec montants minimum et maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.
Le montant minimum de commande pour la durée de l'accord-cadre est 245 500.00 € de HT.
Le montant maximum de commande pour la durée de l'accord-cadre est de 442 000.00 € HT.

Le présent accord-cadre commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée ferme de 18 mois.

Pour cette consultation, il n'était pas exigé de variante de la part de l'acheteur.
Les variantes techniques à l'initiative des candidats étaient autorisées sous réserves des points suivants :

- La version de base devra être chiffrée ;
- Les variantes sont autorisées dans la limite d'une variante maximum par candidat ;
- L'offre variante fera l'objet d'un acte d'engagement, d'un BPU et d'un mémoire justificatif (ou d'un chapitre clairement identifié dans le mémoire), propre à la variante et l'expliquant ;
- Les variantes devront respecter le principe du cahier des charges en matière de fournitures et d'équipements. Les variantes pourront porter sur les solutions techniques pour répondre au mieux financièrement aux besoins exprimés, et dans la mesure où elles améliorent la pertinence de la réponse ;
- L'acheteur est seul juge de la pertinence des variantes proposées ;
- Il sera procédé à un seul classement pour l'ensemble des offres qu'elles soient de base ou variantes, l'offre la mieux classée sera retenue.

La CCPF a publié un avis de marché au BOAMP et au JOUE sous le numéro 23-144982 le 17 octobre 2023.
Le Dossier de consultation a été publié sur la plateforme de dématérialisation Marchés-Sécurisés.
La date limite de réception des offres était fixée au 21 novembre 2023 à 12:00. Le délai de validité des offres était de 120 jours.

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_22-DE

**Pour cette consultation, il est relevé 26 retraits de dossiers.**
**L'ouverture des plis a eu lieu le 21 novembre à 12h19 en présence de M. UGO, Président.**

Après examen du registre des dépôts comportant la date et l'heure de réception des plis la commission propose de retenir les plis parvenus dans les délais.

1 offre a été déposée par voie électronique et dans les délais :

| N° PLI | ENTREPRISE / GROUPEMENT |
|---|---|
| 1 | SAS UTPM ENVIRONNEMENT – offre déposée le mardi 21 Novembre 2023 – 11 :32 |

***RAPPEL DE L'ESTIMATION DE L'ACHETEUR : 441 900 € HT***

La Commission d'appel d'offres s'est réunie le 29 mars 2023 à 15h00 et a attribué le marché.
A l'issue de la procédure, il revient au conseil communautaire d'autoriser la signature du marché comme suit :
Le candidat n° 1 est retenu :

**UTPM Environnement**
**51 rue du Montoir**
**02380 COUCY LE CHATEAU**
**Siret : 832 725 402 00016**

Montant Estimatif :
- Montant hors taxes : 435 600.00 euros
- Montant toutes taxes comprises : 522 720.00 euros

Imputation budgétaire : 2158
Durée : Le présent accord-cadre commence à la date de l'accusé de réception de sa notification pour une durée ferme de 18 mois.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**CONSIDÉRANT** la situation financière très difficile traversée par la Maison Pour Tous en raison de la division par deux environ de la fréquentation de la salle de cinéma à l'issue de la pandémie de COVID-19 ;
**CONSIDÉRANT** les efforts d'économie réalisés par la Maison Pour Tous, notamment le licenciement économique de 2 de ses 4 salariés,
**CONSIDÉRANT** l'engagement et le sérieux démontrés par le président actuel de la Maison Pour Tous et par son Conseil d'administration ;
**CONSIDÉRANT** l'importance du rôle joué par la Maison Pour Tous à l'échelle intercommunale, en particulier dans le cadre du cinéma itinérant, pour les scolaires et pour le grand public ;

**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** le versement d'une subvention complémentaire exceptionnelle de 10 000 € à l'association Maison Pour Tous ;
- **PRÉCISE** que les crédits sont inscrits au budget principal.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/23
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## PRISE EN CHARGE DES DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES MÉNAGERS (HORS DÉCHETS ISSUS DES LAMPES) COLLECTÉS DANS LE CADRE DU SERVICE PUBLIC DE GESTION DES DÉCHETS ET PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX ACTIONS DE PRÉVENTION, COMMUNICATION ET SÉCURISATION

---

Dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une collecte séparée notamment, des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers a été mise en place par la Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF).

L'arrêté du 27 octobre 2021 *portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques* modifie, depuis le 1er juillet 2022, l'organisation des relations contractuelles et financières entre les collectivités territoriales et leurs groupements d'une part, et les éco-organismes et l'organisme coordonnateur de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques (ci-après la « Filière »), d'autre part, quant à la prise en charge des coûts de collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques (ci-après « DEEE ») ménagers supportés par les collectivités, la reprise des DEEE ménagers ainsi collectés par les collectivités et la participation financière des éco-organismes de la Filière aux actions de communication des collectivités relatives aux équipements électriques et électroniques ménagers.

Depuis le 1er juillet 2022, ce n'est plus l'organisme coordonnateur (OCAD3E) qui contracte avec une collectivité le ou les contrats relatifs à la prise en charge des coûts de collecte des DEEE ménagers supportés par cette collectivité, à la reprise des DEEE ménagers ainsi collectés par elle et à la participation financière de l'éco-organisme aux actions de communication de cette collectivité mais l'éco-organisme agréé de la Filière à qui incombe cette prise en charge et cette reprise..
Lorsque plusieurs éco-organismes sont agréés pour une ou des mêmes catégories d'équipements électriques et électroniques, chaque collectivité se voit indiquer l'éco-organisme (ci-après l'« Eco-organisme Référent ») à qui il incombera de prendre en charge les coûts de collecte des DEEE ménagers relevant de cette ou ces catégories supportés par cette collectivité, la reprise des DEEE ainsi collectés par elle et la participation financière aux actions de communication relatives aux équipements électriques et électroniques ménagers qu'elle met en œuvre.

Dans ce cadre, la CCPF souhaite conclure avec ECOSYSTEM, un nouveau contrat relatif à la prise en charge des DEEE et des lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

de prévention, communication et sécurisation afin de prendre en compte la nouvelle réglementation applicable à compter du 1er juillet 2022.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **ACTE** la cessation depuis le 30 juin 2022 à minuit, de la convention anciennement conclue entre OCAD3E et la communauté de communes pour les DEEE et les lampes ;
- **AUTORISE** le Président à signer avec OCAD3E l'acte intitulé « Acte constatant la cessation de la convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) Version 2021 » ;
- **AUTORISE** le Président à signer le contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation - Version Juillet 2022 », qui prendra effet de manière rétroactive à compter du 1er juillet 2022 et dont un exemplaire est annexé à la présente délibération, avec ECOSYSTEM ;
- **AUTORISE** le Président à signer le contrat « Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets » , qui prendra effet de manière rétroactive à compter du 1er juillet 2022 et dont un exemplaire est annexé à la présente délibération, avec ECOSYSTEM.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets**

**Entre les soussignées :**

[*dénomination de la collectivité*]
représentée par [*Monsieur ou Madame*] [*Prénom, Nom*], [*fonctions*], agissant en application de la délibération de [*Appellation de l'organe délibérant*] (liste des collectivités et communes membres en annexe).

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

*ci-après désignée « la Collectivité »,*

**D'une part,**

**Et**

ecosystem, société par actions simplifiée à capital variable au capital de 240.000 euros, dont le siège social est sis 34/40 Rue Henri Regnault – 92400 COURBEVOIE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 830 339 362 R.C.S. Nanterre, représentée par sa Directrice Générale, Madame Nathalie YSERD, dûment habilitée aux fins des présentes,

*ci-après désignée « ecosystem »,*

**D'autre part,**

*La Collectivité et ecosystem sont également désignées conjointement les « Parties » et individuellement une « Partie ».*

Vu les articles R.543-172 et suivants du Code de l'environnement relatifs à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.

Vu l'arrêté du 13 juillet 2006 qui définit tous les déchets issus de lampes, à l'exception des lampes à filament, comme des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers.

**Préambule :**

Le traitement et le recyclage des lampes usagées relèvent du plus haut intérêt environnemental.

Permettant tout au long de leur durée de fonctionnement la réalisation de substantielles économies d'énergie, mais contenant en quantité faible des substances dangereuses, ces lampes, arrivées en fin de vie, nécessitent certaines précautions de manipulation pour pouvoir être traitées/recyclées conformément à la réglementation en vigueur.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

L'un des moyens d'y parvenir est de développer en amont leur co[illegible] que ces produits devenus déchets ne se retrouvent en mélange dans les ordures ménagères.

A cette fin et agissant en complémentarité avec les distributeurs qui ont l'obligation de reprendre gratuitement les lampes usagées cédées par les consommateurs, la Collectivité a mis en place un dispositif de collecte par apport volontaire permettant notamment aux habitants de déposer leurs lampes usagées dans des lieux préalablement définis et portés à leur connaissance.

ecosystem est agréé par arrêté ministériel en date du 22 décembre 2021 modifié, en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur d'équipements électriques et électroniques relevant de la catégorie 3 mentionnée au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement.

C'est dans ces conditions que les Parties, se sont rapprochées aux fins des présentes.

**Ceci exposé, il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

**Article 1 - Résiliation de la convention de reprise des lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale du [_____]**

D'un commun accord entre les Parties, le présent contrat annule et remplace à compter rétroactivement du 1er juillet 2022, la convention de reprise des lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale, conclue entre elles, le [_____].

Les Parties décident en conséquence, d'un commun accord, de résilier par anticipation la convention de reprise des lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale conclue entre la Collectivité et ecosystem, le [_____] à compter rétroactivement du 30 juin 2022 à minuit.

**Article 2 - Objet du contrat**

Le présent contrat a pour objet de régir les relations juridiques et techniques entre ecosystem et la Collectivité qui développe un dispositif de collecte séparée des déchets issus de lampes visées à l'article 3.

Le présent contrat représente l'unique lien contractuel entre ecosystem et la Collectivité pour la mise en œuvre, à l'égard de la Collectivité, des obligations qui pèsent sur les Producteurs de lampes mentionnées à l'article 3 qui ont adhéré à ecosystem et qu'ils ont transférées à ce dernier. Ces obligations sont relatives :

- à l'enlèvement par ecosystem, auprès de la Collectivité, des déchets issus de lampes mentionnées à l'article 3, collectés par elle y compris celles issues de son patrimoine, afin de pourvoir à leur traitement ;

- à la fourniture par ecosystem au bénéfice de la Collectivité, d'outils, de méthodes et d'actions destinées à la formation des agents de la Collectivité en charge de la gestion de la collecte séparée des déchets issus de lampes mentionnées à l'article 3 ;

- dans la limite globale, applicable pour toutes les collectivités territoriales et leurs groupements auprès desquels ecosystem assure l'enlèvement des déchets issus de lampes mentionnées à l'article 3, de 5 % des contributions financières annuelles qui lui sont versées par les Producteurs, à l'enlèvement sans frais, selon les modalités définies en Annexe 3 par ecosystem auprès de la Collectivité lorsque cette dernière en formule la demande, des déchets issus de lampes mentionnées à l'article 3, produits lors de catastrophes naturelles ou accidentelles, dès lors que ces déchets ont été préalablement extraits et triés, et qu'ils ne font pas l'objet d'une contamination chimique ou radioactive d'origine externe.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

Il est rappelé que les déchets issus de lampes mentionnées à l'article 3 et objets du présent contrat ne peuvent faire l'objet d'opérations de collecte de proximité dédiées, en raison tout à la fois des risques hautement probables de casse de leur enveloppe de verre et du fait qu'ils contiennent en quantité faible des substances dangereuses.

Il est rappelé par ailleurs que les déchets issus des lampes mentionnées à l'article 3, répondent à des conditions techniques contraintes limitant leur réutilisation potentielle.

**Article 3 – « lampes » concernées**

Les lampes dont les déchets sont l'objet du présent contrat (ci-après les « Lampes ») sont toutes les lampes d'éclairage à l'exception des ampoules à filament et halogènes.

Il s'agit de manière non exhaustive :

- des lampes fluorescentes compactes ;
- des lampes fluorescentes rectilignes ;
- des lampes LED (y compris lampes LED rétrofit) ;
- des lampes spéciales (mercure professionnel, sodium haute et basse tension)
- des tubes fluorescents (néons) ;
- des tubes LED.

**Article 4 - Définition**

Dans le présent contrat y compris ses annexes, les termes suivants lorsqu'il sont écrits avec une première lettre majuscule ont le sens ci-après qu'il soit employé au singulier ou au pluriel :

**Point d'Enlèvement** : désigne un lieu sous le contrôle et la responsabilité de la Collectivité sur lequel ecosystem procède à l'enlèvement des Lampes collectées séparément et que la Collectivité désigne (déchèterie, service technique, plateforme de regroupement...).

**Producteur** : signifie toute personne physique ou morale visée au I de l'article R. 543-174 du code de l'environnement qui a conclu avec ecosystem un contrat aux termes duquel elle a transféré à ecosystem ses obligations de responsabilité élargie au titre des équipements électriques et électroniques ménagers relevant de la catégorie 3 mentionnée au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

**Zone de réemploi** : se définit comme étant un espace identifié sur le site de la déchèterie abrité, fermé ou surveillé, où les usagers peuvent déposer des déchets issus de Lampes qui pourraient être réutilisés. Cette zone de réemploi doit être accessible aux usagers, durant les heures d'ouverture de la déchèterie (zone de réemploi permanente) ou respecter un calendrier de jours de dépôts pour les usagers (zone de réemploi ponctuelle), être sous contrôle du référent de la Collectivité et disposer d'une signalétique appropriée.

**Article 5 - Engagements d'ecosystem**

5a) - Mise à disposition des conteneurs

ecosystem met gratuitement à disposition de la Collectivité, sur chaque Point d'enlèvement de la Collectivité, des conteneurs adaptés, en nombre suffisant, pour répondre aux besoins liés à la collecte séparée des déchets issus de Lampes.

Deux types de conteneurs sont mis à disposition :

- Un pour les tubes fluorescents rectilignes de 60 cm et plus ;
- Un pour toutes les autres Lampes.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

5b) - Enlèvement des conteneurs

La livraison des conteneurs vides et l'enlèvement des conteneurs pleins sont réalisés par un logisticien désigné par ecosystem.

ecosystem informe la Collectivité du nom du logisticien spécifiquement désigné à chaque changement de titulaire du contrat d'enlèvement.

ecosystem fait procéder par son logisticien à l'enlèvement d'un (des) conteneur(s) dans un délai ne pouvant pas excéder 10 jours ouvrés à compter de la demande de la Collectivité que cette dernière doit effectuer, par Internet, en se connectant au portail ecosystem.

Lorsqu'ecosystem est l'Eco-organisme-Référent de la Collectivité pour notamment l'enlèvement des déchets issus des équipements électriques et électroniques relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement (ci-après « Autres DEEE »), l'enlèvement des conteneurs de déchets issus de Lampes est opéré, à chaque fois que cela est possible, dans le cadre d'un enlèvement mutualisé avec l'enlèvement des Autres DEEE collectés séparément par la Collectivité.

Le logisticien d'ecosystem, confirme à la Collectivité la date d'enlèvement, via le portail ecosystem, au moins une journée avant qu'il ait lieu.

L'enlèvement s'effectue les jours ouvrés, aux plages horaires indiquées par la Collectivité sur le portail ecosystem.

Sauf demande contraire, un conteneur de remplacement est fourni à chaque enlèvement.

ecosystem s'engage à reprendre gratuitement :

- le stock de déchets issus de Lampes, même antérieur à la signature du présent contrat ;
- les déchets issus de Lampes provenant du patrimoine de la Collectivité (et/ou de ses communes membres) et notamment de son éclairage public.

sous condition que les déchets issus de Lampes soient conditionnées dans les conteneurs fournis par ecosystem.

Le logisticien d'ecosystem conserve le bordereau de suivi des déchets (BSD) relatif à chaque enlèvement de conteneur de déchets issus de Lampes sur un Point d'enlèvement de la Collectivité. En cas de contrôle réglementaire, ecosystem fournira la copie du BSD. Il est précisé que dès lors que l'outil trackdéchets sera opérationnel, le BSD sera dématérialisé sur cet outil.

5c) - Traçabilité et garantie de traitement/valorisation

ecosystem fournit à la Collectivité, par l'intermédiaire du portail ecosystem, un reporting au jour le jour des quantités de déchets issus des Lampes enlevées sur ses Points d'enlèvement.

Une fois par an, ecosystem adresse à la Collectivité le bilan annuel de cette dernière précisant notamment le tonnage enlevé par Point d'enlèvement et par type de lampes, le taux de recyclage et de valorisation ainsi que les filières de traitement.

ecosystem fournit à la Collectivité un accès sécurisé à son portail pour lui permettre de consulter à tout moment ces informations.

Le responsable régional collecte d'ecosystem est l'interlocuteur privilégié de la Collectivité pour l'exécution du contrat. Par ailleurs, ecosystem met à disposition de la Collectivité un

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

service d'assistance téléphonique (n° 0809 540 590). Ce service vendredi aux heures normales d'ouverture.

5d) – Communication et information

Les Lampes sont des équipements utilisés par tout type de détenteurs (particuliers, petits professionnels, industriels...) dont la collecte des déchets se fait par divers canaux (Collectivités territoriales, distributeurs grand public et professionnels, collecteurs de déchets spéciaux, électriciens installateurs...).

La communication quant à l'obligation de ne pas se débarrasser des déchets issus de Lampes avec les déchets municipaux non triés, quant aux systèmes de collecte mis à disposition des détenteurs et quant aux effets potentiels des Lampes sur l'environnement et la santé, fait l'objet des campagnes nationales en partenariat avec divers organismes.

ecosystem fournit gratuitement à la Collectivité des outils et méthodes permettant à la Collectivité d'assurer la formation de ses agents ou prestataires impliqués dans la collecte séparée des Lampes et une information de proximité destinée aux détenteurs de son territoire.

ecosystem propose, à l'attention des citoyens/usagers, une solution de géolocalisation des points de collecte des Lampes, avec des informations sur les heures d'ouverture et les centres de traitement où seront recyclés les lampes et tubes.

*Par ailleurs, le site www.ecosystem.eco donne des informations à jour et renouvelées sur le devenir des Lampes notamment et les enjeux de dépollution qui y sont liés.*

*En outre, dans le prolongement des actions à destination des collectivités, ecosystem développe un programme pédagogique « Défi ecosystem » destiné aux classes du Cours Préparatoire à la 6ème. Ce programme vise à sensibiliser les élèves à l'impact environnemental des équipements électriques et électroniques, et notamment des ampoules en choisissant de réaliser jusqu'à 9 défis proposés par ecosystem.*

*En participant au « Défi ecosystem », les enseignants et leurs élèves permettent de financer des missions d'électrification d'écoles, dans des pays en voie de développement. Tous les 1.000 défis validés par les enseignants, une mission est réalisée par l'ONG Électriciens sans frontières. Un site dédié sur lequel les enseignants et animateurs du périscolaire peuvent tout savoir et s'y inscrire a été mis en place à cet effet : https://www.ledefi.eco.*

5e -1) Mise à disposition d'abris de stockage des conteneurs de collecte

A l'initiative d'ecosystem, et sur base des visites réalisées sur l'ensemble des Points d'enlèvement, et dans la limité de 100 abris par an, ecosystem prendra en charge de façon périodique la dotation/remplacement des abris de stockage, par ailleurs support de communication (ci-après « Abribox »).

5e-2) Formation des agents de la Collectivité

ecosystem participe pour toute collectivité démarrant la collecte séparée des Lampes dans ses déchèteries à la formation des agents désignés par la Collectivité comme référents sur la collecte des Lampes.

ecosystem assure, lors des visites de suivi régulier des Points d'enlèvement, la mise à niveau des connaissances de l'agent référent de chaque déchetterie au fonctionnement du portail ecosystem.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

ecosystem met à la disposition de la Collectivité sur le portail d'ec... qu'il a rédigé. Par ailleurs, lors de toute visite sur un Point d'enlèvement du Responsable régional collecte d'ecosystem, ce dernier remet à tout agent de la déchèterie qui lui en fait la demande un exemplaire de ce Guide du tri.

5e-3) Fourniture d'équipements de protection individuelle

ecosystem fournit gratuitement, sur demande de la Collectivité, au plus une fois par année civile, des équipements de protection individuels spécifiquement nécessaires à la collecte séparée des déchets issus de Lampes par les agents de la Collectivité concernés dans l'aire prévue pour le stockage de ces déchets.

## Article 6 - Engagements de la Collectivité

6a) - Point(s) d'Enlèvement

(i) La liste du ou des Point(s) d'Enlèvement de la Collectivité sur lesquels sont enlevés les déchets issus des Lampes collectés séparément, figure en annexe 2 au présent contrat. La Collectivité fournit à ecosystem dans cette annexe les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des enlèvements : adresse du ou des Point d'enlèvement(s), ses ou leurs horaires d'ouverture pour enlèvement des déchets issus des lampes, le nom du contact opérationnel/technique du ou des site(s) et l'organisation de l'enlèvement.

En cas de difficultés opérationnelles pour la collecte séparée, la Collectivité se rapprochera d'ecosystem pour trouver une solution adaptée.

Pendant la durée du présent contrat, si la Collectivité souhaite modifier ses éléments contractuels figurant dans l'Annexe 2, elle doit adresser une demande simultanément à ecosystem et à OCAD3E, prestataire de ce dernier, au moyen d'un courrier postal ou électronique avec accusé de réception, accompagnée de l'Annexe 2 modifiée.

Après vérification de la complétude du dossier, OCAD3E, agissant en tant que prestataire pour le compte d'ecosystem, génère alors l'annexe modifiée et après avoir obtenu l'accord d'ecosystem, il la transmet à la Collectivité pour signature. Dans cette hypothèse, la ou les modifications prennent effet le 1er jour du trimestre suivant la réception par ecosystem, par courrier postal ou courrier électronique, de l'Annexe 2 signée.

En cas de difficultés opérationnelles pour la Collecte séparée, la Collectivité se rapprochera d'ecosystem pour trouver une solution adaptée.

(ii) La Collectivité met à la disposition d'ecosystem l'intégralité des masses de déchets issus de Lampes collectés, hors ceux et issus d'un prélèvement en zone de réemploi.

(iii) La Collectivité recherche toute solution de massification des flux ainsi collectés en vue d'en optimiser la reprise par ecosystem ou son logisticien réalisant les enlèvements. La Collectivité s'efforce de prévoir un nombre de Points d'Enlèvement restreint, moins élevé, voire distinct de celui de son réseau de déchèteries.

Notamment, pour les déchèteries n'ayant pas la place d'accueillir les conteneurs ecosystem dans les conditions requises, ou dont la fréquentation ne permettrait pas de remplir ces conteneurs assez rapidement, ecosystem offre aux collectivités la possibilité d'ouvrir des « Points de Dépose » pour les Lampes, en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité des contenants adaptés à la collecte de petits flux, que la Collectivité se chargera de rassembler sur un Point d'Enlèvement.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

L'objectif est au minimum de remplir un conteneur de La
d'Enlèvement.

6b) - Modalités de collecte

La Collectivité accepte de conteneuriser séparément les flux de lampes et de tubes fluorescents usagés.

La Collectivité entrepose les lampes et tubes fluorescents à l'abri des intempéries. Le choix du dispositif de stockage des conteneurs est laissé à sa libre appréciation.

Dans un souci de prévention des risques, la Collectivité veille à conserver les conteneurs de façon à permettre le transport des déchets issus de Lampes dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour les personnes et l'environnement.

La Collectivité s'engage à ce que les Points d'Enlèvement soient accessibles aux logisticiens d'ecosystem aux jours ouvrés du Point d'enlèvement.

La Collectivité informe ecosystem, par tout moyen, sur tout incident, dégradation ou vol de déchets issus de Lampes intervenus dans l'enceinte de sa ou ses déchèterie(s).

6c) - Modalités d'enlèvement

La Collectivité veille :

- à ne déclencher l'enlèvement qu'à un niveau de remplissage optimum des conteneurs en tenant compte du délai d'intervention d'ecosystem pour réaliser les enlèvements ;
- à ce que les lots ne contiennent que des déchets de Lampes sèches et non brisées ;
- à ce que les conteneurs de déchets issus de Lampes soient normalement accessibles le jour de l'enlèvement ;
- à ce qu'un de ses agents (ou son prestataire) soit présent sur le Point d'Enlèvement au moment de l'enlèvement par le logisticien d'ecosystem.

La Collectivité reconnait être informée et accepter qu'ecosystem puisse refuser d'enlever des conteneurs remplis de déchets issus de Lampes avec d'autres déchets présents en quantité significative, ou présentant à la suite d'une contamination, un risque pour la sécurité et la santé des personnels que les équipements de protection individuels conventionnels ne permettent pas d'éviter.

**Non-conformités impactant le traitement des Lampes :**

Les Parties conviennent que si ultérieurement à leur enlèvement, il est découvert que les conteneurs enlevés contiennent d'autres déchets que des déchets issus de Lampes ou que les déchets issus de Lampes dans les conteneurs sont souillés, ecosystem adresse à la Collectivité un rapport circonstancié, éventuellement complété de photographies. Les Parties définissent alors ensemble les conditions techniques et économiques dans lesquelles les déchets incriminés sont traités sur un site agréé et aux frais de la Collectivité.

En cas de désaccord non résolu dans un délai de 30 jours après notification du rapport, les déchets non conformes sont restitués en l'état au Point d'enlèvement, aux frais de la Collectivité.

ecosystem met gratuitement à la disposition des Collectivités des conteneurs dédiés à la collecte séparée des déchets issus de Lampes. En cas de perte ou de destruction des conteneurs mis à la disposition de la Collectivité, la Collectivité peut se voir facturer par ecosystem le prix d'achat et de livraison des conteneurs de remplacement.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

6d) - Communication

La Collectivité s'engage à promouvoir auprès des habitants la collecte séparée des déchets issus de Lampes et à les informer de la possibilité de les déposer dans les déchèteries participant à leur collecte. Elle s'appuie notamment sur le module de communication remis par ecosystem.

Cette communication peut être mutualisée avec celle relative à d'autres catégories de déchets collectés séparément.

6e) Données administratives

La Collectivité s'engage à fournir à ecosystem dans l'Annexe 1 au présent contrat les données administratives qui concernent le périmètre de la Collectivité. Si la Collectivité souhaite apporter des modifications aux informations mentionnées dans l'Annexe 1, elle doit saisir ces modifications sur la plateforme TERRITEO. Une notification sera automatiquement envoyée par cette plateforme à ecosystem et à OCAD3E, agissant en qualité de prestataire d'ecosystem.

## Article 7 : Régime des responsabilités

Les déchets issus de Lampes collectés séparément sont placés sous l'unique responsabilité de la Collectivité jusqu'à leur enlèvement par ecosystem. Les déchets issus de Lampes sont ensuite sous la responsabilité d'ecosystem, qui s'assure de leur transport, de leur traitement et de leur élimination dans des conditions conformes à la règlementation.

Le transfert de responsabilité et de propriété des déchets issus de Lampes a lieu lors du chargement du véhicule effectuant l'enlèvement sur le Point d'Enlèvement.

Les contenants mis à disposition de la Collectivité restent la propriété d'ecosystem. La Collectivité en assure la garde durant la présence du contenant sur le Point d'Enlèvement.

La Collectivité s'engage à s'assurer auprès d'une compagnie solvable au titre de l'ensemble des contenants appartenant à ecosystem dont elle a la garde.

## Article 8 : Recours aux acteurs de la réutilisation

La Collectivité a la possibilité de mettre en place une Zone de réemploi sur ses Points d'enlèvement de type « Déchèterie ».

La Collectivité reconnaît que la traçabilité des déchets issus de Lampes prélevés par la ou des Structures de l'ESS sur la ou sur chaque Zone de réemploi qu'elle met en place, permet à ecosystem :

- de réaliser les opérations de dépollution et de recyclage sur la part non réutilisable des déchets issus de Lampes ainsi prélevés sur la ou sur chaque Zone de réemploi mise en place par la Collectivité ;

- de verser aux Structures de l'ESS qu'il a référencées, dans le cadre du fonds réemploi-réutilisation, le soutien au titre des équipements réutilisés issus de ces prélèvements sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité.

Ce faisant, la Collectivité accepte de respecter les conditions suivantes :

(i) La ou les Zones de réemploi mises en place par la Collectivité peuvent être soit une ou des « Zones de réemploi permanentes », soit une ou des « Zones de réemploi ponctuelles » conformément à la définition donnée à l'article 1 du présent contrat ;

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

(ii) La ou les Structures de l'ESS autorisées à prélever des déchets issus de Lampes sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, doivent avoir conclu, préalablement à tout prélèvement, un contrat de partenariat avec ecosystem ;

(iii) La Collectivité doit avoir, pour sa part, conclu avec la Structure de l'ESS concernée, ou, en cas de pluralité, avec chacune des Structures de l'ESS concernées, un contrat imposant notamment à la Structure de l'ESS contractante de :

(a) déclarer à ecosystem, après avoir pesé les déchets issus de Lampes qu'elle a prélevées sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, les données relatives aux masses de déchets issus de de Lampes ainsi prélevés ;

(b) déclarer à ecosystem, les Lampes effectivement réutilisées issues des déchets qu'elle a prélevés sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité ;

(c) s'interdire de démanteler à des fins de valorisation matière ou de vente de pièces détachées les déchets issus de Lampes qu'elle a prélevés sur la ou les Zones de réemploi ;

(d) solliciter qu'ecosystem enlève, dans ses ateliers, les déchets issus de Lampes issus de ses opérations de Réutilisation effectuées sur des déchets issus de Lampes qu'elle a prélevés sur la ou une Zone de réemploi de la Collectivité, étant précisé que cet enlèvement sera sans frais pour la Structure de l'ESS concernée et sans soutien versé à son bénéfice ;

(iv) Toute Zone de réemploi permanente doit, pour le prélèvement de déchets issus de Lampes, respecter les conditions de fonctionnement suivantes :

- la surveillance de la zone (par principe par un agent de la déchèterie, voire par la Structure de l'ESS en contrat avec ecosystem présente sur site) ;

- le pré-tri sur la zone avant enlèvement ;

- le prélèvement autorisé uniquement à une ou des Structures de l'ESS en contrat avec ecosystem ;

- la fréquence de collecte adaptée à la fois à la déchèterie et à la Structure de l'ESS ;

(v) Toute Zone de réemploi ponctuelle doit respecter les mêmes conditions que celles mentionnées ci-dessus et définir un jour de dépôt qui doit être ponctuel.

**Article 9 – Prise d'effet, Durée et validité du contrat**

Les dispositions du présent contrat s'appliquent à compter rétroactivement du 1er juillet 2022.

Le présent contrat est conclu pour une durée commençant rétroactivement le 1er juillet 2022 et se terminant le 31 décembre 2027.

Par exception à ce que dit ci-avant, le présent contrat prend fin de plein droit avant son échéance normale en cas de retrait ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément d'ecosystem en cours à la date de signature du présent contrat, et ce à compter de la date de retrait ou de la date d'échéance de l'agrément d'ecosystem.

**Article 10 - Modification du contrat**

ecosystem informe la Collectivité de toute modification dans les conditions de son agrément qui aurait un impact sur les dispositions du présent contrat et qui s'imposeraient aux Parties.

**Article 11 - Résiliation du présent contrat**

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, le contrat peut être résilié à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties, à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le présent contrat sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée.

La résiliation du présent contrat est définitive après complet paiement des éventuelles sommes dues entre les Parties, et restitution à ecosystem des conteneurs fournis à la Collectivité.

**Article 12 : Conséquences de la cessation du contrat**

En cas de fin du présent contrat quelle qu'en soit la cause, sauf à ce que la Collectivité conclut un nouveau contrat avec ecosystem portant notamment sur l'enlèvement par ecosystem des déchets issus de Lampes collectés par la Collectivité sur ses Points d'enlèvement listés en Annexe 2, la Collectivité devra remettre au prestataire désigné à cet effet par ecosystem les conteneurs propriétés d'ecosystem.

**Article 13 : Annexes**

Sont joints au présent contrat et en font partie intégrante :

Annexe 1 : Caractéristiques de la Collectivité signataire et Liste des Collectivités pour lesquelles la Collectivité s'engage

Annexe 2 : Points d'enlèvement

Annexe 3 : Procédure de gestion de catastrophes naturelles et accidentelles.

**Article 14 - Règlement des litiges**

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solution amiable sont déférés devant les Tribunaux compétents.

[***Variante : signature manuscrite***

*Fait à* _____

*Le* _____

*En trois exemplaires originaux,*
*Dont deux pour la Collectivité et un pour ecosystem*]

| | |
|---|---|
| Pour la Collectivité<br>Nom<br>Titre<br>Signature | Pour ecosystem<br>Nom<br>Titre<br>Signature |

**[*Variante : version signature électronique :***

*« Le présent contrat est signé par signature électronique, conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, par l'intermédiaire du prestataire « DocuSign » ».*]

| | |
|---|---|
| Pour la Collectivité<br>Nom<br>Titre<br>Signature<br>Date de signature | Pour ecosystem<br>Nom<br>Titre<br>Signature<br>Date de signature |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

# ANNEXES

## ANNEXE 1

**Eléments d'identification et de qualification de la Collectivité (voir fichier Excel)**

## ANNEXE 2

**Liste des points d'enlèvement- données de TERRITEO (voir fichier Excel)**

## ANNEXE 2BIS

**Liste des points d'enlèvement- données hors TERRITEO (voir fichier Excel)**

## ANNEXE 3

**Procédure de gestion des catastrophes naturelles ou accidentelles d'ecosystem (voir fichier Excel)**

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

# Contrat n° : ..-...._.... Nom de la collectivité :

## ANNEXE 1 : ELEMENTS D'IDENTIFICATION ET DE QUALIFICATION DE LA COLLECTIVITE, notification n°

1

### CARACTERISTIQUES DE LA COLLECTIVITE SIGNATAIRE

| | | | |
|---|---|---|---|
| NOM DE LA COLLECTIVITE | | | |
| ADRESSE | | | |
| SIREN (*) | | | |
| NATURE DE LA COMPETENCE EXERCEE | ☐ | Collecte | |
| | ☐ | Traitement | |
| | ☐ | Collecte et Traitement | |
| | | A LA SIGNATURE DU CONTRAT | AUJOURD'HUI |
| CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES | POPULATION (base INSEE) | | |

Les données figurant dans cette annexe doivent être déclarées directement sur la plateforme TERRITEO par la Collectivité . L'annexe vous sera transmise automatiquement après validation par ecosystem des modifications effectuées dans TERRITEO.

(*): le SIREN doit obligatoirement être renseigné pour la Collectivité sur la plateforme TERRITEO

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

# Contrat n° : ..-...._.... Nom de la collectivité :

## ANNEXE 1 (suite) : ELEMENTS D'IDENTIFICATION ET DE QUALIFICATION DE LA COLLECTIVITE notification n° 1

### LISTE DES ADHERENTS-POUR LE COMPTE DESQUELS LA COLLECTIVITE S'ENGAGE

| Nom de l'adhérent | SIREN de l'adhérent (**) | Population de l'adhérent |
|---|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| TOTAL | | 0 |
| | | |

**Les données figurant dans cette annexe doivent être déclarées directement sur la plateforme TERRITEO par la Collectivité . L'annexe vous sera transmise automatiquement après validation par ecosystem des modifications effectuées dans TERRITEO.**

**(**): le SIREN doit obligatoirement être renseigné sur la plateforme Territeo pour chacune des Collectivités/Communes qui ont délégué leur compétence "déchets" à la Collectivité mère.**

Tout changement de périmètre repris sur l'annexe 1 et 1 (suite) prendra effet au 1er jour du trimestre suivant la date de signature de l'annexe par la Collectivité.

fait à .....le .....

**Pour la Collectivité :** .....

*"lu et approuvé" signature*

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

## Contrat n° : ..-...._.... Nom de la collectivité :

### ANNEXE 2: LISTE DES POINTS DE COLLECTE - DONNEES DE TERRITEO

**Les données figurant dans cette annexe doivent être déclarées directement sur la plateforme TERRITEO par la Collectivité . L'annexe vous sera transmise automatiquement après validation par ecosystem des modifications effectuées dans TERRITEO.**

| Identifiant du Point de collecte | Nom du Point de collecte | Adresse | Coordonnées GPS du Point de collecte | Code postal | Ville | Date d'ouverture du PDC | Date de fermeture du PDC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | |

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

# Contrat n° : ..-...._.... Nom de la collectivité :

## ANNEXE 2 bis : LISTE DES POINTS DE COLLECTE - DONNEES HORS TERRITEO

| Identifiant du Point de collecte | Nom du Point de collecte | ORGANISATION DE L'ENLEVEMENT | | | type de PDC (indiquer le n° en vous référant à la liste ci-contre) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | CONTACT | N° TELEPHONE | HORAIRES D'ACCES | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

| type de PDC | |
|---|---|
| 1 | PDE CL – déchèterie |
| 3 | Service technique CL |

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

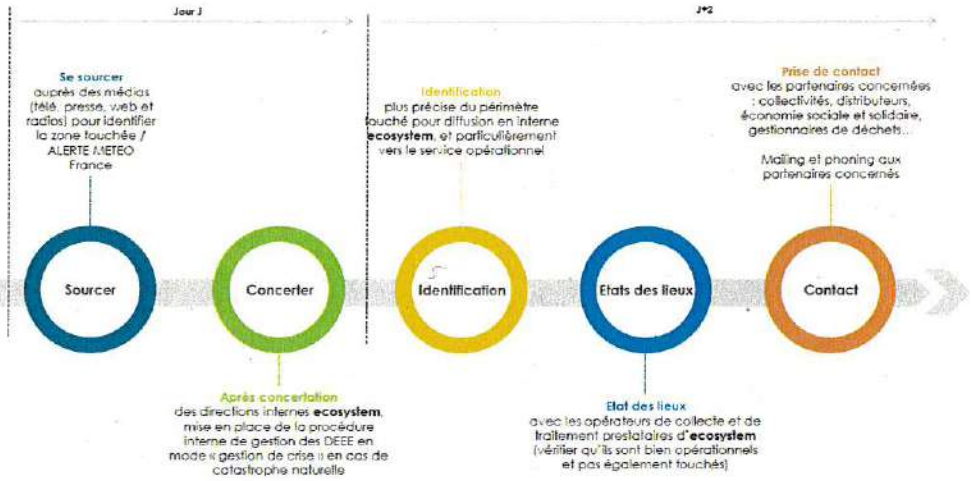


**ANNEXE 3: PROCÉDURE DE GESTION DES CATASTROPHES NATURELLES OU ACCIDENTELLES D'ECOSYSTEM**

Veuillez trouver ci-après le lien vers la procédure d'ecosystem
https://outil-protectiongisement.ocad3e.fr/documentation/lister

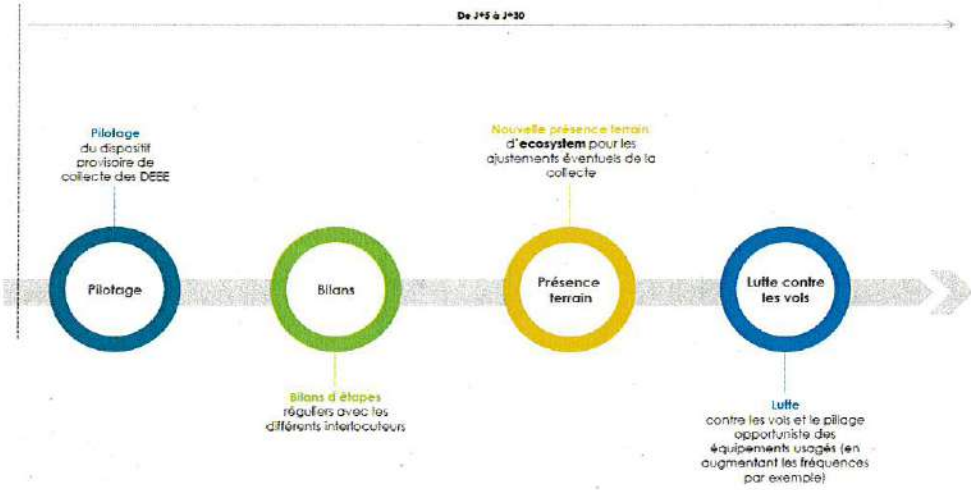
## Etat des lieux en 24 – 48h

### J à J + 2




## Réagir et se mettre en action

### De J+5 à J+30




## Agir – Suivre – Faire le bilan

### JOUR J + 30 et APRES

=> Faire l'analyse complète du mode provisoire de collecte

=> Réunion bilan avec les principales collectivités et les services déconcentrés de l'Etat

=> Mettre en avant les bonnes pratiques pour ajuster la procédure

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Acte constatant la cessation de la convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale**

**Entre les soussignées** :

[*dénomination de la collectivité*]
Représenté(e) par [*Monsieur ou Madame*] [*Prénom, Nom*], [*fonctions*], agissant en application de la délibération de [*Appellation de l'organe délibérant*] (liste des collectivités et communes, membres en annexe),

Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Télécopie :
Adresse e-mail :

désigné(e) ci-après la « Collectivité»,

**Et,**

La société [OCAD3E, société par actions au capital de 39.000 euros, dont le siège social est sis 17 rue de l'Amiral Hamelin (75116) Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 491 908 612 R.C.S. Paris,

représentée par Monsieur René-Louis Perrier, son Président, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désignée la« société OCAD3E »,

La Collectivité et la société OCAD3E sont également ci-après désignées individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties ».

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT**

**1.** Par acte sous signature privée du [_____], les Parties ont conclu une convention intitulée « *Convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale* ».

Aux termes de l'Article 6 de cette convention, il était prévu que la convention était conclue pour une durée de six années prenant fin le 31 décembre 2026 mais que, par exception, elle prendrait fin de plein droit avant son échéance normale notamment en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément d'OCAD3E en cours à la date de signature de ladite convention.

**2.** La société OCAD3E était lors de la signature de la convention mentionnée au 1 ci-dessus, agréée en qualité d'organisme coordonnateur de la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers, par arrêté de la ministre de la transition écologique, du ministre de l'économie, des finances et de la relance et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales du 23 décembre 2020, pour une durée prenant fin le 31 décembre 2021 qui a été, ultérieurement, prorogée jusqu'au 1er juillet 2022, par arrêté de la ministre de la transition écologique, du ministre de l'économie, des finances et de la relance et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales du 13 décembre 2021.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

A toutes fins, il est rappelé que la société OCAD3E a été nouvellement agréée par arrêté de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 15 juin 2022, en qualité d'organisme coordonnateur de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'équipements électriques et électroniques.

Dans le cadre de ce nouvel agrément, OCAD3E doit répondre, à compter du 1er juillet 2022, aux exigences du nouveau cahier des charges des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques[1].

Aux termes de ce cahier des charges, OCAD3E n'a plus pour mission de contractualiser avec les collectivités territoriales au titre de la prise en charge, par les producteurs d'EEE ménagers, des coûts de collecte des DEEE ménagers supportés par elles, de la reprise des DEEE ménagers ainsi collectés par elles et du versement de la participation financière aux actions de communication mises en œuvre par les collectivités territoriales.

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1**

Les Parties, d'un commun accord, déclarent et reconnaissent qu'en application des dispositions de l'article 6 de la convention intitulée « *Convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale* », ladite convention a pris fin le 30 juin 2022 à minuit.

A toutes fins, les Parties d'un commun accord déclarent et reconnaissent, la résiliation de la convention intitulée « *Convention relative aux Lampes usagées collectées par les communes et établissements publics de coopération intercommunale* », à compter rétroactivement du 30 juin 2022 à minuit.

**Article 2**

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution des présentes qui n'aura pu recevoir de solution amiable sera déféré devant les Tribunaux compétents.

*[« Version signature manuscrite*

*Fait à _____ le_____,*

*En deux exemplaires originaux,]*

| | |
|---|---|
| Pour la Collectivité<br>Nom<br>Titre<br>Signature | Pour OCAD3E<br>Nom<br>Titre Président<br>Signature |

[1] Arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

*[Version signature électronique :*

*« Le présent acte est signé conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, par l'intermédiaire du prestataire « DocuSign » ».]*

| |
|---|
| Pour la Collectivité<br>Nom<br>Titre<br>Signature<br>Date de signature |

| |
|---|
| Pour OCAD3E<br>Nom<br>Titre Président<br>Signature<br>Date de signature |

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**INFORMATION SUR LE « REGLEMENT EUROPEEN SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES », CONSENTEMENT DU PRESIDENT DE LA COLLECTIVTÉ AU TRAITEMENT DE DONEES PERSONNELLES ET VALIDATION DU GROUPEMENT DES COLLECTIVITES DES CONSENTEMENTS DES CONTACTS ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES**

ecosystem est un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques, agréé par arrêtés ministériels du 22 décembre 2021, modifiés par arrêtés du 4 mars 2022, notamment pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant de la catégorie 3 mentionnée à l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

Il appartient à ecosystem, en sa qualité d'éco-organisme agréé d'assurer auprès du groupement de collectivités (ci-après « Collectivité ») la prise en charge des coûts de collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers relevant de la catégorie 3 mentionnée à l'article R. 543-172 du code de l'environnement (ci-après « Déchets issus de lampes») supportés par votre Collectivité, la reprise des Déchets issus de lampes ainsi collectés par elle afin d'en assurer le traitement et de contractualiser à cette fin avec votre Collectivité.

C'est ainsi que ecosystem conclut avec votre Collectivité le contrat intitulé « *Contrat relatif à la prise en charge des déchets issus de lampes, collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets* » (ci-après le « Contrat »).

ecosystem collecte, pour l'exécution du Contrat, les prénom et nom du Président de votre Collectivité, les prénoms, noms et coordonnées professionnelles (adresse(s) électronique(s) professionnelle(s) et numéro de téléphone professionnel) du contact administratif et du contact technique désignés par votre Collectivité pour l'exécution du Contrat (ci-après les « Données à caractère personnel ») :

- soit lors de la conclusion du Contrat avec votre Collectivité ;
- soit lors de la mise à jour de ce contrat ;

ecosystem est soucieuse de la protection des Données à caractère personnel et s'engage à mettre en œuvre les mesures adéquates pour assurer leur protection dans le respect des dispositions applicables et notamment du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après le «RGPD ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée dite loi informatique et libertés (ci-après « LIL »).

Afin de répondre à son obligation d'information et de transparence, conformément aux dispositions du RGPD et de la LIL, ecosystem vous fournit les informations suivantes :

Responsables conjoints du Traitement

ecosystem, société par actions simplifiée à capital variable au capital de 240.000 euros dont le siège social est sis 34/40 rue Henri Regnault (92400) Courbevoie, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 830 339 362 R.C.S. Nanterre est le responsable du traitement des Données à caractère personnel collectées par elle.

Type de données collectées

ecosystem collecte et traite le prénom et nom du Président de votre Collectivité et les prénoms, noms et coordonnées professionnelles (adresse(s) électronique(s) professionnelle(s) et numéro de téléphone professionnel) du contact administratif et du contact technique désignés par votre Collectivité pour l'exécution du Contrat.

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

Ces Données à caractère personnel qu'ecosystem collecte et traite et qui sont les seules concernant le Président de votre Collectivité figurent dans le Contrat. Les Données à caractère personnel des contact administratif et contact technique figurent dans le « Formulaire de coordonnées des Contacts », établi lors de la conclusion du Contrat et lors de chaque mise à jour des coordonnées des Contacts.

Finalités du traitement

Le traitement des Données à caractère personnel par ecosystem s'inscrit uniquement dans le cadre de l'exécution par elle du Contrat.

ecosystem utilise des Données à caractère personnel pour les finalités spécifiques suivantes :

- Gestion administrative de la conclusion du Contrat, des modifications apportées au Contrat et à ses annexes, enregistrement et référencement du Contrat et de ses modifications ;
- Suivi de la continuité du service d'enlèvement et du respect des conditions d'enlèvement par ecosystem auprès de la Collectivité et l'enlèvement des Déchets issus de lampes collectés séparément par elle ;
- Archivage du Contrat et téléchargement de ceux-ci dans les systèmes d'information d'ecosystem et dans le système d'information mis en place pour la gestion administrative des Contrats ;

Base juridique du traitement

La base juridique du traitement est :

- la validation du Président de la Collectivité que les contacts administratif et technique figurant dans le « Formulaire de coordonnées des Contacts » :

  - ont été informés sur les éléments communiqués dans ce document concernant la collecte, le traitement et la protection de leurs données au sein d'ecosystem ;
  - ont donné leurs consentements, concernant la collecte et le traitement de leurs Données à caractère personnel, à chaque finalité spécifique mentionnée ci-avant et ont été informés qu'ils ont la faculté de retirer leurs consentements à tout moment.

- et le consentement du Président de la Collectivité, matérialisé par sa signature apposée sur le présent document, concernant la collecte et le traitement de ses Données à caractère personnel, à chaque finalité spécifique mentionnée ci-avant. Le Président reconnait par ailleurs être informé qu'il a la faculté de retirer son consentement à tout moment.

Destinataires de leurs données à caractère personnel

Les Données à caractère personnel du Président de la Collectivité et des Contacts administratif et technique désignés par la Collectivité, mentionnées ci-avant, sont enregistrées par ecosystem, dans ses systèmes d'information et dans le système d'information mis en place pour la gestion administrative des Contrats pour le compte d'ecosystem par OCAD3E et sont accessibles seulement :

- aux salariés d'ecosystem en charge de toutes les opérations liées à l'exécution du Contrat ;

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

- au prestataire de services d'ecosystem (dont OCAD3E), agissant en qualité de sous-traitants, qui concourent administrativement et techniquement à la réalisation des finalités visées ci-dessus (prestataire d'hébergement, prestataire informatique, prestataire de services administratifs ....) et aux prestataires de services de ces sous-traitants (prestataire d'hébergement, prestataire informatique, prestataire de services administratifs ....) concourant à la réalisation de ces mêmes finalités.

Ces prestataires sont tenus par une obligation de confidentialité sur l'ensemble des données qu'ils traitent ;

Ecosystem ne transfère pas ces données hors de l'UE.

Durée de conservation de vos Données à caractère personnel

Les Données à caractère personnel du Président de la Collectivité sont conservées :

- pendant la durée du mandat du Président de la Collectivité et jusqu'à la demande d'effacement que votre Collectivité pourrait formuler ou jusqu'à la modification de l'identité du Président de la Collectivité demandée par votre Collectivité ;

- puis, les Données à caractère personnel du Président de la Collectivité et tous documents en possession de d'ecosystem sur lesquels les Données à caractère personnel du Président de la Collectivité figurent sont ensuite archivées avec un accès restreint pour une durée supplémentaire de 5 ans à titre de preuve et de 10 ans pour les documents et pièces comptables, à titre de preuve comptable.

Les Données à caractère personnel des contacts administratif et technique de la Collectivité sont conservées :

- pendant la durée pour laquelle les contacts administratif et technique sont désignés par votre Collectivité pour l'exécution du Contrat et jusqu'à la demande d'effacement que votre Collectivité pourrait formuler ou jusqu'à la modification des contacts administratif et technique demandée par votre Collectivité ;

- puis, les Données à caractère personnel des contacts administratif et technique de la Collectivité et tous documents en possession d'ecosystem sur lesquels les Données à caractère personnel des contacts administratif et technique de la Collectivité figurent sont ensuite archivées avec un accès restreint pour une durée supplémentaire de 5 ans à titre de preuve et de 10 ans pour les documents et pièces comptables, à titre de preuve comptable.

Les droits du Président de la Collectivités et des contacts administratifs et techniques

Conformément à la règlementation sur la protection des données personnelles, ils bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, ainsi que d'une limitation du traitement de leurs données à caractère personnel par les voies ci-après. Ils peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données les concernant par les voies suivantes :

- par un message envoyé sur l'adresse e-mail dédiée (ecosystem@productlife-group.com) OU en appelant la société Productlife-France, prestataire de services administratifs d'ecosystem, sur le numéro de téléphone réservé aux Collectivités (0811 007 260) ;

Ils disposent, par ailleurs, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL, notamment sur son site internet www.cnil.fr, s'ils considèrent que le traitement de leurs données constitue une violation du RGPD ou de la LIL.

---

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

Il est sollicité du Président de la Collectivité, en signant le présent document, d'une part, de valider que les contacts administratif et technique figurant dans le « Formulaire de coordonnées des Contacts » :

- ont été informés sur les éléments communiqués dans ce document concernant la collecte, le traitement et la protection de leurs données au sein d'ecosystem et
- ont donné leur consentement à chaque finalité spécifique mentionnée ci-avant,

et d'autre part, de donner son consentement, au titre du traitement de ses Données à caractère personnel du Président, à chaque finalité spécifique mentionnée ci-avant.

Ces validation et consentement sont nécessaires afin qu'ecosystem puissent traiter les Données à caractère personnel sus mentionnées.

Nous vous remercions de bien vouloir signer ce document et le retourner

- lors de la conclusion du Contrat avec les éléments du Contrat et avec le « Formulaire de coordonnées des Contacts » et
- lors de chaque changement de Contacts avec le « Formulaire de coordonnées des Contacts »

par mail sur l'adresse e-mail dédiée (ecosystem@productlife-group.com).

Fait à _____ le _____

**Pour la Collectivité :**

Signature du Président:
"lu et approuvé"

**Pour ecosystem**

Signature de la Présidente d'ecosystem
"lu et approuvé"

PROJET

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

# Contrat n° : ..-…. _….

## FORMULAIRE DE COORDONNEES DES CONTACTS

### CARACTERISTIQUES DE LA COLLECTIVITE SIGNATAIRE

| | | |
|---|---|---|
| **NOM DE LA COLLECTIVITE** | | |
| **ADRESSE** | | |
| **SIREN** | | |
| | | |
| **CONTACT ADMINISTRATIF** | **NOM Prénom** | ☐Mme ☐Mle ☐M. |
| | **TELEPHONE** | |
| | **COURRIEL** | |
| | | |
| **CONTACT TECHNIQUE** | **NOM Prénom** | ☐Mme ☐Mle ☐M. |
| | **TELEPHONE** | |
| | **COURRIEL** | |

fait à ……le ……

**Pour la Collectivité :** ……
*"lu et approuvé" signature*

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Acte constatant la cessation de la convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) Version 2021**

**Entre les soussignées** :

[*dénomination de la collectivité*]
Représenté(e) par [*Monsieur ou Madame*] [*Prénom, Nom*], [*fonctions*], agissant en application de la délibération de [*Appellation de l'organe délibérant*] (liste des collectivités et communes, membres en annexe),

Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Télécopie :
Adresse e-mail :

désigné(e) ci-après la « Collectivité»,

**Et,**

Projet

La société OCAD3E, société par actions au capital de 39.000 euros, dont le siège social est sis 17 rue de l'Amiral Hamelin (75116) Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 491 908 612 R.C.S. Paris,

représentée par Monsieur René-Louis Perrier, son Président, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après désignée la« société OCAD3E »,

La Collectivité et la société OCAD3E sont également ci-après désignées individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties ».

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT**

**1.** Par acte sous signature privée du [_____], les Parties ont conclu une convention intitulée « *Convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE)* ».

Aux termes de l'Article 11 de cette convention, il était prévu que la convention était conclue pour une durée de six années prenant fin le 31 décembre 2026 mais que, par exception, elle prendrait fin de plein droit avant son échéance normale notamment en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément de la société OCAD3E en cours à la date de signature de ladite convention.

De même, aux termes de l'article 13 de cette même convention, il était prévu que la convention serait résiliée de plein droit notamment en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément de la société OCAD3E en cours à la date de signature de la convention.

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**2.** La société OCAD3E était lors de la signature de la convention mentionnée au 1 ci-dessus, agréée en qualité d'organisme coordonnateur de la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers, par arrêté de la ministre de la transition écologique, du ministre de l'économie, des finances et de la relance et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales du 23 décembre 2020, pour une durée prenant fin le 31 décembre 2021 qui a été, ultérieurement, prorogée jusqu'au 1er juillet 2022, par arrêté de la ministre de la transition écologique, du ministre de l'économie, des finances et de la relance et de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales du 13 décembre 2021.

A toutes fins, il est rappelé que la société OCAD3E a été nouvellement agréée par arrêté de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires et du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 15 juin 2022, en qualité d'organisme coordonnateur de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'équipements électriques et électroniques.

Dans le cadre de ce nouvel agrément, OCAD3E doit répondre, à compter du 1er juillet 2022, aux exigences du nouveau cahier des charges des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques[1].

Aux termes de ce cahier des charges, OCAD3E n'a plus pour mission de contractualiser avec les collectivités territoriales au titre de la prise en charge, par les producteurs d'EEE ménagers, des coûts de collecte des DEEE ménagers supportés par elles, de la reprise des DEEE ménagers ainsi collectés par elles et du versement de la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation mises en œuvre par les collectivités territoriales.

Projet

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**Article 1**

Les Parties, d'un commun accord, déclarent et reconnaissent qu'en application des dispositions de l'article 11 de la convention intitulée *« Convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE)* », ladite convention a pris fin le 30 juin 2022 à minuit.

A toutes fins, en application des dispositions de l'article 11 de la convention intitulée « *Convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE)* », les Parties, d'un commun accord, déclarent et reconnaissent, la résiliation de plein droit de la convention intitulée « *Convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE)* », à compter rétroactivement du 30 juin 2022 à minuit.

[1] Arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques.

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Article 2**

Dans les meilleurs délais à compter de la réception de la mise en recouvrement du ou des titres exécutoires correspondant(s), la société OCAD3E règlera à la Collectivité, le montant des compensations financières mentionnées à l'article 3.2. de la convention intitulée « *Convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers DEEE* » et calculées comme indiqué audit article, qui restent lui être dues au titre des tonnages collectés de DEEE, de la protection du gisement de DEEE et au titre de la communication pour les DEEE afférents à la période antérieure au 1er juillet 2022.

**Article 3**

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution des présentes qui n'aura pu recevoir de solution amiable sera déféré devant les Tribunaux compétents.

*[« Version signature manuscrite*

*Fait à _____ le_____,*

Projet

*En deux exemplaires originaux,*

*Pour la Collectivité*
*[_____]*
*Président*

_____

*Pour OCAD3E*
*René-Louis Perrier*
*Président*

_____

*Version signature électronique :*

*« Le présent acte est signé conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, par l'intermédiaire du prestataire « DocuSign ». ».]*

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation**
**Version Juillet 2022**

**Entre les soussignés :**

[*dénomination de la collectivité*]
Représenté(e) par [*Monsieur ou Madame*] [*Prénom, Nom*], [*fonctions*], agissant en application de la délibération de [*Appellation de l'organe délibérant*] (liste des collectivités et communes, membres en annexe),

Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : Télécopie :
Adresse e-mail :

désigné(e) ci-après la « Collectivité»,

**Et,**

La société [*dénomination sociale*], société par actions simplifiée [*complément éventuel sur la forme*] au capital de [*montant du capital social*] euros, dont le siège social est sis [*adresse du siège social*], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro [_____] R.C.S. [_____],

représentée par [*Madame ou Monsieur*] [*Prénom et nom du signataire*], [*son Président*] dûment habilité[e] aux fins des présentes,

ci-après désignée l'« Eco-organisme Référent »,

La Collectivité et l'Eco-organisme Référent sont également ci-après désignés individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties ».

**En présence de :**

La société [*dénomination sociale*], société par actions simplifiée [*complément éventuel sur la forme*] au capital de [*montant du capital social*] euros, dont le siège social est sis [*adresse du siège social*], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro [_____] R.C.S. [_____],

représentée par [*Madame ou Monsieur*] [*Prénom et nom du signataire*], [son Président], dûment habilité[e] aux fins des présentes,

Ci-après « [_____],

intervenant aux présentes afin de souscrire l'engagement mentionné à l'Article 5.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

Vu la directive 2011/65/UE du 8 Juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,
Vu la directive n° 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques,
Vu l'article L.541-10 du Code de l'environnement,
Vu l'article L.541-10-2 du Code de l'environnement,
Vu l'article R.541-102 du code de l'environnement,
Vu l'article R.541-104 du code de l'environnement,
Vu l'article R.541-105 du code de l'environnement,
Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
Vu l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques ;
Vu l'arrêté du 22 décembre 2021 modifié portant agrément de la société Ecologic en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées à l'article R. 543-172 du code de l'environnement,
Vu l'arrêté du 22 décembre 2021 modifié portant agrément de la société ecosystem en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour les équipements électriques et électroniques ménagers des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées à l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

**IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

La société Ecologic a été agréée par arrêté du ministre de la transition écologique et du ministre de l'économie, des finances et de la relance en date du 22 décembre 2021, modifié par arrêté en date du 4 mars 2022, jusqu'au 31 décembre 2027, en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour répondre aux exigences fixées par le cahier des charges annexé à l'arrêté du 27 octobre 2021 pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées à l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

La société ecosystem a été agréée par arrêté du ministre de la transition écologique et du ministre de l'économie, des finances et de la relance en date du 22 décembre 2021, modifié par arrêté en date du 4 mars 2022, jusqu'au 31 décembre 2027, en qualité d'éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques pour répondre aux exigences fixées par le cahier des charges annexé à l'arrêté du 27 octobre 2021 pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées à l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

Conformément aux dispositions du Cahier des charges des Eco-organismes, Ecologic et ecosystem, sous l'égide de la société OCAD3E, organisme coordonnateur agréé par arrêté de la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires en date du 15 juin 2022, ont conjointement arrêté les termes du présent contrat relatif à la prise en charge des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées à l'article R. 543-172 du code de l'environnement collectés par les collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière de l'éco-organisme aux actions de prévention, communication et sécurisation des collectivités territoriales.

La Collectivité a mis en place, dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une collecte séparée notamment des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement (ci-après les « DEEE »).

En application des dispositions de l'article R.541-107 du code de l'environnement et de la section 4 du Cahier des charges de l'organisme coordonnateur, compte tenu du Périmètre contractuel, il appartient à [_____], en sa qualité d'éco-organisme agréé (l'« Eco-organisme Référent ») d'assurer auprès de la Collectivité la prise en charge des coûts de collecte des DEEE supportés par elle, selon le barème figurant en Annexe 7, la reprise des DEEE ainsi collectés par elle et le versement de la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation mises en œuvre par la Collectivité.

C'est dans ces conditions que les Parties se sont réunies aux fins des présentes.

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## Article 1 : DEFINITIONS

Dans le présent contrat y compris son exposé préalable et ses annexes, les termes suivants lorsqu'ils sont écrits avec une première lettre majuscule ont le sens ci-après qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel :

**Appel à Manifestation d'intérêt afin de bénéficier du Forfait à l'investissement pour l'installation d'un système de vidéo-surveillance** : désigne la déclaration écrite dont le projet est rédigé par les éco-organismes de la filière des EEE ménagers et dont la signature par la Collectivité constitue une des conditions pour pouvoir bénéficier du Forfait à l'investissement pour l'installation d'un système de vidéo-surveillance, dans le cas où la Collectivité installe des caméras de vidéosurveillance sur sa ou ses déchèteries. Les conditions exhaustives d'éligibilité à ce forfait sont décrites dans le barème annexé en Annexe 7 au présent contrat.

**Cahier des charges des Eco-organismes** : désigne le cahier des charges figurant à l'Annexe I de l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques.

**Cahier des charges de l'organisme coordonnateur** : désigne le cahier des charges figurant à l'Annexe III de l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques.

**Collecte de proximité** : (en référence au Cahier des charges des Eco-organismes, section 3.3.2), désigne toute opération de collecte ponctuelle par apport volontaire organisée par l'Eco-organisme Référent sur le Périmètre de la Collectivité lorsque la performance de collecte constatée sur le Périmètre contractuel de la Collectivité est inférieure à la moyenne nationale de la performance de collecte des Collectivités. L'Eco-organisme Référent organise la ou les Collectes de proximité en lien avec la Collectivité et les opérateurs de l'économie sociale et solidaire.

**Collecte séparée** : désigne la collecte des DEEE effectuée de façon séparée et organisée en 4 flux, définis à l'annexe de l'arrêté du 30 juin 2009 relatif au Registre national des producteurs : gros équipements ménagers froid (GEM F), gros équipements ménagers hors froid (GEM HF), écrans (ECR), petits appareils en mélange (PAM).

**Container** : désigne le matériel de stockage des DEEE mis en place par l'Eco-organisme Référent dans les conditions et en fonction des critères d'attribution figurant au 3.3.1 du présent contrat.

**DEEE** : signifie les déchets d'équipements électriques et électroniques provenant des ménages, les déchets d'équipements électriques et électroniques d'origine commerciale, industrielle, institutionnelle et autre qui, en raison de leur nature et de leur quantité, sont similaires à ceux des ménages et les déchets provenant d'équipements électriques et électroniques qui sont susceptibles d'être utilisés à la fois par les ménages et par des utilisateurs autres que les ménages, issus d'équipements électriques et électroniques relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

**Eco-organisme** : éco-organisme de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques agréé par les Pouvoirs publics en application des dispositions de l'article L.541-10 du Code de l'environnement pour répondre aux exigences fixées par le cahier des charges annexé à l'Annexe I de l'arrêté du 27 octobre 2021 pour les équipements électriques et électroniques ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Eco-organisme Référent** : désigne la société [_____] ou en cas de cession du présent contrat par [_____] dans les conditions mentionnées à l'article 5, l'éco-organisme agréé substitué à [_____] dans l'exécution du présent contrat du fait de cette cession de contrat.

**EEE :** signifie les équipements électriques et électroniques.

**Marquage GEM** : désigne l'opération visant à identifier les gros équipements ménagers à l'aide d'un dispositif fourni par l'Eco-organisme Référent pour prévenir les vols.

**Outil Protection Gisement :** désigne l'extranet mis à disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements ayant mis en place une collecte séparée des DEEE, par l'Eco-organisme Référent, par l'intermédiaire d'OCAD3E, permettant auxdites collectivités et à leurs groupements de réaliser un arbre décisionnel par Point d'enlèvement et d'avoir accès à la boîte à outils développée pour lutter contre le vol et pillage des DEEE sur les Points d'enlèvement.

**Périmètre administratif :** désigne l'ensemble des communes et groupements composant le territoire administratif de la Collectivité.

**Périmètre contractuel :** désigne l'ensemble des communes et groupements composant le territoire administratif de la Collectivité et /ou des communes que la Collectivité souhaite voir entrer dans le champ d'application du présent contrat.

**Population contractuelle :** correspond à la somme des populations de la Collectivité et des communes et groupements desservis dans le cadre de ce contrat. La population contractuelle correspond à la somme des populations (base INSEE) de chaque commune ou groupements composant le Périmètre contractuel.

**Point d'apport** : désigne un lieu où les habitants ont la possibilité de déposer leurs DEEE.

**Point d'enlèvement :** désigne un lieu où la Collectivité met à disposition de l'Eco-organisme Référent pour enlèvement, les DEEE qu'elle a collectés séparément.

**Producteur** : signifie toute personne physique ou morale visée au I de l'article R. 543-174 du code de l'environnement qui a conclu avec l'Eco-organisme Référent un contrat aux termes duquel elle a transféré à l'Eco-organisme Référent ses obligations de responsabilité élargie au titre des équipements électriques et électroniques ménagers relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

**Référent sureté** : désigne un agent de police ou de gendarmerie, spécialisé dans la lutte contre le vol et le pillage des sites exposés (dont les déchèteries).

**Retenue pour Container prépayé** : correspond à la somme payable par trimestre pour l'acquisition d'un Container. Le montant est fixé et payable dans les conditions définies au barème annexé au présent contrat en Annexe 7 et au 3.1.5. (v.) du présent contrat.

**Réutilisation** : désigne toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

**Scénario du Point d'enlèvement** : désigne le nombre minimum d'UM ou de tonnes, défini, pour chaque Point d'enlèvement, selon des modalités standards définies dans le barème et ses modalités techniques figurant en Annexe 7 au présent contrat.

**Structure d'Economie Sociale et Solidaire** ou **Structure de l'ESS** : signifie une entité juridique qui respecte un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine auquel adhèrent des personnes morales de droit privé qui remplissent les conditions cumulatives suivantes : un but autre que le seul partage des bénéfices, une gouvernance démocratique, une lucrativité limitée[1].

[1] Loi du 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Structure de l'ESS Partenaire :** désigne une Structure de l'ESS qui a conclu un contrat de partenariat avec un Eco-organisme.

**TERRITEO** : désigne la plateforme administrative des principales filières à Responsabilité Elargie du Producteur à destination des collectivités territoriales accessible à l'adresse www.territeo.com. TERRITEO est un outil conçu dans le contexte de la loi NOTRe pour simplifier le suivi administratif des territoires vis-à-vis des différents éco-organismes. Cette plateforme ne se substitue pas à la relation opérationnelle directe entre les collectivités et chaque éco-organisme.

**U M** : signifie une unité de manutention égale à un appareil de gros équipement électroménager (réfrigérateur, machine à laver ...) ou à une demi caisse palette de 1 $m^3$.

**Unité d'agent d'accueil** : désigne une personne physique employée par la Collectivité pour intervenir pendant la durée d'une opération de Collecte de proximité.

**Zone de réemploi** : désigne indifféremment une Zone de réemploi permanente ou une Zone de réemploi ponctuelle.

**Zone de réemploi permanente** : se définit comme étant un espace identifié sur le site de la déchèterie abrité, fermé ou surveillé, où les usagers peuvent déposer des DEEE qui pourraient être réutilisés. Cette zone de réemploi doit être accessible aux usagers, durant les heures d'ouverture de la déchèterie, être sous contrôle du référent de la Collectivité et disposer d'une signalétique appropriée.

**Zone de réemploi ponctuelle** : se définit de manière identique à la Zone de réemploi permanente bien qu'elle doive respecter un calendrier de jours de dépôts pour les usagers. Il doit y être organisé au moins une opération par trimestre.

## Article 2 : OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat a pour objet de régir les relations juridiques, techniques et financières entre l'Eco-organisme Référent et la Collectivité qui développe un dispositif de Collecte séparée des DEEE.

Le présent contrat représente l'unique lien contractuel entre l'Eco-organisme Référent et la Collectivité pour la mise en œuvre, à l'égard de la Collectivité, des obligations qui pèsent sur les Producteurs qui ont adhéré à l'Eco-organisme Référent et qu'ils ont transférées à ce dernier. Ces obligations sont relatives :

- à la prise en charge, par l'Eco-organisme Référent, des coûts supportés par la Collectivité au titre des opérations de Collecte séparée des DEEE assurées par elle en déchèteries et, le cas échéant, par des points de reprise mobile et au titre des opérations de collecte des EEE ménagers usagés relevant des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement collectés, par la ou les Structure(s) de l'ESS, dans les Zones de réemploi permanentes ou dans les Zones de réemploi ponctuelles qu'elle a mis en place ;

- à l'enlèvement par l'Eco-organisme Référent, auprès de la Collectivité, des DEEE collectés par elle comme dit ci-dessus, afin de pourvoir à leur traitement et/ou leur Réutilisation ;

- à la fourniture par l'Eco-organisme Référent au bénéfice de la Collectivité, d'outils, de méthodes et d'actions destinées à la formation des agents de la Collectivité en charge de la gestion de la Collecte séparée des DEEE ;

- à la réalisation, le cas échéant, par l'Eco-organisme Référent, en lien avec la Collectivité, sur le Périmètre contractuel d'opérations de Collecte de proximité ;

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

- dans la limite globale, applicable pour toutes les collectivités territoriales et leurs groupements auprès desquels l'Eco-organisme Référent assure l'enlèvement des DEEE collectés séparément par elles, de 5 % des contributions financières annuelles qui lui sont versées par les Producteurs, à l'enlèvement sans frais, conformément aux dispositions du protocole « catastrophes naturelles ou accidentelles » ci-annexé en Annexe 8, par l'Eco-organisme Référent auprès de la Collectivité lorsque cette dernière en formule la demande, des DEEE produits lors de catastrophes naturelles ou accidentelles, dès lors que ces déchets ont été préalablement extraits et triés et qu'ils ne font pas l'objet d'une contamination chimique ou radioactive d'origine externe ;

- enfin, à la participation financière aux actions d'information et de sensibilisation des utilisateurs d'EEE réalisées par le Collectivité.

## Article 3 : OBLIGATIONS DE L'ECO-ORGANISME REFERENT VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE

Dans le cadre du présent contrat, l'Eco-organisme Référent assure :

### 3.1. La gestion administrative du contrat

L'Eco-organisme Référent, d'une part, assure, par l'intermédiaire d'OCAD3E, agissant en qualité de prestataire de l'Eco-organisme Référent, la gestion de l'évolution du présent contrat et de ses annexes.

L'Eco-organisme Référent assure, d'autre part, les prestations suivantes qui sont rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat :

- Le suivi et la compilation des tonnages de DEEE enlevés auprès des Points d'enlèvement ;

- Les cas échéant, le suivi et la compilation des masses de DEEE prélevées, aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ayant conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou sur chaque Zone de réemploi de la Collectivité, et/ou des masses de DEEE, issus des tonnages prélevés aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) n'ayant pas conclu de contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, et enlevés par l'Eco-organisme Référent auprès de cette ou de ces Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ;

  Il est précisé que s'agissant des masses de DEEE, issus des tonnages prélevés aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) n'ayant pas conclu de contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, et enlevés par l'Eco-organisme Référent auprès de cette ou de ces Structure(s) de l'ESS Partenaire(s), pour le suivi et la compilation par l'Eco-organisme Référent des masses concernées (notamment pour le calcul des soutiens revenant, à ce titre, le cas échéant, à la Collectivité), ces masses sont affectées au Point d'enlèvement de la Collectivité indiqué par la Collectivité dans l'Annexe 4 du présent contrat ou à défaut de mention dans cette annexe 4, déterminé par l'Eco-organisme Référent ;

- Le cas échéant, la compilation des tonnages enlevés dans le cadre des collectes de proximité ;

- La gestion des demandes et le contrôle des justificatifs fournis par la Collectivité en vue du versement des compensations financières au titre de la communication pour les DEEE et au titre de la protection du gisement.

Il est rappelé qu'en sa qualité d'organisme coordonnateur, OCAD3E a pour mission de calculer, afin de les vérifier, sur la base des données (tonnages enlevés, masses de DEEE prélevées en Zone de réemploi, masse de DEEE issus des prélèvements en Zone de réemploi enlevés auprès des Structures de l'ESS Partenaires, données relatives aux compensations financières au titre de la communication pour les DEEE et au titre de la protection du gisement) qui lui sont communiquées par l'Eco-organisme Référent, les compensations financières revenant à la Collectivité dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

L'Eco-organisme Référent, au travers du contrat qu'il conclut avec l'organisme coordonnateur, OCAD3E, s'engage à fournir, trimestriellement, à OCAD3E l'ensemble des données qui lui sont nécessaires pour calculer, afin de les vérifier, selon les

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

modalités prévues au 3.1.5. ci-après, par application du barème figurant en Annexe 7 du présent contrat, les compensations financières revenant à la Collectivité dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Concomitamment, OCAD3E, au travers du contrat qu'il conclut avec l'Eco-organisme Référent, s'engage à procéder, trimestriellement, sur la base des données qui lui sont ainsi communiquées par l'Eco-organisme Référent, au calcul, afin de les vérifier, selon les modalités prévues au 3.1.5. ci-après, par application du barème figurant en Annexe 7 du présent contrat, des compensations financières revenant à la Collectivité dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

L'Eco-organisme Référent se porte fort du respect par OCAD3E de son engagement de procéder trimestriellement, sur la base des données qu'il lui communiquera, au calcul, selon les modalités prévues au 3.1.5. ci-après, par application du barème figurant en Annexe 7 du présent contrat, afin de les vérifier, des compensations financières revenant à la Collectivité dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

### ***3.1.1. La gestion de l'évolution du contrat et de ses annexes***

Pendant la durée du présent contrat, si la Collectivité souhaite modifier ses éléments contractuels figurant dans les Annexes 1 et 4, elle doit saisir les modifications demandées sur la plateforme TERRITEO, une notification sera automatiquement envoyée par cette plateforme à l'Eco-organisme Référent et à OCAD3E, agissant en qualité de prestataire de l'Eco-organismes Référent.

Par exception, les informations figurant en Annexes 3 et 4 bis du présent contrat (par exemple les informations sur les opérations de communication de la Collectivité ou le scénario d'un point d'enlèvement) sont modifiées sur simple demande adressée par la Collectivité simultanément à l'Eco-organisme Référent et à OCAD3E, prestataire de ce dernier, au moyen d'un courrier postal ou électronique avec accusé de réception, accompagné des Annexes 3 ou 4 bis modifiées.

Après vérification de la complétude du dossier, OCAD3E, pour le compte de l'Eco-organisme Référent, génère alors les annexes modifiées et après avoir obtenu l'accord de l'Eco-organisme Référent, il les transmet à la Collectivité pour signature. Au retour de la Collectivité, l'Eco-organisme Référent les signe. Dans cette hypothèse, la ou les modifications prennent effet le 1er jour du trimestre suivant la réception par l'Eco-organisme Référent, par courrier postal ou courrier électronique, des Annexes signées.

Après réception des annexes modifiées signées par la Collectivité, OCAD3E, en sa qualité de prestataire de l'Eco-organisme Référent, envoie un accusé de réception d'enregistrement à la Collectivité précisant la date de prise d'effet des modifications.

Deux exemplaires du présent contrat et de tous les avenants successifs au contrat, dûment signés par les Parties, sont transmis à la Collectivité. Par exception, lorsque le contrat ou un avenant est signé électroniquement, un exemplaire du contrat ou de l'avenant signé électroniquement par les Parties est adressé à la Collectivité.

### ***3.1.2. Suivi des tonnages et traçabilité***

L'Eco-organisme Référent établit un état trimestriel (ci-après « Etat Trimestriel d'Activité » ou « ETA ») qui mentionne :

- les quantités de DEEE enlevées par son ou ses prestataires de logistique sur le ou les Points d'enlèvement de la Collectivité listés en Annexe 4 ; et,

- si la Collectivité a mis en place une ou des Zones de réemploi sur son ou ses Points d'enlèvement listés en Annexe 4, selon le cas :

  - les masses de DEEE prélevées aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ayant conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou sur chaque Zone de réemploi de la Collectivité ; et/ou,

  - 102% des masses de DEEE, issus des tonnages prélevés aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) n'ayant pas conclu de contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou les Zones de

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

réemploi de la Collectivité, et enlevés par l'Eco-organisme Référent auprès de cette ou de ces Structure(s) de l'ESS Partenaire(s).

Il le transmet à la Collectivité, puis après validation de cette dernière, l'adresse à OCAD3E, au plus tard le dernier jour du mois suivant la fin du trimestre écoulé.

Afin que la Collectivité puisse en informer les citoyens, chaque année, au cours du 1er semestre, l'Eco-organisme Référent adresse à la Collectivité, un rapport récapitulatif précisant notamment :

- les tonnages de DEEE enlevés sur le ou les Points d'enlèvement et, le cas échéant, lors des Collectes de proximité organisées sur le territoire de la Collectivité, au cours de l'année précédente, et les conditions dans lesquelles ils ont été traités;

- les masses de DEEE prélevées aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ayant conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou sur chaque Zone de réemploi de la Collectivité et/ou, 102% des masses de DEEE, issus des tonnages prélevés, aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) n'ayant pas conclu de contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, et enlevés par l'Eco-organisme Référent auprès de cette ou de ces Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ;

- les centres de traitement ;

- le taux de recyclage et de valorisation.

### *3.1.3. La gestion des demandes par la Collectivité en vue du versement des compensations financières au titre des actions d'information et de sensibilisation sur les DEEE*

L'Eco-organisme Référent contribue à la prise en charge des coûts des actions d'information et de sensibilisation de la Collectivité.

Dans ce cadre, pour toutes demandes de participation financière de l'Eco-organisme Référent à la prise en charge des coûts des actions d'information et de sensibilisation supportés par la Collectivité, la Collectivité doit en faire la demande en adressant, à l'Eco-organisme Référent, les éléments justificatifs des dépenses ainsi engagées par elle, selon le format de l'Annexe 3.

L'Eco-organisme Référent vérifie la complétude et la cohérence des justificatifs fournis par la Collectivité, sollicite de la Collectivité les justificatifs manquant ou les compléments nécessaires.

### *3.1.4. La gestion des demandes au titre de la protection du gisement de DEEE*

En vue de la perception des compensations financières au titre de l'installation d'un système de vidéo-surveillance dans le cadre de la protection du gisement de DEEE, la Collectivité doit adresser à l'Eco-organisme Référent les éléments justificatifs correspondant décrits au barème annexé en Annexe 7 du présent contrat.

### *3.1.5. Le Calcul des compensations financières*

Sur la base du barème figurant à l'Annexe 7 du présent contrat, OCAD3E, en sa qualité d'organisme coordonnateur, procède, chaque trimestre, au calcul, afin de les vérifier, des compensations financières définies au barème revenant à la Collectivité au titre du trimestre écoulé, selon les conditions d'éligibilité fixées audit barème.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

(i) En ce qui concerne les compensations financières dues par l'Eco-organisme Référent à la Collectivité au titre des tonnages de DEEE collectés par cette dernière :

Les calculs des compensations financières dues à la Collectivité au titre des tonnages de DEEE collectés sont effectués sur une base trimestrielle.

- Le forfait fixe, mentionné au barème figurant à l'Annexe 7 du présent contrat, est dû sous réserve de l'atteinte de la performance trimestrielle prévue audit barème ;

  Le calcul de la performance trimestrielle prévue au barème figurant à l'Annexe 7 pour l'allocation du forfait fixe intègre :

  - d'une part, les tonnages enlevés par le ou les prestataires de logistique de l'Eco-organisme Référent sur chaque Point d'enlèvement listés en Annexe 4,

  - d'autre part, si la Collectivité a mis en place une ou des Zones de réemploi sur son ou ses Points d'enlèvement listés en Annexe 4, selon le cas :

    ▪ les masses de DEEE prélevées aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ayant conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou sur chaque Zone de réemploi de la Collectivité ; et/ou,

    ▪ 102% des masses de DEEE, issus des tonnages prélevés aux fins de Réutilisation par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) n'ayant pas conclu de contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, et enlevés par l'Eco-organisme Référent auprès de cette ou de ces Structure(s) de l'ESS Partenaire(s).

- La partie variable, mentionnée au barème figurant à l'Annexe 7 du présent contrat, est calculée :

  - d'une part, sur la base des relevés de tonnages enlevés par le ou les prestataires de logistique de l'Eco-organisme Référent sur chaque Point d'enlèvement listés en Annexe 4 et du Scénario du Point d'enlèvement choisi, par application dudit barème ;

  - d'autre part, si la Collectivité a mis en place une ou des Zones de réemploi sur son ou ses Points de d'enlèvement listés en Annexe 4, selon le cas :

    ▪ sur la base des relevés des masses de DEEE prélevées aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ayant conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou sur chaque Zone de réemploi de la Collectivité ; et/ou,

    ▪ sur la base de 102% des masses de DEEE, issus des tonnages prélevés aux fins de Réutilisation par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) n'ayant pas conclu de contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, et enlevés par l'Eco-organisme Référent auprès de cette ou de ces Structure(s) de l'ESS Partenaire(s).

Le forfait - Borne à PAM, mentionné au barème figurant à l'Annexe 7 du présent contrat, est dû au titre de tout Point d'enlèvement listé en Annexe 4 qui met obligatoirement en place le surtri des PAM lorsqu'une Borne à PAM est utilisée.

(ii) En ce qui concerne les compensations financières dues par l'Eco-organisme Référent à la Collectivité au titre de la protection du gisement de DEEE :

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

- Au titre de la protection du gisement, la Collectivité perçoit une compensation qui est calculée, selon les conditions prévues au barème figurant à l'Annexe 7 du présent contrat et qui est basée, d'une part, sur les tonnages collectés par flux, d'autre part, si la Collectivité a mis en place une ou des Zones de réemploi sur son ou ses Points de d'enlèvement listés en Annexe 4, selon le cas, sur les masses de DEEE prélevées aux fins de Réutilisation, par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) ayant conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou sur chaque Zone de réemploi de la Collectivité, et/ou sur la base de 102% des masses de DEEE, issus des tonnages prélevés aux fins de Réutilisation par la ou les Structure(s) de l'ESS Partenaire(s) n'ayant pas conclu de contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, et enlevés par l'Eco-organisme Référent auprès de cette ou de ces Structure(s) de l'ESS Partenaire(s).

- Le forfait à l'investissement au titre de l'installation d'un système de vidéo-surveillance est calculé selon les conditions prévues au barème figurant à l'Annexe 7 du présent contrat. Il est alloué par l'Eco-organisme Référent à la Collectivité en intégralité, par déchèterie éligible, en une seule fois, sur la durée du présent contrat ;

- Le forfait à la maintenance d'un système de vidéo-protection est calculé et versé selon les conditions prévues au barème figurant à l'Annexe 7 du présent contrat.

**(iii)** <u>En ce qui concerne les compensations financières dues par l'Eco-organisme Référent à la Collectivité au titre des forfaits « Zone réemploi »</u> :

- Le forfait « Zone de réemploi permanente » est alloué à la Collectivité, une fois par trimestre, par déchèterie éligible.

  Est considérée comme éligible à ce forfait, toute déchèterie qui a installé sur son site une Zone de réemploi permanente dont le fonctionnement respecte les conditions fixées à l'article 8 du présent contrat ;

- Le forfait « Zone de réemploi ponctuelle » est alloué à la Collectivité, une fois par trimestre, par déchèterie éligible.

  Est considérée comme éligible à ce forfait, toute déchèterie qui a installé sur son site une Zone réemploi ponctuelle dont le fonctionnement respecte les conditions fixées à l'article 8 du présent contrat . Ces conditions sont identiques à celles qui régissent le fonctionnement des Zones de réemploi permanentes mais prévoient un calendrier de jours de dépôt pour les usagers.

**(iv)** <u>En ce qui concerne les compensations financières au titre des actions d'information et de sensibilisation sur les DEEE</u>

Les compensations financières au titre des actions d'information et de sensibilisation sur les DEEE sont calculées par application du barème annexé en Annexe 7 au présent contrat, sur la base des données relatives aux actions d'information et de sensibilisation sur les DEEE menées par la Collectivité, communiquées par cette dernière à l'Eco-organisme et vérifiées par ce dernier.

L'Eco-organisme Référent communique à OCAD3E ces données dans un délai permettant qu'elles soient intégrées dans le premier Etat Trimestriel des Versements (ETV) établi par OCAD3E qui suit la date de réception par l'Eco-organisme Référent des justificatifs fournis par la Collectivité.

La communication sur la Zone de réemploi issu de la Loi AGEC du 20 février 2020 peut être réalisée sur les différents supports de communication prévus au barème.

**(v).** <u>Retenues pour Container prépayé</u>

Dans l'hypothèse où, comme dit au 3.3.1 ci-après, l'Eco-organisme Référent aurait mis en place sur un ou plusieurs des Points d'enlèvement listés en Annexe 4, un ou plusieurs Containers et qu'à l'issue de la période de test visée au 3.3.1 ci-après, la Collectivité, en accord avec l'Eco-organisme Référent, aurait décidé d'acquérir un ou plusieurs desdits Containers en vue de l'entreposage des DEEE collectés séparément sur un ou plusieurs des Points d'enlèvement

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

listés en Annexe 4, le prix d'acquisition du ou desdits Containers, fixé dans les conditions définies au barème annexé en Annexe 7 au présent contrat, sera acquitté par la Collectivité entre les mains de l'Eco-organisme Référent en huit trimestrialités égales.

D'un commun accord entre les Parties, le montant de chaque trimestrialité ainsi due par la Collectivité est payable par compensation à due concurrence avec le montant des compensations (hors communication) dont le versement est acquis par la Collectivité au titre du même trimestre concerné. Dans le cas où, au titre d'un trimestre, le montant des compensations dues (hors communication) pour le trimestre serait inférieur au montant de la trimestrialité de remboursement au titre du Container, ce remboursement sera reporté sur le trimestre suivant.

### 3.2. Le paiement des compensations financières

#### *3.2.1. Modalités de paiement des compensations financières*

Après validation par l'Eco-organisme Référent du montant des compensations financières revenant à la Collectivité au titre du trimestre écoulé, sauf désaccord sur l'ETA, l'Etat Trimestriel des Versements (ETV) établi par OCAD3E (parties forfaitaires, partie variable, forfaits au titre des Zones de réemploi, soutiens au titre de la protection du gisement, de la communication, de la collecte de proximité, le cas échéant, déduction de l'ensemble des compensations hors communication dues, de la trimestrialité -du prix de rachat de Container prépayé) au titre d'un trimestre donné, est adressé, par OCAD3E, à la Collectivité, au plus tard à la fin du trimestre suivant la période de l'ETA correspondant.

La Collectivité fait établir le titre de recette à l'ordre de l'Eco-organisme Référent et l'envoie à la Trésorerie dont elle dépend qui le met en recouvrement auprès de l'Eco-organisme Référent.

Sauf non-conformité du titre de recette transmis à l'ETV établi, le paiement des compensations dues à la Collectivité est effectué par l'Eco-organisme Référent, dans les 30 jours de la réception du titre de recette émis par la Collectivité.

### 3.3. L'enlèvement, auprès de la Collectivité, des DEEE collectés par elle, afin de pourvoir à leur traitement

L'enlèvement et le traitement des DEEE collectés séparément par la Collectivité auprès des Points d'enlèvement listés en Annexe 4 est de la responsabilité de l'Eco-organisme Référent. L'Eco-organisme Référent respecte les principes de qualité et de continuité de service ci-après décrits. Il assure à la Collectivité la continuité de l'enlèvement des DEEE qu'elle a collectés séparément.

#### *3.3.1. Principe de qualité du service*

La Collectivité bénéficie d'un service répondant aux exigences suivantes :

- fourniture gratuite par l'Eco-organisme Référent des contenants (à l'exception des Containers) nécessaires en nombre et en qualité suffisants pour équiper les Points d'enlèvement et leur remplacement si nécessaire. Ces contenants doivent par ailleurs répondre aux exigences et aux normes de sécurité en vigueur tant pour les usagers que pour le personnel de déchèteries amené à les manipuler ;

- fourniture gratuite, sur demande de la Collectivité, par l'Eco-organisme Référent, au plus une fois par année civile, des équipements de protection individuels spécifiquement nécessaires à la collecte séparée des DEEE par les agents concernés dans l'aire prévue pour le stockage de ces déchets ;

- enlèvement des DEEE collectés dans le délai maximum prévu dans l'Annexe 5 par l'Eco-organisme Référent ou dans les délais prévus pour les enlèvements récurrents (demandes programmées ou tournées automatiques), sous réserve du respect par la Collectivité des conditions techniques de Collecte séparée et d'enlèvement de DEEE définis à l'Annexe 5 ;

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

- identification d'un contact opérationnel chez l'Eco-organisme Référent avec lequel la Collectivité peut gérer les conditions d'enlèvement (compatibilité avec les horaires d'ouverture, prise de rendez-vous) ;

- conservation du bordereau de suivi des déchets (BSD) par l'opérateur de l'enlèvement. En cas de contrôle réglementaire, l'Eco-organisme Référent fournira la copie du BSD ; Il est précisé que dès lors que l'outil trackdéchets sera opérationnel, le BSD sera dématérialisé sur cet outil.

- communication des informations concernant la destination et le traitement des DEEE enlevés ;

- sous réserve que les prérequis définis au barème annexé en Annexe 7 du présent contrat soient remplis par la Collectivité, l'Eco-organisme Référent peut, afin de réduire les risques de vols des DEEE sur les Points d'enlèvement, proposer à cette dernière la mise en place sur un ou plusieurs Points d'enlèvement d'un ou plusieurs Containers dans le cadre d'une phase de test de six mois qui court à compter de la mise à disposition du ou des Containers sur le ou les Points d'enlèvement concernés.

  En fin de phase de test, l'Eco-organisme et la Collectivité effectuent ensemble un bilan de la phase de test à l'issue duquel la Collectivité devra indiquer à l'Eco-organisme Référent si elle souhaite ou non acquérir le ou les Containers concernés.

  Dans le cas où la Collectivité déciderait d'acquérir le ou les Containers concernés, elle procèdera à cette acquisition auprès de l'Eco-organisme Référent.

  En cas d'acquisition, le prix d'acquisition est fixé et payé dans les conditions définies au barème annexé en Annexe 7 au présent contrat et au 3.1.5 (v) ci-avant.

  Si la Collectivité décide d'acquérir un Container à l'issue de la phase de test, elle le notifie à l'Eco-organisme Référent avant la fin du 5e mois à compter de la date de mise à disposition. L'Eco-organisme Référent procède à l'enlèvement du Container si la Collectivité ne conserve pas le Container.

  Sauf problème général de sécurité sur le site, l'Eco-organisme Référent s'engage, si la Collectivité lui demande, à intervenir pour faire réparer le système de fermeture de tout Container situé sur l'un des points de collecte DEEE de la Collectivité si le système de fermeture ne fonctionne plus.

En cas de difficultés opérationnelles pour la Collecte séparée ou l'enlèvement des DEEE, la Collectivité se rapprochera de l'Eco-organisme Référent pour trouver une solution adaptée.

*3.3.2. Principe de continuité du service*

En cas de défaillance technique récurrente conduisant l'Eco-organisme Référent à ne pas réaliser ses obligations d'enlèvement, quelle qu'en soit la raison, l'Eco-organisme Référent met en œuvre la procédure décrite au dernier paragraphe de l'article 6.

### 3.4 La fourniture d'outils, méthodes ou actions destinées à la formation du personnel chargé de la Collecte séparée des DEEE

L'Eco-organisme Référent propose à la Collectivité des outils, méthodes ou actions destinées à la formation, par la Collectivité, du personnel chargé de la Collecte séparée des DEEE pour le compte de la Collectivité conformément aux exigences du Cahier des charges des Eco-organismes.

### 3.5. L'accompagnement de la Collectivité dans l'amélioration de sa performance de collecte

L'Eco-organisme Référent peut proposer, s'il le juge opportun, à la Collectivité, d'établir un diagnostic sur l'organisation de la collecte et la sécurisation des Points d'enlèvement de son Périmètre contractuel afin d'améliorer sa performance de collecte.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

### 3.6. La reprise sans frais des DEEE produits lors des catastrophes naturelles ou accidentelles

Dans la limite globale, applicable pour toutes les collectivités territoriales et leurs groupements auprès desquels l'Eco-organisme Référent assure l'enlèvement des DEEE collectés séparément par elles, de 5 % des contributions financières annuelles qui lui sont versées par les Producteurs, l'Eco-organisme Référent assure, auprès de la Collectivité, si celle-ci lui en formule la demande, l'enlèvement sans frais des DEEE qui sont produits lors de catastrophes naturelles ou accidentelles, dès lors que ces déchets ont été préalablement extraits et triés, et qu'ils ne font pas l'objet d'une contamination chimique ou radioactive d'origine externe.

### 3.7. La réalisation de Collectes de proximité

Conformément à la section 3.3.2 du Cahier des charges des Eco-organismes, l'Eco-organisme Référent organise des Collectes de proximité ponctuelles par apport volontaire, en lien avec la Collectivité et les Structures d'Economie Sociale et Solidaire, lorsque la condition ci-après est remplie.

L'Eco-organisme Référent prend l'initiative d'organiser des opérations de Collecte de proximité sur le territoire de la Collectivité si les infrastructures de collecte de cette dernière, existantes sur son territoire, n'ont pas permis d'atteindre, au cours de l'année N-1, une performance de collecte constatée qui soit au moins équivalente à la performance moyenne nationale de collecte des Collectivités pour la même année.

Ces collectes sont organisées à des emplacements préalablement identifiés et proposés par l'Eco-organisme Référent à la Collectivité selon un calendrier déterminé par l'Eco-organisme Référent et validé par la Collectivité.

### 3.8. L'organisation de réunions d'échanges avec des associations représentant les collectivités territoriales sur les conditions d'exécution des Contrats de collecte

L'Eco-organisme Référent organise au moins une fois par semestre ou à la demande des associations représentant les collectivités territoriales, membres du Comité de conciliation[2] ou de certaines d'entre elles, des réunions avec ces dernières, afin qu'au cours de ces réunions, ces associations puissent faire part à l'Eco-organisme Référent des difficultés opérationnelles dans l'exécution des Contrats de Collecte qui leur sont, éventuellement, communiquées par leurs adhérents et ce afin que l'Eco-organisme Référent puisse, s'il y a lieu, rechercher des solutions opérationnelles permettant de remédier à ces difficultés. Le cas échéant, ces réunions peuvent réunir plusieurs éco-organismes.

## Article 4 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE VIS-A-VIS DE L'ECO-ORGANISME REFERENT

Dans la cadre de l'exécution du présent contrat, la Collectivité s'engage en son nom et au nom et pour le compte des communes et de leurs groupements adhérents (et des communes adhérentes à ces groupements) visés à l'Annexe 1, en vertu des délibérations de leurs assemblées respectives.

La Collectivité organise et met en place une Collecte séparée des DEEE. Elle décide des mesures opérationnelles nécessaires dans ce cadre, en cohérence avec l'organisation générale du service public local de gestion des déchets ménagers.

La Collectivité conserve la possibilité de refuser dans sa Collecte séparée, les DEEE qui entraînent des sujétions techniques particulières ou des modifications de l'organisation du service, au sens du Code général des Collectivités.

[2] Comité de conciliation mentionné au premier paragraphe du 2°) de la section 4 de l'Annexe III de l'arrêté du 27 octobre 2021 portant cahiers des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des équipements électriques et électroniques et à l'article 5 du présent contrat

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

### 4.1. Mettre en œuvre des moyens de Collecte séparée

La Collectivité informe l'Eco-organisme Référent des moyens qu'elle entend mettre en place pour la Collecte séparée des DEEE, sous réserve de leur conformité avec les conditions techniques d'enlèvement prévues en Annexe 5.

Elle précise notamment le nombre des Points d'enlèvement, leur emplacement et la typologie qu'elle leur assigne.

A cette fin, elle enregistre les éléments nécessaires relatifs aux Points d'enlèvement figurant en Annexe 4 du présent contrat sur la plateforme TERRITEO.

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme Référent les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des enlèvements : contact, modalité de collecte, fonctionnement des déchèteries (Annexe 4).

En cas de difficultés opérationnelles pour la Collecte séparée, la Collectivité se rapprochera de l'Eco-organisme Référent pour trouver une solution adaptée.

### 4.2. Mettre à disposition les DEEE collectés séparément par la Collectivité

La Collectivité met à la disposition de l'Eco-organisme Référent les DEEE qu'elle a collectés séparément, dans les conditions prévues par l'Annexe 5, notamment :

- séparation des 4 flux prévus par l'arrêté Registre national des producteurs du 30 juin 2009 modifié ;
- remise à l'Eco-organisme Référent de l'intégralité des tonnages de DEEE collectés, hors ceux et issus d'un prélèvement en zone de réemploi ;
- utilisation des contenants mis à disposition par l'Eco-organisme Référent ;
- respect des quantités minimales d'enlèvement en fonction du Scénario du Point d'enlèvement ;
- accessibilité du site et horaires d'accès ;
- respect des consignes de tri des DEEE fournies en Annexe 5 ;
- exclusion de DEEE dans les bennes ferrailles ou « tout venant » ;
- information de l'Eco-organisme Référent, par tout moyen, sur tout incident, dégradations ou vol des DEEE intervenus dans l'enceinte de la déchèterie.

La Collectivité veille à maintenir les DEEE dans l'état où ils lui ont été confiés. En particulier, elle interdit les prélèvements sur le ou les Points d'enlèvement, sauf ceux effectués en vue de la Réutilisation des DEEE, dans les conditions prévues à l'article 8.

La Collectivité s'engage à réserver les contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme Référent à la présentation sur le ou les Points d'enlèvement des DEEE collectés séparément. Elle veille au respect de la qualité des contenants et s'assure que ses agents et ses prestataires en font un usage conforme à leur destination et à une utilisation normale. Elle informe l'Eco-organisme Référent en cas de dysfonctionnement.

La Collectivité reconnaît être informée et accepter que l'Eco-organisme Référent puisse refuser d'enlever des contenants de DEEE remplis de DEEE en mélange avec d'autres déchets ou produits indésirables présents en quantités significatives, ainsi que des DEEE présentant à la suite d'une contamination un risque pour la sécurité et la santé du personnel que les instruments de protection individuelle conventionnels ou les moyens de conditionnement courants ne permettent pas d'éviter. Dans ce dernier cas, l'Eco-organisme Référent assiste la Collectivité dans la recherche d'une solution d'enlèvement et de traitement adaptée.

La Collectivité informe son assureur, lors de la mise en place d'une Collecte séparée de DEEE, de la présence sur les Points d'enlèvement de contenants mis à disposition par l'Eco-organisme Référent. Elle en fait de même, en cas de mise à disposition de Containers pendant la phase de test.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

La Collectivité veille à ce qu'un de ses agents (ou son prestataire) soit présent aux horaires d'accès convenus entre la Collectivité et le prestataire d'enlèvement désigné par l'Eco-organisme Référent, afin, notamment, de valider les bordereaux d'enlèvement.

Par exception, la Collectivité, sous réserve de l'accord de l'Eco-organisme Référent et de ses prestataires logistiques, peut valider une collecte en l'absence de l'agent de la Collectivité.

### 4.3. Obligation de la Collectivité au titre des DEEE issus des EEE non réutilisés prélevés sur la Zone de réemploi

La Collectivité doit s'assurer au travers de sa convention avec chaque Structure de l'Economie sociale et solidaire prélevant des DEEE sur sa ou l'une de ses Zones de réemploi que cette Structure de l'ESS a, au préalable, conclu un contrat de partenariat avec au moins un Eco-organisme.

Il est précisé d'une part, que chaque Eco-organisme fait figurer sur son site web, la liste, arrêtée à une date qui est précisée, et mise régulièrement à jour, des Structures de l'ESS avec lesquelles il a conclu un contrat de partenariat.

D'autre part, chaque Eco-organisme communique à toute Structure de l'ESS avec laquelle il a conclu un contrat de partenariat sur demande de cette dernière, une attestation de partenariat.

L'Eco-organisme Référent informe la Collectivité, dans les meilleurs délais, s'il retire son référencement à une Structure de l'ESS dont il sait qu'elle opère des prélèvements sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité. Dans une telle hypothèse, la Collectivité ne pourra plus autoriser cette Structure de l'ESS à opérer des prélèvements sur sa ou ses Zones de réemploi.

La Collectivité peut demander à l'Eco-Organisme Référent d'instruire la demande de partenariat d'une Structure de l'ESS spécifique.

### 4.4. Prendre les dispositions relatives à la protection du gisement de DEEE

La Collectivité prend les mesures d'ordre public nécessaires afin d'assurer la sûreté des personnes (usagers, prestataires par exemple) sur les Points d'enlèvement. Elle décide également des moyens matériels adaptés afin de réduire les vols et pillages de DEEE sur les Points d'enlèvement, dans la limite de ses contraintes économiques. Elle peut pour cela faire établir un diagnostic par les référents sûreté ou établir elle-même un diagnostic et suivre les préconisations de l'outil Protection du Gisement mis à disposition par l'Eco-organisme Référent, par l'intermédiaire d'OCAD3E.

Les modalités de l'accès à l'outil sont précisées en Annexe 2.

La réalisation d'un diagnostic au moyen de l'outil Protection du Gisement et le Marquage GEM Froid et Hors Froid sont des prérequis pour l'éligibilité au versement de la compensation au titre de la protection du gisement des DEEE selon les conditions définies dans le barème annexé en Annexe 7 au présent contrat.

Le marquage du GEM Froid et Hors Froid est effectué par la Collectivité avec les outils mis à disposition par l'Eco-organisme Référent.

Si la protection du gisement sur le ou les Points d'enlèvement ne peut pas être assurée par les mesures mises en œuvre par la Collectivité, celle-ci en informe l'Eco-organisme Référent et examine avec celui-ci les mesures susceptibles d'améliorer la situation.

### 4.5. Garantir les conditions de mise à disposition des DEEE collectés séparément

La Collectivité s'engage à respecter les conditions de mise à disposition des DEEE collectés séparément définis en Annexe 5 et à déclencher les enlèvements dans le respect du Scénario du Point d'enlèvement retenu pour chaque Point d'enlèvement.

Elle veille à éviter les incidents susceptibles de perturber l'organisation des enlèvements :

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

- Impossibilité d'accéder au Point d'enlèvement ;
- dégradation anormale ou vol des contenants fournis ;
- dégradation des DEEE ;
- quantité de DEEE à enlever nettement différente des seuils d'enlèvement ;
- non-respect des consignes de tri par flux ;
- présence d'autres déchets en quantité significative dans les lots enlevés.

Lorsque l'Eco-organisme Référent constate de façon récurrente l'un des incidents mentionnés ci-dessus perturbant l'enlèvement, il en informe la Collectivité qui prend les mesures correctives nécessaires, telles que l'amélioration de la formation de ses agents ou de ses prestataires assurant la gestion de la déchèterie.

### 4.6. Collaborer aux Collectes de proximité organisées par l'Eco-organisme Référent

La Collectivité collabore étroitement avec l'Eco-organisme Référent dans le cadre des Collectes de proximité que l'Eco-organisme Référent peut être amené à organiser sur le territoire de la Collectivité, dans les conditions et selon les modalités définies et décrites au Cahier des charges des Eco-organismes et au 3.7 ci-avant.

## Article 5 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE ET ENGAGEMENT DE [_____]

OCAD3E, l'organisme coordonnateur agréé pour la filière à responsabilité élargie des producteurs d'EEE suit, en particulier, les quantités de déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers qui sont collectés par les éco-organismes agréés pour les EEE qui relèvent des catégories 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement.

Dans ce cadre, OCAD3E a, notamment, pour mission de répartir les obligations de collecte de déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers issus d'EEE relevant des catégories précitées incombant aux éco-organismes agréés concernés, selon une répartition des zones géographiques du territoire national sur lesquelles chacun des éco-organismes concernés est tenu d'assurer la prise en charge des coûts de collecte des DEEE supportés par les collectivités territoriales et leurs groupements et la reprise des DEEE ainsi collectés par ces collectivités territoriales et leurs groupements.

La proposition de répartition des zones géographiques du territoire national susmentionnée est élaborée par l'organisme coordonnateur en concertation avec un comité de conciliation associant des représentants de collectivités territoriales chargés du service public de gestion des déchets, puis présentée pour accord à l'autorité administrative.

A la date des présentes, le comité de conciliation est composé d'OCAD3E, l'organisme coordonnateur de la filière à responsabilité élargie du producteurs d'EEE, de l'Association des Maires de France et des Présidents d'intercommunalité (AMF), du Cercle National du Recyclage (CNR) et d'Amorce.

C'est en application de la répartition des zones géographiques du territoire national arrêtée par le comité de conciliation et ayant reçu l'accord de l'autorité administrative le _____ qu'il appartient à [_____] d'assurer la prise en charge des coûts de collecte des DEEE supportés par la Collectivité et la reprise des DEEE ainsi collectés par cette dernière.

L'équilibrage entre les obligations de collecte de déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers issus d'EEE relevant des catégories, 1, 2, 4, 5, 6 et 8 mentionnées au II de l'article R.543-172 du code de l'environnement de chacun des éco-organismes agréés pour ces catégories pourrait, le cas échéant, nécessiter, dans l'avenir, que des ajustements soient apportés à la répartition des zones géographiques actuellement arrêtée et que ces ajustements puissent conduire à un changement de l'identité de l'éco-organisme agréé tenu d'assurer la prise en charge des coûts de collecte des DEEE supportés par la Collectivité et la reprise des DEEE ainsi collectés par cette dernière.

La société [_____] intervient aux présentes d'une part, pour déclarer que si un tel changement devait intervenir pendant la durée du présent contrat, elle s'engage irrévocablement à poursuivre l'exécution du présent contrat, en lieu et place de la société [_____].

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

Dans les 30 jours à compter de la date à laquelle la nouvelle répartition des zones géographiques du territoire national aura reçu l'accord de l'autorité administrative, si conformément à cette nouvelle répartition des zones géographiques, l'identité de l'éco-organisme agréé tenu d'assurer la prise en charge des coûts de collecte des DEEE supportés par la Collectivité et la reprise des DEEE ainsi collectés par cette dernière doit changer, la société Ecologic et la société ecosystem s'engagent irrévocablement à conclure, à cette fin, un contrat de cession du présent contrat, par l'effet duquel [_____] cèdera à [_____] sa qualité de partie au contrat en charge de l'exécution du présent contrat ( Eco-organisme Référent).

Aux termes de ce contrat de cession, [_____] déclarera, en outre, qu'en cas de nouvelle modification ultérieure de la répartition des zones géographiques du territoire national, pendant la durée du présent contrat, si cette modification devait conduire à nouveau au changement de l'identité de l'éco-organisme agréé tenu d'assurer la prise en charge des coûts de collecte des DEEE supportés par la Collectivité et la reprise des DEEE ainsi collectés par cette dernière, s'engager irrévocablement à poursuivre l'exécution du présent contrat, en lieu et place de la société [_____].

La Collectivité déclare expressément donner par avance son accord à la cession du présent contrat entre la société [_____] et la société [_____].

D'autre part, la société Ecologic et la société ecosystem s'obligent irrévocablement, chacune en ce qui la concerne, à prendre conjointement, si un tel changement devait intervenir pendant la durée du présent contrat, toutes les mesures nécessaires pour que ce changement s'opère tout en assurant à la Collectivité la continuité du service de prise en charge des DEEE collectés par elle et pour limiter autant que possible les perturbations d'ordre technique.

## Article 6 : GESTION DES INCIDENTS ET PROCEDURE DE CONCERTATION

La Collectivité et l'Eco-organisme Référent s'informent réciproquement des incidents concernant la collecte, la mise à disposition et l'enlèvement des DEEE collectés séparément (fermeture du Point d'enlèvement lors de l'enlèvement, retard du prestataire chargé de l'enlèvement, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des contenants par exemple).

En cas d'incidents récurrents du fait de la Collectivité ou de l'Eco-organisme Référent, l'Eco-organisme Référent organise une rencontre avec la Collectivité, afin d'examiner les causes de ces incidents et les moyens d'améliorer l'organisation des enlèvements. Les deux Parties examinent ensemble les moyens nécessaires pour remédier à la situation. A l'issue de cette réunion, l'Eco-organisme établit un compte-rendu de la réunion et communique à l'appui de celui-ci, les moyens nécessaires pour remédier à la situation et le plan d'actions pour la mise en œuvre de ces moyens qui ont soit, (i) été arrêtés d'un commun accord entre les Parties, soit, (ii) à défaut d'accord entre les Parties, qu'il mettra en œuvre pour remédier aux dysfonctionnements relevés s'il en est à l'origine, soit qu'il préconise à la Collectivité de mettre œuvre si cette dernière est à l'origine des dysfonctionnements constatés.

## Article 7 : RECOURS A DES TIERS

Chacune des Parties veille à ce que les tiers, agissant pour son compte, respectent les clauses du présent contrat :

- l'Eco-organisme Référent respecte le présent contrat et veille à ce qu'il soit respecté par ses prestataires ;
- la Collectivité procède aux modifications de ses contrats de prestations, afin de faire respecter par ses prestataires le présent contrat ; elle en intègre les dispositions dans la rédaction de ses nouveaux marchés relatifs à la collecte des DEEE.

Chacune des Parties est directement responsable vis-à-vis de l'autre Partie de l'exécution des clauses du présent contrat par des tiers agissant pour son compte. Elle fait son affaire du règlement d'éventuels dysfonctionnements résultant de l'action d'un tiers agissant pour son compte.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DE LA REUTILISATION**

La Collectivité a la possibilité de mettre en place une Zone de réemploi sur ses Points d'enlèvement de type « Déchèterie ».

La Collectivité reconnaît que la traçabilité des DEEE prélevés par la ou des Structures de l'ESS sur la ou sur chaque Zone de réemploi qu'elle met en place, permet :

- aux Eco-organismes de réaliser les opérations de dépollution et de recyclage sur la part non réutilisable des DEEE ainsi prélevés sur la ou sur chaque Zone de réemploi mise en place par la Collectivité ;

- à chaque Eco-organisme de verser aux Structures de l'ESS qu'il a référencées, dans le cadre du fonds réemploi-réutilisation, le soutien au titre des équipements réutilisés issus de ces prélèvements sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité.

Ce faisant, la Collectivité accepte que le versement par l'Eco-organisme Référent à la Collectivité du soutien à la Zone de réemploi et du soutien à la collecte au titre des DEEE prélevés sur la ou les Zones de réemploi, prévus au barème annexé en Annexe 7 du présent contrat, soit soumis à la condition que la Collectivité remplisse et respecte les conditions suivantes :

(i) La ou les Zones de réemploi mises en place par la Collectivité peuvent être soit une ou des « Zones de réemploi permanentes », soit une ou des « Zones de réemploi ponctuelles » conformément à la définition donnée à l'article 1 du présent contrat ;

(ii) La ou les Structures de l'ESS autorisées à prélever des DEEE ménagers sur la Zone ou les Zones de réemploi de la Collectivité, doivent avoir conclu, préalablement à tout prélèvement, un contrat de partenariat avec un Eco-organisme ;

(iii) La Collectivité doit avoir, pour sa part, conclu avec la Structure de l'ESS concernée, ou, en cas de pluralité, avec chacune des Structures de l'ESS concernées, un contrat imposant notamment à la Structure de l'ESS contractante de :

(a) si elle a conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, déclarer à l'Eco-organisme Référent, après avoir pesé les DEEE qu'elle a prélevées sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité, les données relatives aux masses de DEEE ainsi prélevés ;

(b) si elle a conclu un contrat de partenariat avec l'Eco-organisme Référent, déclarer à l'Eco-organisme Référent, les appareils effectivement réutilisés issus des DEEE qu'elle a prélevés sur la ou les Zones de réemploi de la Collectivité ;

(c) s'interdire de démanteler à des fins de valorisation matière ou de vente de pièces détachées les équipements qu'elle a prélevés sur la ou les Zones de réemploi ;

(d) solliciter que l'Eco-organisme Référent enlève, dans ses ateliers, les DEEE issus de ses opérations de Réutilisation effectuées sur des DEEE qu'elle a prélevés sur la ou une Zone de réemploi de la Collectivité, étant précisé que cet enlèvement sera sans frais pour la Structure de l'ESS concernée et sans soutien versé à son bénéfice ;

(e) si elle opère sur des DEEE ménagers provenant de zones de remploi de plusieurs collectivités, de solliciter que les éco-organismes référents pour chaque Collectivité concernée enlèvent les déchets issus des opérations de réemploi rattachés aux prélèvements effectués sur les zones de réemploi de chacune de ces collectivités dans ses locaux étant précisé que ces enlèvements seront sans frais pour la Structure de l'ESS et sans soutien versé à son bénéfice ;

(iv) Toute Zone de réemploi permanente doit respecter les conditions de fonctionnement suivantes :

- la surveillance de la zone (par principe par un agent de la déchèterie, voire par la Structure de l'ESS en contrat avec un Eco-organisme comme dit ci-dessus présente sur site) ;

- le pré-tri sur la zone avant enlèvement ;

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

- le prélèvement autorisé uniquement à une ou des Structures de l'ESS en contrat avec un Eco-organisme ;

- la fréquence de collecte adaptée à la fois à la déchèterie et à la Structure de l'ESS ;

(v) Toute Zone de réemploi ponctuelle doit respecter les mêmes conditions que celles mentionnées ci-dessus et définir un jour de dépôt qui doit être ponctuel ;

## Article 9 : REGIME DES RESPONSABILITES

Les DEEE collectés séparément sont placés sous la responsabilité de la Collectivité lorsqu'ils sont situés sur les Points d'enlèvement. A compter du chargement des DEEE dans le véhicule de transport du prestataire de l'Eco-organisme Référent lors de leur enlèvement par l'Eco-organisme Référent (ou par son prestataire) sur le Point d'enlèvement de la Collectivité, ils sont la propriété de l'Eco-organisme Référent et passent sous sa responsabilité. Ce dernier s'assure de leur transport, de leur traitement et de leur élimination dans des conditions conformes avec les principes du développement durable. Le transfert de propriété et de responsabilité a lieu lors du chargement du véhicule effectuant l'enlèvement des DEEE sur le Point d'enlèvement à la signature du bordereau d'enlèvement par la Collectivité.

Les contenants (en dehors des Containers acquis par la Collectivité) mis à disposition de la Collectivité restent la propriété de l'Eco-organisme Référent. La Collectivité en assure la garde durant leur présence sur le Point d'enlèvement.

## Article 10 : OBLIGATIONS GENERALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et l'Eco-organisme Référent prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R.543-187 du code de l'environnement. Ils informent les utilisateurs d'équipements électriques et électroniques :

- de l'obligation de ne pas mélanger les déchets d'équipements électriques et électroniques avec les déchets municipaux non triés ;
- des systèmes de collecte et de reprise d'équipements électriques et électroniques usagés mis à leur disposition ;
- des effets potentiels sur l'environnement et la santé humaine de la présence de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques ;
- de la priorité à donner à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des d'équipements électriques et électroniques ;
- du rôle respectif des différents acteurs dans le réemploi des équipements électriques et électroniques, la réutilisation, la réparation, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- de la signification du symbole prévu à l'article R. 543-177 du code de l'environnement.

## Article 11 : PRISE D'EFFET, DUREE ET VALIDITE DE LA PRESENTE CONVENTION

Le présent contrat prend effet à compter rétroactivement du 1er juillet 2022.

Il est conclu pour une durée commençant rétroactivement le 1er juillet 2022 et prenant fin le 31 décembre 2027.

Par exception à ce que dit ci-avant, le présent contrat prendra fin de plein droit avant son échéance normale, en cas de retrait par les Pouvoirs publics ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément de l'Eco-organisme Référent en cours à la date de signature du présent contrat, et ce à compter de la date de retrait ou de la date d'échéance de l'agrément de l'Eco-organisme Référent.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT**

Le présent contrat peut être modifié, par avenant signé par les deux Parties :

- En cas de modification du contrat type, validée par les représentants des collectivités et par les représentants des Eco-organismes de la filière DEEE ;
- En cas de modification des conditions de l'agrément des Eco-organismes de la filière DEEE et notamment de modification du Cahier des charges des Eco-organismes.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Annexes 1 et 5 pour lesquelles il est procédé comme dit au 3.1.1. ci-avant.

**Article 13 : RESILIATION DU PRESENT CONTRAT**

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, le présent contrat peut être résilié à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai de trois mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet.

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le présent contrat, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée, à charge d'en informer l'Eco-organisme Référent par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prendra effet à compter de la date de réception de la lettre de résiliation par l'Eco-organisme Référent. Dans ce cas, la Collectivité restituera à l'Eco-organisme Référent les contenants fournis.

Le présent contrat est résilié de plein droit en cas de retrait ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément de l'Eco-organisme Référent en cours à la date de signature du présent contrat, et ce à compter de la date à laquelle l'agrément de l'Eco-organisme Référent a cessé.

**Article 14 : CONSEQUENCES DE LA CESSATION DU CONTRAT**

En cas de fin du présent contrat quelle qu'en soit la cause, sauf à ce que la Collectivité conclut un nouveau contrat avec l'Eco-organisme Référent portant notamment sur l'enlèvement par l'Eco-organisme Référent des DEEE collectés par la Collectivité sur ses Points d'enlèvement listés en Annexe 4, la Collectivité devra remettre au prestataire désigné à cet effet par l'Eco-organisme Référent les contenants et, le cas échant, le ou les Containers mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme Référent et propriété de ce dernier.

En cas de fin du présent contrat quelle qu'en soit la cause, l'Eco-organisme devra verser à la Collectivité, dans les 30 jours de la réception par lui du ou des titres de recette correspondant, le montant des compensations financières dû, sur la base du barème annexé en Annexe 7 au présent contrat, par l'Eco-organisme Référent à la Collectivité au titre de l'exécution du présent contrat pour la période antérieure à la date à laquelle celui-ci aura pris fin.

**ARTICLE 15 : REGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges éventuels, qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable, sont déférés devant la juridiction compétente.

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

**Variante** : Version signature manuscrite

*Fait à ..... le.....*

*En quatre exemplaires originaux,*

*dont deux pour la Collectivité, un pour l'Eco-organisme Référent et un pour [_____]*

**Variante** : version signature électronique :

*Le présent contrat est signé conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, par l'intermédiaire du prestataire « DocuSign.*

Pour la Collectivité
son Président

Pour [_____]
M [_____]

Pour [_____]
M [_____]

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_23-DE

## ANNEXES

**LISTE DES ANNEXE**

Annexe 1 : Eléments d'identification et de qualification de la Collectivité
Annexe 2 : Outil de diagnostic Protection du Gisement
Annexe 3 : Dépenses de communication
Annexe 4 : Liste des Points d'enlèvement - données de Territeo
Annexe 4 bis : Liste des Points d'enlèvement - données hors Territeo
Annexe 5 : Modalités d'enlèvement des DEEE par l'Eco-organisme Référent
Annexe 6 : Coordonnées des Contacts administratif et technique de l'Eco-organisme Référent de la Collectivité
Annexe 7 : Barèmes des compensations financières
Annexe 8 : Procédure de gestion de catastrophes naturelles de l'Eco-organisme Référent

Projet

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_24-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/24
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## AVENANT AU PROCÈS-VERVAL DE MISE À DISPOSITION DE LA DÉCHETTERIE DE BAGNOLS-EN-FORÊT

Dans le cadre du transfert de la compétence déchets et assimilés à la communauté de communes du Pays de Fayence, la commune de Bagnols-en-forêt a approuvé, par délibération en date du 11 février 2021, la mise en disposition deux parcelles sur lesquelles la déchetterie est implantée à savoir la parcelle D800 d'une contenance de 5389 m2 et une parcelle D 799 d'une contenance de 4611 m2 ainsi que les équipements permettant l'exercice de ladite compétence. Cette mise à disposition a été acceptée par le Conseil communautaire par délibération DCCn°210316/28 du 16 mars 2021. La surface des deux parcelles mises à disposition n'est cependant pas utilisée par la communauté de communes et n'est donc pas affectée en totalité à l'exercice de la compétence déchet
C'est la raison pour laquelle un découpage des parcelles a été réalisée afin de différencier ce qui est réellement affecté à la déchetterie permettant ainsi de libérer un espace pouvant être repris en gestion par la commune
Le Président présente le projet d'avenant et le plan joint.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121-11 ;
**VU** les articles L. 5211-5, III, L. 5211-17 et L. 1321-2, du Code Général des Collectivités Territoriales, ;
**VU** la délibération n°1 du conseil municipal du 11 février 2021 ;
**VU** la délibération du conseil communautaire DCC n°210316/28 du 16 mars 2021 ;

**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** l'avenant au procès-verbal de transfert de la déchetterie joint en annexe ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toute disposition, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

Rene UGO
Président

**AVENANT AU PROCÈS -VERBAL DE MISE À DISPOSITION DE LA DÉCHETTERIE DE BAGNOLS-EN-FORÊT À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNE DU PAYS DE FAYENCE**

Entre :

**La « Communauté de Communes du Pays de Fayence»**, communauté de communes dont le siège est Mas de Tassy 1849, Route Départementale 19, 83440 TOURRETTES, Représentée par son Président, René Hugo, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil de la Communauté en date du…..

Ci-après dénommée « la Communauté de communes »

D'une Part,

Et :

**La Commune de Bagnols-en-forêt**, ayant son siège 1 place de l'Hôtel de Ville, 83600 Bagnols-en-forêt Représentée par son Maire, René Bouchard, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal en date du ...

Ci-après dénommée « la Commune »

D'autre part.

Préambule

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5211-5-III, L.5211-17 et L.5211-18-I ;

- Vu les trois premiers alinéas de l'article L.1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L.1321-2 et les articles L.1321-3 à L.1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Vu l'arrêté 29 octobre 2019, de la Préfecture du Var actant le transfert de la compétence déchets et assimilés à la communauté de communes du Pays de Fayence,

-Vu les statuts de la communauté de communes du Pays de Fayence,

- Considérant qu'en application de l'article L. 5211-5-III du code général des collectivités territoriales, « le transfert des compétences entraîne de plein droit l'application à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice, ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés à la date du transfert, des dispositions des trois premiers alinéas de l'article L. 1321-1, les deux premiers alinéas de l'article L. 1321-2 et les articles L. 1321-3, L. 1321-4 et L. 1321-5 du Code Général des Collectivités Territoriales » ;

- Considérant que l'article L. 1321-1 du code général des collectivités territoriales dispose que « le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour l'exercice de cette compétence » ;

Article 1er : objet de l'avenant

La présente convention a pour objet de modifier l'emprise de la mise à disposition à la Communauté de communes des parcelles assiettes de la déchetterie de Bagnols-en-forêt nécessaires à l'exercice de la compétence déchets et assimilés

Toutes les autres dispositions restent inchangées

Article 2 : consistance des biens

La commune met à disposition de la Communauté de communes les parcelles cadastrées A 799 et A800 selon le plan joint en annexe.

L'emprise de la déchetterie est délimitée par une clôture

La Communauté de communes peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'additions de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des parcelles mises à disposition

La Communauté s'engage cependant avant de procéder aux travaux à en aviser la Commune

Article 3 : Responsabilité

La Communauté de communes reconnaît assumer la responsabilité pécuniaire des dommages causés au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 4 : caractère gratuit de La mise à disposition

Conformément à l'article L. 1321-2 du code général des collectivités territoriales, la mise à disposition des bâtiments affectés à la compétence scolaire a lieu à titre gratuit.

Article 5 : La durée de La mise à disposition

La présente convention prendra fin lorsque les parcelles mises à disposition ne seront plus affectées à la mise en œuvre de la compétence déchets. Ces biens désaffectés retournent dans le patrimoine de la Commune, qui recouvre l'ensemble de ses droits et obligations. Les biens sont restitués à la commune pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par la Communauté. La Communauté est seulement propriétaire des biens mobiliers qu'elle a renouvelés : la Commune ne peut se prévaloir d'un droit de retour sur ces biens mobiliers ainsi renouvelés.

La mise à disposition prend fin lors de la désaffectation des biens à la compétence déchet conformément à l'article L. 1321-3 du code général des collectivités territoriales, et en cas de restitution de la compétence scolaire à la Commune, de retrait de la Commune et de dissolution de la Communauté, conformément à l'article L. 5211 du code général des collectivités territoriales.

Article 6: entrée en vigueur de La convention

La présente convention entrera en vigueur dès sa signature

Article 7 : Litiges relatifs à La présente convention

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon. Les parties s'engagent cependant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait le XXXX à XXXXX, en deux exemplaires originaux

| | |
|---|---|
| Pour la Communauté de communes | Pour la Commune |
| Le Président | Le Maire |

DEPARTEMENT DU VAR

COMMUNE DE BAGNOLS EN FORET

*Lieu-dit: " MALVOISIN ET TRAVERSE "*

# PLAN DE PIQUETAGE JOINT A UN BAIL

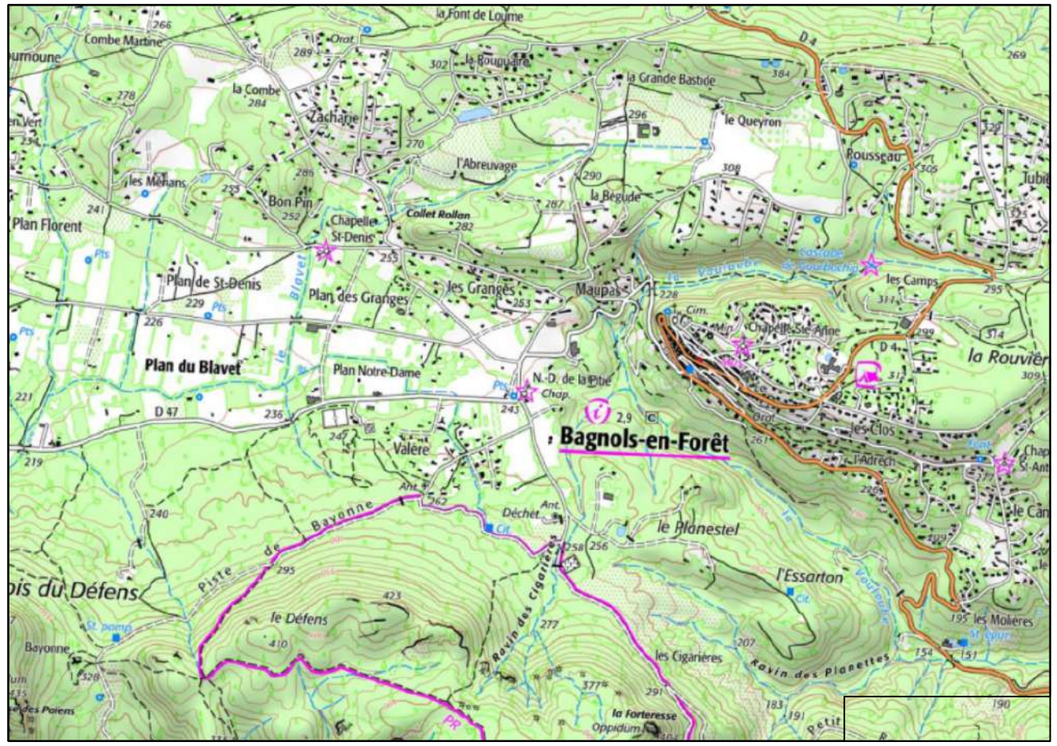
## de la propriété de La Commune de Bagnols en Foret

*Cadastrée section D n°743, 799 et 800*

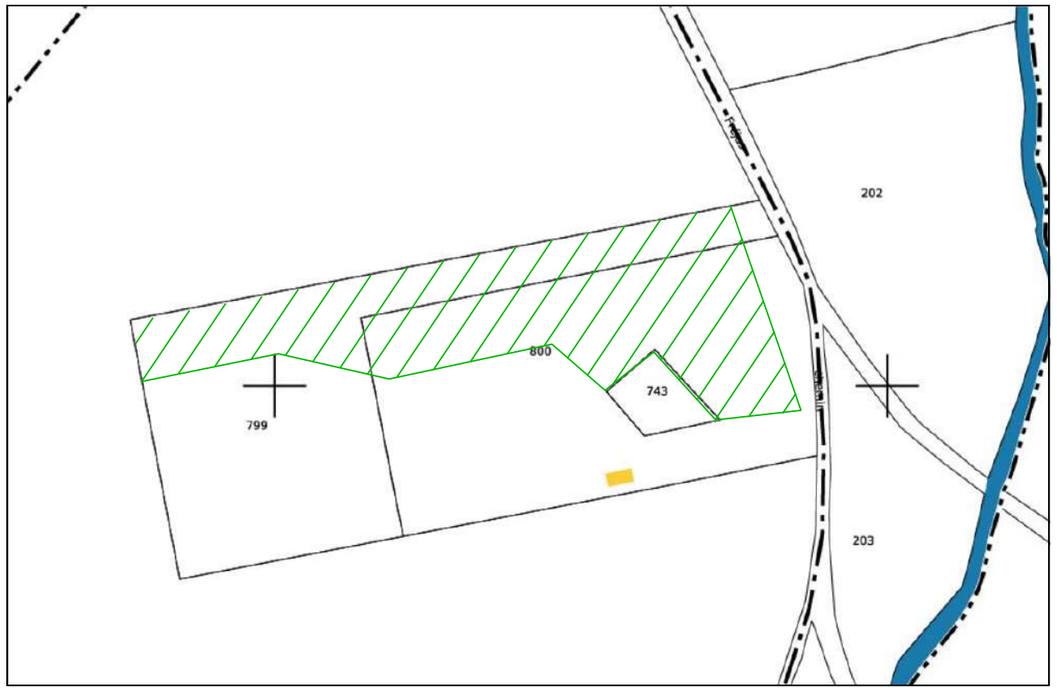
ECHELLE: 1/250


*Dressé le 16 septembre 2023*
SELARL AR & associés
*Géomètres - Experts Fonciers D.P.L.G.*
*Bureau secondaire : 64, Chemin de Draguignan*
*Hameau de la Blanquerie, n°3 - 83440 FAYENCE*
*Tél: 04.94.76.11.42 - Fax: 04.94.76.15.79*
*Réf: FA - VA - GR - 23.0.6829.00*


*Plan de situation au 1/25000*




*Extrait cadastral au 1/1500*



*Etat des lieux réalisé le 27 septembre 2023*

E= 1998.150 E= 1998.200 E= 1998.250

N= 2265.600 N= 2265.550 N= 2265.500

O=N=E

N°776
Commune de Bagnols en Foret

509 Borne Existante
510 Piquet Bois
511 Piquet Bois
512 Piquet Bois
513 Piquet Bois
514 Piquet Bois
515 Borne Existante
516 Borne Existante
517
508 Marque Peinte
507 Piquet Bois
506
505
504 Angle clôture
503 Angle clôture
502 Angle clôture
501 Angle Pilier
500
520
521
522

-34.38- -19.48- -24.15- -39.23- -30.46- -9.54- -10.04- -10.01- -10.00- -14.37- -38.54- -20.00- -46.71- -16.94- -15.00- -24.08- -42.36- -17.61- -7.03-

N°799
Commune de Bagnols en Foret

N°800
Commune de Bagnols en Foret

N°743
TDF

Borne Existante
Borne Existante
Borne Existante

Chemin des MEULES

Clôture de Chantier

N°776
Commune de Bagnols en Foret

*Numérisation des points de repère*

| MAT | X | Y | Matricule |
|---|---|---|---|
| 509 | 1998112.70 | 2265617.74 | Borne |
| 520 | 1998277.22 | 2265623.51 | Bouche à Clé |
| 521 | 1998283.56 | 2265592.56 | Bouche à Clé |
| 522 | 1998125.88 | 2265554.69 | Angle Cloture |

*Numérisation de l'emprise du bail:*

| Matricule | X | Y | Matérialisation |
|---|---|---|---|
| 500 | 1998281.28 | 2265598.86 | Marque peinte |
| 501 | 1998274.35 | 2265597.69 | Angle clôture |
| 502 | 1998256.98 | 2265594.75 | Angle clôture |
| 503 | 1998240.60 | 2265612.40 | Angle clôture |
| 504 | 1998229.61 | 2265602.19 | Angle clôture |
| 505 | 1998218.08 | 2265614.61 | Angle clôture |
| 506 | 1998172.33 | 2265605.17 | Angle clôture |
| 507 | 1998153.35 | 2265611.46 | Piquet Bois |
| 508 | 1998115.60 | 2265603.67 | Marque peinte |
| 509 | 1998112.70 | 2265617.74 | Borne existante |
| 510 | 1998146.37 | 2265624.69 | Piquet Bois |
| 511 | 1998165.45 | 2265628.63 | Piquet Bois |
| 512 | 1998189.09 | 2265633.51 | Piquet Bois |
| 513 | 1998227.51 | 2265641.44 | Piquet Bois |
| 514 | 1998257.34 | 2265647.60 | Piquet Bois |
| 515 | 1998266.68 | 2265649.52 | Borne existante |
| 516 | 1998269.60 | 2265639.92 | Borne existante |
| 517 | 1998259.81 | 2265637.90 | Borne existante |

*Projet d'emprise du bail*
*S=3995m²*

*Limite suivant le plan de division de la propriété de la Commune*
*Dressé le 8 novembre 2017 par M. Stephane POLO*
*Géomètre expert à St Raphaël REF:8629*

*Application cadastrale (non garantie)*

*NOTA : -Les éléments de délimitation non renseignés figurant sur ce plan ne sont que provisoires, jusqu'à leur confirmation par procédure de bornage amiable.*

## *Légende :*

- *Mur berge*
- *Talus*
- *Mur*
- *Clôture*
- *Bâtiment*
- *Ruine*
- *Regard*
- *Bouche à clé*
- *Borne incendie*
- *Grille pluviale*
- *Coffret E.D.F.*
- *Compteur d'eau*
- Borne — *Borne existante*
- Borne — *Borne implantée*
- Pqt fer — *Pqt fer existant*
- m.p. — *Marque à la peinture*
- *Pylône E.D.F.*
- *Poteau P.T.T.*
- *Candélabre*

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 4- EAUX & ASSAINISSEMENT

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_25-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/25
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DU PROGRAMME DE COOPERATION INTERNATIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU AVEC L'ASSOCIATION « LES AMIS DU DOCTEUR BELLETRUD »

---

L'association « Les amis du docteur Belletrud » a pour but notamment d'apporter aux pays d'Afrique une aide technique dans le secteur de l'hydraulique villageoise. Dans ce cadre, elle réalise depuis plusieurs années un programme de construction de puits facilitant l'accès à l'eau dans divers villages du Burkina Faso.

Un projet de construction de 6 puits devait être lancé en 2022 avec le soutien financier de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, de la Régie des eaux du canal Belletrud, de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et de la Communauté de Communes du Pays de Fayence. A ce titre, le conseil communautaire a approuvé le 28 juin 2022 le versement d'une subvention de 3000 euros à l'association « Les amis du docteur Belletrud » ;

Cependant, suite à la défection de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, le projet a été redimensionné à 3 puits sur les communes de Dissin, Oronkua, Dano et/ou Diebougou. L'association a sollicité l'aide financière de la Régie des eaux du canal Belletrud, de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Les communes bénéficiaires participent également à hauteur de leurs moyens.
Dans le respect du code général des collectivités territoriales, il est proposé d'associer la Communauté de Communes du Pays de Fayence chargée du service public de distribution d'eau potable à cette action de coopération et de solidarité avec ces collectivités territoriales étrangères et de proposer une subvention à hauteur de 3000 euros.
Le Président précise que le versement de la subvention votée en 2022 n'a pas eu lieu et présente le nouveau projet de convention d'objectifs et de moyens à intervenir entre la CCPF et l'association « Les amis du docteur Belletrud ».

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** la loi n° 2005-95 du 9.02.2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement;
**VU** l'article L 1115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales;
**VU** la délibération du conseil communautaire n° 220628/21 du 28 juin 2022 ;
**VU** les travaux du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux du Pays de Fayence du 1er décembre 2023;

Envoyé en préfecture le 18/12/2023
Reçu en préfecture le 18/12/2023
Publié le 18 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_25-DE

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ (2 abstentions : F. CAVALLIER – A. COURANT) :**

- **AUTORISE** le versement d'une subvention de 3000 euros à l'association « Les amis du docteur Belletrud » ;
- **DÉCIDE** d'approuver les termes de la convention d'objectifs et de moyens à intervenir entre la CCPF et l'association « Les amis du docteur Belletrud » pour la coopération internationale pour la réalisation de puits pour l'accès à l'eau potable pour les communes du Burkina Faso : Dissin, Oronkua, Dano et/ou Diebougou ;
- **AUTORISE** le Président à signer ladite convention et tout document y afférent ;
- **PRÉCISE** que les crédits correspondants ont été prévus au budget annexe de l'eau à l'article 6742 subvention exceptionnelle d'équipement.
- **AUTORISE** le Président à prendre toute disposition, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

**La Communauté de communes du Pays de Fayence**

Représentée par son président
**Monsieur René UGO**

**L'association Les Amis du docteur Belletrud**

Représentée par son Vice-Président
**Monsieur Michel Froeschlé**

❖ ❖ ❖ ❖ ❖

# CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

## ENTRE LA COMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE & L'ASSOCIATION « LES AMIS DU DOCTEUR BELLETRUD » :

## « COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LA RÉALISATION DE PUITS POUR L'ACCÈS A L'EAU POTABLE POUR LES COMMUNES DU BURKINA FASO : DISSIN, ORONKUA, DANO ET/OU DIEBOUGOU ».

**- Programme 2022/2023 -**

**S O M M A I R E**


- CONVENTION
- ANNEXE :

  Délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes du Pays de Fayence en date du 13 décembre 2023

**Préambule :**

L'Association « Les Amis du Docteur Belletrud », régie par la loi de 1901 et déclarée à la préfecture des Alpes-Maritimes le 14 septembre 1948, a pour but, notamment, d'apporter aux pays d'Afrique une aide technique dans le secteur de l'hydraulique villageoise.

Compte tenu de l'intérêt que représente l'activité de cette association sur le plan humanitaire et des moyens financiers limités dont elle dispose pour mener à bien ses actions, la Communauté de communes du Pays de Fayence, gestionnaire du service public d'eau potable du territoire, et l'Association « Les Amis du Docteur Belletrud » souhaitent unir leurs efforts.

Considérant que, conformément à la loi N° 2005-95 (J.O. du 10-02-2005) relative à la coopération intercommunale, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale, les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'Eau potable et d'Assainissement peuvent, dans la limite de 1 % des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'Eau et de l'Assainissement.

Entre

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**, représentée par son Président monsieur René UGO, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés, par délibération du 13 décembre 2023, désignée ci-après par « CCPF » d'une part,

et

**l'Association « LES AMIS DU DOCTEUR BELLETRUD »**, ci-après désignée par « l'Association », d'autre part,

il a été convenu et arrêté conjointement ce qui suit :

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la CCPF et l'Association unissent leurs efforts dans la perspective de réaliser la construction de puits pour l'accès à l'eau pour les communes de Dissin, Oronkua, Dano et/ou Diebougou au Burkina Faso.

## ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE

La CCPF s'engage à soutenir l'action dont l'Association s'assigne la réalisation.

**ARTICLE 3** – **CONCOURS FINANCIER**

Pour permettre à l'Association de mener à bien l'objectif qu'elle se fixe et qui représente un intérêt humanitaire et de solidarité internationale dans les domaines de l'Eau et de l'Assainissement, la CCPF attribue à l'Association un concours financier sous forme d'une subvention d'un montant de 3000 euros votée par le Conseil communautaire de la communauté de communes du Pays de Fayence en date du 13 décembre 2023.

**ARTICLE 4** – **OBLIGATION DE L'ASSOCIATION**

En contrepartie du concours financier apporté par la CCPF, l'Association s'engage à mettre en œuvre l'action, objet de la présente convention qui justifie l'aide apportée.

Elle s'engage en outre à :

- ➢ justifier à la demande de la CCPF de l'exécution des actions et de l'utilisation des subventions reçues ;
- ➢ fournir un bilan détaillé de l'opération ;
- ➢ tenir une comptabilité rigoureuse (registres, livres, pièces justificatives, …) ;
- ➢ restituer à la CCPF les subventions perçues si leur affectation n'était pas respectée.

**ARTICLE 5** – **OBLIGATIONS STATUTAIRES**

L'Association dispose de statuts précisant clairement ses conditions de fonctionnement, ses organes de gestion, les conditions de restitution de subventions en cas de dissolution.

**ARTICLE 6 - DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature. Elle est contractée pour l'action précitée.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques souscrits par la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit, par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure.

A……..le…….. A……..le……

Le Vice-Président de l'Association Le Président de la CCPF

Michel FROESCHLE René UGO

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_26-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/26
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

---

## MODIFICATION DU TAUX DE LA REDEVANCE POUR PRÉLÈVEMENT SUR LA RESSOURCE EN EAU DE L'AGENCE DE L'EAU RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE

---

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**VU** l'article L 213-10-9 du Code de l'Environnement instituant la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;
**VU** l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées ;
**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de la Gestion des Eaux (SDAGE) adopté par le comité de bassin Rhône Méditerranée de l'Agence de l'Eau fixant la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027 ;
**VU** les travaux du Conseil d'Exploitation de la Régie des Eaux du Pays de Fayence du 1er Décembre 2023 ;

**CONSIDÉRANT** que la Régie des eaux du Pays de Fayence, pour assurer l'alimentation en eau potable de son territoire, prélève de l'eau dans le milieu naturel et est, à ce titre, assujettie à la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau prévue par l'article L 213-10-9 du Code de l'Environnement ;
**CONSIDÉRANT** que le taux de cette redevance, en euro par mètre cube, dépend de l'usage de l'eau mais aussi de l'état de la ressource en eau : il est majoré si la pression occasionnée par l'ensemble de prélèvements entraine un déséquilibre quantitatif de cette ressource. Un tel déséquilibre existe lorsque la ressource en eau ne peut satisfaire tous les prélèvements dans le respect du bon fonctionnement des milieux aquatiques (rivières, zones humides). L'objectif vise à réduire le plus possible la pression occasionnée sur les ressources déficitaires ;
**CONSIDÉRANT** que le montant de cette redevance, dont la Régie est le redevable juridique, doit être répercuté sur la facture de l'usager, au même titre que les redevances « lutte contre la pollution » et « modernisation des réseaux » ;
**CONSIDÉRANT** que le barème appliqué doit permettre de dégager une recette suffisante pour couvrir le montant dû à l'Agence par la régie, avec 1 année de décalage (paiement en année N de la redevance due au titre des prélèvements de l'année N-1) ;
**CONSIDÉRANT** que jusqu'à maintenant l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse établissait le taux de cette redevance , en euro par mètre cube, au regard des quantités d'eau captées dans le milieu naturel, sans tenir compte de la ressource impactée par les prélèvements effectuées dans les sources, alors qu'il est évident que les prélèvements dans les sources ont pour effet de réduire la quantité d'eau qui va dans le milieux aquatiques alimentés par les sources ;
**CONSIDÉRANT** que le conseil d'administration de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse a ainsi décidé d'appliquer le taux majoré aux prélèvements dans des sources qui alimentent des eaux superficielles en déséquilibre ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_26-DE

**CONSIDÉRANT** que la liste des ressources en déséquilibre découle du Schéma Directeur d'Aménagement et de la Gestion des Eaux (SDAGE) et que le dernier SDAGE adopté par le comité de bassin Rhône Méditerranée de l'Agence de l'Eau place nos zones de captage d'eau dans le milieu naturel en état de déséquilibre ;
**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire aujourd'hui d'ajuster ce taux ;

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **DÉCIDE** de fixer le taux de la redevance Prélèvement comme suit :

| | |
|---|---|
| Territoire de la Communauté du pays de Fayence<br>EAU POTABLE y compris PNAECF et PNAECC | 0,149 € / m3 |
| SEVE<br>Vente en gros | 0,099 € /m3 |
| Agriculteurs<br>Alimentation sous-pression | 0,0080 € / m3 |
| Autres usages économiques | 0,01754 € / m3 |

- **DÉCIDE**, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, de faire figurer cette redevance dans la rubrique « Distribution de l'eau » des factures, sous l'intitulé « Préservation des ressources en eau (agence de l'eau) » ;

- **DÉCIDE** d'appliquer ces règles sur les factures émises à partir du 1er mars 2024.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 5- ÉCONOMIE

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_27-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/27

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE, Michel FELIX

## DEMANDE DE DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL POUR LES COMMERCES DE DÉTAIL

Le titre III de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, relatif notamment au développement de l'emploi, introduit de nouvelles mesures visant à améliorer au profit des salariés et des commerçants les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche et en soirée.

L'objectif de ce texte est de répondre aux enjeux du développement du territoire dans les zones disposant d'une attractivité économique et touristique, de réduire les distorsions entre les commerces et améliorer la compensation pour les salariés volontaires. Cette loi permet de clarifier et rationnaliser la législation existante. La loi Macron a pour objectif de faciliter l'ouverture dominicale des commerces en simplifiant l'ensemble des dispositifs qui l'encadrent.

Deux principes simples sont introduits. Le premier, c'est que tout travail le dimanche doit donner lieu à une compensation salariale. Le second, c'est qu'en l'absence d'accord des salariés, via un accord de branche, d'entreprise ou de territoire, le commerce ne peut pas ouvrir, dans les entreprises de moins de 11 salariés, cet accord sera soumis à référendum. Ces deux principes sont complémentaires, car ils font du dialogue social la clef de l'ouverture dominicale des commerces.

A l'appui de cette loi, le maire peut déroger au repos dominical des salariés des commerces de détail non alimentaire de sa commune pour un maximum de 12 dimanches par an au lieu de 5 dimanches auparavant. Les commerces de détail alimentaire peuvent déjà librement ouvrir le dimanche (boulangeries, boucheries, poissonneries, etc.), jusqu'à 13 heures. Désormais, ils pourront ouvrir toute la journée, lors des dimanches autorisés par le maire.

Outre la consultation obligatoire des organisations d'employeurs et de salariés intéressés qui existait avant la loi Macron, l'arrêté municipal qui fixe le nombre de dimanches doit désormais faire l'objet d'une concertation préalable, en consultant :

- Le conseil municipal qui doit rendre un avis simple,
- Le conseil communautaire lorsque le nombre de dimanches excède cinq par an.

Tel est le cas pour la commune de Callian qui souhaite accorder, pour l'année 2024, une dérogation de :

- 12 dimanches au magasin GIFI
- 7 dimanches pour l'entreprise NORAUTO.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_27-DE

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2121-29,

**VU** le Code du commerce, et notamment les articles L. 3132-26 et suivants,

**VU** la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

**VU** les demandes de dérogation au repos dominical des salariés des commerces de détail de deux commerces de la commune de Callian pour l'année 2024,

**CONSIDÉRANT** que l'avis de la Communauté de communes du Pays de Fayence est requis au-delà de 5 repos dominicaux dérogés,

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **ÉMET un avis FAVORABLE** à la demande de dérogation au repos dominical des salariés des commerces de détail du magasin GIFI de Callian pour les 12 dimanches de l'année 2024 suivants :
  - **6,13, 20 et 27 octobre**
  - **3, 10, 17 et 24 novembre**
  - **1er, 8, 15 et 22 décembre**

- **ÉMET un avis FAVORABLE** à la demande de dérogation au repos dominical des salariés des commerces de détail du magasin NORAUTO de Callian pour les 7 dimanches de l'année 2024 suivants :
  - **30 juin**
  - **28 juillet**
  - **1er, 8, 15, 22 et 29 décembre**

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_27-DE

Courrier arrivé le :
Mairie de CALLIAN

des idées de Génie !

**GIFI MAG**
Société par actions simplifiée
Au capital de : 104 342 108 €
Siège social : Z.I. La Barbière
**47300 VILLENEUVE-SUR-LOT**
478 725 625 RCS Agen

**Madame, Monsieur Le MAIRE**

**Pl. de la Mairie,**
**83440 Callian**

Villeneuve-sur-Lot,
Le 25 septembre 2023

**Objet :** Demande de dérogation au repos dominical

**Envoi : LRAR**

Madame, Monsieur Le Maire,

Notre société exploite sur votre commune de CALLIAN un point de vente à l'enseigne GIFI.

Nous souhaitons, afin de répondre aux sollicitations et attentes de notre clientèle, procéder, dans la limite légale, à l'ouverture de notre établissement les dimanches pour lesquels vous aurez accordé une dérogation au repos dominical.

A cet effet, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir nous communiquer les dates de dérogation au repos dominical retenues pour l'année 2024 sachant que nous sollicitons les dimanches 06 – 13 – 20 et 27 octobre, 03 – 10 – 17 et 24 novembre et les 01 – 08 – 15 et 22 décembre 2024.

Nous vous indiquons que des contreparties seront accordées aux salariés qui travailleront les dimanches retenus. Ils bénéficieront d'une rémunération doublée par rapport à celle perçue en semaine ainsi qu'un repos compensateur au prorata du nombre d'heures effectuées.

Par ailleurs, nous vous précisons que nous aurons recours au volontariat exclusivement.

Dans l'attente de votre réponse, recevez, Madame, Monsieur Le Maire, l'assurance de nos respectueuses salutations.

**Madame Dalia BORDES**

**PS : Merci de bien vouloir nous faire parvenir votre réponse à l'adresse ci-dessous :**
**GIFI SA – Direction RESEAU**
**A l'attention de Mme Dalia BORDES**
**ZI La Boulbène – BP 40 - 47300 VILLENEUVE SUR LOT**
dalia.bordes@gifi.fr **Tél. :05-53-40-51-29**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_27-DE

Courrier arrivé le :
Mairie de CALLIAN

**NORAUTO CALLIAN**
Plan de la Grande Vigne

83440 CALLIAN

*Mail : assistantesreseau@norauto.fr*

2032693779R00001 00619

HÔTEL DE VILLE
A L'ATTENTION DE MONSIEUR LE MAIRE
PLACE DE LA MAIRIE
83440 CALLIAN

Hôtel de Ville
A l'attention de Monsieur le Maire,
Place de la Mairie

83440 CALLIAN

A Villeneuve d'Ascq, le 25 septembre 2023

**Objet : Demande d'autorisation d'ouverture des dimanches durant l'année 2024**

Monsieur le Maire,

Conformément aux dispositions de l'article L. 3132-26 du Code du Travail, je me permets de vous solliciter afin que vous puissiez accorder, par arrêté, une dérogation municipale à la règle du repos dominical de nos collaborateurs du Centre Norauto de CALLIAN et ce pour 7 dimanches, à savoir :

- Dimanche 30 juin 2024
- Dimanche 28 juillet 2024
- Dimanche 01 décembre 2024
- Dimanche 08 décembre 2024
- Dimanche 15 décembre 2024
- Dimanche 22 décembre 2024
- Dimanche 29 décembre 2024

En effet, pour faire face à la forte affluence de nos clients durant ces périodes, votre arrêté nous permettrait d'ouvrir exceptionnellement notre Centre-Auto Norauto, les jours précédemment indiqués, aux horaires habituels.

Nous vous indiquons que nous nous conformons aux garanties prévues à l'article 1.10 b) de la Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile applicable à notre établissement. Aussi, pour chaque heure travaillée le dimanche le collaborateur bénéficie d'un repos d'une durée équivalente pris dans la quinzaine qui précède ou qui suit le dimanche considéré et d'une majoration de 100% de son salaire horaire brut de base.

De même, il est à noter que conformément à notre convention collective, nous faisons appel au volontariat du personnel strictement nécessaire.

Dans l'attente de votre accord et restant à votre disposition pour toute question, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de nos sentiments distingués.

**LA DIRECTION NORAUTO FRANCE**

2032693779R00001201103

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_28-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/28
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE, Michel FELIX

## APPEL D'OFFRE N°2023SIGNAL : AUTORISATION DE SIGNER LE MARCHÉ PORTANT SUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION DE LA SIGNALÉTIQUE DES ZONES D'ACTIVITÉS DU PAYS DE FAYENCE

**Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.**
Le présent marché porte sur la fourniture et installation de la signalétique des Zones d'Activités du Pays de Fayence.
La présente consultation est une consultation initiale
Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire passé par un pouvoir adjudicateur avec montants minimum et maximum de commandes, sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le montant minimum de commandes pour la durée de la période initiale est de 20 000 euros HT.
Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 60 000 euros HT.
Le montant minimum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 20 000 euros HT.
Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 60 000 euros HT.
Le montant minimum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 10 000 euros HT.
Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 50 000 euros HT.
Le montant minimum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 10 000 euros HT.
Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°3 est de 50 000 euros HT.

Il n'est pas prévu de découpage en lots. Les prestations seront attribuées par accord-cadre unique.
La consultation n'est pas allotie car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.
L'accord-cadre commence à la date de sa notification au titulaire pour une durée initiale de 1 année.
Il est renouvelable 3 fois par reconduction tacite pour une période de 1 année.
La Communauté de communes a publié un avis de marché au BOAMP et au JOUE sous le numéro 23-135696 le 29/09/2023. Le Dossier de consultation a été publié sur la plateforme de dématérialisation Marchés-Sécurisés. La date limite de réception des offres était fixée au 06 Novembre 2023 à 12:00. Le délai de validité des offres était de 120 jours.

**Pour cette consultation il est relevé 18 retraits de dossiers.**
**L'ouverture des plis a eu lieu le 6 Novembre à 12h12 en présence de Mr UGO, Président.**

Après examen du registre des dépôts comportant la date et l'heure de réception des plis la commission propose de retenir les plis parvenus dans les délais.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_28-DE

6 offres ont été déposées par voie électronique et dans les délais :

| N° PLI | ENTREPRISE / GROUPEMENT |
|---|---|
| 1 | SAS ADZO – offre déposée le mardi 31 octobre 2023 - 09:32 |
| 2 | SIRIUS REALISATION - offre déposée le samedi 04 novembre 2023 - 12:11 |
| 3 | IMPACT SIGNALETIQUE – offre déposée le lundi 06 novembre 2023 - 11:24 |
| 4 | CBK SERVICES - offre déposée le lundi 06 novembre 2023 - 11:36 |
| 5 | SICOM SA - offre déposée le lundi 06 novembre 2023 - 11:46 |
| 6 | OXYGRAVURE - offre déposée le lundi 06 novembre 2023 - 11:48 |

La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie le 29 novembre 2023 à 15h00 en vue de procéder à l'analyse des offres reçues en réponse à la consultation.
Aux termes de l'examen des candidatures et des offres, la Commission d'Appel d'Offres a décidé d'attribuer le marché au candidat suivant :

**IMPACT SIGNALETIQUE - SAS**
**RN 543 – Lieu-dit le Petit Péage**
**13240 SEPTEMES LES VALLONS**
**SIRET : 344 450 291 00036**

Montant HT du Détail quantitatif estimatif : 156 088.00 €
Montant TTC du Détail quantitatif estimatif : 187 305.60 €
Imputation budgétaire : 2152

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**VU** les articles R2124-2,1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique ;
**VU** l'avis de la commission d'appel d'offres du 29 novembre 2023,
**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **ATTRIBUE** le marché portant sur la fourniture et installation de la signalétique des Zones d'Activités du Pays de Fayence à l'entreprise IMPACT SIGNALETIQUE SAS susmentionnée ;
- **AUTORISE** le Président à signer ce marché ainsi que toute pièce s'y rapportant.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 6- AGRICULTURE & ALIMENTATION

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_29-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/29
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE, Michel FELIX

## CONVENTION D'AMÉNAGEMENT RURAL (CAR) AVEC LA SAFER PACA

Le maintien et le développement de l'agriculture constitue, depuis juin 2015, une compétence de la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF), intégrée au développement local et à l'économie.

Pour répondre aux multiples enjeux de ce domaine et en partenariat avec les organismes de référence et les acteurs partie prenante du territoire, la Communauté de Communes a élaboré deux documents stratégiques. Ces documents permettent de prévoir les actions à mener à court et moyen termes, en donnant de la cohérence et de la lisibilité à l'action publique dans ce domaine : le Plan d'Orientations Pastorales Intercommunal (P.O.P.I.) et la Stratégie Locale de Développement Agricole (S.L.D.A.).

Le Plan d'Orientations Pastorales Intercommunal consiste en un programme d'actions pour le maintien et le développement des élevages pastoraux qui représentent 14 500 Ha de parcours pastoraux et sylvopastoraux sur son territoire.
La Stratégie Locale de Développement Agricole (S.L.D.A.) a pour ambition de préserver et de valoriser la qualité de vie des habitants du Pays de Fayence d'aujourd'hui et de demain et de contribuer à relever les défis économiques, environnementaux, alimentaires et sociétaux auxquels nous sommes et serons de plus en plus confrontés. Cette stratégie a été finalisée début 2019, à l'occasion d'un séminaire réunissant l'ensemble des acteurs du monde agricole afin de coconstruire cette stratégie sur la base du diagnostic et des enjeux identifiés au cours des années précédentes.
C'est dans cette continuité que la Communauté de Communes a candidaté à l'émergence de son Projet Alimentaire Territorial (PAT) en 2021. Lauréate de cet appel à projet du Programme National pour l'Alimentation (PNA), elle s'est résolument engagée, depuis fin 2021, dans la construction de son PAT.
En janvier 2021, la Communauté de Communes du Pays de Fayence a renouvelé sa Convention d'Intervention Foncière (CIF) avec la SAFER. Grâce à celle-ci, les Déclarations d'Intention d'Aliénation (DIA) sont transmises par la SAFER à la CCPF et aux 9 communes et peuvent faire l'objet d'une demande de préemption dans les conditions définies à l'article L143 du Code Rural.

Au regard des dynamiques engagées dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial et plus particulièrement de redynamisation de son agriculture vivrière, la CCPF souhaite renforcer son intervention en matière d'animation du foncier agricole et compléter cette CIF par une Convention d'Aménagement Rural (CAR).

**Cette CAR a pour objectif de contribuer à la mise en œuvre du Projet Alimentaire Territorial (PAT) du Pays de Fayence et à la redynamisation de l'agriculture vivrière sur le territoire de la CCPF.**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_29-DE

La CAR permet la mise en œuvre d'un dispositif spécifique d'animation foncière en vue d'anticiper le marché foncier par une prospection auprès des propriétaires de friches dites à potentiel alimentaire, pour permettre notamment des acquisitions amiables par la SAFER, plutôt que par voie de préemption.
L'acquisition de petites parcelles, sera encouragée en vue de rétrocessions au profit d'agriculteurs du secteur pour une nouvelle mise en valeur, ou des agriculteurs cherchant à s'installer, à condition de réunir une entité foncière suffisante, notamment dans le sens des objectifs du PAT.

Cette convention s'appliquera sur les périmètres agricoles ciblés comme prioritaires par la CCPF dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial.

Elle se déclinera sous 2 opérations :

1. **Une animation foncière spécifique et renforcée ;**
2. **Un programme d'intervention foncière et la mise en œuvre de mesures d'accompagnement.**

Le projet de convention est présenté en annexe et le budget annuel prévisionnel est le suivant :

| Nature des dépenses | | Montants |
|---|---|---|
| **Animation foncière** | | **25 000 € /an** |
| **Action foncière** | **Fond revolving** | **200 000 €** (renouvelables en fonction de leur utilisation pour l'acquisition de parcelles, et remboursables à la CCPF si non utilisés) |
| | **Frais de stockage** | **8 000 €/ an** |
| | **Incitation à la cession ou à la location de petites parcelles** | **18 000 € /an** |
| | **Remise en état des parcelles en friche** | **24 000 € / an** |

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt introduisant la notion de projets alimentaires territoriaux ;
**VU** les statuts de la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
**VU** la convention 2021 SRAL PNA 26, relative au projet alimentaire territorial du Pays de Fayence, signée avec le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur en date du 20 septembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de la Communauté de Communes du Pays de Fayence dans un Projet Alimentaire Territorial et sa politique de redynamisation des filières alimentaires ;
**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes du Pays de Fayence a pour objectif de soutenir, promouvoir et développer des actions en faveur d'une agriculture vivrière et durable sur son territoire ;
**CONSIDÉRANT** que le principal frein au développement de l'agriculture sur le territoire de la CCPF réside dans l'accession au foncier agricole par les porteurs de projet ;
**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes souhaite poursuivre et élargir son partenariat avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Provence-Alpes-Côte d'Azur (SAFER PACA) ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_29-DE

**CONSIDÉRANT** que la SAFER PACA, sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire, répond à des missions d'intérêt général à travers la réalisation de projets en cohérence avec les politiques locales, et qu'elle constitue un partenaire privilégié pour le développement durable de l'agriculture sur le territoire ;
**CONSIDÉRANT** que dans ce contexte, la Communauté de Communes du Pays de Fayence propose de s'engager sur une Convention d'Aménagement Rural pour une durée d'1 an renouvelable fixant les objectifs d'un programme et ses modalités d'actions en faveur de la pérennité de l'agriculture sur le territoire du Pays de Fayence ;
**CONSIDÉRANT** le plan de financement annuel prévisionnel ci-dessus présenté ;
**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes du Pays de Fayence a opté pour le versement d'un fond revolving d'un montant de 200 000 € appelé aussi fonds de roulement dédié au stockage sélectif de parcelles, permettant d'acquérir du foncier pour le mettre à disposition d'exploitants et ce, dans le but de favoriser l'installation et de répondre aux enjeux du Projet Alimentaire Territorial ;
**CONSIDÉRANT** que ce montant sera versé en une seule fois à la SAFER, à la suite de la signature de la présente convention et restitué par la SAFER à la CCPF en cas de non utilisation pour l'objet défini ;

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** la Convention d'Aménagement Rural (CAR) telle que présentée en annexe ;
- **AUTORISE** le Président à signer cette Convention d'Aménagement Rural et tout document s'y rapportant ;
- **APPROUVE** le principe de versement en investissement au titre de l'exercice 2024 des montants de 25 000 €, au titre de l'animation, et de 250 000 €, au titre des actions foncières, de la Convention d'Aménagement Rurale avec la SAFER ;
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 ;
- **CHARGE** le Président de notifier la présente délibération à la SAFER.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_29-DE

# CONVENTION D'AMENAGEMENT RURAL (CAR)

ENTRE

La COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE ayant son siège 50 route de l'aérodrome, 83440 FAYENCE, et représentée par son président, René UGO, dûment habilité par la délibération n° _____ du Conseil de Communauté en date du 13 décembre 2023, dénommée ci-après « La Communauté de Communes »

D'une part,

Et

La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural Provence Alpes Côte-d'Azur, Société Anonyme au capital de 2 380 302 €, inscrite au Registre du Commerce de MANOSQUE sous le numéro 707 350 112 B représentée par son Président, Patrice BRUN, et désignée ci-après par le sigle "SAFER",

D'autre part,

# Table des matières

Préambule ..... 3
Le cadre d'intervention et le contexte ..... 3
ARTICLE 1 — La veille foncière ..... 3
ARTICLE 2 — L'animation foncière ..... 5
2.1. Pilotage ..... 5
2.2. Animation ..... Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 3 — L'action foncière ..... 6
3.1. Focus sur le cadre de l'intervention foncière ..... 6
3.2. Objectifs opérationnels ..... 6
3.3. Les mesures d'accompagnement portées par la Communauté de Communes de Communes 6
ARTICLE 4 — Modalités financières ..... 12
4.1. L'animation foncière ..... 12
4.2. Les frais d'intervention de la SAFER – relatifs aux opérations réalisées ..... 12
Article 5 : Dispositions diverses ..... 13
Article 5.1 : Modalités de mise en œuvre de la convention ..... 13
Article 5.2 : Entrée en vigueur, durée et renouvellement de la convention ..... 13
Article 5.3 : Condition suspensive ..... 13
Article 5.4 : Litiges ..... 13
Signatures ..... 14

## PREAMBULE

### Le cadre d'intervention et le contexte

L'agriculture est devenue, depuis juin 2015, une compétence de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, intégrée au développement local et à l'économie.

Pour répondre aux multiples enjeux de ce domaine et en partenariat avec les organismes de référence et les acteurs partie prenante du territoire, la Communauté de Communes a élaboré deux documents stratégiques. Ces documents permettent de prévoir les actions à mener à court et moyen termes, en donnant de la cohérence et de la lisibilité à l'action publique dans ce domaine :
**Le Plan d'Orientations Pastorales Intercommunal (P.O.P.I.) et la Stratégie Locale de Développement Agricole (S.L.D.A.).**

La Communauté de Communes a élaboré son *Plan d'Orientations Pastorales Intercommunal (POPI)*, véritable programme d'actions pour le maintien et le développement des élevages pastoraux qui représentent 14 500 Ha de parcours pastoraux et sylvopastoraux.

La Communauté de Communes est également en train de construire sa Stratégie Locale de Développement Agricole (S.L.D.A.). Celle-ci a pour ambition de préserver et de valoriser la qualité de vie des habitants du Pays de Fayence d'aujourd'hui et de demain et de contribuer à relever les défis économiques, environnementaux, alimentaires et sociétaux auxquels nous sommes et serons de plus en plus confrontés. Cette stratégie a été finalisée début 2019, à l'occasion d'un séminaire réunissant l'ensemble des acteurs du monde agricole afin de coconstruire cette stratégie sur la base du diagnostic et des enjeux identifiés au cours des années précédentes.

Et s'est dans cette continuité que s'est construit le Programme Alimentaire Territorial (PAT) de la Communauté de Communes en 2021.

En amont de cette stratégie, et parce que le manque de disponibilité foncière est l'un des deux problèmes fondamentaux auxquels est confrontée l'agriculture en Pays de Fayence, la Communauté de Communes s'est engagée dans la réalisation de plusieurs diagnostics fonciers, avec l'aide de la Chambre d'Agriculture du Var :

- Mode d'Occupation des Sols ;
- Diagnostic foncier agricole ;
- Évaluation de l'exploitabilité des friches agricoles de la plaine de FAYENCE à MONTAUROUX et de la plaine de BAGNOLS-EN-FORÊT afin de connaître leur potentiel de production, notamment en maraîchage et en plantes à parfums et aromatiques. Cette évaluation a été réalisée sur une surface de 160 Ha et a abouti à des résultats encourageants : 53 Ha de terres à potentiel maraîcher, 40 Ha pour les plantes à parfums et 34 Ha pour les aromatiques.

Le but de ces diagnostics est d'œuvrer à la préservation et la reconquête de terres agricoles. Ils ont ainsi permis d'identifier, de sensibiliser et d'accompagner plusieurs propriétaires privés vers une réutilisation agricole de leurs propriétés en friche. Ces éléments de connaissance ont depuis été étoffés par les productions réalisées par la Chambre d'Agriculture dans le cadre du Plan de Reconquête Agricole (PRA).

En matière d'animation foncière une étape supplémentaire est franchie dans la mise en œuvre de la phase opérationnelle du PRA qui fait l'objet d'un programme FEADER (mesure 16.7.1) à part entière.

La dynamique foncière lancée au niveau de ce programme ne saurait à elle seule répondre aux objectifs, à portée territoriale, visés dans le PAT.

***« Le développement de l'autonomie et de la souveraineté alimentaire du Pays de Fayence »***, passe par la mise en place d'une politique foncière ciblée et déclinée sur le temps long. C'est ce que doit permettre, pour sa dimension opérationnelle foncière, le dispositif d'intervention décliné dans la présente convention.

## ARTICLE 1 — DEFINITION DU PERIMETRE D'INTERVENTION

Cette convention s'applique sur les périmètres agricoles ciblés comme prioritaires par la Communauté de Communes dans le cadre du Programme Alimentaire Territorial. Une étude foncière agricole menée sur l'ensemble du territoire a permis de mettre en avant certains secteurs agricoles des communes suivantes :

- **CALLIAN, FAYENCE, MONTAUROUX, TOURRETTES** : l'animation foncière portera sur les friches à potentiel alimentaire et sur les espaces agricoles présentant un potentiel agricole.

- **BAGNOLS-EN-FORET, SAINT-PAUL-EN-FORET** : l'animation portera sur les friches à potentiel alimentaire.

Ces secteurs ont été sélectionnés sur la base de critères de menace (spéculation foncière, proximité avec le tissu urbain, degrés de mitage) et d'opportunités (potentiel agronomique, capacité nourricière, valeur sociétale, etc.).

Etant entendu que la veille foncière s'effectuera sur la base de zonages cartographiques transmis par la Communauté de Communes (exemple périmètres de ZAP), mais que la SAFER ne limitera pas son champ d'observation et d'intervention à ces simples limites, qui, concernant les fonctionnalités agricoles dépassent les limites administratives de certaines communes.

## ARTICLE 2 — LA VEILLE FONCIERE

L'un des maillons essentiels d'une stratégie foncière volontariste est la connaissance des transactions qui s'opèrent sur un territoire, sur des emprises particulières ou un parcellaire prédéfini.
La SAFER est destinataire de toutes les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) de biens ayant, au moment de la vente, en tout ou partie, une vocation agricole, potentielle ou réelle. L'obligation de notification s'exerce dès le premier mètre carré en zones A et N des PLU, à partir de 2 500 m² en zones U et AU.

La SAFER adresse quotidiennement les DIA, **aux 9 communes de l'EPCI,** les informant de chaque transaction notifiée. Cette action a fait l'objet d'une **Convention d'Intervention Foncière** : Prise d'effet le 1er janvier 2021.

Les DIA transmises par la SAFER peuvent faire l'objet d'une demande de préemption dans les conditions définies à l'article L143 du Code Rural.
La veille foncière inclut également les appels de candidature correspondant aux biens qu'elle maîtrise à l'amiable.

Dans le cadre de cette veille foncière, deux personnes ressources seront désignées par la Communauté de Communes.

Rappel des référents désignés par la Communauté de Communes pour recevoir les DIA transmises par la SAFER :

| ***Référent Administratif*** | ***Référent Élu*** |
|---|---|
| Nom : | Nom : |
| Tél. : | Tél. : |
| Email : | Email : |

## ARTICLE 3 — L'ANIMATION FONCIERE

### 3.1. Animation

Il a été jugé utile de mettre en place une animation foncière spécifique en vue d'anticiper le marché foncier par une prospection auprès des propriétaires de friches dites à potentiel alimentaire, pour permettre notamment des acquisitions amiables par la SAFER, plutôt que par voie de préemption.
L'acquisition de petites parcelles, sera encouragée en vue de rétrocessions au profit d'agriculteurs du secteur pour une nouvelle mise en valeur, ou des agriculteurs cherchant à s'installer, à condition de réunir une entité foncière suffisante, notamment dans le sens des objectifs du PAT.
Un conseiller foncier couvre par son action les communes concernées par les sites qui ont été définis. Ce dernier assurera la coordination des interventions ainsi qu'une partie de la représentation de la SAFER au sein des différentes instances mises en place dans le cadre de la gouvernance de la convention, ceci en lien étroit avec le Directeur départemental de la SAFER.

Dans le détail les missions assurées par le conseiller foncier sont les suivantes :

- Les prospections, qui pourront être exhaustives et systématiques notamment sur les zones de friches à enjeux ;
- La réalisation des travaux d'enquêtes et d'expertises préalables à l'intervention foncière ;
- La négociation et la réalisation des transactions, la mise en place des accords ;
- Les comptes rendus réguliers à la Communauté de Communes de l'avancée de ses travaux ;

Le conseiller foncier de la SAFER, réalisera l'animation de cette convention dans le cadre de l'équivalent d'un quart temps.

### 3.2. Pilotage

Pour le suivi et la coanimation des actions entreprises, la Communauté mettra en place des Comités de Suivi par commune, regroupant élus et agriculteurs.
Au niveau intercommunal, la Communauté assurera au travers du Comité Consultatif d'Aménagement Rural, le pilotage global de cette convention, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture, le Conseil Départemental, le Conseil Régional et la DDTM.

## ARTICLE 4 — L'ACTION FONCIERE

### 4.1. Focus sur le cadre de l'intervention foncière

Le marché foncier sur le secteur peut être qualifié de marché périurbain, avec une mixité d'opérations foncières agricoles et urbaines. La présence renforcée de la SAFER sur les territoires ciblés doit nous permettre de suivre et de maîtriser ce marché, tout au moins dans sa composante « agricole ».
La SAFER a maitrisé au cours de ces 5 dernières années environ 66 hectares par an, 330 ha au total ont été rétrocédés depuis 2018, à l'échelle du Pays de Fayence.

L'EPCI peut apporter sa contribution sur l'accompagnement de ces projets en finançant un certain nombre de dispositions rentrant notamment dans ses objectifs du PAT, bien évidemment ciblée sur les secteurs d'intervention prioritaires évoqués précédemment.

### 4.2. Objectifs opérationnels

L'assise foncière permettant la réalisation des projets agricoles sera maîtrisée à partir de sources diverses :

- La veille foncière et l'action liée à l'exercice du droit de préemption (Préemption simple, partielle et en contre-proposition de prix) ;
- L'action amiable liée au travail de terrain des conseillers de la SAFER ;
- La prospection des friches est un axe prioritaire du travail déjà engagé depuis quelques années. Le travail d'inventaire et de prospection produit dans le cadre de la démarche OPENFRICHEMAP sera à consolider sur les secteurs d'intervention.
- Il sera aussi opportun de suivre les transmissions d'exploitations déjà existantes et voir dans quelles mesures ces structures peuvent être consolidées avec le foncier qui aura été mis en réserve, le cas échéant.

L'on peut raisonnablement fixer un objectif de 5 à 10 hectares annuels bénéficiant du soutien financier de l'EPCI. Ces mesures sont décrites ci-après.

### 4.3. Les mesures d'accompagnement portées par la Communauté de Communes

La Communauté de Communes propose de prendre en charge des dépenses inhérentes à l'achat, la vente, la location de parcelles de terres agricoles et leur remise en culture. Cette prise en charge sera examinée au cas par cas en comité de suivi, la demande sera instruite par le conseiller foncier de la SAFER.

Les soutiens financiers s'appliquent prioritairement :

- Aux projets d'installations (hors cadre familial), cadrant avec les objectifs du PAT ;
- Aux projets de consolidation des installations de – de 5 ans, cadrant avec les objectifs du PAT ;
- Aux projets agricoles visant à remettre en culture des parcelles en friches ;
- Aux projets favorisant la restructuration parcellaire.

#### *4.3.1. Stockage sélectif par la SAFER*

Pour améliorer la restructuration du secteur et faciliter à certains endroits sa remise en culture, il est nécessaire que la SAFER puisse disposer d'un volant de parcelles à proposer pour constituer des îlots culturaux cohérents, voire pour susciter des échanges. La Communauté de Communes souhaite qu'avec son concours, la SAFER puisse gérer et réaliser ce stockage sélectif.

La réserve constituée a pour objet l'amélioration de la qualité de l'aménagement foncier dans le but de soutenir les projets cités en préambule de l'article 4.3. La réserve visera également les objectifs suivants :

- Créer plusieurs unités d'installations par an ;

- Permettre à des porteurs de projets, à priori hors cadre familial, de se tester. Le but poursuivi est de donner un maximum de chance à la réussite de l'installation dans les premières années, qui sont habituellement les plus difficiles. Cela peut permettre également, en cas d'échec, que la SAFER et la Communauté de Communes maîtrisent toujours le bien. Le principe peut être celui d'un espace test agricole, d'une couveuse. La maîtrise par la SAFER d'une propriété entrant dans le cadre du dispositif, n'entrainera pas de rétrocession immédiate. En effet pour assurer la pérennité des opérations d'installations, la gestion temporaire du foncier mis en réserve loué transitoirement par COPP* ou par Bail Safer sera considérée comme période test. Le jeune exploitant sera ainsi mis à l'épreuve. En contrepartie, dans la limite de 3 ans la période test achevée, et au moment de la rétrocession les bénéficiaires de ces aides publiques s'engageront au respect du cahier des charges agricoles de la SAFER pendant 20 ans ;

- Créer des unités foncières agricoles plus importantes – en consolidation de projets d'installation de moins de 5 années – pouvant être exploitées dans des conditions économiques rentables ;

- Constituer un stock de parcelles permettant d'envisager des échanges ;

#### 4.3.1.1. Mise en réserve par la SAFER

La mise en réserve s'effectuera sur proposition de la SAFER, et recueillera, opération par opération, l'accord préalable de la Communauté de Communes, dans le cadre des discussions et des orientations prises par le Comité de suivi et/ou du Comité Consultatif d'Aménagement Rural. La SAFER proposera les parcelles susceptibles d'entrer dans cette action de stockage et n'engagera l'opération que sur avis exprès du Comité de suivi et/ou du Comité Consultatif d'Aménagement Rural et accord de ces derniers.

La SAFER s'engage à communiquer autant que de besoin l'état des stocks ainsi constitués. La mise en réserve sera effective au jour de l'acquisition, par acte authentique.

#### 4.3.1.2. Mise en place d'un fonds revolving ou fonds de roulement

La Communauté de Communes débloquera une somme de **200 000 €** afin de constituer un fonds revolving ou fonds de roulement pour faciliter le stockage.

Au-delà de ce montant la SAFER prendra le relai et pourra stocker en ayant recours à l'emprunt, avec le concours de la Communauté de Communes qui prendra en charge des frais financiers de stockage entre acquisition et rétrocession par la SAFER.

Le fond revolving sera géré par la SAFER pendant toute la durée de la convention puis il sera restitué dans son intégralité à l'issue de la convention et lorsque toutes les opérations liées au partenariat auront été déstockées.

Un point en Comité de suivi sera effectué après la première année d'exercice pour évaluer la pertinence du dispositif, et apprécier le calibrage de l'enveloppe financière destinée au stockage et au fond revolving.

#### 4.3.1.3. Prise en charge des frais de stockage

Si l'enveloppe du fond revolving est dépassée, la SAFER pourra alors faire l'acquisition de surfaces supplémentaires et renfoncer le stock déjà constitué. La SAFER portera l'acquisition et couvrira le prix principal, la Communauté de Communes aura à sa charge sur ce stock nouvellement constitué : les frais financiers et les frais de gestion.

Cette prise en charge par la Communauté de Communes ne pourra excéder le montant de :

- **10 000 € HT – ce qui correspond à une enveloppe foncière d'environ 16 hectares, à 1,5 € / m², soit 240000€ ;**

L'EPCI prendra donc en charge, au cas par cas, les frais de stockage des parcelles pour lesquelles elle aura donné son accord et ce dans la limite de la durée de la convention. La durée du stockage pourra être prolongée sur production d'un argumentaire par la SAFER et sous réserve que la convention soit prolongée par avenant, la durée totale du stockage ne pouvant excéder 5 ans.

#### 4.3.1.4. Définition des frais de stockage

Les frais de stockage comprennent les frais financiers que la SAFER a négociés avec sa banque et liés à la moyenne des taux d'intérêts en vigueur ; ils comprennent également divers frais liés à l'immobilisation (impôts fonciers, cotisations diverses : MSA, eau, écoulages...).

Les frais de stockage seront calculés pour la période allant du jour du paiement des acquisitions par la SAFER jusqu'au jour des paiements des rétrocessions faites par la SAFER, par actes notariés, des biens mis en réserve. Ils seront décomptés en jours calendaires et par opération. Pour la présente convention, les frais de stockage sont décomptés au taux EURIBOR 1 an + 1,5% HT l'an.

Le calcul du prix de rétrocession de la SAFER est détaillé dans l'article 5.2. de la convention. Les frais d'actes de rétrocessions sont à la charge de l'acquéreur.

Si la rétrocession se fait au profit, d'une Commune ou de la Communauté de Communes il est expressément convenu que celles-ci mettront en place, pour le paiement du prix, la procédure dite rapide, sur certificat du notaire, et conforme aux décrets n°55-604 du 20/05/1955 et n°88-74 du 21/01/1982.

### *4.3.2. Intervention « relais » de la collectivité*

Selon les perspectives et pour éviter des frais de stockage importants si certains dossiers nécessitent un portage sur plusieurs années, il pourra être envisagé un achat par la Communauté des parcelles mises en stock au titre de la présente action. Certains projets, comme les installations, peuvent ainsi être sécurisés par une acquisition relais de la collectivité avec, pour objectif, une rétrocession à moyens termes. La Communauté mettra les parcelles acquises à disposition de la SAFER.

Le Comité de suivi et/ou le Comité Consultatif d'Aménagement Rural décideront des projets qu'ils souhaitent inclure dans cette mesure. Dans ce cas la situation de chaque projet, de chaque propriété ciblée sera examinée afin d'adapter au cas par cas la procédure qui sera mise en place. La durée du relai sera fonction du projet. Elle pourra être réduite au strict minimum nécessaire à la revente de la Communauté de Communes. La rétrocession pourra prendre la forme d'une revente pure et simple avec paiement comptant à la signature de l'acte authentique par le bénéficiaire ou d'une revente avec paiements différés sur plusieurs années sans intérêts. La SAFER assurera le suivi de ces ventes et la mise en place des documents contractuels.

La période « d'essai » sera couverte par la mise en place d'une Convention de Mise à Disposition (CMD), entre l'EPCI et la SAFER d'une part, et par la mise en place de Baux SAFER entre la SAFER et l'exploitant agricole, d'autre part.

### *4.3.3. Mise en valeur du stock par des agriculteurs (COPP ou CMD)*

Pour assurer le bon entretien des parcelles mises en réserve, la SAFER pourra consentir des Conventions d'Occupation Provisoires et Précaires (COPP) prévues par l'article L 142-4 du Code Rural pour les parcelles dont elle est propriétaire.

Pour celles devenues propriété de la Communauté de Communes, cette dernière consentira si nécessaire des Conventions de Mise à Disposition à la SAFER (Article L 142-6 du Code Rural).

La signature des COPP et des CMD interviendra après accord préalable du Comité de suivi sur le choix de l'agriculteur titulaire de la convention et validation par les instances de décision de la SAFER. Une copie de chaque COPP ou CMD sera transmise, après signature, pour information de la Communauté de Communes. Le montant des loyers payés au titre de ces conventions viendra en déduction des frais de stockage payés par la Communauté de Communes pour ces parcelles.

### *4.3.4. Incitation à la cession ou à la location de petites parcelles - friches*

L'acquisition des petites parcelles, notamment celles qui sont en friches, sera encouragée en vue de rétrocessions au profit d'agriculteurs du secteur pour une nouvelle mise en valeur. En cas de vente en l'absence de candidat à l'acquisition, la SAFER fera des propositions en vue d'intégrer ces parcelles dans le dispositif de stockage, conformément au circuit de validation évoqué ci-dessus.

Pour lutter contre le développement des friches agricoles la SAFER incitera également les propriétaires de parcelles en friches à louer leur terre et à consentir des Conventions de Mises à Disposition (CMD), la SAFER consentira elle-même des baux à des exploitants agricoles.

#### 4.3.4.1. Soutien financier à l'acquisition

Pour contribuer à la mise en place de ces actions, la Communauté de Communes participe à la prise en charge des frais d'actes notariés et des frais SAFER.

Pour la mise en œuvre de cette mesure la Communauté de Communes prend en charge 50 % des frais d'actes notariés et des frais SAFER, avec un plafond de 1200 € pour les actes et de 1200 € pour les frais SAFER. Dans la limite de 2 actes par an pour un même exploitant ou un groupement d'exploitant.

**Les opérations éligibles seront celles dont le prix est inférieur ou égal à 20 000 €. Ce plafond peut toutefois être fixé à 45 000 € pour les opérations concernant les Jeunes agriculteurs (au sens réglementaire).**

Pour l'attribution de ces aides par la Communauté de Communes, la SAFER soumettra une liste de candidats à cette aide financière devant le Comité de suivi.

**Pour la mise en œuvre de cette action, la Communauté de Communes apporte pour la durée de la présente convention un financement annuel maximum de 15 000 € HT soit 18 000 € TTC**

#### 4.3.4.2. Délais et modalités de paiement des aides

Les aides allouées devront être sollicitées par le bénéficiaire dans un délai d'un an à compter de la date de signature de l'acte notarié. La SAFER informera le bénéficiaire de l'attribution de l'aide allouée par la commission communautaire et transmettra le dossier de paiement de l'aide auprès du service de comptabilité de la Communauté de Communes.
Le dossier comprendra une attestation de vente, la pré taxe transmise par l'Etude notarié à l'acquéreur préalablement à la signature et un RIB.
Aucun dossier de paiement de l'aide ne sera réceptionné par les services de la Communauté de Communes avant que le Comité de suivi n'ait statué sur son éligibilité. Aucune demande d'aide ne pourra être enregistrée ni versée lorsque l'acte authentique aura été signé depuis plus d'un an à l'exception des dossiers d'installation de jeunes agriculteurs dont le délai pourrait être prorogé d'un an supplémentaire sur avis du Comité de suivi. La décision d'attribution étant, au-delà de ce délai, considérée comme caduque.

#### 4.3.4.3. Bénéficiaires du soutien financier de cette mesure

Les soutiens financiers s'appliquent aux agriculteurs, mais également aux double-actifs, ayant une activité d'exploitant agricole

### *4.3.5. Remise en état des parcelles en friche*

Afin d'inciter les exploitants agricoles à remettre en culture les parcelles en friche qui auront été mises en réserve ainsi que les parcelles rétrocédées par la SAFER, une aide financière leur sera accordée, lors de la mise en location ou de la rétrocession.
Cette aide concerne prioritairement les projets d'installation portés par des jeunes agriculteurs (au sens règlementaire) les projets de consolidation d'exploitants installés il y a moins de 5 ans, les projets de restructuration parcellaire et les projets de consolidation d'exploitations agricoles inférieures à 1,5 Seuil de Référence. Les arbitrages concernant l'attribution des aides seront étudiés en Comité de suivi. Les dossiers seront instruits par le Conseiller Foncier de la SAFER en charge de l'animation de la convention.

#### 4.3.5.1. Objet

Les parcelles concernées par la demande d'aide doivent être déclarées en friche depuis 3 ans au moins, non déclarées à la PAC.

#### 4.3.5.2. Opérations subventionnables

Les travaux pris en compte pour l'aide concernent les investissements non productifs nécessaires à la réhabilitation des parcelles avant une mise en culture (hors investissement d'irrigation et coûts de plantation).

#### 4.3.5.3. Bénéficiaires

Les soutiens financiers s'appliquent aux agriculteurs, mais également aux double-actifs, ayant une activité d'exploitant agricole.

#### 4.3.5.4. Soutien financier

La Communauté de Communes couvrira 40% du coût H.T. des investissements de remise en état des parcelles à réhabiliter pour un nouvel usage agricole.

Cette aide pourra être portée à 60 % lorsqu'elle sera sollicitée par un JA. Cette aide ne pourra pas être sollicitée plus de 2 fois par an par le même exploitant ou groupement d'exploitant.

L'évaluation monétaire de la remise en culture d'une friche est catégorisée en fonction de sa couverture végétale, de son stade d'évolution et de la densité des végétaux. Le coût total de la remise en culture dépend de plusieurs facteurs : type de sol, topographie, nivellement, drainage, etc.

Voici un tableau synthétisant le cout de remise en culture approximatif d'un hectare, en fonction du stade d'avancement de la friche.

| **Type de friche** | **Opérations** | **Couts €/ hectare** |
|---|---|---|
| **Herbacée** | Faucher, déraciner, labourer, herser, niveler (selon le terrain) | **1000 € – 2500 €** |
| **Arbustive** | Faucher, déraciner, broyer, labourer, herser, niveler (selon le terrain) | **2500 € – 3500 €** |
| **Arborée** | Déboiser, dessoucher, broyer, faucher, labourer, herser, niveler (selon le terrain) | **5000 € et +** |

#### 4.3.5.5. Formalisme de la demande

Dans les deux cas, le dossier de demande doit comporter les éléments suivants :

- Justificatif de la maitrise foncière des parcelles concernées (Titre de propriété ou contrat de location, bail rural, bail à long terme, bail SAFER).
- Justificatif MSA justifiant le statut d'exploitant agricole à titre principal ou secondaire
- Attestation de non déclaration PAC fournie par le service agriculture de la DDT de Vaucluse
- Plan de situation, plan cadastral
- Des clichés photographiques avant travaux
- Le devis des travaux en cas de réalisation par un prestataire
- Le détail du coût des travaux réalisé par l'exploitant sur la base du tableau ci-dessus
- Des clichés photographiques après travaux
- Une attestation sur l'honneur certifiant la bonne exécution des travaux
- Un RIB, Relevé d'Identité Bancaire

**Pour la mise en œuvre de cette action, la Communauté de Communes apporte pour la durée de la présente convention un financement annuel maximum de 20 000 HT soit 24 000 € TTC.**

## ARTICLE 5 — MODALITES FINANCIERES

### 5.1. L'animation foncière

Le financement annuel portée par la Communauté de Communes est de **25 000 € TTC**. Ce montant sera payé en 2 paiements de 12 500 € TTC chacun, l'un en juin et l'autre en décembre de l'année en cours.

A la fin de chaque année de fonctionnement, un bilan sera établi pour décider de la reconduction ou de la modification des modalités d'applications de la convention.

### 5.2. Les frais d'intervention de la SAFER – relatifs aux opérations réalisées

Pour chaque transaction gérée par la SAFER la base des frais d'intervention est proportionnelle au montant d'acquisition du foncier :

#### *5.2.1. Acquisitions amiables (hors article L 143 -2 alinéa 9) :*

| | |
|---|---|
| PPA*< 250 000 € | 8 % PPA* avec un minimum de 500 €HT |
| 250 000 € <PPA< 500 000 € | 7 % PPA* |
| 500 000 € <PPA< 750 000 € | 6 % PPA* |
| 750 000 € <PPA< 1 000 000 € | 5 % PPA* |
| 1 000 000 € ≤PPA | 4 % PPA* |

*PPA : Prix Principal d'Acquisition par la SAFER approuvé par ses Commissaires du Gouvernement.

#### *5.2.2. Acquisitions sur la base de l'article L 143 -2 alinéa 9 :*

| | |
|---|---|
| PPA*< 250 000 € | PPA + Frais d'acte notarié + 8 % PPA + frais éventuels justifiés, frais de stockage**, avec un minimum de 500 €HT |
| 250 000 € <PPA< 500 000 € | PPA + Frais d'acte notarié + 7 % PPA + frais éventuels justifiés, frais de stockage** |
| 500 000 € <PPA< 750 000 € | PPA + Frais d'acte notarié + 6 % PPA + frais éventuels justifiés, frais de stockage** |
| 750 000 € <PPA< 1 000 000 € | PPA + Frais d'acte notarié + 5 % PPA + frais éventuels justifiés, frais de stockage** |
| 1 000 000 € ≤PPA | PPA + Frais d'acte notarié + 4 % PPA + frais éventuels justifiés, frais de stockage** |

*PPA : Prix Principal d'Acquisition par la SAFER approuvé par ses Commissaires du Gouvernement.

** Frais de stockage : frais HT, calculés entre la date d'acquisition par la SAFER et la date de paiement entre les mains de la SAFER, sur la base du PPA, au Taux EURIBOR 1 an + 1,5%.

#### *5.2.3. Mise en place de Convention de Mise à Disposition et de Baux SAFER*

Les CMD mises en place dans la gestion des propriétés intercommunales seront à la charge de l'EPCI :

- Frais de dossier : 300 € HT ;
- Rémunération de la SAFER sur le montant de la location : 20 % de la redevance payée par le preneur du Bail SAFER.

## ARTICLE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 6.1 : Modalités de mise en œuvre de la convention

La présente convention définit le champ des collaborations possibles entre la Communauté de Communes et la SAFER. La déclinaison opérationnelle de chaque thématique pourra s'effectuer par le biais de lettres de commande spécifiques. Celles-ci définiront l'objet, les modalités opératoires de mises en œuvre, les conditions techniques et financières.

### Article 6.2 : Entrée en vigueur, durée et renouvellement de la convention

La présente convention est conclue pour une durée initiale de 5 ans. Elle entrera en vigueur dès sa signature par les parties contractantes. A l'issue de cette convention, les modalités de reconduction seront étudiées conjointement par les parties.

Toute opération engagée antérieurement à l'effet de l'échéance de la présente sera soumise à celle-ci jusqu'à son terme. En cas d'impossibilité technique, administrative ou autre, dûment constatée par l'un ou l'autre des signataires, il pourra être mis fin à la présente convention, une autre convention pouvant alors être signée sur de nouvelles bases.

Toute difficulté d'application de la présente convention fera l'objet d'un examen entre les parties.

### Article 6.3 : Condition suspensive

La présente convention est soumise à la condition suspensive de l'agrément des Commissaires du Gouvernement de la SAFER, soit :

- Monsieur le Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur ;
- Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Rhône-Alpes et du Département du Vaucluse

Cet agrément devra être sollicité par la SAFER dans le mois de la signature de la présente convention.

### Article 6.4 : Litiges

Pour tout litige susceptible d'intervenir à l'occasion de la présente convention, les parties s'en remettront à la compétence du tribunal administratif territorialement compétent.

## SIGNATURES

Fait en 3 exemplaires,

A _____

Le _____

| Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence | Pour la SAFER |
|---|---|
| Le Président<br><br>René UGO | Le Président<br><br>Patrice BRUN |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_30-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents ..... 4
Suffrages exprimés ..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/30

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Michel FELIX, Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE,**

## CONVENTION DE PARTENARIAT 2024-2027 AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR « FONCIER, INSTALLATION, MARAÎCHAGE : REDYNAMISATION VIVRIÈRE ET AGROÉCOLOGIQUE DE L'AGRICULTURE EN PAYS DE FAYENCE »

Par délibération n°150630/01 en date du 30 juin 2015, la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) a introduit dans ses statuts la compétence « maintien et développement de l'activité agricole ». Cela s'est traduit notamment par l'adoption d'un Plan d'Orientations Pastorales Intercommunal (P.O.P.I) en 2017, par l'élaboration d'une Stratégie Locale de Développement Agricole (S.L.D.A), finalisée en 2019, et par la candidature, retenue comme lauréate fin 2021, à l'émergence de son Projet Alimentaire Territorial.

Les résultats obtenus ont notamment pu l'être grâce aux actions partenariales menées avec la Chambre d'Agriculture du Var, le CERPAM et la SAFER, dans le cadre de conventions passées avec ces structures.

La convention de partenariat 2021-2023 n°210316/30 avec la Chambre d'Agriculture du Var a notamment permis d'animer les missions suivantes :

- Préserver les terres agricoles : accompagnement à la création de Zones Agricoles Protégées ;
- Participation au Plan de Reconquête Agricole :
  - Définition d'un plan anti-friche sur le territoire ;
  - Territorialisation du volet départemental du Plan de Reconquête Agricole ;
- Participation au projet Ambition Installation.

Afin de poursuivre ce travail engagé depuis 2015 et concrétiser le programme de préservation foncière animé lors la convention 2021-2023, les membres de la Commission Agriculture, réunis le 26 juillet 2023, proposent de renouveler le partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var.

Les avancées du Projet Alimentaire Territorial (PAT) et ses enjeux de dynamisation vivrière, l'accélération sensible des conséquences du réchauffement climatique ainsi que la nécessité d'une adaptation rapide des pratiques agricoles ont conduit les membres de la Commission Agriculture à proposer deux conventions thématiques :

- Convention 1 « Foncier, installation, maraîchage : redynamisation vivrière et agroécologique de l'agriculture en Pays de Fayence » ;
- Convention 2 « Eau Agricole : gestion de la ressource et adaptation des pratiques agricoles aux changement climatiques ».

Les missions confiées à la Chambre d'Agriculture dans le cadre de la convention 1 « Foncier, installation, maraichage : redynamisation vivrière et agroécologique de l'agriculture en pays de Fayence », objet de la présente délibération, sont les suivantes :

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_30-DE

- MISSION 1.1 : Réaliser des diagnostics individuels agroécologiques auprès des exploitants du territoire ;
- MISSION 1.2. Animer les périmètres de Zones Agricoles Protégées ;
- MISSION 1.3 Lutter contre le dévoiement des zones agricoles ;
- MISSION 1.4 Structurer la filière maraichage ;
- MISSION 1.5 Favoriser les installations en filières alimentaires ;
- MISSION 1.6 Gouvernance de la convention.

Le projet de convention est présenté en annexe ; son plan de financement prévisionnel est le suivant, réparti sur les 4 années de la durée de la convention :

| Nature des dépenses | Montants à la charge de la CCPF 2024/2027 |
|---|---|
| **MISSION 1.1 : Réaliser des diagnostics individuels agroécologiques auprès des exploitants du territoire** | **18 414 €** |
| **MISSION 1.2. Animer les périmètres de Zones Agricoles Protégées** | **7 365,60 €** |
| **MISSION 1.3 Lutter contre le dévoiement des zones agricoles** | **1 800 €** |
| **MISSION 1.4 Structurer la filière maraichage :** | **28 792,80 €** |
| **MISSION 1.5 Favoriser les installations en filières alimentaires** | **13 392 €** |
| **MISSION 1.6 Gouvernance de la convention** | **2 008,80 €** |
| TOTAL | **71 773,20 €** |

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt introduisant la notion de projets alimentaires territoriaux ;

**VU** les statuts de la Communauté de communes du Pays de Fayence ;

**VU** la convention 2021 SRAL PNA 26, relative au projet alimentaire territorial du Pays de Fayence, signée avec le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur en date du 20 septembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de la Communauté de Communes du Pays de Fayence dans un Projet Alimentaire Territorial et sa politique de redynamisation des filières alimentaires ;

**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes du Pays de Fayence a pour objectif de soutenir, promouvoir et développer des actions en faveur d'une agriculture vivrière et durable sur son territoire ;

**CONSIDÉRANT** que le principal frein au développement de l'agriculture sur le territoire de la CCPF réside dans l'accession au foncier agricole par les porteurs de projet ;

**CONSIDÉRANT** les résultats d'animation des précédentes conventions de partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var ;

**CONSIDÉRANT** le plan de financement prévisionnel présenté ;

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** la convention de partenariat 2024-2027 avec la Chambre d'Agriculture du Var « Foncier, installation, maraîchage : redynamisation vivrière et agroécologique de l'agriculture en pays de Fayence » ;
- **AUTORISE** le Président à signer la convention de partenariat 2024-2027 avec la Chambre d'Agriculture du Var « Foncier, installation, maraîchage : redynamisation vivrière et agroécologique de l'agriculture en pays de Fayence » et tout document s'y rapportant ;
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 ;
- **CHARGE** le Président de notifier la présente délibération à la Chambre d'Agriculture du Var.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

PROJET

# CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

## DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE
## A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR

# REDYNAMISATION VIVRIERE ET AGROECOLOGIQUE DE L'AGRICULTURE EN PAYS DE FAYENCE

## 2024-2027

Il est établi la convention d'attribution de subvention :

Entre d'une part,

La **Communauté de Communes du Pays de Fayence**, représentée par son Président, Monsieur René UGO, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite intercommunalité, autorisé par délibération du conseil communautaire XXX.

Ci-après dénommée « CCPF»

Sise
Mas de Tassy
1849 RD 19
CS 80106
83440 Tourrettes
SIRET : 200 004 802 00019

Et,

D'autre part,

La **Chambre d'Agriculture du Var,** Représentée, en sa qualité de Présidente, par Madame Fabienne JOLY,

Ci-après dénommée « CA83 »

Sise :
26 Boulevard Jean Jaurès
CS 40203
83006 DRAGUIGNAN CEDEX
SIRET : 188300024 00018

*Programme : TENSO*
*Code Activité : 0601500*

BROUILLON

# Article 1. Objet de la convention

## A. Missions et ambitions respectives des parties

### a. Les ambitions de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

A travers sa Stratégie Locale de Développement Agricole ( SLDA), la Communauté de Communes du Pays de Fayence ( CCPF) a pour ambition d'apporter une cohérence dans la gestion et l'aménagement du foncier agricole, d'avoir une maitrise et une autonomie en eau d'irrigation, de maintenir une diversité de filières et de productions, d'accompagner et de soutenir l'installation des porteurs de projets agricoles, de transmettre et de reprendre les exploitations des agriculteurs en fin d'activité professionnelle, de tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire . Les enjeux portés par la SLDA sont compléter depuis 2021 par l'engagement de la CCPF à la mise en œuvre d'un Projet Alimentaire de Territoire visant la sécurisation vivrière du Pays de Fayence et une remodèlisation durable de l'éco système alimentaire local . A cette fin, 7 domaines d'intervention sont travaillés par le PAT :

- Axe 1 ; Accompagner les communes à la mise en œuvre des objectifs de la loi EGAlim
- Axe 2 : Sensibiliser et éduquer les enfants à une alimentation locale, de qualité et respectueuse de l'environnement
- Axe 3 : Réduire le gaspillage alimentaire au sein des établissements scolaires et des EPHAD du territoire
- Axe 4 : Lutter contre la précarité alimentaire
- Axe 5 : Reconquérir et dynamiser durablement l'agriculture vivrière en Pays de Fayence
- Axe 6 : Favoriser l'accès pour tous à une offre santé/nutrition de qualité
- Axe transversal : Accompagner à la structuration d'une gouvernance inclusive autour de la thématique de l'alimentation durable

La présente convention constitue la traduction opérationnelle de l'axe 5 de reconquête et dynamisation durable de l'agriculture vivrière en Pays de Fayence. Elle s'inscrit également pleinement dans la continuité des résultats de la convention 2021-2023 qui visait à la préservation, la reconquête des terres agricoles du territoire et ce notamment par la création de Zones Agricoles Protégées.

### b. La Chambre Départementale d'Agriculture du Var

La CA83 est un établissement public, au service des agriculteurs et des collectivités, investi d'une double mission :

– **une mission institutionnelle :** pour représenter et défendre les intérêts généraux de l'agriculture varoise,

– **une mission économique :** pour informer, conseiller, former et accompagner au mieux chaque agriculteur et les structures collectives agricoles dans la mise en œuvre de leur projet ; ainsi que les collectivités locales, dans la définition et la mise en œuvre de leur politique agricole territoriale.

## B. La volonté commune de s'engager

BROUILLON

**Redynamisation vivrière et agroécologique de l'agriculture en pays de Fayence**

L'intercommunalité du Pays de Fayence, suite aux travaux menés dans le cadre des 3 conventions passées établies entre la CCPF et la CA83 depuis 2016, et dans la poursuite des ambitions menées dans le cadre de son Projet Alimentaire de Territoire (PAT) souhaite poursuivre son implication en faveur de l'agriculture. De nouvelles actions sont proposées, visant à poursuivre la sécurisation et la reconquête de foncier agricole.

Face à cette volonté, la CCPF a sollicité la CA83 pour travailler ensemble à la mise en œuvre d'un programme ambitieux de soutien à l'agriculture.

Dans ce contexte, et eu égard aux compétences de chacune des structures, la CCPF et la CA83 unissent leurs compétences et leurs moyens pour développer des actions de gestion durable des espaces agricoles de la communauté de communes.

Cette démarche sera complémentaire aux actions conduites par la SAFER au travers de la Convention d'Aménagement Rural (CAR).

**OBJECTIFS ET FINALITES DE L'ETUDE OBJET DE LA CONVENTION**

- ⇨ **Adapter les pratiques agricoles du territoire au regard des enjeux d'économie d'eau et du changement climatique**
- ⇨ **Structurer la filière maraichage et répondre aux enjeux du PAT**
- ⇨ **Animer les territoires de ZAP et encourager la reconquête agricole**
- ⇨ **Favoriser l'émergence de projets agricoles et l'installation**

## Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture du Var

**AXE A – ADAPTATION DES PRATIQUES CULTURALES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

MISSION A.1. Réaliser des diagnostics individuels agro-écologiques (diagnostics de durabilité) auprès des exploitants du territoire

**AXE B – MOBILISER LE FONCIER AGRICOLE A POTENTIEL**

MISSION B.1. Animer les périmètres de Zones Agricoles Protégées

MISSION B.2. Lutter contre le dévoiement des zones agricoles

**AXE C – ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE**

MISSION C.1. Structurer la filière maraichage

MISSION C.2. Favoriser les installations

**AXE D – GOUVERNANCE**

MISSION D.1. Gouvernance et suivi de la convention

BROUILLON

## AXE A – ADAPTATION DES PRATIQUES CULTURALES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

### MISSION A.1. Réaliser des diagnostics individuels agro-écologiques auprès des exploitants du territoire

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Réaliser des diagnostics des pratiques agro-écologiques | Favoriser l'adoption des pratiques agroécologiques et valoriser celles déjà mises en place sur le territoire | Développement de pratiques agroécologiques au sein des exploitations agricoles, faciliter les demandes d'aides avec la réalisation des diagnostics de durabilité |

*En détail,*

***Objet*** : Lié à la réalisation des diagnostics individuels sur les usages de l'eau, des diagnostics individuels sur l'agro-écologie au sein des exploitations seront réalisés. Si possible ils seront couplés au diagnostic de durabilité de la Région. Ces diagnostics devront permettre de valoriser les pratiques vertueuses déjà mises en place par les professionnels agricoles, et de préciser un plan d'action permettant de développer de nouvelles pratiques agroécologiques. En plus des diagnostics individuels, une synthèse annuelle des audits sera réalisée, et un mini-guide des bonnes pratiques en Pays de Fayence élaboré.

Fin 2023, l'élaboration du questionnaire sera réalisée. Une réunion d'information aura lieu fin 2023 auprès des exploitants afin de les sensibiliser à la démarche et les inciter à y répondre. Cette réunion sera couplée avec celle prévue pour les diagnostics usage de l'eau (mission 1.1 de la Convention 2023/2027 entre la CA83/CCPF « Gestion de la ressource et adaptation des pratiques aux changement climatiques ».
Pour 2024 et les années suivantes, un objectif maximal de 5 diagnostics individuels est fixé.

***Champ d'intervention :***

- A. Rédaction du questionnaire d'enquête
- B. Participation réunion d'information
- C. Réalisation des 5 diagnostics
- D. Synthèse et guide des bonnes pratiques agroécologiques (BPA)

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| -5 diagnostics individuels<br>-1 synthèse<br>-1 guide de BPA | Nombre de diagnostics réalisés | Fin 2023 et suivants | Nelly JOUBERT |

BROUILLON

## AXE B – MOBILISER LE FONCIER AGRICOLE A POTENTIEL

### MISSION B.1. Animer les périmètres de Zones Agricoles Protégées

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Mobiliser le potentiel en friche au sein des périmètres de ZAP approuvées | Le territoire s'est doté de Zones Agricoles Protégées (ZAP). Une nécessaire animation de ces périmètres est à engager afin de mobiliser les parcelles en friches existantes au sein de ces secteurs. | Reconquérir du foncier en friche |

*En détail,*

***Objet :***

- L'action aura lieu lorsque les ZAP du territoire seront approuvées.
- Sensibilisation des propriétaires de parcelles en friches et mise en relation avec des porteurs de projets agricoles ;
- Organisation de 3 « Friches Dating » sur le territoire ;
- Mise en relation avec les services de la SAFER, en cas de vente, et formalisation de baux ruraux en cas de souhait de location.

***Champs d'intervention :***

A. **Organisation de « Friches Dating »** :

- 3 « Friches Dating » auront lieu au sein du territoire : sur le secteur Mons/Seillans ; plaine agricole du Pays de Fayence ; et Bagnols en Forêt/Saint-Paul en Forêt.
- Lors de ces Friches Dating, les propriétaires de parcelles en friche seront conviés à rencontrer des porteurs de projet souhaitant s'installer sur le territoire. Ces porteurs de projet auront, au préalable, été sélectionnés par le Point Accueil Installation de la CA83 sur la base de la vérification de la viabilité de leur projet et de leur recherche géographique du lieu d'installation projeté. L'envoi des courriers d'invitation aux propriétaires est à la charge de la CCPF. La CA83 se chargera de l'invitation des porteurs de projets.
- Ces « Friches Dating » seront animés par la CA83 et la SAFER et auront lieu chacun sur une demi-journée.

B. **Mise en relation et formalisation des contrats :**

- Suite à l'organisation des « Friches Dating », les souhaits de vente ou de location seront consignés et la mise en relation avec les services de la SAFER (pour la vente) et le Point Accueil Installation (pour les locations) sera effectuée.
- Les projets de vente feront l'objet d'annonces légales et les projets de location seront accompagnés, soit par la SAFER, soit par la CA83 selon le type de location souhaitée (Convention de Mise à Disposition SAFER ou baux ruraux). La CA83 apportera une aide pour les deux parties pour la rédaction des baux ruraux.

BROUILLON

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Organisation des « Friches Dating » Comptabilisation des projets de vente et/ou location | Nombre de projets de location ou de vente | 2026 | Stéphanie VINÇON et Marie-Anne CORNIOU |

BROUILLON

## AXE B – MOBILISER LE FONCIER AGRICOLE A POTENTIEL

### MISSION B.2. Lutter contre le dévoiement des zones agricoles

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Sensibiliser les maires à la protection des terres agricoles | Mettre en place un travail de sensibilisation des maires des communes de MTPM au travers de l'organisation d'une intervention du Procureur de la République et des services de l'Etat sur le pouvoir de police du Maire | Informer les Maires sur ce qu'il est possible de faire ou pas en zone agricole et les sensibiliser aux détournements d'usage |

*En détail,*

***Objet :*** Les Maires, 1ers magistrats des communes, se retrouvent parfois démunis face à des situations de dévoiement des zones agricoles.

Pour cette raison, il s'agira de mettre en place un travail de sensibilisation des maires des communes d'EPCI au travers de l'organisation d'une intervention à trois voix. D'une part, le Procureur de la République et les services de l'Etat interviendront sur le pouvoir de police du Maire. D'autre part, la CA83 sera également partie prenante de cette intervention pour expliquer ce qui peut être fait ou non en zone agricole : régime dérogatoire pour construire en zone agricole, quelles autorisations pour les constructions à caractère agricole, justifications de la nécessité de construire…

***Action départementale à intérêt territorial :***

L'intérêt de ce travail est double. En effet, il s'agit d'une part de permettre à tous les maires du Var, qu'ils soient en commune rurale, urbaine ou péri-urbaine, d'avoir le même niveau d'information sur les utilisations et occupations possibles en zone agricole. D'autre part, il s'agira de mobiliser les pouvoirs publics sur la problématique des détournements d'usage afin de définir une stratégie au niveau local mais également aller jusqu'à envisager par la suite une stratégie commune des Maires Varois pour lutter efficacement contre ces détournements.

***Champ d'intervention :***

- Organisation d'un séminaire à l'attention des élus et techniciens des communes et de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Organisation de l'intervention et support de présentation | Néant | 2024 | Emmanuelle LAN |

PROJET

## AXE C – ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE

### MISSION C.1. Structurer la filière maraichage

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Favoriser le réseau d'agriculteur en créant un groupe de progrès maraichage/arboriculteurs | Favoriser la diversité et la quantité des productions alimentaires<br><br>Inciter l'organisation des producteurs entre eux | Se connaitre entre agriculteurs d'un même territoire<br><br>Trouver des moments et des espaces virtuels ou physiques de rencontre et d'échange<br><br>Apporter des éléments de progression dans leurs pratiques (formations/ information sur les techniques, les cultures…)<br><br>Mettre en valeur chez chacun leurs réalisations vertueuses/ innovantes<br><br>Créer un relais d'échange entre la collectivité et les producteurs |

Les agriculteurs producteurs de denrées alimentaire, maraicher et arboriculteurs essentiellement fonctionnent mieux lorsqu'ils travaillent en réseaux de producteurs. En effet, le réseau leur permet à la fois des échanges d'idées, de matériels, de pratiques mais aussi de faire naitre des projets communs voir collectif.
Il permet également de développer "l'entente culturale" entre agriculteur, permettant à chacun de se "spécialiser" dans quelques productions qu'il maitrise et complémentaires aux autres producteurs sur les saisons et dans la durée.
Ceci permet d'offrir aux acheteurs de la RHD un panel diversifié dans des quantités adaptées sur un même territoire et donc favoriser la fourniture locale de denrées alimentaires.

*En détail,*
***Objet :*** dynamiser le réseau des producteurs par la création d'un **groupe de progrès maraichage**

Dans un premier temps pour la première année de la convention, il est proposé de démarrer une dynamique de réseau par l'interconnaissance des producteurs entre eux. L'objectif est d'une part de leur permettre d'échanger facilement entre eux, d'avoir des outils de communication simplifiant les échanges et qui soient collectifs (chacun peut profiter des échanges), cela peut également être un outil de diffusion d'information.

D'autre part d'aller faire connaissance avec les autres producteurs du territoire en organisation directement des visites les uns chez les autres sur un format court (café/croissant) 2h le matin tôt avant de démarrer sa journée.

En se connaissant mieux, les producteurs entament des échanges qui permettent souvent d'aboutir à des ententes de production, de la mise en commun de matériel ou du partage de techniques culturales. Globalement le groupe progresse grâce aux différents atouts de chacun.

***Champ d'intervention :***

- Recensement des producteurs alimentaires du territoire et contact auprès de chacun pour présenter la convention, ses objectifs...
- Organisation d'une réunion collective de démarrage et d'information pour expliquer les outils proposés et la dynamique à venir
- Création d'un groupe WhatsApp pour favoriser les échanges directs entre producteurs- accompagnement à l'utilisation de l'outil
- Diffusions d'information techniques/ règlementaires au cours de l'année (veille)
- Organisation de café/croissant chez les producteurs pour apprendre à se connaitre

Si la dynamique prend bien et s'il y a de la demande, des tournées techniques récurrentes pourraient être mise en place à la suite de ce premier travail, avec la présence sur le territoire d'un conseiller chambre d'agriculture qui pourrait proposer des interventions sur les exploitations en fonction de leur besoin en développement de projet.

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Compte rendu de réunion collective | Nombre de participants | 2023-2024 | Julie HARS |
| Création d'un groupe WhatsApp d'échange | Nombres d'agriculteurs inscrits | 2024 | |
| Photos des visites d'exploitation | Nombre d'exploitations visitées et nombre d'exploitants participants | | |

## AXE C – ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN OEUVRE DU PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE

### MISSION C.2. Favoriser les installations

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Encourager les installations sur le territoire | La CCPF souhaite favoriser les installations, notamment de cultures vivrières, afin de répondre aux objectifs de son PAT | Inciter les porteurs de projets (notamment en filières alimentaires) à s'installer sur le Pays de Fayence |

*En détail,*

***Objet :*** La CCPF souhaite favoriser les installations, notamment en filières alimentaires, sur son territoire qui en compte peu. Ceci dans un objectif de tendre à une alimentation plus locale et diversifiée.

***Champ d'intervention :***

- Mise en place d'une permanence du Point Accueil Installation délocalisée sur le territoire de la CCPF ½ journée par mois (associée à la présence du conseiller SAFER local)
- Formalisation d'une plaquette d'information valorisant le territoire de la CCPF et répondant aux besoins des futurs installés. Cette plaquette sera transmise, par le Point Accueil Installation, à tous les porteurs de projet en filière alimentaire ayant un projet géographique d'installation sur le territoire ou ses abords. La conception et l'impression de la plaquette sera à la charge de la CCPF.

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| ½ journée par mois de présence du Point Accueil Installation<br>Rédaction de la plaquette d'information | Nombre de permanences tenues<br>Nombre de plaquettes distribuées | 2024 et suivants | Marie-Anne CORNIOU |

PROJET

## AXE D – GOUVERNANCE

## MISSION D.1. Gouvernance de la convention

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Suivi et cohérence des différentes actions de la convention | Information de la CCPF et ses partenaires sur les avancées des actions<br><br>Suivi de la convention dans ces aspects technique et administratif | Participer aux instances de suivi du programme |

*En détail,*
***Objet :*** Présentation en Commission Agriculture des grandes avancées du programme. Participation au groupe de travail : réunions ou échanges techniques (2/an).

### A. Mise en place d'un groupe de travail

La CC Pays de Fayence et la CA83 s'engagent à constituer un groupe de travail réunissant :
- Les agents compétents de chaque structure pour mener à bien les missions décrites ci-dessous ;
- Le correspondant SAFER local pourra être associé, selon les actions engagées, à ce groupe de travail ;
- Le Président de la Commission Agriculture ;
- Les élus référents du territoire de la CA83;
- Des agriculteurs locaux pourront également être invités aux réunions de ce groupe de travail en fonction des sujets abordés.

Ce groupe de travail pourra se réunir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans le respect des objectifs de la présente convention.

Les travaux de ce groupe de travail feront l'objet de comptes rendus et de présentations dans les instances de gouvernance respectives des deux structures.

La CA83 et la CC Pays Fayence assureront le pilotage technique de ces réunions en veillant à la préparation des supports de présentation résultant des travaux réalisés en commun par les deux partenaires. La CC Pays de Fayence gardera à sa charge l'organisation logistique des réunions.

***Champ d'intervention :***

- Participations ponctuelles et selon le besoin à la Commission Agriculture de la CCPF afin de présenter l'avancement ou le bilan des actions.
- Participation à des réunions ou échanges techniques (groupe de travail) si besoin.

BROUILLON

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Interventions et support de présentation<br>Bilans d'activité | Réalisation des actions de la convention | 2024 et suivants | Stéphanie VINÇON |

BROUILLON

## Article 3. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

| ***Budget prévisionnel*** | **Coût en € de l'action 2023 *(facturation 2024)*** | **Coût en € de l'action 2024** | **Coût en € de l'action 2025** | **Coût en € de l'action 2026** | **Coût en € de l'action 2027** | **Coût Total en € des actions** | **Participation financière CA83 (dont fonds CASDAR)** | **A la charge de la CCPF** |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **MISSION A.1. Réaliser des diagnostics individuels agro-écologiques (diagnostics de durabilité) auprès des exploitants du territoire** | 1 488,00 € | 4 743,00 € | 4 743,00 € | 4 743,00 € | 4 743,00 € | 20 460,00 € | 2 046,00 € | 18 414,00 € |
| **MISSION B.1. Animer les périmètres de Zones Agricoles Protégées** | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 4 092,00 € | 4 092,00 € | 8 184,00 € | 818,40 € | 7 365,60 € |
| **MISSION B.2. Lutter contre le dévoiement des zones agricoles** (pas d'autofinancement CA83) | 0,00 € | 1 800,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 800,00 € | 0,00 € | 1 800,00 € |
| **MISSION C.1. Structurer la filière maraichage** | 2 976,00 € | 7 254,00 € | 7 254,00 € | 7 254,00 € | 7 254,00 € | 31 992,00 € | 3 199,20 € | 28 792,80 € |
| **MISSION C.2. Favoriser les installations** | 0,00 € | 5 952,00 € | 2 976,00 € | 2 976,00 € | 2 976,00 € | 14 880,00 € | 1 488,00 € | 13 392,00 € |
| **MISSION D.1. Gouvernance et suivi de la convention** | 0,00 € | 558,00 € | 558,00 € | 558,00 € | 558,00 € | 2 232,00 € | 223,20 € | 2 008,80 € |
| **TOTAL** | | | | | | **79 548,00 €** | **7 774,80 €** | **71 773,20 €** |

Le budget prévisionnel 2024-2027 à la charge de la Communauté de Communes du Pays de Fayence s'élève à **71 773,20€.**

BROUILLON

| *Plan de financement* | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2023 (facturation 2024) | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2024 | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2025 | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2026 | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2027 | **Coût en € total de l'action en Pays de Fayence** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Communauté de Communes du Pays de Fayence** – 90% du budget global sauf participation aux projets départementaux et prestations externes (financement 100%) | 4 017,60 € | 18 456,30 € | 13 977,90 € | 17 660,70 € | 17 660,70 € | 71 773, 20€ |
| **Chambre d'Agriculture du Var (dont fonds CASDAR)** – 10% du budget global hors projets départementaux et prestations externes | 446,40 € | 1850,70 € | 1553,10 € | 1962,30 € | 1962,30 € | 7 774,80 € |
| **TOTAL DU BUDGET DE LA CONVENTION €** | **4 464 €** | **20 307,00 €** | **15 531,00 €** | **19 623,00 €** | **19 623,00€** | **79 548 €** |

BROUILLON

## Article 4. Modalités financières et de règlement

Au regard du budget prévisionnel, la Communauté de Communes s'engage à verser, à la Chambre d'Agriculture du Var, une subvention d'un montant de 71 773, 20 € sur présentation du bilan de la mission décrite dans la présente convention.

La Chambre d'Agriculture finance une partie de son coût d'intervention (dont fonds CASDAR).

Les règlements seront effectués par virement administratif de la manière suivante : à chaque fin d'année sur présentation du bilan des actions de l'année, formalisé dans un rapport annuel.

Le montant de la participation financière sera ajusté selon les modalités suivantes : si le montant réel varie à la hausse, la participation n'est pas réévaluée ; en revanche, si les documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme subventionné est inférieur aux dépenses présentées, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées par la CA83.

Par voie d'avenant, le programme d'actions et budget pourront être complétés ou modifiés.

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte TRESOR PUBLIC - IBAN : FR76 1007 1830 0000 0010 1241 766.

Les titres de recette et/ou factures seront déposés sur chorus pro comme la législation le prévoit (article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014).

## Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication organisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre de la convention ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83 dans le cadre du partenariat seront transmises à la commune en format JPEG et/ou PDF. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou études devra recueillir l'accord des deux parties.

## Article 6. Durée de la convention

Le programme de travail prendra effet à compter de décembre 2023 (avec facturation des actions engagées en 2024) et ce jusqu'en décembre 2026.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au vu des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques, crise sanitaire…).

## Article 10. Résiliation - Révision

BROUILLON

**a)** En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou règlementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de tenir les engagements de la présente Convention.

**b)** La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

## Article 11. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Tourrettes, le xxx

| Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence | Pour la Chambre d'Agriculture du Var |
|---|---|
| René UGO<br>*Président* | Fabienne JOLY<br>*Présidente* |

BROUILLON

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_31-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/31
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

Absents excusés : **Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE, Michel FELIX

## CONVENTION DE PARTENARIAT 2024-2027 AVEC LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR « EAU AGRICOLE : GESTION DE LA RESSOURCE ET ADAPTATION DES PRATIQUES AGRICOLES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES »

Par délibération n°150630/01 en date du 30 juin 2015, la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) a introduit dans ses statuts la compétence « maintien et développement de l'activité agricole ». Cela s'est traduit notamment par l'adoption d'un Plan d'Orientations Pastorales Intercommunal (P.O.P.I) en 2017, par l'élaboration d'une Stratégie Locale de Développement Agricole (S.L.D.A), finalisée en 2019, et par la candidature, retenue comme lauréate fin 2021, à l'émergence de son Projet Alimentaire Territorial.

Les résultats obtenus ont notamment pu l'être grâce aux actions partenariales menées avec la Chambre d'Agriculture du Var, le CERPAM et la SAFER, dans le cadre de conventions passées avec ces structures.

La convention de partenariat 2021-2023 n°210316/30 avec la Chambre d'Agriculture du Var a notamment permis d'animer les missions suivantes :

- Préserver les terres agricoles : accompagnement à la création de Zones Agricoles Protégées ;
- Participation au Plan de Reconquête Agricole :
  - Définition d'un plan anti-friche sur le territoire ;
  - Territorialisation du volet départemental du Plan de Reconquête Agricole ;
- Participation au projet Ambition Installation.

Afin de poursuivre ce travail engagé depuis 2015 et concrétiser le programme de préservation foncière animé lors la convention 2021-2023, les membres de la Commission Agriculture, réunis le 26 juillet 2023, proposent de renouveler le partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var.

Les avancées du Projet Alimentaire Territorial (PAT) et ses enjeux de dynamisation vivrière, l'accélération sensible des conséquences du réchauffement climatique ainsi que la nécessité d'une adaptation rapide des pratiques agricoles ont conduit les membres de la Commission Agriculture à proposer deux conventions thématiques :

- Convention 1 « Foncier, installation, maraichage : redynamisation vivrière et agroécologique de l'agriculture en pays de Fayence »
- Convention 2 « Eau Agricole : gestion de la ressource et adaptation des pratiques agricoles aux changement climatiques »

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_31-DE

Les missions confiées à la Chambre d'Agriculture dans le cadre de la convention 2 « Eau Agricole : gestion de la ressource et adaptation des pratiques agricoles aux changement climatiques », objet de la présente délibération, sont les suivantes :

- MISSION 2.1 : Réaliser des diagnostics individuels de l'usage de l'eau auprès des exploitants du territoire
  Au regard des résultats des audits et de la volonté observées chez les agriculteurs diagnostiqués de s'engager collectivement, il sera proposé la mission optionnelle suivante :
- MISSION OPTIONNELLE : Formaliser la mise en place d'un groupe d'exploitants agricoles visant à travailler sur les économies d'eau
- MISSION 2.2 : Réaliser des formations sur les retenues collinaires et autres dispositifs de stockage de l'eau
  NB : Cette formation est financée par le VIVEA. Cette formation-action n'appelle pas de financement de la Communauté de Communes
- MISSION 2.3 : Accompagner la collectivité dans le projet d'irrigation sous pression.
- MISSION 2.4 : Gouvernance et suivi de la convention

Le projet de convention est présenté en annexe ; son plan de financement prévisionnel est le suivant, réparti sur les 4 années de la durée de la convention :

| Nature des dépenses | Montants à la charge de la CCPF 2024/2027 |
|---|---|
| **MISSION 2.1 : Réaliser des diagnostics individuels de l'usage de l'eau auprès des exploitants du territoire** | **21 762 €** |
| **MISSION 2.2 : Réaliser des formations sur les retenues collinaires et autres dispositifs de stockage de l'eau** | **1 269,60 €** |
| **MISSION 2.3 : Accompagner la collectivité dans le projet d'irrigation sous pression** | **0 €** |
| **MISSION 2.4 : Gouvernance et suivi de la convention** | **2008,80 €** |
| **TOTAL** | **25 040,40 €** |

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt introduisant la notion de projets alimentaires territoriaux ;
**VU** les statuts de la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
**VU** la convention 2021 SRAL PNA 26, relative au projet alimentaire territorial du Pays de Fayence, signée avec le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur en date du 20 septembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de la Communauté de Communes du Pays de Fayence dans un Projet Alimentaire Territorial et sa politique de redynamisation des filières alimentaires ;
**CONSIDÉRANT** que la Communauté de Communes du Pays de Fayence a pour objectif de soutenir, promouvoir et développer des actions en faveur d'une agriculture vivrière et durable sur son territoire ;
**CONSIDÉRANT** que l'accès à la ressource en eau constitue un enjeu majeur pour le développement de l'agriculture sur le territoire de la CCPF, que les limites de cette ressource sont désormais atteintes et dépassées, et que cette ressource doit donc être préservée et économisée ;
**CONSIDÉRANT** les résultats d'animation des précédentes conventions de partenariat avec la Chambre d'Agriculture du Var ;
**CONSIDÉRANT** le plan de financement prévisionnel présenté ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_31-DE

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** la convention de partenariat 2024-2027 avec la Chambre d'Agriculture du Var « Eau Agricole : gestion de la ressource et adaptation des pratiques agricoles aux changements climatiques » ;
- **AUTORISE** le Président à signer la convention de partenariat 2024-2027 avec la Chambre d'Agriculture du Var « Eau Agricole : gestion de la ressource et adaptation des pratiques agricoles aux changements climatiques » et tout document s'y rapportant ;
- **DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2024 ;
- **CHARGE** le président de notifier la présente délibération à la Chambre d'Agriculture du Var.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_31-DE

PROJET

# CONVENTION D'ATTRIBUTION DE SUBVENTION

## DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE
## A LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DU VAR

# GESTION DE LA RESSOURCE ET ADAPTATION DES PRATIQUES AUX CHANGEMENT CLIMATIQUES

## 2024-2027

Il est établi la convention d'attribution de subvention :

Entre d'une part,

La **Communauté de Communes du Pays de Fayence**, représentée par son Président, Monsieur René UGO, agissant en cette qualité pour et au nom de ladite intercommunalité, autorisé par délibération du conseil communautaire XXX.

Ci-après dénommée « CCPF»

Sise
Mas de Tassy
1849 RD 19
CS 80106
83440 Tourrettes
SIRET : 200 004 802 00019

Et,

D'autre part,

La **Chambre d'Agriculture du Var,** Représentée, en sa qualité de Présidente, par Madame Fabienne JOLY,

Ci-après dénommée « CA83 »

Sise :
26 Boulevard Jean Jaurès
CS 40203
83006 DRAGUIGNAN CEDEX
SIRET : 188300024 00018

*Programme : TENSO*
*Code Activité : 0601500*

BROUILLON

# Article 1. Objet de la convention

## A. Missions et ambitions respectives des parties

### a. Les ambitions de la Communauté de Communes du Pays de Fayence

A travers sa Stratégie Locale de Développement Agricole ( SLDA), la Communauté de Communes du Pays de Fayence ( CCPF) a pour ambition d'apporter une cohérence dans la gestion et l'aménagement du foncier agricole, d'avoir une maitrise et une autonomie en eau d'irrigation, de maintenir une diversité de filières et de productions, d'accompagner et de soutenir l'installation des porteurs de projets agricoles, de transmettre et de reprendre les exploitations des agriculteurs en fin d'activité professionnelle, de tendre vers l'autonomie alimentaire du territoire . Les enjeux portés par la SLDA sont compléter depuis 2021 par l'engagement de la CCPF à la mise en œuvre d'un Projet Alimentaire de Territoire visant la sécurisation vivrière du Pays de Fayence et une remodèlisation durable de l'éco système alimentaire local . A cette fin, 7 domaines d'intervention sont travaillés par le PAT :

- Axe 1 ; Accompagner les communes à la mise en œuvre des objectifs de la loi EGAlim
- Axe 2 : Sensibiliser et éduquer les enfants à une alimentation locale, de qualité et respectueuse de l'environnement
- Axe 3 : Réduire le gaspillage alimentaire au sein des établissements scolaires et des EPHAD du territoire
- Axe 4 : Lutter contre la précarité alimentaire
- Axe 5 : Reconquérir et dynamiser durablement l'agriculture vivrière en Pays de Fayence
- Axe 6 : Favoriser l'accès pour tous à une offre santé/nutrition de qualité
- Axe transversal : Accompagner à la structuration d'une gouvernance inclusive autour de la thématique de l'alimentation durable

La présente convention constitue la traduction opérationnelle de l'axe 5 de reconquête et dynamisation durable de l'agriculture vivrière en Pays de Fayence. Elle s'inscrit également pleinement dans la continuité des résultats de la convention 2021-2023 qui visait à la préservation, la reconquête des terres agricoles du territoire et ce notamment par la création de Zones Agricoles Protégées. En complément du travail ambitionné sur 2024-2027 en matière d'animation du foncier préservé et l'accompagnement à la transition vers l'installation de filières alimentaires sur le territoire, l'accélération des contraintes climatiques engagent la CCPF à conduire un programme spécifique de gestion et adaptation des pratiques agricoles. La convention «GESTION DE LA RESSOURCE ET ADAPTATION DES PRATIQUES AUX CHANGEMENT CLIMATIQUES » en est la traduction opérationnelle.

### b. La Chambre Départementale d'Agriculture du Var

La CA83 est un établissement public, au service des agriculteurs et des collectivités, investi d'une double mission :

– **une mission institutionnelle :** pour représenter et défendre les intérêts généraux de l'agriculture varoise,

– **une mission économique :** pour informer, conseiller, former et accompagner au mieux chaque agriculteur et les structures collectives agricoles dans la mise en œuvre de leur

PROJET

projet ; ainsi que les collectivités locales, dans la définition et la mise en œuvre de leur politique agricole territoriale.

### B. La volonté commune de s'engager

L'intercommunalité du Pays de Fayence, suite aux travaux menés dans le cadre des 3 conventions passées établies entre la CCPF et la CA83 depuis 2016, et dans la poursuite des ambitions menées dans le cadre de son Projet Alimentaire de Territoire (PAT) souhaite poursuivre son implication en faveur de l'agriculture. De nouvelles actions sont proposées, visant à adapter l'agriculture locale aux enjeux de gestion de la ressource en eau et adapter les pratiques agricoles aux changements climatiques.

Face à cette volonté, la CCPF a sollicité la CA83 pour travailler ensemble à la mise en œuvre d'un programme ambitieux de soutien à l'agriculture.

Dans ce contexte, et eu égard aux compétences de chacune des structures, la CCPF et la CA83 unissent leurs compétences et leurs moyens pour développer des actions de gestion durable des espaces agricoles de la communauté de communes.

Cette démarche sera complémentaire aux actions conduites par la SAFER au travers de la Convention d'Aménagement Rural (CAR).

**OBJECTIFS ET FINALITES DE L'ETUDE OBJET DE LA CONVENTION**

- ⇨ **Adapter les pratiques agricoles du territoire au regard des enjeux d'économie d'eau et du changement climatique**
- ⇨ **Accompagner la politique intercommunale sur les nouvelles ressources en eau**

## Article 2. Description des missions de la Chambre d'Agriculture du Var

**AXE 1 – DIAGNOSTICS INDIVIDUELS DE L'USAGE DE l'EAU PAR LES EXPLOITANTS**

MISSION 1.1. Réaliser des diagnostics individuels de l'usage de l'eau auprès des exploitants du territoire

*OPTION A LEVER SI NECESSAIRE - MISSION 1.2. Formaliser la mise en place d'un groupe d'exploitants agricoles visant à travailler sur les économies d'eau*

**AXE 2 – CONCOURIR AU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX ET L'ECONOMIE D'EAU SUR LE TERRITOIRE**

MISSION 2.1. Réaliser des formations sur les retenues collinaires et autres dispositifs de stockage de l'eau

MISSION 2.2. Accompagner la collectivité dans le projet d'irrigation sous pression

**AXE 5 – GOUVERNANCE**

BROUILLON

MISSION 5.1. Gouvernance et suivi de la convention

## AXE 1 – ADAPTATION DES PRATIQUES CULTURALES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

## MISSION 1.1. Réaliser des diagnostics individuels de l'usage de l'eau auprès des exploitants du territoire

*En synthèse,*

| Ambition | | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|---|
| Réduire la consommation en eau des exploitations agricoles | Le territoire est déficitaire en ressource en eau d'irrigation, l'enjeu est d'accompagner les exploitants agricoles en une gestion économe de la ressource en eau | Apporter un appui technique aux exploitants pour réduire leur consommation en eau | |

*En détail,*

***Objet*** : De manière individuelle, des diagnostics seront formalisés et proposés aux exploitants du territoire pour diagnostiquer l'usage de l'eau dans les exploitations, identifier les points de fragilités et proposer des solutions. Ces diagnostics seront réalisés sous forme de rendez-vous auprès des exploitants.
In fine, au-delà de l'accompagnement individuel, la production d'un support de communication sur les solutions récurrentes à mettre en place à diffuser au plus grand nombre sera élaboré. La conception et l'impression de ce support seront à la charge de la CCPF.
Une collaboration entre la CCPF et CRIIAM sera mise en place.

Fin 2023, l'élaboration du questionnaire sera réalisé, ainsi qu'un brainstorming des solutions pour l'économie d'eau à proposer. Une réunion d'information aura lieu fin 2023 auprès des exploitants afin de les sensibiliser à la démarche et les inciter à y répondre. Cette réunion sera couplée avec celle prévue sur les diagnostics agro-écologie (Mission A.1 de la Convention 2023/2027 entre la CA83/CCPF « Redynamisation vivrière et agroécologique de l'agriculture en pays de Fayence »).

Pour 2024 et les années suivantes, un objectif maximal de 5 diagnostics individuels est fixé.

***Champ d'intervention :***

- A. Réalisation du questionnaire d'enquête
- B. Définition de la complémentarité avec le CRIIAM ou autre partenaire (à contractualiser avec CCPF)
- C. Mobilisation des exploitants : communication, réunions...
- D. Réalisation des entretiens et établissement d'un bilan
- E. Garder le lien avec les agriculteurs audités pour accompagner la mise en place des solutions.

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|

BROUILLON

| | | | |
|---|---|---|---|
| Bilan des entretiens avec les exploitants | Nb d'audit/enquête réalisé<br>Nb d'agriculteurs mobilisés à la réunion | Fin 2023 et suivants | Johan GILBERT |
| | | | |

**AXE 1 – ADAPTATION DES PRATIQUES CULTURALES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

***OPTION A LEVER SI NECESSAIRE - MISSION 1.2. Formaliser la mise en place d'un groupe d'exploitants agricoles visant à travailler sur les économies d'eau***

**Si un besoin est ressenti par les exploitants locaux à l'issue de la mission 1.1, et si la CCPF le souhaite, la mission 1.2 pourra être réalisée.**

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Réduire la consommation en eau des exploitations agricoles | Le territoire est déficitaire en ressource en eau d'irrigation, l'enjeu est d'accompagner les exploitants agricoles en une gestion économe de la ressource en eau | Constituer un groupe d'exploitants pour partager des solutions d'économie d'eau et diffuser les travaux à l'ensemble de la profession agricole |

*En détail,*

***Objet*** : De manière collective, mise en place d'un groupe d'agriculteurs multi-filières pour travailler sur les économies d'eau et les adaptations variétales. Ce groupe peut être sous la forme d'un GIEE.

Dès 2023, la CA83 pourra débuter la formalisation d'une réponse à l'appel à projet pour déposer une candidature en avril 2024 pour un GIEE émergent.
La fin d'année 2023 nous permettra de formaliser le groupe d'exploitants (5 minimum) et définir les champs d'interventions du groupe.
En 2024, et sous réserve de l'acceptation du projet GIEE, sa labélisation pourra avoir lieu et sa durée choisie (3, 6 ou 9 ans). Une association d'exploitants devra alors être créée.
Des interventions spécifiques au sein du GIEE constitué, notamment de la part des services filières de la CA83, pourront avoir lieu si besoin (maraichage, arboriculture, viticulture,…).

- ***Champ d'intervention :***
- A. Constitution du groupe d'exploitants et accompagnement à la formalisation du groupe
- B. Définition du projet et programme d'action du groupe
- C. Dépôt du dossier GIEE ou autre pour co-financer l'animation du groupe
- D. Animation du groupe pour tendre vers des économies d'eau. Les solutions pourront porter sur le matériel végétal, les pratiques agricoles, sol, usage de l'eau...

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Bilan d'activité<br>Dossier de groupement des exploitants | Nb d'agriculteurs dans le groupe<br>Nb de réunions du groupe<br>Nb de solutions d'économie d'eau identifiées | Fin 2023 et suivants | Johan GILBERT |

BROUILLON

| | | | |
|---|---|---|---|
| | | | |

## AXE 2 – CONCOURIR AU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX ET L'ECONOMIE D'EAU SUR LE TERRITOIRE

### MISSION 2.1. Réaliser des formations sur les retenues collinaires et autres dispositifs de stockage de l'eau

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Apporter des solutions d'accès à une ressource en eau | Le territoire est sous équipé en réseau d'irrigation et appartient à un bassin déficitaire en eau, pour répondre aux besoins des filières relatifs au changement climatique et pour développer les filières alimentaires, les besoins en stockage d'eau sont prégnants. | Former les exploitants locaux aux dispositifs de stockage de l'eau possibles et aides financières liées |

*En détail,*

**Objet** : Le territoire est sous équipé en réseau d'irrigation et appartient à un bassin déficitaire en eau, pour répondre aux besoins des filières relatifs au changement climatique et pour développer les filières alimentaires, les besoins en stockage d'eau sont prégnants. Un travail d'explication de solutions alternatives est à proposer aux exploitants agricoles pour apporter des solutions concrètes.

***Champ d'intervention :***

Une réunion d'information auprès des exploitants du territoire aura lieu en 2024 sur les dispositifs de stockage d'eau existants et les ressources de financement possibles (organismes, hauteur de financement des dispositifs,). Un intervenant extérieur participera à cette réunion.

Une formation action de 4 jours permettra ensuite, aux exploitants volontaires ayant des projets avancés de concrétiser ces derniers. Cette formation est financée par le VIVEA. A compléter *NB : cette formation action n'appelle pas de financement de l'agglomération.*

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Bilan d'activité | Nb d'agriculteurs présents à la réunion<br>Nb d'agriculteurs inscrits à la formation | 2024/2025 | Gilles CAUVIN ou Johan GILBERT |

PROJET

## AXE 2 – CONCOURIR AU DEVELOPPEMENT DES RESEAUX ET L'ECONOMIE D'EAU SUR LE TERRITOIRE

### MISSION 2.2. Accompagner la collectivité dans le projet d'irrigation sous pression

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Mailler les plaines agricoles d'un système d'irrigation sous pression | Le territoire est sous équipé en réseau d'irrigation et appartient à un bassin déficitaire en eau, pour répondre aux besoins des filières relatifs au changement climatique et pour développer les filières alimentaires, l'équipement hydraulique est un enjeu prégnant du territoire. | Conforter le travail de la SCP pour faire émerger des projets d'aménagement hydraulique en adéquation avec le territoire |

*En détail,*

***Objet :*** La SCP avec les filières agricoles et la Chambre d'Agriculture a développé un projet de développement de l'irrigation dans le vignoble. Ce développement va bénéficier à d'autres filières dont les filières alimentaires. L'enjeu est de favoriser des démarches de projets agricoles sur les secteurs de développement hydraulique.

***Champ d'intervention :***

Les partenaires échangeront mutuellement les informations qu'elles détiennent pour la bonne avancée des projets.

La CA83 propose son expertise à la SCP pour initier des projets agricoles sur les secteurs étudiés pour le développement d'un projet hydraulique.

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Bilan d'activité | Néant | 2024 et suivants | ALIBERT Fanny |

*NB : cette action n'appelle pas de financement de l'agglomération.*

**AXE 5 – GOUVERNANCE**

**MISSION 5.1. Gouvernance de la convention**

*En synthèse,*

| Ambition | Besoin territorial | Visée opérationnelle |
|---|---|---|
| Suivi et cohérence des différentes actions de la convention | Information de la CCPF et ses partenaires sur les avancées des actions<br><br>Suivi de la convention dans ces aspects technique et administratif | Participer aux instances de suivi du programme |

*En détail,*
***Objet :*** Présentation en Commission Agriculture des grandes avancées du programme. Participation au groupe de travail : réunions ou échanges techniques (2/an).

**A. Mise en place d'un groupe de travail**

La CC Pays de Fayence et la CA83 s'engagent à constituer un groupe de travail réunissant :
- Les agents compétents de chaque structure pour mener à bien les missions décrites ci-dessous ;
- Le correspondant SAFER local pourra être associé, selon les actions engagées, à ce groupe de travail ;
- Le Président de la Commission Agriculture ;
- Les élus référents du territoire de la CA83;
- Des agriculteurs locaux pourront également être invités aux réunions de ce groupe de travail en fonction des sujets abordés.

Ce groupe de travail pourra se réunir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, dans le respect des objectifs de la présente convention.

Les travaux de ce groupe de travail feront l'objet de comptes rendus et de présentations dans les instances de gouvernance respectives des deux structures.

La CA83 et la CC Pays Fayence assureront le pilotage technique de ces réunions en veillant à la préparation des supports de présentation résultant des travaux réalisés en commun par les deux partenaires. La CC Pays de Fayence gardera à sa charge l'organisation logistique des réunions.

***Champ d'intervention :***

- Participations ponctuelles et selon le besoin à la Commission Agriculture de la CCPF afin de présenter l'avancement ou le bilan des actions.
- Participation à des réunions ou échanges techniques (groupe de travail) si besoin.

BROUILLON

## Gestion de la ressource et adaptation des pratiques aux changement climatiques

| *Livrables* | *Indicateurs de résultats* | *Période de réalisation* | *Contact CA83* |
|---|---|---|---|
| Interventions et support de présentation<br>Bilans d'activité | Réalisation des actions de la convention | 2024 et suivants | Stéphanie VINÇON |

BROUILLON

## Article 3. Budget prévisionnel de l'intervention de la Chambre d'Agriculture du Var

| *Budget prévisionnel* | Coût en € de l'action 2023 (facturation 2024) | Coût en € de l'action 2024 | Coût en € de l'action 2025 | Coût en € de l'action 2026 | Coût en € de l'action 2027 | Coût Total en € des actions | Participation financière CA83 (dont fonds CASDAR) | A la charge de la CCPF |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **MISSION 1.1. Réaliser des diagnostics individuels de l'usage de l'eau auprès des exploitants du territoire** | 7 440,00 € | 4 185,00 € | 4 185,00 € | 4 185,00 € | 4 185,00 € | 24 180,00 € | 2 418,00 € | 21 762,00 € |
| ***EN OPTION - MISSION 1.2. Formaliser la mise en place d'un GIEE visant à travailler sur les économies d'eau*** | *11 160,00 €* | *11 160,00 €* | *11 160,00 €* | *11 160,00 €* | *0,00 €* | *44 640,00 €* | *4 464,00 €* | *40 176,00 €* |
| **MISSION 2.1. Réaliser des formations sur les retenues collinaires et autres dispositifs de stockage de l'eau (dont intervention prestataire externe)** | 0,00 € | 1 344,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 1 344,00 € | 74,40 € | 1 269,60 € |
| **MISSION 2.2. Projet d'irrigation sous pression** | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| **MISSION 5.1. Gouvernance et suivi de la convention** | 0,00 € | 744,00 € | 744,00 € | 372,00 € | 372,00 € | 2 232,00 € | 223,20 € | 2 008,80 € |
| **TOTAL** | | | | | | **27 756,00 €** | **2 715,60 €** | **25 040,40 €** |

Le budget prévisionnel de la convention à la charge de la CCPF s'élève à **25 040,40 € .**

BROUILLON

| *Plan de financement sans option* | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2023 (facturation 2024) | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2024 | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2025 | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2026 | Coût en € de l'action en Pays de Fayence 2027 | **Coût en € total de l'action en Pays de Fayence** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Communauté de Communes du Pays de Fayence** – 90% du budget global sauf participation aux projets départementaux et prestations externes (financement 100%) | 6 696 € | 5705,70 € | 4436,10 € | 4101,30 € | 4101,30 € | 25 040,40 € |
| **Chambre d'Agriculture du Var (dont fonds CASDAR)** – 10% du budget global hors projets départementaux et prestations externes | 744 € | 567,30 € | 492,90 € | 455,70 € | 455,70 € | 2 715,60 € |
| **TOTAL DU BUDGET DE LA CONVENTION €** | **7 440 €** | **6273,00 €** | **4929,00 €** | **4557,00 €** | **4557,00 €** | **27 756 €** |

BROUILLON

## Article 4. Modalités financières et de règlement

Au regard du budget prévisionnel, la Communauté de Communes s'engage à verser, à la Chambre d'Agriculture du Var, une subvention d'un montant de 25 040,40 € sur présentation du bilan de la mission décrite dans la présente convention (sur la base des actions sans l'option levée sur la mission 1.2).

La Chambre d'Agriculture finance une partie de son coût d'intervention (dont fonds CASDAR).

Les règlements seront effectués par virement administratif de la manière suivante : à chaque fin d'année sur présentation du bilan des actions de l'année, formalisé dans un rapport annuel.

Le montant de la participation financière sera ajusté selon les modalités suivantes : si le montant réel varie à la hausse, la participation n'est pas réévaluée ; en revanche, si les documents montrent que le montant total des dépenses réalisées pour le programme subventionné est inférieur aux dépenses présentées, le solde à verser sera calculé au prorata des dépenses réellement engagées par la CA83.

Par voie d'avenant, le programme d'actions et budget pourront être complétés ou modifiés.

Le paiement des sommes prévues sera effectué par virement administratif sur le Compte TRESOR PUBLIC - IBAN : FR76 1007 1830 0000 0010 1241 766.

Les titres de recette et/ou factures seront déposés sur chorus pro comme la législation le prévoit (article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014).

## Article 5. Confidentialité

Hormis dans le cadre des actions de communication organisées dans le cadre du projet, les Parties s'engagent à conserver confidentielles, tant pendant l'exécution de la Convention qu'après la fin de celle-ci, les informations de toute nature auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de l'exécution des présentes. Elles s'engagent également à faire respecter strictement cette obligation par leurs personnels et sous-traitants éventuels.

Les données individuelles recueillies dans le cadre de la convention ne seront pas fournies par le producteur de la donnée pour des raisons de confidentialité sauf accord des enquêtés. Les données SIG produites par la CA83 dans le cadre du partenariat seront transmises à la commune en format JPEG et/ou PDF. L'utilisation ultérieure des données produites dans le cadre d'une autre réflexion ou études devra recueillir l'accord des deux parties.

## Article 6. Durée de la convention

Le programme de travail prendra effet à compter de décembre 2023 (avec facturation des actions engagées en 2024) et ce jusqu'en décembre 2026.

La durée des travaux pouvant être amenée à être prolongée au vu des contraintes de calendriers des différents acteurs (saisonnalité des travaux agricoles, agendas politiques, crise sanitaire…).

BROUILLON

## Article 10. Résiliation - Révision

**a)** En cas d'inexécution ou de violation, par l'une des Parties de l'une quelconque des dispositions de Convention, celle-ci pourra être résiliée unilatéralement et de plein droit par l'autre Partie, 30 (trente) jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet et ceci, sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés à la Partie défaillante.

La présente Convention sera, en outre, résiliée automatiquement et de plein droit dans l'hypothèse où, notamment par suite d'une modification législative ou règlementaire la concernant ou concernant ses activités, l'une ou l'autre des Parties se trouverait dans l'impossibilité de tenir les engagements de la présente Convention.

**b)** La présente Convention pourra être révisée à tout moment, à la demande de l'une des Parties.

Toute révision de la présente Convention devra donner lieu à un avenant signé par chacune des Parties.

## Article 11. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de contestations, litiges ou autres différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation dans le délai de deux mois. En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon, sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires, à Tourrettes, le xxx

| Pour la Communauté de Communes du Pays de Fayence | Pour la Chambre d'Agriculture du Var |
|---|---|
| René UGO<br>*Président* | Fabienne JOLY<br>*Présidente* |

BROUILLON

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_32-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/32
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE, Michel FELIX

## PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL (PAT) : POURSUITE DE L'ANIMATION 2024-2029 POUR LE NIVEAU 2 - PAT OPÉRATIONNEL

Par la délibération n°150630/01 en date du 30 juin 2015, la compétence « maintien et développement de l'activité agricole » a été intégrée dans les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF). Cela s'est traduit notamment par l'adoption d'un Plan d'Orientation Pastorale Intercommunal (POPI) et d'une Stratégie Locale de Développement Agricole (SLDA).

Les premiers résultats obtenus ont entraîné la Communauté de Communes du Pays de Fayence à candidater au printemps 2021 à une labellisation Projet Alimentaire Territorial de niveau 1 « PAT émergent ».

La candidature a été retenue comme lauréate fin 2021 et s'est traduite par la signature de la convention 2021 SRAL PNA 26, relative au projet alimentaire territorial du Pays de Fayence, signée avec le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur en date du 20 septembre 2021.

L'animation du PAT émergent a été lancée en octobre 2021 pour une durée de 3 ans autour de 7 axes :
- Axe 1 : Accompagner les communes à la mise en œuvre des objectifs de la loi EGAlim ;
- Axe 2 : Sensibiliser et éduquer les enfants à une alimentation locale, de qualité et respectueuse de l'environnement ;
- Axe 3 : Réduire le gaspillage alimentaire au sein des établissements scolaires et des EPHAD du territoire ;
- Axe 4 : Lutter contre la précarité alimentaire ;
- Axe 5 : Reconquérir et dynamiser durablement l'agriculture vivrière en Pays de Fayence ;
- Axe 6 : Favoriser l'accès pour tous à une offre santé/nutrition de qualité ;
- Axe transversal : Accompagner à la structuration d'une gouvernance inclusive autour de la thématique de l'alimentation durable

Les principaux résultats du programme sur ces 7 axes d'intervention sont les suivants :
- Axe 1 :
  - Diagnostic de la restauration collective scolaire en Pays de Fayence.
  - Ingénierie/animation d'un scénario de commandes groupée auprès d'un groupement de producteurs bio et locaux à destination des cantines du Pays de Fayence.
  - Accompagnement à l'inscription et télédéclaration des cantines scolaires du territoire sur la plateforme « Ma Cantine ».
  - Sensibilisation à la lutte contre le gaspillage alimentaire et la précarité alimentaire.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_32-DE

- Axe 2 :
  - Ingénierie/animation d'une politique intercommunale d'éducation à l'alimentation durable auprès des scolaires : le passeport alimentation durable en Pays de Fayence.
- Axe 3 :
  - Ingénierie/animation en partenariat avec le service déchets de la CCPF de l'opération « Pas de Gaspi dans ma cantine » (service d'audit quantitatif et organisationnel visant à la réduction du gaspillage alimentaire au sein des cantines scolaires du Pays de Fayence).
- Axe 4 :
  - Création et animation du Groupe Local de lutte contre la précarité alimentaire.
  - Animation d'expérimentations locales autour de 4 champs :
    - Accompagnement aux soins, à la nutrition et au sport/santé des bénéficiaires de la précarité alimentaire ;
    - Favoriser l'approvisionnement local et qualitatif des structures relais de la précarité ;
    - Couverture des zones blanches et accompagnement à la facilitation des mobilités pour les structures têtes de réseau ;
    - Accompagner à l'émergence de projets pour et par les « bénéficiaires » de la précarité alimentaire.
- Axe 5 :
  - Accompagnement à la mise en place de Zones Agricoles protégées sur les 9 communes de la Communauté de Communes.
  - Animation d'un plan de reconquête des friches à vocation alimentaire : cartographie et sensibilisation propriétaires.
  - Intervention/ protection de foncier agricole (révision de prix, rétrocession, installation, etc.) sur 20 Ha.
- Axe 6 :
  - Animation d'un dispositif d'accompagnement des bénéficiaires de la précarité à un accès renforcé aux soins et aux dispositifs sport/santé existants sur le territoire.
  - Engagement d'une dynamique sur l'animation d'un Contrat Local Santé- Alimentation durable.
- Axe transversal :
  - Installation et animation d'un Conseil Local de l'Alimentation.
  - Réalisation et validation d'un diagnostic partagé sur la situation de l'alimentation durable en Pays de Fayence.
  - Co-construction d'un plan d'action partagé afin de favoriser le développement d'une alimentation durable en Pays de Fayence.
  - Organisation des « Rencontres Locales de l'Alimentation durable » (2 éditions : 2022 et 2023).

L'avancée du programme, ainsi que la date d'échéance (mai 2024) de la convention SRAL PNA 26 conduisent à prévoir la demande de labellisation de niveau 2 « PAT opérationnels » en janvier 2024, pour le Projet Alimentaire Territorial du Pays de Fayence.

Outre le bilan des actions réalisées et la proposition d'un plan d'action quinquennal, le dossier de candidature nécessite un engagement formalisé de la Communauté de Communes à porter le Projet Alimentaire de Territoire pour 5 ans à partir de la date de candidature à la labellisation de niveau 2.

C'est pourquoi le Président propose à l'assemblée de prendre l'engagement de poursuivre l'animation du Projet Alimentaire Territorial du Pays de Fayence durant une période de 5 ans, de 2024 à 2029.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
**VU** la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt introduisant la notion de projets alimentaires territoriaux ;
**VU** les statuts de la Communauté de communes du Pays de Fayence ;
**VU** la convention 2021 SRAL PNA 26, relative au projet alimentaire territorial du Pays de Fayence, signée avec le Préfet de la Région Provence Alpes-Côte d'Azur en date du 20 septembre 2021 ;

**CONSIDÉRANT** l'engagement de la Communauté de Communes du Pays de Fayence dans un Projet Alimentaire Territorial et sa politique de redynamisation des filières alimentaires ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_32-DE

**CONSIDÉRANT** l'état des lieux et les éléments de diagnostic du Projet Alimentaire Territorial du Pays de Fayence, ci-annexé, présenté et validé en comité de pilotage PAT le 17 novembre 2022 ;
**CONSIDÉRANT** la stratégie du Projet Alimentaire de Territoire présenté et validé en Comité de pilotage du 17 novembre 2022 ;
**CONSIDÉRANT** que le plan d'actions sur 5 ans du Projet Alimentaire de Territoire niveau 2, susceptible d'évoluer en fonction des besoins et des enjeux à traiter, prévoit, à ce jour, les axes suivants :

- Accompagner les communes à la mise en œuvre des objectifs de la loi EGAlim
- Sensibiliser et éduquer les enfants à une alimentation locale, de qualité et respectueuse de l'environnement
- Réduire le gaspillage alimentaire au sein des établissements scolaires et des EPHAD du territoire
- Lutter contre la précarité alimentaire
- Reconquérir et dynamiser durablement l'agriculture vivrière en Pays de Fayence
- Favoriser l'accès pour tous à une offre santé/nutrition de qualité
- Accompagner à la structuration d'une gouvernance inclusive autour de la thématique de l'alimentation durable
- Favoriser la structuration des agricultures alimentaires domestiques et non professionnelles

**CONSIDÉRANT** les actions menées dont les résultats peuvent déjà être appréciés, notamment sur les axes prévus initialement dans le PAT émergent ;
**CONSIDÉRANT** la volonté politique affirmée et la forte mobilisation d'un grand nombre d'acteurs publics et privés, engagés pour la mise en place d'actions pour répondre aux besoins actuels et futurs de la population du territoire ;

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** la poursuite de la stratégie du Projet Alimentaire Territorial selon les axes présentés, susceptibles d'évoluer selon d'éventuelles nécessités identifiées ultérieurement, et la mise en œuvre du plan d'actions en faveur d'une alimentation locale, durable, de qualité et accessible à tous ;
- **APPROUVE** la demande de reconnaissance nationale de niveau 2 pour le Projet Alimentaire Territorial du Pays de Fayence ;
- **APPROUVE** l'engagement de la Communauté de communes de continuer à porter l'animation du Projet Alimentaire Territorial du Pays de Fayence pour une durée de 5 ans, de 2024 à 2029 ;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant, à signer tout document ou tout acte relatif à la démarche de labellisation de niveau 2 du Projet Alimentaire Territorial, auprès de l'Etat.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_32-DE

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 7- FORÊTS

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_33-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/33
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX**

## SYLVOPASTORALISME : SIGNATURE DES PLANS DE GESTION MAEC (MESURES AGRO-ENVIRONNEMENTALES ET CLIMATIQUES) 2023 / 2027

Le dispositif des MAEC (Mesures Agro-Environnementales et Climatiques) 2023-2027 est placé sous l'autorité de gestion du service décentralisé du Ministère de l'agriculture de l'alimentation et de la forêt, à savoir la DRAAF PACA (Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt Provence-Alpes-Côte d'Azur).
La DRAAF PACA a retenu, fin 2022, la candidature du CERPAM (Centre d'Etudes et de Réalisations Pastorales Alpes-Méditerranée) pour porter un projet agroécologique de territoire.

Dans ce projet, l'entretien d'ouvrages DFCI (défense de la forêt contre les incendies) par le pâturage vise à renforcer la politique de prévention menée par la Communauté de commnes du Pays de Fayence (CCPF) sur ces ouvrages.

Un engagement MAEC DFCI correspond à l'adaptation de la gestion pastorale pour prélever le maximum de ressource considérée comme combustible sur les ouvrages DFCI pendant 5 ans.

Quatres éleveurs ont demandé à s'engager en MAEC DFCI sur des ouvrages priorisés et entretenus par la CCPF et le Département. Un plan de gestion dressant les objectifs de prélèvement et la localisation des parcelles a été rédigé par le CERPAM pour chaque éleveur.

Ces éleveurs sont recencés dans le tableau ci-dessous et les plans de gestion sont présentés en annexe.

| Nom | Type d'élevage | Piste DFCI / commune | Surface | Engagement | Période engagement |
|---|---|---|---|---|---|
| [redacted] | Equin | G535 / Seillans | 18,4 ha | Pâturage renforcé | 2023-2027 |
| [redacted] | Caprin laitier | I17 / Seillans | 11,96 ha | Pâturage renforcé | 2023-2027 |
| [redacted] | Bovin laitier | I3 / Callian | 66,03 ha | Pâturage renforcé | 2023-2027 |
| [redacted] | Ovin laitier | RD 56 / Tourrettes - St_Paul_en_forêt | 34,70 ha | Pâturage renforcé | 2023-2027 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_33-DE

Ces engagements s'intégrant dans la gestion du débroussaillement DFCI réalisée par la CCPF, ces plans de gestion sont soumis à sa signature en tant que gestionnaire PIDAF.
Cette signature permet :
- d'intégrer pleinement les engagements des éleveurs dans la politique de prévention et de lutte contre les incendies,
- de disposer des contacts et ainsi de pouvoir les prévenir lors des débroussaillements.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** l'engagement des 4 éleveurs susmentionnés ;
- **AUTORISE** le Président à signer toute convention ou document permettant la mise en œuvre de ces plans de gestion.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 8- SANTÉ - SOCIAL

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_34-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/34

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

Absents excusés : **Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE, Michel FELIX

## CONTRAT D'ENGAGEMENT AU TITRE DE L'INDEMNITÉ D'ÉTUDE ET DE PROJET PROFESSIONNEL EN FAVEUR D'UN ÉTUDIANT EN MÉDECINE

Le Président rappelle que la Communauté de Communes du Pays de Fayence, à l'instar de beaucoup d'autres territoires français, est impactée par le contexte national de désertification médicale.

Le diagnostic territorial effectué lors de l'élaboration du Projet de Santé de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP) du Pays de Fayence a mis en évidence une dégradation de la démographie médicale (-10 % depuis 2009), liée au départ à la retraite de médecins généralistes, sans que leur activité ne soit reprise par un nouvel arrivant. Cette situation continue de s'aggraver d'année en année, avec aujourd'hui 8 médecins sur 17 ayant plus de 60 ans, dont 2 plus de 65 ans.

Cette situation a conduit l'ARS PACA (Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur) à classer le Pays de Fayence en zone « sous dense » pour les médecins généralistes. Ainsi les communes de Callian et Montauroux sont classées en **ZAC (Zone d'Action Complémentaire,** soit le 3ème niveau de risque sur 4) et les communes de Bagnols-en-Forêt, Fayence, Mons, Saint-Paul-en Forêt, Seillans, Tanneron et Tourrettes en **ZIP (Zone Intervention Prioritaire,** soit le niveau de risque le plus élevé, de 4 sur 4).

Or, le code général des collectivités territoriales (CGCT), en son article L.5111-8, dispose qu' *« **une indemnité d'étude et de projet professionnel** peut être attribuée par les collectivités territoriales et leurs groupements à tout étudiant, titulaire du concours de médecine, inscrit en faculté de médecine ou de chirurgie dentaire, s'il s'engage à exercer en tant que médecin généraliste, spécialiste ou chirurgien-dentiste au moins cinq années dans l'une des zones mentionnées au premier alinéa du I. Pour bénéficier de cette aide, l'étudiant signe un contrat avec la collectivité qui attribue l'aide. »*

Cette démarche d'accompagnement d'un étudiant, par le biais d'un contrat d'engagement au titre de l'indemnité d'étude et de projet professionnel, entrerait pleinement dans le cadre de la politique d'amélioration de l'accès aux soins de proximité menée depuis plusieurs années par la Communauté de Communes du Pays de Fayence en étroite collaboration avec le Groupement des Acteurs et Professionnels de Santé (GAPS).

C'est pourquoi le Président, sur proposition de la Commission Santé-Social du 27 mars 2023, propose à l'assemblée d'approuver le dispositif de soutien financier prévu par le modèle de contrat d'engagement présenté en annexe.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_34-DE

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE ;**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5111-8, relatif à la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'attribuer une indemnité d'étude et de projet professionnel à tout étudiant, titulaire du concours de médecine, inscrit en faculté de médecine ou de chirurgie dentaire, s'il s'engage à exercer en tant que médecin généraliste, spécialiste ou chirurgien-dentiste au moins cinq années sur le territoire, lorsque ce territoire est classé en zone dite « sous-dense », conformément au I de l'article 1434-4 Code de santé publique ;
**VU** l'arrêté n° DSP-0122-017-I du 2 février 2022 de l'Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, classant l'ensemble des communes du Pays de Fayence en zone « sous-dense », plus exactement les communes de Callian et Montauroux en ZAC (Zone d'Action Complémentaire, soit le 3ème niveau de risque sur 4) et les communes de Bagnols-en-Forêt, Fayence, Mons, Saint-Paul-en Forêt, Seillans, Tanneron et Tourrettes en ZIP (Zone Intervention Prioritaire, soit le niveau de risque le plus élevé, de 4 sur 4).

**CONSIDÉRANT** la nécessité de lutter contre le risque de désertification médicale du Pays de Fayence afin de favoriser l'installation de médecins sur le territoire et ainsi de favoriser l'accès aux soins de proximité de la population ;

**ENTENDU** cet exposé,

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** le dispositif de soutien financier d'un étudiant en médecine, par le biais d'un contrat d'engagement au titre de l'indemnité d'étude et de projet professionnel, dont le modèle est présenté en annexe ;
- **AUTORISE** le Président à signer ce contrat avec tout étudiant en médecine s'engageant à respecter les termes de ce contrat.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

# CONTRAT D'ENGAGEMENT
# AU TITRE DE L'INDEMNITÉ D'ÉTUDE ET DE PROJET PROFESSIONNEL

Entre d'une part :

La **Communauté de Communes du Pays de Fayence**,
dont le siège est situé MAS de Tassy,
1849 RD 19, CS 80106, 83440 TOURRETTES
Représentée par son Président en exercice,

Ci-après dénommée la Collectivité,

Et d'autre part :

**Mme/M.**
Nom patronymique :
Nom d'usage :
Prénom :
Demeurant à :
Date et lieu de naissance :
Nationalité :

Ci-après dénommé l'Etudiant,

**PRÉAMBULE**

La Communauté de Communes du Pays de Fayence, à l'instar de beaucoup d'autres territoires français, est impactée par le contexte national de désertification médicale. Le diagnostic territorial effectué lors de l'élaboration du Projet de Santé de la Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP) du Pays de Fayence a mis en évidence une dégradation de la démographie médicale (-10 % depuis 2009), liée au départ à la retraite de médecins généralistes, sans que leur activité ne soit reprise par un nouvel arrivant. Cette situation continue de s'aggraver d'année en année, avec aujourd'hui 8 médecins sur 17 ayant plus de 60 ans, dont 2 plus de 65 ans.

Cette situation a conduit l'ARS PACA (Agence Régionale de Santé Provence-Alpes-Côte d'Azur) à classer le Pays de Fayence en zone « sous dense » pour les médecins généralistes. Ainsi les communes de Callian et Montauroux sont classées en **ZAC (Zone d'Action Complémentaire,** soit le 3ème niveau de risque sur 4) et les communes de Bagnols-en-Forêt, Fayence, Mons, Saint-Paul-en Forêt, Seillans, Tanneron et Tourrettes en **ZIP (Zone Intervention Prioritaire,** soit le niveau de risque le plus élevé, de 4 sur 4).

La démarche d'accompagnement d'un étudiant par le biais d'un contrat d'engagement entre dans le cadre d'une politique d'amélioration de l'accès aux soins de proximité, menée depuis plusieurs années par la Communauté de Communes du Pays de Fayence en étroite collaboration avec le **Groupement des Acteurs et Professionnels de Santé (GAPS)**.

**VU**

Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L. 1511-8 et les articles D. 1511-54 et suivants ;

L'arrêté du 11 septembre 2020 modifiant l'arrêté du 15 juin 2016 relatif aux émoluments, rémunérations ou indemnités des personnels médicaux, pharmaceutiques et odontologiques exerçant leurs fonctions à temps plein ou à temps partiel dans les établissements publics de santé ;

La délibération communautaire n° _____ en date du _____ relative à l'approbation du dispositif de soutien financier (indemnité d'études et de projet professionnel) à destination des étudiants en santé.

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : Objet du contrat**

Le présent contrat a pour objet de régler les conditions générales relatives aux engagements de la Communauté de Communes du Pays de Fayence et de M./Mme _____, inscrit auprès de l'unité de formation et de recherche de l'Université _____, en _____, dans le cadre du versement d'une bourse d'études à compter de l'année universitaire 2022/2023.

**ARTICLE 2 : Nature de l'engagement de la Communauté de Communes du Pays de Fayence**

La Communauté de Communes du Pays de Fayence s'engage à verser à M./ Mme _____ une somme annuelle de 18 000 euros, sous réserve qu'il honore les engagements fixés par la présente convention, notamment aux articles 3 et 4.

Le montant annuel de cette bourse d'études sera versé chaque année à l'Etudiant par la collectivité, par virement bancaire sur le compte désigné par le bénéficiaire, après la rentrée universitaire, durant le quatrième trimestre de l'exercice comptable de la collectivité, sous réserve de la production des pièces justificatives mentionnées à l'article 10 de la présente convention, et notamment d'un certificat de scolarité pour la nouvelle année universitaire, précisant l'université, l'académie et le niveau d'études.

Le premier versement interviendra durant l'année universitaire 2023/2024, pour les deux années universitaire 2022/2023 et 2023/2024, sous réserve de la production des pièces justificatives mentionnées à l'article 10 de la présente convention, et notamment d'un certificat de scolarité pour l'année universitaire 2023/2024, précisant l'université, l'académie et le niveau d'études, et de la cosignature de ce contrat par l'Etudiant et le Président de la Collectivité.

Le versement de l'aide financière pourra être reconduit, sous réserve des dispositions mentionnées à l'article 6 du présent contrat, suivant les mêmes modalités, pendant la durée des études médicales de l'Etudiant restant à courir et jusqu'au début de l'internat, sous réserve que le bénéficiaire transmette à la collectivité à chaque rentrée universitaire un courrier (ou un courriel) de demande de reconduction de l'aide, accompagné :

➢ D'un certificat produit par l'UFR (Unité de Formation et de Recherche) attestant de son inscription pour l'année universitaire qui débute et de son niveau/année d'étude médicale ;

➢ De son relevé de notes pour l'année universitaire précédente (hors période d'internat).

Bien que le dispositif soit ouvert aux étudiants en santé à partir de la 2ème année d'études (Diplôme de Formation Générale en Sciences Médicales – 2ème année d'étude (DFGSM2) pour les étudiants en médecine), le versement de l'aide financière interviendra à partir de la 1ère année pour laquelle son attribution aura été demandée par l'Etudiant et acceptée par la collectivité.

**ARTICLE 3 : Nature de l'engagement de l'Etudiant en santé**

M./Mme _____ s'engage à transmettre à chaque rentrée universitaire à la collectivité une attestation de l'UFR certifiant son inscription et son niveau/année d'études, ainsi que son relevé de notes pour l'année écoulée, permettant à la collectivité d'avoir une visibilité sur son parcours universitaire.

Le bénéficiaire de l'indemnité d'étude et de projet professionnel devra informer la collectivité de tout changement de sa situation dans un délai de 15 jours à compter du changement (changement de résidence, d'état civil, etc.).

Il s'engage à participer aux réunions annuelles d'informations et de bilan qui seraient organisées par la Communauté de Communes du Pays de Fayence, à raison de trois réunions par an maximum.

Dans un délai de 12 mois à compter de la fin de sa formation, M./Mme _____ s'engage à s'installer et à exercer la totalité de son activité professionnelle de médecin (quelle que soit la spécialité, dont généraliste) **pendant au moins 7 ans** dans un ou plusieurs lieux d'exercice situé(s) sur l'une des communes de la Communauté de Communes du Pays de Fayence identifiées comme étant prioritaires par les zonages ARS, dont la liste en vigueur à la date de signature du présent contrat, inscrite dans l'arrêté n° DSP-0122-017-I du 2 février 2022, figure en annexe 1.

Si la liste de ces communes devait évoluer entre la signature de la présente convention et la date d'installation du professionnel de santé, le zonage le plus favorable au bénéficiaire de l'aide sera pris en compte. Il devra quoi qu'il en soit s'installer sur une ou plusieurs communes composant le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Durant les mois compris entre la fin de ses études et son installation effective pour exercer la totalité de son activité professionnelle de médecin (quelle que soit la spécialité, dont généraliste), M./Mme _____ s'engage à effectuer des remplacements de médecin sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Les 7 années d'exercice dues se découpent comme suit :

➢ Les 5 premières années sont dues par l'Etudiant à la Communauté de communes du Pays de Fayence en intégralité et, en cas de non-installation totale ou partielle, ouvriront obligation de remboursement dans les conditions fixées aux articles 7 et 8 du présent contrat.

➢ Les 2 années suivantes prennent la forme d'un pacte moral, n'ouvrant pas à remboursement mais formalisant la volonté du territoire d'accueillir sur le long terme les futurs professionnels de santé soutenus.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage par ailleurs à exercer à raison de 1250 heures de travail par an minimum, durant les 5 années d'exercice dues et ouvrant obligation de remboursement en cas de non-installation totale ou partielle. En outre, durant ces mêmes 5 années, il devra appliquer les tarifs conventionnés. Ces deux dispositions (nombre d'heures de travail minimum et application des tarifs conventionnés) pourront être modulées au cas par cas, sur demande écrite transmise par l'Etudiant à la Collectivité, notamment pour permettre un exercice ville/hôpital.

Le bénéficiaire de l'aide s'engage également à contribuer au fonctionnement de la PDSA du Pays de Fayence en assurant des heures de garde les nuits, samedis, dimanches et/ou jours fériés, durant les 5 années d'exercice dues et ouvrant obligation de remboursement en cas de non-installation totale. Cet engagement pourra être modulé au cas par cas, sur demande écrite transmise par l'Etudiant à la Collectivité.

**ARTICLE 4 : Durée de l'engagement de l'Etudiant en santé et date d'effet du contrat**

M./Mme _____, étudiant ayant souscrit ce contrat, s'engage à s'installer et à exercer son activité professionnelle de médecin (quelle que soit la spécialité, dont généraliste), dans un délai de 12 mois à compter de la fin de sa formation, sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence, pendant 7 ans, en mode libéral et dans les conditions prévues au présent contrat et notamment son article 3.

Il devra justifier de cette installation.

Le présent contrat prend effet à compter de sa date de signature par les deux parties et produira ses effets jusqu'à la fin de l'engagement de l'Etudiant, soit à l'issue des 7 années d'installation dues à la collectivité, sous réserve des dispositions des articles 7 et 8 qui suivent.

Afin de permettre à la Collectivité d'évaluer l'impact à plus long terme de cette indemnité d'étude et de projet professionnel sur la démographie médicale du territoire, au cours du mois qui précède l'échéance du présent contrat, M. / Mme _____ devra informer la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception de sa décision de poursuivre ou non son exercice professionnel sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

**ARTICLE 5 : Autres financements**

La bourse d'étude versée par la Communauté de Communes du Pays de Fayence à l'Etudiant peut être cumulée avec d'autres aides proposées par des acteurs locaux.

Elle peut aussi être cumulée avec le Contrat d'Engagement de Service Public (dont les modalités sont précisées par décret n°2010-735 du 29 juin 2010). Les obligations souscrites dans le cadre du CESP pouvant diverger de celles souscrites au titre du présent contrat, notamment lors de l'installation, la collectivité ne pourra en être tenue responsable et l'Etudiant devra respecter les 5 années d'exercice dues sur le territoire intercommunal et ouvrant obligation de remboursement en cas de non-installation totale ou partielle. A défaut, il devra rembourser les sommes perçues conformément aux dispositions de l'article 8 du présent contrat.

Le montant cumulé des aides qui seraient versées par des collectivités territoriales à l'Etudiant ne pourra pas dépasser les seuils fixés par voie réglementaire en vertu de l'article D.1511-54 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Dans le cas où l'Etudiant bénéficierait également du versement d'une indemnité d'études et de projet professionnel par une autre collectivité territoriale, la Communauté de Communes du Pays de Fayence réduirait le montant annuel qu'elle verse à l'Etudiant, afin de ne pas dépasser les seuils précités.

Il sera demandé chaque année au lauréat de la bourse une attestation sur l'honneur précisant que le montant des aides allouées par des collectivités territoriales ne dépassent pas les seuils réglementaires, ainsi que sa dernière déclaration de revenus à titre de justificatif.

**ARTICLE 6 : Conditions et modalités de suspension du contrat**

Comme indiqué à l'article 2 du présent contrat, le versement de l'aide financière sera reconduit, pendant la durée des études médicales de l'Etudiant restant à courir et jusqu'au début de l'internat, sous réserve que le bénéficiaire transmette à la collectivité à chaque rentrée universitaire un courrier (ou un courriel) de demande de reconduction de l'aide, accompagné :

➢ D'un certificat produit par l'UFR attestant de son inscription pour l'année universitaire qui débute et de son niveau/année d'étude médicale ;

➢ De son relevé de notes pour l'année universitaire précédente (hors période d'internat).

Cependant, en cas de redoublement(s) de l'Etudiant, une seule année universitaire supplémentaire pourra ouvrir droit à l'attribution de l'aide financière.

Pendant la durée des autres années qui seraient redoublées, des années d'internat et des autres années nécessaires à la soutenance de la thèse d'exercice ou à l'obtention d'un Diplôme Universitaire complémentaire, le présent contrat sera suspendu et n'ouvrira pas droit au versement de l'aide.

Si pour des raisons personnelles, l'Etudiant ne souhaite pas bénéficier de l'aide pendant une ou plusieurs années, il devra expressément formuler cette demande par courrier adressé à la Collectivité et accompagné des pièces ci-dessous pour que la collectivité puisse s'assurer que l'Etudiant n'entre pas dans les cas de résiliation du contrat mentionnés à l'article 7 du présent contrat :

- Un certificat produit par l'UFR attestant de son inscription pour l'année universitaire qui débute et de son niveau/année d'étude médicale ;

- Son relevé de notes pour l'année universitaire précédente.

Durant les années au cours desquelles le versement de l'aide n'interviendra pas à la demande de l'Etudiant, le présent contrat sera suspendu. Cependant, l'Etudiant sera tenu de respecter ses engagements, notamment concernant son installation sur le territoire de la Collectivité à l'issue de ses études dans les conditions précisées aux articles 3 et 4 du présent contrat. A défaut, il devra reverser à la Collectivité les sommes effectivement perçues dans les conditions fixées à l'article 8 du présent contrat.

**ARTICLE 7 : Conditions et modalités de résiliation du contrat**

Le présent contrat peut être résilié par la collectivité pour des motifs d'intérêt général, notamment si la situation du bénéficiaire est avérée dans les cas suivants :

- Interdiction permanente sans sursis prononcée par la juridiction ordinale compétente en application du 3° des articles L. 4124-6 du Code de la Santé Publique et L. 145-2 du Code de la Sécurité Sociale ;

- Interdiction d'exercice prononcée dans le cadre d'une procédure pénale ;

- Radiation du tableau de l'ordre dans les conditions prévues au 5° de l'article L. 4124-6 du code de la santé publique.

Le présent contrat pourra également être résilié par la collectivité, si le bénéficiaire de l'indemnité d'études et de projet professionnel abandonne ses études. Sera considéré comme ayant abandonné ses études, tout étudiant dans l'incapacité de produire un certificat de scolarité issu d'une UFR française et attestant de son inscription et de son niveau/année d'étude médicale.

Le présent contrat pourra être résilié par la collectivité en cas de redoublements multiples (plusieurs années universitaires redoublées).

Par ailleurs, le présent contrat pourra également être résilié en cas de non-respect par le bénéficiaire des engagements prévus à son article 3 (absence de signalement d'un changement de situation, absence à l'une des réunions annuelles, absence d'installation sur le territoire…).

Dans ces cas, la résiliation donnera lieu au remboursement intégral de l'aide dans les conditions prévues à l'article 8 du présent contrat.

La résiliation sera constatée à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure, et demeurée sans réponse. Le bénéficiaire sera redevable des sommes visées à l'article 8 du présent contrat.

**ARTICLE 8 : Indemnité de résiliation et de rupture du contrat**

En cas de résiliation du contrat dans les conditions précisées à l'article 7 ou de non-respect des engagements contractés par l'Etudiant et notamment dans le cas de sa non-installation sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence à l'issue de ses études dans les conditions précisées aux articles 3 et 4 du présent contrat, le bénéficiaire devra reverser l'intégralité des sommes effectivement perçues à la collectivité dans les délais fixés ci-après.

En cas de rupture de contrat pour non-respect de la durée d'installation de l'Etudiant sur le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence à l'issue de ses études, telle que définie à l'article 3 de la présente convention, dans ce cas et conformément aux dispositions de l'article D. 1511-56 du CGCT, le bénéficiaire devra rembourser à la Collectivité la totalité de l'aide financière perçue au cours de ses années d'études.

Dans les cas prévus à l'article 7 du présent contrat, le remboursement devra intervenir dans un délai de trente jours à compter de la réception du titre de recettes émis par la Collectivité. A défaut de paiement dans le délai imparti, la Trésorerie effectuera toutes les poursuites légales nécessaires et procédera, le cas échéant, au recouvrement forcé.

Cependant, il est précisé qu'en cas de non-installation dans les conditions prévues à l'article 3, le remboursement est exigible au plus tard le lendemain de la date d'installation prévue.

Le paiement de l'indemnité n'est pas dû dans les cas suivants :

- Décès de l'Etudiant ou du médecin durant la durée du présent contrat ;
- Etat pathologique définitif ou infirmité de l'Etudiant ou du médecin rendant dangereux ou impossible l'exercice de la profession, dûment constaté par une autorité compétente, pendant la durée du présent contrat.

**ARTICLE 9 : Communication**

L'Etudiant bénéficiant de l'indemnité d'études et de projet professionnel mise en place par la Communauté de Communes du Pays de Fayence, conformément aux dispositions relatives au droit à l'image, autorise la collectivité à citer son nom et à fixer, reproduire et divulguer au public les photographies prises dans le cadre du présent dispositif afin de communiquer sur celui-ci.

A titre d'information, les photographies pourront être utilisées directement par la Collectivité ou par tout autre partenaire ou par la Presse sur tout support de communication ou lors de réunions publiques.

La collectivité s'interdit expressément de publier ou faire publier des photographies susceptibles de porter atteinte à la vie privée ou à la réputation de l'Etudiant.

**ARTICLE 10 : Litiges**

Les litiges relevant de l'application du présent contrat relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Toulon, sis 5 Rue Racine, 83000 TOULON.

En signant le présent contrat, les parties acceptent les termes de celui-ci et de ses annexes et s'engagent à les respecter.

Fait à Fayence, le

En deux exemplaires originaux,

Pour la CCPF,
Le Président

L'Etudiant(e),

**M. / Mme**

**M. René UGO**

**ANNEXES** :

1. Liste des lieux d'exercice situés sur l'une des communes de la Communauté de Communes du Pays de Fayence identifiées comme étant prioritaires par les zonages ARS selon arrêté n° DSDP-0122-0179-I du 2 février 2022

2. C.V. du lauréat ;

3. Lettre de motivation expliquant le projet professionnel du candidat et son intérêt à s'installer sur le territoire de la Communauté de communes du Pays de Fayence ;

4. Copie d'une pièce d'identité en cours de validité ;

5. Copie du relevé de notes et des résultats d'admission à poursuivre des études de médecine ou odontologie (PACES, PASS ou LAS le cas échéant) par le lauréat ;

6. Copie du relevé de note et des résultats de l'année universitaire 2022/2023 (si autre que PACES, PASS ou LAS) ;

7. Un certificat de scolarité pour l'année universitaire 2023/2024, précisant l'université, l'académie et le niveau d'études ;

8. Un certificat de scolarité pour chaque année universitaire durant laquelle l'étudiant(e) serait soutenu(e), précisant l'université, l'académie et le niveau d'études ;

9. Les relevés de notes de l'étudiant(e) relatifs à chaque année universitaire durant laquelle il/elle serait soutenu(e) (hors internat) ;

10. Une attestation sur l'honneur de l'étudiant(e) précisant que le montant des aides qui lui sont allouées par des collectivités territoriales ne dépassent pas les seuils réglementaires, pour chaque année universitaire durant laquelle il/elle serait soutenu(e), le cas échéant.

11. Copie d'un RIB du compte sur lequel la bourse d'études est à verser ;

12. Déclaration annuelle de revenus.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_35-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/35
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER),** Michel Felix, **Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE

## FRANCE SERVICES
## CONVENTION DE SUBVENTION AU TITRE DU DISPOSITITF « CONSEILLER NUMÉRIQUE » - VAGUE 2

Le Président rappelle à l'assemblée que dans le cadre du volet « Inclusion numérique » du plan France Relance, l'État a lancé en 2021 le dispositif « Conseiller numérique », piloté et animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Ce dispositif permet à des structures publiques et privées qui emploient un ou plusieurs Conseillers numériques de percevoir une subvention afin de soutenir le financement de ces emplois. Il permet également de financer la formation des Conseillers numériques.

Après le financement exceptionnel prévu par le plan de relance pour faire face à une situation d'urgence, l'Etat s'est engagé à maintenir un niveau élevé de subvention sur trois années supplémentaires, correspondant à la vague 2 du dispositif « Conseiller numérique ».

La Communauté de communes du Pays de Fayence (CCPF) est éligible à la signature d'une convention de subvention dans le cadre de cette vague 2, afin de conserver les postes de conseillers numériques attribués dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt de 2021 (première vague).

Ce nouveau dispositif permet à la CCPF de percevoir une subvention à hauteur de 42 500 € sur trois ans, afin de financer l'emploi à temps plein d'un Conseiller numérique, rémunéré a minima à hauteur du SMIC.

Le Conseiller numérique accompagne les usagers sur trois thématiques considérées comme prioritaires :

1. Les soutenir dans leurs usages quotidiens du numérique : s'approprier les matériels informatiques, travailler à distance, consulter un médecin, vendre un objet, acheter en ligne, etc. ;
2. Les sensibiliser aux enjeux du numérique et favoriser des usages citoyens et critiques : s'informer et apprendre à vérifier les sources, protéger ses données personnelles, maitriser les réseaux sociaux, suivre la scolarité de ses enfants, etc. ;
3. Les accompagner vers l'autonomie pour réaliser, seuls, des démarches administratives en ligne.

Cet accompagnement peut se traduire par dès permanences permettant des accompagnements individuels ou par des ateliers collectifs thématiques, réalisés sur le lieu de rattachement du conseiller numérique ou hors les murs.
Le soutien financier de l'Etat, versé par la Caisse des dépôts et consignations dans le cadre du dispositif Conseiller numérique, est l'objet de la convention soumise à l'approbation de l'assemblée, et présentée en annexe.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_35-DE

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

**CONSIDÉRANT** le dispositif « Conseiller numérique », piloté et animé par l'Agence nationale de la cohésion des territoires ;

**CONSIDÉRANT** l'importance d'apporter aux habitants du territoire intercommunal un soutien et un accompagnement dans leurs besoins quotidiens liés au numérique, que ce soit pour des démarches et usages personnels ou des démarches administratives de plus en plus dématérialisées ;

**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** la convention de subvention au titre du dispositif « Conseiller numérique » - vague 2, tel qu'annexé ;
- **AUTORISE** le Président à signer cette convention et tout document s'y rapportant.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 9- TOURISME

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/36
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Michel FELIX Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE**

## CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE ET RÉVOCABLE DU DOMAINE PUBLIC HYDROÉLECTRIQUE EN FAVEUR DE LA SOCIÉTÉ BPR (MACAO PLAGE)

Electricité de France exploite les chutes hydroélectriques de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet, en qualité de concessionnaire de l'Etat. Cet aménagement a été conçu pour la satisfaction du Service Public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie électrique.
La présence d'activités sur le domaine concédé à Electricité de France doit faire l'objet d'autorisations précaires et révocables d'occupation des berges ou d'utilisation de la retenue.
Depuis sa création, le lac de Saint-Cassien attire de nombreuses activités touristiques et sportives. Dans un souci de préservation du site, la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France ont décidé de collaborer pour assurer une gestion des berges harmonieuse mais aussi pour organiser et contrôler les activités touristiques, nautiques sportifs, ou de loisirs.
Les modalités de cette collaboration sont fixées dans une convention intervenue entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France en date du 16 mars 2020, approuvée par la délibération n°191220/25 en date du 20 décembre 2019.
Par acte notarial en date du 28 décembre 2020, Monsieur Anthony PICO, dirigeant de la SAS « BPR (MACAO PLAGE) », a racheté le fonds de commerce du restaurant dénommé « Les Arbousiers » situé en amont des berges ainsi que le droit restant à courir au titre du contrat de concession qui avait été consenti au gérant dudit restaurant sur le domaine public communal de la commune de TANNERON.
Dans ce contexte, Monsieur Anthony PICO a sollicité de la part de la CCPF et d'EDF, qui l'ont accepté, l'autorisation d'exploiter les berges se situant dans le prolongement dudit restaurant.
Cette autorisation est accordée et encadrée par la convention d'occupation précaire et révocable du domaine public hydroélectrique dont le projet est présenté en annexe et que le président propose à l'assemblée d'approuver.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **APPROUVE** la convention d'occupation précaire et révocable du domaine public hydroélectrique en faveur de la société BPR (MACAO PLAGE), ci-annexée ;
- **AUTORISE** le Président à signer cette convention et tout document s'y rapportant.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

Affaire 20210118-54344 – V.CHARDEL

# AMENAGEMENT DE SAINT CASSIEN

## CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE ET REVOCABLE DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE (AOT)

**ENTRE :**

**ÉLECTRICITÉ DE FRANCE**, Société Anonyme au capital de 2 084 809 296,50 Euros, dont le siège social est situé à PARIS (8ème), 22-30 avenue de Wagram, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° 552 081 317, représentée par Madame Pascale SOUBEIRAN dûment habilitée à cet effet en sa qualité de Directrice du GEH Azur-Ecrins, faisant élection de domicile à 21 avenue Simone Veil 06220 NICE ;

Désignée ci-après par l'appellation « Electricité de France », « EDF » ou « le concessionnaire »

**D'UNE PREMIERE PART,**

**« BPR (MACAO PLAGE) »**, Société par Actions Simplifiées au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé à TANNERON (83 440), Lac de Saint-Cassien, CD 37 Route Départementale 562, Lieudit « Marecare », immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DRAGUIGNAN sous le n° 885 014 936 00011, représentée par Monsieur Anthony PICO, dûment habilité à cet effet en sa qualité de Président de ladite société (ANNEXE N°1), et faisant élection de domicile à l'adresse précitée ;

Désignée ci-après par le terme « le Bénéficiaire »

**D'UNE SECONDE PART,**

**LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE,** représentée par son Président, Monsieur René UGO, sise 50 Route de l'Aérodrome – RD 19 – 83440 FAYENCE, dûment habilité par la délibération n° _____ en date du 13 décembre 2023 (ANNEXE N°2), et intervenant en qualité d'opérateur auquel Electricité de France a délégué la sélection des candidats amenés à occuper le domaine public hydroélectrique.

Désignée ci-après par « La Communauté de Communes du Pays de Fayence » ou « la CCPF »

**D'UNE TROISIEME PART,**

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

**Il est exposé et convenu ce qui suit :**

## EXPOSE DES MOTIFS

Electricité de France exploite les chutes hydroélectriques de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet, en qualité de concessionnaire, conformément au cahier des charges de la concession approuvé par décret en date du 29 septembre 1964.

Cet aménagement a été conçu pour la satisfaction du Service Public incombant au concessionnaire, c'est-à-dire la production d'énergie électrique en vue d'une fourniture aux usagers. C'est dans ce cadre que sont exploités les ouvrages des chutes de Saint-Cassien et Tanneron-Le-Tignet et, par conséquent, aucune obligation ou attribution n'incombe à Electricité de France en dehors de cette mission.

S'agissant d'un site à préserver, le développement des activités touristiques, sportives ou de loisirs doit être examiné en conciliant fréquentation et protection de l'environnement.

La présence d'activités sur le domaine concédé à Electricité de France doit faire l'objet d'autorisations précaires et révocables d'occupation des berges ou d'utilisation de la retenue.

Depuis sa création, le lac de Saint Cassien attire de nombreuses activités touristiques et sportives. Dans un souci de préservation du site, la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France ont décidé de collaborer pour assurer une gestion des berges harmonieuse mais aussi pour organiser et contrôler les activités touristiques, nautiques sportifs, ou de loisirs.

Les modalités de cette collaboration sont fixées dans une convention intervenue entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France en date du 16 mars 2020 (ANNEXE N°3).
Aujourd'hui, compte-tenu de l'évolution du contexte économique et des règles juridiques en matière d'occupation du domaine public, notamment celles édictées par l'ordonnance 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, il est nécessaire de réviser les modalités de mise à disposition des berges sur la retenue de Saint Cassien. Cette révision doit s'opérer dans un cadre juridique adapté et cohérent avec les prérogatives offertes par le contrat de concession et les textes relatifs à l'hydroélectricité.

Par un acte en date du 28 décembre 2020 (attestation notariale en ANNEXE N°4), Monsieur Anthony PICO, dirigeant de la SAS « BPR (MACAO PLAGE) », a racheté le fonds de commerce du restaurant dénommé « Les Arbousiers » situé en amont des berges ainsi que le droit restant à courir au titre du contrat de concession qui avait été consenti au gérant dudit restaurant sur le domaine public communal de la Commune de TANNERON.
Dans ce contexte, Monsieur Anthony PICO a sollicité de la part de la CCPF et EDF, qui l'ont accepté, l'autorisation d'exploiter les berges se situant dans le prolongement dudit restaurant.

Afin d'homogénéiser l'occupation des berges pour les concessions intercommunales, EDF a décidé d'aligner la durée de la convention d'occupation sur la durée de la concession intercommunale

La présente est accordée aux conditions définies dans les articles qui suivent et sous réserve du respect de la législation et de la réglementation en vigueur actuelles et futures.

Le présent titre a été attribué dans le respect de l'article L. 2122-1-3 alinéa 4 du CGPPP compte-tenu de l'acquisition par le Bénéficiaire du restaurant « Les Arbousiers » situé en amont des berges.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

**En suite de quoi les parties ont convenu et réciproquement accepte ce qui suit :**

## ARTICLE 1 – DECLARATION PREALABLE DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire déclare avoir pris connaissance du fait qu'Electricité de France et la Communauté de Communes du Pays de Fayence ont défini leurs prérogatives respectives en matière de gestion des berges mais aussi d'organisation et de contrôle des activités touristiques, nautiques, sportives, ou de loisirs, sur le domaine public hydroélectrique du lac de Saint-Cassien.

Le bénéficiaire prend également acte de la loi du 16 octobre 1919 modifiée sur l'hydroélectricité, de ses décrets d'applications et du cahier des charges particulier de la concession de la chute de Saint Cassien approuvé par décret du 24 septembre 1973. Ces textes fixent les prérogatives et les prescriptions relatives à la gestion du domaine public hydroélectrique. Ils disposent que seul Electricité de France est habilitée à consentir une convention d'occupation temporaire et ce sous réserve de son approbation préalable par l'Etat.

## ARTICLE 2 – OBJET

Electricité de France accorde au Bénéficiaire l'autorisation d'occuper le domaine public hydroélectrique, dans le but exclusif de :

- Exercer la pratique d'activités touristiques, nautiques, de loisirs et sportives, dans le cadre d'une exploitation principale de location d'embarcations légères (voiliers et barques / bateaux à pédales / canoës et kayaks / planches à voile et paddles / autres engins nautiques de taille limitée), à l'exclusion de toute embarcation à moteur, y compris électrique ;

- Pratiquer, à titre complémentaire de l'activité précitée, la vente de denrées alimentaires, de boissons, de souvenirs ou autres produits de même nature sous réserve que cette activité reste annexe à la principale et que le bénéficiaire se dote de poubelles à tri sélectif.

La présente ne porte que sur l'objet ci-dessus strictement défini, dans la limite des installations et embarcations précisées dans la note descriptive annexée à la présente convention (ANNEXE N°5), tout autre équipement ou toute autre activité ne pourraient être réalisé que par accord complémentaire des parties, voire par une autre procédure d'appel d'offre.

Ainsi, il est précisé que la présente autorisation ne permet pas l'installation d'une terrasse par le bénéficiaire sur le domaine public hydroélectrique.

## ARTICLE 3 – TERRAIN DU DOMAINE PUBLIC HYDROELECTRIQUE OCCUPE

L'occupation du domaine public hydroélectrique concédé à Electricité de France s'exercera au droit de la parcelle cadastrale suivante :

| Commune | Lieudit | Section | Numéro |
|---|---|---|---|
| TANNERON (83) | MARECARE SUD | L | 1 |

Pour plus de détails, les comparants déclarent s'en référer au plan parcellaire (ANNEXE N°6) et à la vue de l'emplacement (ANNEXE N°7) joints à la présente convention.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

## ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS DU BENEFICIAIRE

La présente convention porte sur l'implantation et la gestion d'équipements limités aux activités nautiques, touristiques, sportives ou de loisirs conformément à l'article 4 de la convention du 16 mars 2020 qui précise que les aménagements doivent satisfaire à la réglementation existante en matière d'environnement et d'urbanisme en vigueur au moment de leur installation.

En suite de quoi, les équipements et installations légères que le bénéficiaire est autorisé à implanter sont celles listées en ANNEXE N°5.

La présente autorisation ne saurait être interprétée comme permettant l'installation d'autres aménagements et équipements que ceux listés en ANNEXE N°5, en sorte que toute autre installation comme celle d'une terrasse est strictement interdite.

## ARTICLE 5 – LEGISLATION APPLICABLE

Les terrains sur lesquels l'occupation est consentie faisant partie du domaine public hydroélectrique, l'autorisation accordée ne saurait en aucun cas relever de la législation de droit commun.

Les dépendances immobilières mises à disposition sont imprescriptibles comme constituant le domaine public hydroélectrique de l'Etat. En conséquence, le Bénéficiaire reconnaît que la présente convention d'occupation est accordée à titre précaire et révocable, et qu'elle n'est constitutive d'aucun droit réel sur les installations et aménagements réalisés par le Bénéficiaire.

Du fait de la nature juridique du domaine mis à la disposition du Bénéficiaire, de la précarité de l'autorisation et de l'absence de loyer, il ne saurait en aucun cas être admis une référence à la législation sur les baux commerciaux ou les baux ruraux ou ceux assimilés.

## ARTICLE 6 – RESPECT DE LA LEGISLATION ET DE LA REGLEMENTATION

Il est précisé que la pratique de la navigation relève de l'autorité du Préfet et non d'Electricité de France. Ainsi, les activités organisées sur le lac de Saint Cassien devront respecter les arrêtés préfectoraux en vigueur et à venir règlementant la navigation de plaisance, les activités sportives et touristiques sur la retenue (ANNEXE N°8) qui s'imposent à tout usager.

L'autorisation accordée au bénéficiaire reste soumise aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur ou à intervenir notamment en matière de police de l'eau, de sécurité des personnes, de protection de l'environnement, de salubrité, d'urbanisme ou de police de la pêche.

Le bénéficiaire déclare être parfaitement informé que la présente convention ne le dispense nullement d'obtenir les autorisations nécessaires pour l'exercice de ses activités ainsi que pour l'implantation d'éventuels aménagements associés à leur pratique. Lesdites autorisations devront être communiquées à la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

Tout retrait ou non renouvellement desdites autorisations ou non respect de la législation et de la réglementation en vigueur provoquerait immédiatement la résolution de la convention, de plein droit et sans indemnité.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

## ARTICLE 7 – NON EXCLUSIVITE D'USAGE DES BERGES ET DE LA RETENUE

La présente convention n'assure au Bénéficiaire aucune exclusivité d'usage des berges et de la retenue.

L'autorisation est consentie sous réserve du respect des droits des tiers et notamment des bénéficiaires d'arrêtés municipaux ou préfectoraux, de servitudes administratives ou résultant du code forestier mais aussi des titulaires du droit de pêche et de chasse. Il est notamment rappelé que le droit de pêche est assorti d'un droit de passage le long des berges.

Le Bénéficiaire devra donc respecter la libre circulation tant sur les berges que sur le plan d'eau. Il s'engage à n'édifier aucun dispositif susceptible d'y faire obstacle et plus généralement à ne rien faire qui empêcherait, restreindrait ou gênerait les tiers dans l'exercice de leurs droits.

## ARTICLE 8 – TRAVAUX DE REALISATION DES INSTALLATIONS DU BENEFICIAIRE

Les travaux de réalisation des installations visées à l'article 4 de la présente convention seront conduits sous l'entière responsabilité du Bénéficiaire et à ses frais exclusifs. Ils devront répondre aux normes de sécurité en vigueur et s'intégrer parfaitement à l'environnement existant. Ils seront exécutés suivant les règles de l'art, et devront être conformes aux règlements d'urbanisme du territoire.

Toute modification réalisée sans l'accord préalable d'Electricité de France entrainerait la résolution de plein droit de la présente convention.

Le Bénéficiaire déclare avoir parfaite connaissance du fait que le niveau de la retenue peut varier, et que par conséquent, les aménagements qu'il est autorisé à effectuer sont susceptibles d'être émergés ou submergés. Il prend à sa charge les risques signalés **et s'engage à tout mettre en œuvre pour que les installations réalisées restent solidaires de leur ancrage en cas de submersion pour éviter tout risque de dérive vers le barrage**.

## ARTICLE 9 – MODALITES D'OCCUPATION

Le Bénéficiaire s'engage à occuper le domaine public hydroélectrique raisonnablement, et à assurer un entretien régulier des terrains mis à disposition.

Conformément aux engagements pris par Electricité de France pour la protection de l'environnement, le Bénéficiaire s'engage à utiliser les terrains objet de la présente convention dans le respect de la conservation du milieu écologique et à maintenir la diversité de la flore et des espèces animales. Aucun dépôt de déchets et autres détritus ne sera toléré sur la zone mise à disposition.

Le Bénéficiaire reconnaît que l'exploitation par Electricité de France de chute hydroélectrique de Saint-Cassien ne saurait être gênée en quoi que ce soit du fait de la présente convention. Il s'engage à ne procéder à aucun acte pouvant nuire directement ou indirectement à l'exploitation hydroélectrique ni à la conservation des terrains et aménagements de cette chute.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

Le Bénéficiaire s'engage à laisser au concessionnaire, à ses préposés, la libre circulation sur les biens ainsi mis à disposition pour les besoins de l'exploitation hydroélectrique ou pour s'assurer du bon état des terrains occupés.

Electricité de France, pourra à tout moment imposer au Bénéficiaire l'obligation d'effectuer, aux frais de ce dernier, tous travaux d'entretien ou de réparation qui s'avéreraient nécessaires à la bonne conservation des immeubles mis à disposition dès lors que ces travaux seraient motivés par l'activité ou les équipements du Bénéficiaire. L'exécution de ces travaux, quels qu'en soient le coût et la durée, ne sera pas indemnisée.

A l'expiration de la présente autorisation et quelle qu'en soit la cause (terme, résiliation), le Bénéficiaire remettra en parfait état les terrains occupés en assurant l'enlèvement de ses installations. En cas de non-obtempération dans un délai de deux mois, Electricité de France aura la faculté de faire réaliser cette remise en état aux frais du Bénéficiaire. Electricité de France bénéficiera gratuitement et de plein droit des embellissements et améliorations non individualisables ou réalisées à demeure (ex : plantations, accès à l'eau).

Le Bénéficiaire signalera à Electricité de France, dès qu'il l'aura constaté, tout empiétement, toute occupation, usurpation et dégradation commis par des tiers connus ou inconnus et portant atteinte à l'aspect et à la conservation de l'immeuble mis à disposition.

Il devra également veiller à la conservation des bornes existantes sur les terrains et à pourvoir au remplacement des bornes disparues, déplacées ou détériorées.

## ARTICLE 10 - ETAT DES LIEUX

Un état des lieux annuel de la retenue et de ses berges ainsi que des occupations recensées sur les dépendances immobilières concédées mises à disposition sera réalisé en présence des représentants de la Communauté de Communes, d'Electricité de France et de l'Exploitant des berges.

## ARTICLE 11 - ENGAGEMENTS POUR LA BIODIVERSITE

Le concessionnaire est engagé depuis de nombreuses années dans une démarche de gestion durable et respectueuse de la biodiversité de son foncier. EDF s'astreint à intégrer les enjeux spécifiques aux milieux naturels et aux espèces animales et végétales présentes et étend désormais cette prise en compte de la biodiversité aux Bénéficiaires de conventions portant sur son foncier.

Ainsi, le Bénéficiaire de la présente convention devra, au-delà des exigences légales et réglementaires auxquelles il est déjà tenu :

- s'informer sur les éventuelles zones protégées ou inventoriées, au titre du code de l'environnement, applicables au périmètre de la dépendance mise à disposition (exemples : zones Natura 2000/ ZNIEFF/ zones humides, ….)
- ne pas utiliser de produits chimiques (herbicides, pesticides, fongicides, fertilisants,…) pour l'entretien des parcelles, sauf traitement localisé conforme à un arrêté préfectoral de lutte contre certaines espèces invasives (types Ambroisie, Renouée du Japon, etc.) ;
- favoriser la réalisation des travaux susceptibles d'affecter la biodiversité (gyrobroyage, fauche, taille des haies…) en dehors des périodes de nidification ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

- favoriser l'emploi du végétal local et, en tout état de cause, ne pas planter d'espèces exotiques ;
- soumettre préalablement au concessionnaire tout projet de construction ou plantation/végétalisation ;
- de façon générale, maintenir en bon état d'entretien, de propreté et d'esthétique les biens mis à disposition, les constructions et installations futures, ainsi que les abords, clôtures et portail d'accès.

## ARTICLE 12 – SECURITE DES PERSONNES

Le Bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires afin d'assurer, sur la zone occupée par lui, la sécurité des personnes et des biens au regard des risques liés à la présence des ouvrages hydroélectriques, en tenant compte tout particulièrement des risques mentionnés dans le « Document sécurité tiers » (ANNEXE N°9), faisant partie intégrante de la présente convention.

Le Bénéficiaire déclare notamment être parfaitement informé des dangers que présente la retenue, et notamment des risques liés aux variations du niveau de la retenue.

La Bénéficiaire devra notamment mettre en place, concernant les activités qu'il organise, un dispositif de surveillance des personnes et des équipements correspondants.

Le Bénéficiaire s'oblige à porter à la connaissance des usagers des activités qu'il organise toute information liée à l'existence au fonctionnement des ouvrages hydroélectriques ainsi qu'à la coexistence de ses activités avec les autres activités et équipements autorisés sur la retenue.

Le Bénéficiaire fera son affaire personnelle, hors de toute intervention et responsabilité d'Electricité de France, des risques qui découlent de ces informations pour ses activités objets de la présente convention.

Le Bénéficiaire mettra en œuvre, à ses frais et sous sa responsabilité, et entretiendra les supports d'information liés à la sécurité de son activité.

Le Bénéficiaire informera les usagers de ses installations et des activités qu'il organise des dangers de tous type qu'ils sont susceptibles de provoquer par leur imprudence, négligence, inattention même si ces dangers résultent du seul exercice de l'activité et de la seule utilisation de l'équipement ici visé.

Le Bénéficiaire devra informer Electricité de France de toute situation dangereuse connue de lui et susceptible de porter atteinte à son intégrité physique, à celle de ses ayants-droit ou d'une façon plus générale, des tiers.

## ARTICLE 13 – NATURA 2000

A ce jour, l'occupation sollicitée par le Bénéficiaire n'est pas soumise à évaluation des incidences au titre de Natura 2000.

Une carte de localisation sur fond IGN des dépendances faisant l'objet du présent droit d'occupation montre l'absence d'un site Natura 2000 (ANNEXE N°10).

Le Bénéficiaire s'engage toutefois à respecter les évolutions légales ou réglementaires à intervenir en la matière.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

## ARTICLE 14 - RESPONSABILITE

Le Bénéficiaire s'engage expressément à n'exercer aucune action contre le concessionnaire, ses agents ou ses préposés, et à les garantir contre tout recours exercé contre eux à quelque titre que ce soit par des tiers, en cas de dommages de toute nature imputables à la présente occupation.

Le Bénéficiaire fera son affaire de toutes les demandes d'indemnités qui pourraient leur être présentées en raison des dommages et accidents mentionnés ci-dessus.

Le présent article ne s'applique pas en cas de faute lourde du concessionnaire.

## ARTICLE 15 – ASSURANCE

En application de la présente convention, le Bénéficiaire s'engage à souscrire une assurance garantissant sa responsabilité en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels que pourraient subir les tiers, le concessionnaire ou son personnel sur le périmètre de la zone mise à disposition par le concessionnaire et ceci quels que soient l'état et le fonctionnement en toutes circonstances des biens mis à disposition.

Conformément aux principes de responsabilité définis dans la présente convention, cette assurance comportera une clause de non-recours contre le concessionnaire et son personnel et les garantira à la suite de toute action exercée directement à leur encontre en raison de dommages imputables aux installations mentionnées dans la présente et causés par leur utilisation.

Le Bénéficiaire annexera à la présente, une copie de son contrat d'assurance à jour ou une attestation d'assurance valide (ANNEXE N°11)

## ARTICLE 16 – REDEVANCE

La présente autorisation est consentie moyennant le versement par le Bénéficiaire d'une redevance annuelle. Ce montant sera versé à la Communauté de Communes du Pays de Fayence.

La redevance liée à l'occupation et à l'exercice de l'activité sur le domaine public hydroélectrique s'élèvera à la somme de trois mille cinq cent cinquante euros toute taxe comprise (3 550 € TTC) pour la première année. Cette dernière sera augmentée chaque année de 2 %.

La redevance sera réglée par le Bénéficiaire à la Communauté de Communes du Pays de Fayence, dès réception du titre de paiement correspondant, émis le 30 septembre de l' année en cours.

## ARTICLE 17 – DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR

La présente convention est entrée en vigueur le 1er janvier 2023.

Elle est conclue à titre personnel jusqu'au terme de la concession intercommunale des Arbousiers (ANNEXE N°12).

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

## ARTICLE 18 – SUSPENSION OU RESILIATION

Electricité de France se réserve la faculté de suspendre ou de résilier la présente convention, à tout moment, sans préavis ni indemnité au profit du Bénéficiaire, dans les cas suivants :

- non-respect par le Bénéficiaire de l'une des obligations mises à sa charge par la présente convention ;
- pour des raisons de sécurité, des motifs tirés l'exploitation par Electricité de France des ouvrages hydroélectriques ou des nécessités du Service Public dont elle a la charge, motifs dont elle sera seule juge.

La suspension, l'interruption ou la résiliation de la présente convention interviendra dès réception par le Bénéficiaire de la lettre recommandée avec accusé de réception qu'Electricité de France lui aura adressée.

En dehors des cas précités, les parties pourront dénoncer la présente unilatéralement, sans indemnité, et sans devoir en justifier les motifs, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de deux mois.

## ARTICLE 19 – TRANSMISSIBILITE

La présente étant personnelle au Bénéficiaire, il ne pourra céder à un tiers les droits qui lui sont consentis par la présente mise à disposition. Dans le cas d'un transfert ou d'une cession d'activité du Bénéficiaire, sa reprise par un tiers devra nécessairement faire l'objet d'une nouvelle convention d'AOT.

## ARTICLE 20 - AFFICHAGE ET PUBLICITE DE L'AUTORISATION

Un avis d'attribution de la présente convention d'occupation du domaine public hydroélectrique sera affiché par le Bénéficiaire, à ses frais exclusifs, sur les lieux de l'occupation et ce de façon à être normalement visible.

L'affichage doit être réalisé immédiatement après l'obtention de l'autorisation d'occupation et pendant un délai de deux mois. Le Bénéficiaire transmettra à Electricité de France l'attestation d'affichage correspondante.

## ARTICLE 21 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS POUR LES TIERS

La présente occupation du domaine public hydroélectrique pourra être contestée devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des formalités de publicité et d'affichage visé à l'article 19.

## ARTICLE 22 - LITIGES

Tout différent dans l'exécution ou l'interprétation de la présente sera soumis à l'autorité du Préfet pour tentative de conciliation, avant de le porter devant la juridiction administrative compétente.

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE

## ARTICLE 23 - IMPOTS, TAXES ET AUTRES REDEVANCES

Le Bénéficiaire s'acquittera de tous impôts, taxes et redevances pouvant être dus à l'Etat ou toute autre collectivité territoriale du fait de l'exécution de la présente convention.

## ARTICLE 24 - ANNEXES

Les pièces suivantes font partie intégrante de la présente convention et lui demeureront annexées :

- Annexe n°1 : Pouvoirs de signature de M. PICO.
- Annexe n°2 : Délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Pays de Fayence habilitant Monsieur le Président à intervenir dans la présente convention.
- Annexe n°3 : Convention intervenue entre la Communauté de Communes du Pays de Fayence et Electricité de France en date du 16 mars 2020.
- Annexe n°4 : Attestation notariale d'acquisition par M. PICO du fonds de commerce Les Arbousiers.
- Annexe n°5 : Note descriptive des installations.
- Annexe n°6 : Plan parcellaire.
- Annexe n°7 : Vue aérienne de l'emplacement mis à disposition et des aménagements.
- Annexe n°8 : Arrêtés préfectoraux.
- Annexe n°9 : Document sécurité tiers.
- Annexe n°10 : Carte d'exclusion site Natura 2000.
- Annexe n°11 : Copie du contrat d'assurance ou attestation.
- Annexe n°12 : Concession intercommunale Les Arbousiers du 18 mai 1979.

Fait en un exemplaire numérique,

*Visa concessionnaire* *visa Bénéficiaire*

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_37-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
Date de convocation : 07-12-2023

DCC n° 231213/37

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

Absents excusés : **Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE, Michel FELIX

---

## AVENANT 2 À LA CONVENTION TRIENNALE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2021-2023 DE L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL DU PAYS DE FAYENCE : PROLONGATION DE DURÉE D'UN AN

---

Le Président informe que par arrêté préfectoral n° DCPPAT/BDT-2023/7 en date du 13 novembre 2023, le Préfet du Var a attribué à la Communauté de communes du Pays de Fayence une subvention de 27 996 €, sur un montant total prévisionnel d'opération de 40 000 € (soit près de 70 % de subvention), pour l'élaboration de la stratégie touristique du Pays de Fayence.

Le Président rappelle que cette opération était inscrite, en tant qu'action n°8.1.1, au plan d'action du CRTE (Contrat de Relance et de Transition Ecologique) passé avec l'Etat, et approuvé par délibération du conseil communautaire n°220628/01 en date du 28 juin 2022.
En conséquence, il apparaît opportun de prolonger d'un an la convention triennale d'objectifs et de moyens 2021-2023 de l'office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence, afin de mettre en cohérence la prochaine convention de l'office de tourisme intercommunal avec cette stratégie, une fois qu'elle aura été élaborée durant l'année 2024.
Le Président propose par conséquent à l'assemblée d'approuver l'avenant présenté en annexe, qui porte modification de l'article 16 de cette convention.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**VU** la délibération du conseil communautaire n°150630/01 en date du 30 juin 2015 intégrant la compétence « promotion du tourisme » dans les statuts de la communauté de communes, en application de la loi dite « NOTRe » ;
**VU** la délibération du conseil communautaire n°160628/03 en date du 28 juin 2016 portant création d'un office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence (OTIPF) sous la forme d'un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), et approbation de ses statuts ;
**VU** la délibération du conseil communautaire n°201208/19 en date du 08 décembre 2020 approuvant la convention triennale d'objectifs et de moyens 2021-2023 pour l'OTIPF ;
**VU** l'article 16 de la convention triennale d'objectifs et de moyens 2021-2023 pour l'OTIPF ;
**VU** la délibération du conseil communautaire n°220628/01 en date du 28 juin 2022 approuvant l'avenant n°1 au Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) avec l'Etat, et notamment le plan d'action annexé,
**VU** l'arrêté préfectoral n° DCPPAT/BDT-2023/7 en date du 13 novembre 2023, portant attribution d'une subvention au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire FNADT – CPER 2021-2027 « Destination France », à la Communauté de communes du Pays de Fayence pour l'élaboration de la stratégie touristique du Pays de Fayence ;

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_37-DE

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'établir la stratégie touristique du territoire avant d'établir la nouvelle convention triennale d'objectifs et de moyens de l'office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence, afin que la seconde soit mise en cohérence avec la première ;

**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ:**

- **APPROUVE** l'avenant n°2 à la convention triennale d'objectifs et de moyens 2021-2023 pour l'office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence, ci-annexé ;
- **AUTORISE** le Président à signer cet avenant et tout document s'y rapportant.

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Pays de Fayence
Provence d'Azur

Pays de Fayence
Villages perchés
Lac de Saint-Cassien
Office de tourisme intercommunal

# Avenant n°2 du 13 décembre 2023 à la convention triennale d'objectifs et de moyens 2021-2023 pour l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence

## Entre

La Communauté de communes du Pays de Fayence, dont le siège est Mas de Tassy – 1849 RD 19 – 83440 TOURRETTES, représentée par son Président, René UGO, dûment habilité par la délibération du conseil communautaire n°_____ en date du 31 décembre 2023,

Ci-après dénommée « la Communauté de communes » ou « CCPF »,

D'une part,

## Et

L'office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence, Etablissement Public Industriel et Commercial, dont le siège est Place Léon Roux – 83440 FAYENCE, représenté par son Directeur, M. Xavier BOUNIOL, dûment habilité,

Ci-après dénommé « l'OTIPF »

D'autre part,

## Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1 - Objet de l'avenant

Cet avenant a pour objet de prolonger d'un an la convention triennale d'objectifs et de moyens 2021-2023 entre la CCPF et l'OTIPF, conséquemment à l'attribution par l'Etat, le 13 novembre 2023, d'une subvention au titre du fonds national d'aménagement et de développement du territoire FNADT – CPER 2021-2027 « Destination France », pour l'élaboration de la stratégie touristique du Pays de Fayence. Il convient en effet d'élaborer cette stratégie préalablement à la réécriture de la nouvelle convention d'objectifs et de moyens entre la CCPF et l'OTIPF, afin que cette dernière soit mise en cohérence avec la stratégie qui aura été élaborée.

**Article 2 - Modification de la convention**

- L'**article 16** est modifié comme suit :

« La présente convention entre en vigueur à compter du jour de sa signature par les 2 parties.

Elle est conclue jusqu'au 31 décembre 2024 et pourra être prolongée par un avenant motivé. »

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Tourrettes,

Le

Pour la Communauté de communes du Pays de Fayence,

Pour l'Office de tourisme intercommunal du Pays de Fayence,

*Conseil communautaire du 13/12/2023*

# 10- RESSOURCES HUMAINES

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice ..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/38
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

Absents excusés : **Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER),** Michel FELIX **Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian** THEODOSE

## APPROBATION DU DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS DE LA RÉGIE DES EAUX

Le Président rappelle l'obligation faite par le Code du Travail à tout employeur de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés et qu'il est tenu en cela à une obligation de moyens mais aussi de résultat (Cour de Cassation 2002) dans les actions prises visant non seulement à diminuer le risque mais à l'empêcher.
Il explique la démarche engagée en début d'année avec le recrutement d'un ingénieur HSE chargé d'Hygiène, Sécurité et Environnement dont la priorité a été de réaliser le diagnostic des différentes situations de travail et des conditions de son exécution, afin d'élaborer le Document Unique, annexé en version dématérialisée à la présente.
Ce Document Unique recensant évaluant, analysant et classifiant l'ensemble des risques par unité de travail auxquels sont exposés les agents et préconisant des actions correctives a été présenté dans son ensemble au Comité Social Territorial de la CCPF le 5 décembre dernier puis validé à l'unanimité par ses membres.
Ce document vivant devra régulièrement être mis à jour conformément au décret 2001-106 du 5 novembre 2001.
Le Président propose donc au Conseil communautaire d'approuver le document unique de la régie des eaux du Pays de Fayence et son plan d'actions

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**VU** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 108-1,
**VU** le Code du Travail, notamment ses articles L.4121-3 et R.4121-1 et suivants,
**VU** le décret 85-603 modifié du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
**CONSIDÉRANT** que l'évaluation des risques professionnels doit obligatoirement être formalisée dans un document unique réalisée par unité de travail,
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**
- **APPROUVE** le document unique complet en version dématérialisée,
- **S'ENGAGE** à mettre en œuvre le plan d'actions issu de l'évaluation et à en assurer le suivi, ainsi qu'à procéder à une réévaluation régulière du document unique,
- **AUTORISE** le Président à signer tous documents relatifs à sa mise en œuvre.

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

Tourrettes, le 14 décembre 2023
René UGO
Président

www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

RISQUES RETENUS

| Service | Description du risque | Action du DU reprises | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation finale après action |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Accident avec engin lors de la descente de la minipelle du camion ou de la circulation/utilisation minipelle sur le chantier | R3, R4, R5, R6 + R11, R12, R13, R14 | 48 | NC - Manque les attestations de conduite et les recyclage CACES | 1) Autorisation de conduite<br>2) programmation des recyclage CACES | 24 |
| | Intervention sur réseaux amianté | R7 et R8 | 64 | C - pas d'intervention des agents de la Régie actuellement | 1) Formation amiante (SS3 ou SS4)<br>2) Fourniture des EPI correspondants | 32 |
| | Travail dans tranchée - chute d'objet, risque d'ensevelissement, coup, choc) | R16, R17, R18 | 96 | NC - sécurisation des tranchées > 1,3 mètres de profondeur | 1) Procédure relative à la sécurité lors du travail en tranchée<br>2) Fourniture de blindage de fouille<br>3) Formation au travail en tranchée | 24 |
| | Choc, heurt, entre un agent et la minipelle | R20, R21 | 54 | NC - Recyclage CACES | 1) Recyclage CACES | 27 |
| | Travail en extérieur, quelque soit les conditions climatiques | R22 | 43 | C | 1) Voir pour adaptation des horaires en période de fortes chaleurs | 32 |
| | Travail en espace confiné | R23, R27 | 96 | NC - Formation et recyclage CATEC | 1) Formation / recyclage CATEC | 24 |
| | Travail en hauteur - accès par échelles - chute de hauteur | R24 | 96 | NC - moyens d'accès dans bassins | 1) EPC/EPI hauteur (trepied...)<br>2) Formation Travail en hauteur<br>3) Mise en conformité des bassins | 24 |
| | Travailleur isolé | R29 | 54 | C | 1) Fourniture équipement type PTI ou DATI | 27 |
| | Risques psychosociaux - pression, agression par certains usagers | R28 | 54 | C | 1) Formation Gestion des conflits | 27 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Action du DU reprises | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation finale après action |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Electromec / Maintenance | Travail en hauteur (bassin, poste de relevage...) | M5, M6, M21 | 36 | NC - formation | 1) Equiper STEP et bassins de palans et dispositifs d'attache sécurité pour travail en hauteur<br>2) VGP palans et autres<br>4) EPC | 18 |
| | Chute (hauteur et plain-pied) suite à intervention sur bassin ou sur STEP | M6 | 64 | NC | 1) Equiper STEP et bassins de palans et dispositifs d'attache sécurité pour travail en hauteur<br>2) VGP palans et autres<br>4) EPC | 32 |
| | Incendie/explosion suite à une intervention ou des travaux par point chaud ou sur électricité à proximité de stockage | M8 | 32 | C | 1) Fourniture d'extincteurs dans les véhicules<br>2) VGP extincteurs des sites (bassins et STEP)<br>3) Formation incendie et SST ou équivalent | 24 |
| | Travaux/intervention en zone CATEC | M9 | 64 | NC - pas de formation CATEC | 1) Certification d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés pour les agents concernés | 16 |
| | Travaux/intervention en zone ATEX | M10 | 64 | NC - pas d'étude ATEX réalisée | 1) Réaliser une étude ATEX en priorité sur les STEP et les lieux de stockage de produits chimiques | 16 |
| | Travailleur isolé | M12 | 34 | C | 1) Equiper les agents de dispositif type PTI ou DATI (adaptation des crosscall ?) | 18 |
| | Intervention sur réseaux/équipements Eaux Usées | M13 | 48 | C | 1) Fournir des trousses pharmacie dans les véhicules et sur les sites | 36 |
| | Transport et stockage de chlore gazeux | M15 | 48 | C | 1) Finaliser la procédure Chlore gazeux<br>2) Finaliser les aménagement du/des véhicule(s) utilisé(s) pour transporter le chlore<br>3) Formation chlore à poursuivre pour les agents ne l'ayant pas reçue | 36 |
| | Travail au niveau des machines bruyantes ou utilisation de procédés/outils bruyants | M18 | 32 | C | 1) Fourniture de bouchons d'oreille thermomoulés assurant une protection plus grande | 24 |
| | Remplacement bouteille de chlore | M19 | 36 | C | 1) Fourniture d'EPI respiratoires individuelles | 18 |
| | Risque électrique lors des interventions | M20 | 32 | NC - vérifications réglementaires par organisme extérieur à réaliser | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 24 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Action du DU reprises | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation finale après action |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Contrôle Assainissement | Travail isolé lors des contrôles | C7 | 64 | C | 1) Equiper les agents de dispositif type PTI ou DATI<br>2) Formation gestion des conflits | 48 |
| | Risques psychosociaux - pression, agression par certains usagers | C8 | 36 | C | 1) Equiper les agents de dispositif type PTI ou DATI<br>2) Formation gestion des conflits | 18 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Action du DU reprises | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation finale après action |
|---|---|---|---|---|---|---|
| STEP | Travail isolé la majorité du temps | S1 | 96 | C | 1) Assurer la présence d'un deuxième agent lors des interventions à risques (intervention sur poste de relevage notamment)<br>2) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI | 48 |
| | Infection, maladie liées à la présence de rats ou rongeurs | S2 | 48 | C | 1) Sensibiliser sur l'importance du vaccin contre la leptospirose et le tétanos | 36 |
| | Intervention sur le poste de relevage - Milieu confiné/gaz asphyxiant | S5 | 27 | NC - CATEC | 1) Certification d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés pour les agents concernés | 14 |
| | Intervention, travail à proximité d'installations électriques | S6 | 16 | NC - Absence de VGP sur équipements électriques comme tableau | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 12 |
| | Chute de plain-pied suite à glissade, perte d'équilibre... | S7 | 36 | C | 1) Assurer l'absence d'encombrement des voies de circulation du site | 36 |
| | Chute de hauteur lors de la circulation autour des équipements du process, notamment lors du nettoyage du clarificateur | S8, S10 | 43 | C | 1) Assurer le contrôle visuel des équipements de protection collective (garde-corps, rampe...)<br>2) Assurer l'absence d'encombrement des voies de circulation | 32 |
| | Co-activité - collision engin piéton | S11 | 48 | C | 1) Assurer la transmission des protocole de sécurité pour les prestataires extérieurs amenés à venir sur site | 24 |
| | Risque de pollution chimique pouvant entraîner pollution du sol, émanation de vapeurs toxiques ou incendie/explosion | S12 | 43 | C | 1) Afficher les FDS dans les zones de stockage<br>2) Fourniture de rétentions voir de local spécifique pour le stockage<br>3) Formation aux risques chimiques | 32 |
| | Incendie/ départ de feu d'origine électrique ou lié aux gaz | S15, S16 | 64 | NC - Absence de VGP sur extincteurs | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 32 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200054802-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Action du DU reprises | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation finale après action |
|---|---|---|---|---|---|---|
| DECI | Stress, inattention, utilisation du téléphone sans kit mains libres... | D5 | 36 | C | 1) Sensibilisation au risque routier | 36 |
| | Travailleur isolé | D6, D10 | 96 | C | 1) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI | 48 |
| | Piqûre d'insecte, coupure lors des contrôles sur le terrain | D8 | 72 | NC | 1) Equiper les véhicule de trousse à pharmacie | 36 |
| Etudes | Travailleur isolé, Déplacement seul sur le terrain | E1, E2, E3, E4 | 96 | C | 1) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI<br>2) Equiper véhicules de trousses à pharmacie | 48 |
| Administratifs | Risques Psycho-sociaux (RPS) liés à l'accueil d'usagers agressifs | A1 | 48 | C | 1) Formation gestion des conflits | 36 |
| | RPS - stress, fatigue émotionnelle ou même physique, charge mentale, liés à la quantité de travail, à la nécessité de mener plusieurs tâches en simultanée et/ou de tenir des délais très courts | A2 | 64 | C | 1) Mise en œuvre d'une analyse RPS en 2024<br>2) Soulager le Responsable de pôle | 48 |
| | Fatigue visuelle liée au travail sur écran ou à la luminosité en journée | A3 | 32 | C | 2) Evaluer la possibilité d'installer des stores ou films occultant sur certaines fenêtres | 24 |
| | Environnement de travail bruyant lié à l'accueil d'usager et au standard téléphonique | A4 | 36 | C | Maîtrise actuelle maximale avec la spossibilité de s'isoler dans les bureaux/d'utiliser un bureau en alternance pour les agents d'accueil mais situation à suivre au cas par cas | 36 |
| | Troubles musculo-squelettiques (TMS) liés au travail de bureau (lombalgie, douleur cervicale, syndrôme canal carpien...) | A5 | 36 | C | Maîtrise actuelle maximale avec les déplacements réguliers en cours de journée au sein des locaux, mais situation à suivre au cas par cas | 36 |
| | Utilisation d'appareils électriques, circulation à proximité d'installations électriques pouvant entraîner un risque d'électrisation | A8 | 32 | NC - Absence de VGP sur équipements électriques comme tableau | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 24 |
| | Risque d'incendie dans les locaux | A9 | 16 | NC - absence VGP des extincteurs | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé<br>2) Réaliser les exercices d'évacuation annuels<br>3) Formation incendie | 8 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004892-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Action du DU reprises | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation finale après action |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Garage | Co-activité des différents services de la régie / réception de livraison - collision engin piéton | G2, G3 | 64 | NC - Formation et recyclage CACES | 1) Formation CACES<br>2) Afficher les risques liés aux entrepots et lieux de stockage<br>3) Assurer le maintien du nettoyage de la zone | 32 |
| | Troubles musculo-squelettiques (TMS) liés au travail de bureau (lombalgie, douleur cervicale, syndrôme canal carpien...) | G6 | 36 | C | Maîtrise actuelle maximale avec les déplacements réguliers en cours de journée au sein des locaux, mais situation à suivre au cas par cas | 36 |
| | Chute d'éléments stockés sur les rayonnages en hauteur | G9 | 36 | C | 1) S'assurer que les éléments les plus lourds sont sur les rayonnages du bas<br>2) Sécuriser les stockages en évitant les empilements de produits lourds ou volumineux | 18 |
| | Port manuel de charge | G10 | 36 | C | 1) Formation type gestes et postures | 18 |
| | Stockage de produits chimiques pouvant entrapiner une pollution du sol et/ou des émanation de vapeur voir un incendie | G11 | 48 | NC - VGP extincteurs | 1) Affichage des règles de stockage et incompatibilité de stockage<br>2) Formation produits chimiques<br>3) VGP extincteurs<br>4) Fournir rétention ou local de stockage dédié | 24 |
| | Bruit lié aux diverses activités réalisées sur site | G14 | 32 | C | Compléter éventuellement les mesures actuelles avec la mise à disposition de bouchons d'oreilles | 16 |
| | Pollution de l'air lié aux gaz d'échappement des véhicules de la régie et des livraisons pouvant entraîner des atteintes pulmonaires | G15 | 43 | C | 1) Rajouter la consigne de couper les moteurs dans le protocole de sécurité<br>2) Afficher la consigne au besoin<br>3) Voir éventuellement pour effectuer une mesure de gaz d'échappement | 32 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Action du DU reprises | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation finale après action |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Travailleur isolé potentiel | G16 | 48 | C | 1) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI | 24 |
| Ensemble des services | Risque routier - déplacement professionnels dans le cadre des missions (le risque du trajet domicile-travail est également intégré dans ce plan d'action) | R1, R2, M4, S4, S5, S6, C4, C5, C6,C10,C11,C12, S17, D4, E5, E6, G17, A7 | 48 | NC - Autorisation de conduite | 1) Réaliser les autorisations de conduite et intégrer le suivi des dates de validité<br>2) Formation sur les risques routiers pour l'ensemble des agents | 36 |
| | Incendie | R25, G12, G13 | 64 | NC - VGP extincteurs | 1) Réaliser les VGP des extincteurs par organisme agréé<br>2) Formation sur le risque incendie et la manipulation des extincteurs | 32 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083200004892-20231213-231213_38-DE

RESEAUX

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maitrise actuelle du risque | Cotation maitrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maitrise attendue | Risque final |
| R1 | Intervention sur voirie - Se rendre sur la zone de travaux | Routier | Accident de la circulation (heurt, choc, collision, dérapage) impliquant ou non un tiers | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle<br>Suivi des permis poids lourds | 3 | 48 | NC - Manque les attestations de conduite | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 36 |
| R2 | Intervention sur voirie - arrêt sur les voies de circulation ou à proximité immédiates | Routier | Accident de la circulation (heurt, choc, collision, dérapage) impliquant ou non un tiers | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle<br>Suivi des permis poids lourds | 3 | 48 | NC - Manque les attestations de conduite | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 36 |
| R3 | Utilisation d'engin - descente de la minipelle du camion | Routier | Accident de la route - heurt - collision - dérapage avec usagers ou agents | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Entretien véhicules et engins<br>CACES ancien mais pas de recyclage<br>VGP engins OK<br>1 véhicule en réparation<br>Fichier interne de suivi des véhicules et des engins | 2 | 48 | NC - Manque les attestations de conduite | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formations/recyclage CACES | 4 | 24 |
| R4 | | Chute de hauteur | Versement de l'engin ou du camion entraînant choc, heurt, écrasement | 4 | 4 | 1 | 3 | 48 | Entretien véhicules et engins<br>CACES ancien mais pas de recyclage<br>VGP engins OK<br>1 véhicule en réparation<br>Fichier interne de suivi des véhicules et des engins | 2 | 24 | NC - Manque les attestations de conduite | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formations/recyclage CACES | 4 | 12 |
| R5 | Mise en place de l'engin sur sa zone d'intervention et du camion | Routier | Accident de la route - heurt - collision avec véhicule tiers | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Entretien engins<br>CACES ancien mais obtenu<br>Balisage zone d'intervention et de déplacement | 2 | 48 | NC - Manque les attestations de conduite | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formations/recyclage CACES | 4 | 24 |
| R6 | | Circulation sur zone | Choc, heurt, écrasement avec agent à proximité | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Entretien engins<br>CACES ancien mais obtenu<br>Balisage zone d'intervention et de déplacement | 2 | 48 | NC - Manque les attestations de conduite | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formations/recyclage CACES | 4 | 24 |
| R7 | | Poussières - Maladie respiratoire | Respiration de poussières/particules (ciment, béton, amiante, silice...) provoquant une atteinte des voies aériennes | 4 | 4 | 2 | 4 | 128 | Masque FFP1 et 2 disponibles<br>Pas d'intervention sur réseaux amianté | 2 | 64 | C | | | Formation Amiante SS3 ou SS4 ? | 4 | 32 |
| R8 | | Poussières - lésions oculaires | Atteinte à la vision, lésion occulaire | 4 | 4 | 2 | 4 | 128 | Lunettes de protection disponibles | 4 | 32 | C | | | Formation Amiante SS3 ou SS4 ? | 4 | 32 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004002-20231213-231213_88-DE
19 DEC. 2023

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| R9 | Découpe voirie - utilisation scie à bétin/disqueuse/marteau piqueur | TMS | Douleurs musculaires et/ou tendineuses, lombalgie, douleurs cervicales... | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Utilisation sur de courtes périodes et de manière non répétitive<br>Travail par équipe de 2 minimum<br>Utilisation de l'engin pour manutention objet très lourd ou encombrant<br>Matériel équivalent plus léger préféré lors du choix | 4 | 27 | C | | | | | |
| R10 | | Chute de plain-pied | Heurt, coup, glissade | 4 | 3 | 4 | 2 | 96 | Chaussures sécurité adaptées<br>Mise en sécurité chantier<br>Maintien de la zone d'intervention propre (rangement de ce qui pourrait provoquer une chute) | 4 | 24 | C | | | | | |
| R11 | Dégager une canalisation - Utilisation de la minipelle | Chute de hauteur (de la minipelle) | Contusion, entorse, coups<br>Chute depusi marche-pied de la minipelle<br>chute dans la tranchée liée à une zone de chantier encombrée<br>Saut hors de la minipelle | 4 | 3 | 2 | 2 | 48 | Agent formés mais pas recyclés CACES<br>Entretien et VGp des engins<br>Zone de chantier maintenue propre et dégagée<br>Chaussures de sécurité<br>Travail par équipe de 2 minimum | 2 | 24 | NC | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formation/recyclage CACES | 4 | 12 |
| R12 | | Basculement de la minipelle | Choc, coup, heurt, arrachage - Utilisation minipelle à proximité du trou creusé, présence de gros débris dans la zone de circulation de la minipelle | 4 | 2 | 2 | 4 | 64 | Agent formés mais pas recyclés CACES<br>Entretien et VGp des engins<br>Zone de chantier maintenue propre et dégagée<br>Chaussures de sécurité<br>Travail par équipe de 2 minimum | 2 | 32 | NC | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formation/recyclage CACES | 4 | 16 |
| R13 | | Choc avec agents piétons à proximité (bras de la minipelle, circulation ou pivot sur l'axe) | Choc, coup, heurt, Piéton (agents ou usagers de la voirie) à proximité immédiate / au contact du chantier | 2 | 2 | 1 | 3 | 12 | Agent formés mais pas recyclés CACES<br>Entretien et VGp des engins<br>Zone de chantier maintenue propre et dégagée<br>Chaussures de sécurité<br>Travail par équipe de 2 minimum | 2 | 6 | NC | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formation/recyclage CACES | 4 | 3 |
| R14 | | Collision avec véhicules régie ou usager de la route | Heurt, collision, choc Véhicule à proximité immédiate de la zone d'intervention de la minipelle | 2 | 3 | 1 | 3 | 18 | Agent formés mais pas recyclés CACES<br>Entretien et VGp des engins<br>Zone de chantier maintenue propre et dégagée<br>Chaussures de sécurité<br>Travail par équipe de 2 minimum | 2 | 9 | NC | Autorisation de conduite de l'employeur | | Formation/recyclage CACES | 4 | 5 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213-8-DE

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| R15 | Remplacement/travaux sur canalisation - découpe | Coupure, choc | Saignement, contusion | 4 | 3 | 2 | 3 | 72 | Chaussures de sécurité<br>Tenue de travail<br>Gants | 3 | 24 | C | | Fourniture de trousses à pharmacie dans chaque véhicule | | 4 | 18 |
| R16 | Travail dans tranchée | Effondrement - ensevelissement | Effondrement les parois de la tranchée sur agents (zone étroite < 1,3m) | 4 | 2 | 3 | 4 | 96 | | 1 | 96 | NC | Procédure/fiche consignes sur travail dans tranchée ou procédure situation d'urgence | Fourniture de blindage de fouille | Formation travail en tranchée | 4 | 24 |
| R17 | | chute d'objet dans la tranchée | Choc, coup, heurt suite à la chute de matériel non rangé | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Casque de chantier sans jugulaire<br>Maintient de la zone à proximité de la tranchée propre et rangée | 2 | 54 | C | | S'équiper de blindage de fouille dépassant de la tranchée afin d'éviter toute chute d'objet<br>Achat de casque avec jugulaire | Formation travail en tranchée | 4 | 27 |
| R18 | | heurt avec véhicule/engin | Choc, coup, heurt avec engin de chantier manoeuvrant à proximité | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Casque de chantier sans jugulaire<br>Surveillance visuel de la sécurité (distance entre agent de tranchée et godet de l'engin) | 2 | 54 | C | | Achat de casques avec jugulaire | Formation travail en tranchée | 3 | 36 |
| R19 | Rebouchage - remblais | Physique - utilisation pelle | Lombalgie, fatigue musculaire, tendinites - Manipulation répétitive de geste non ergonomique à charge | 4 | 3 | 2 | 3 | 72 | Alternance des tâches<br>Utilisation de la pelle sur certains travaux de précision ou si la pelle mécanique ne passe pas | 3 | 24 | C | | | Formation gestes et postures ou PRAP | 4 | 18 |
| R20 | | Mécanique - utilisation minipelle | Heurt, choc - Choc avec collègue, usager ou environnement lors de l'utilisation de la minipelle | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Agent formés mais pas recyclés CACES<br>Entretien et VGp des engins<br>Zone de chantier maintenue propre et dégagée<br>Chaussures de sécurité<br>Travail par équipe de 2 minimum<br>Suivi des véhicules en interne | 2 | 54 | NC | | | Recyclage/formation CACES | 4 | 27 |
| R21 | | Risques liés à l'utilisation de la minipelle | choc, renversement - mauvaise utilisation ou engin défaillant | 4 | 2 | 3 | 3 | 72 | Agent formés mais pas recyclés CACES<br>Entretien et VGp des engins<br>Zone de chantier maintenue propre et dégagée<br>Chaussures de sécurité<br>Travail par équipe de 2 minimum<br>Suivi des véhicules en interne | 2 | 36 | NC | | | Recyclage/formation CACES | 4 | 18 |
| R22 | Travail extérieur | Climatique | coup de froid, malaises liés à la chaleur, déshydradation | 4 | 4 | 4 | 2 | 128 | EPI et vêtement de travail | 3 | 43 | C | Voir pour adapter les horaires lors des épisodes de fortes chaleur | | | 4 | 32 |
| R23 | Travail en espace confiné | Espaces confinés | atmosphère confinés (gaz, ATEX, manque d'O2...)) | 2 | 4 | 2 | 4 | 64 | certains agents formés CATEC<br>Pas tous recyclés | 2 | 32 | NC | | | Formation/recyclage CATEC | 4 | 16 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| R24 | Nettoyage des bassins | Chute de hauteur | Glissade, perte d'équilibre, rupture d'un barreau de l'échelle, décrochage de l'échelle | 2 | 4 | 3 | 4 | 96 | Tous les bassins ne sont pas équipés d'échelles fixes avec sécurité<br>Echelles parfois en mauvais état<br>Bassins non sécurisés<br>Extincteurs non vérifiés quand il y en a | 1 | 96 | NC | | CR de conformité sécurité des bassin en cours<br>Travaux de mise en conformité programmés<br>Achat EPIpour travail en hauteur (treuil, trépied) | Formation travail en hauteur | 4 | 24 |
| R25 | | Incendie | Incendie dans la chambre des vannes ou local d'accès au bassin | 2 | 2 | 3 | 4 | 48 | | 1 | 48 | NC - VGP extincteurs (et élec) | | VGP extincteurs | Formation/recyclage incendie et manipulation des extincteurs | 4 | 12 |
| R26 | | Chimique | Déversement accidentel d'hypochlorite de sodium / chlore sur les vetements, la peau ou les yeux lors de la montée par l'échelle | 2 | 4 | 2 | 3 | 48 | Vêtement de travail et EPI (pour produit chimique) | 2 | 24 | C | mettre FDS à disposition + sensibilisation | | Formation Produits chimiques | 4 | 12 |
| R27 | | Espace confiné | Difficultées respiratoire, malaise, panique | 2 | 4 | 3 | 4 | 96 | | 1 | 96 | NC - EPI | | Achat EPI ARI et spécifique travail en espace confiné | Formation/recyclage CATEC | 4 | 24 |
| R28 | Relève de compteur | Psychosociaux | Agression par usager, violence verbale et/ou physique | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Téléphone portable pour joindre responsable hiérarchique | 2 | 54 | C | | | Formation gestion de conflit | 4 | 27 |
| R29 | | Travailleurs isolé | Agression par usager, malaise, chute | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Téléphone portable pour joindre responsable hiérarchique | 2 | 54 | C | | Achat dispositif de sécurité travailleur isolé (DATI) | | 4 | 27 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_3R-DE

MAINTENANCE

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| M1 | Intervention sur équipement de dosage de produits chimiques (chlore, chlorure ferrique) | Chimique | Brûlure, intoxication - Produit chimique entrant au contact de l'agent (particules, gouttelette, air respiré...) | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Sensibilisation risque chimique<br>EPI normés et adaptés mais partagés (masque)<br>EPC disponibles quand mise en œuvre possible<br>Procédure et gestion de stockage et d'utilisation des produits | 3 | 24 | C | Finaliser procédure Chlore | Achat EPI respiratoire pour chaque agent | Formation / recyclage Chlore | 4 | 18 |
| M2 | Intervention sur équipements/matériels électriques (réglage, réarmement) | Electrique | Electrocution, coup, choc... | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Equipements de consignation<br>EPI normés et adaptés<br>Agents formés et recyclés | 4 | 24 | C | Rédaction de procédures ou fiches consignes si nécessité | | | | |
| M3 | Utilisation de matériel électrique en milieu humide | Electrique | | 4 | 4 | 3 | 4 | 192 | Equipements de consignation<br>EPI normés et adaptés<br>Agents formés et recyclés | 4 | 48 | C | | | | | |
| M4 | Déplacement routier | Routier | | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Véhicules entretenus<br>Fichier de suivi entretien et CT tenu par la Régie<br>Permis de conduire | 3 | 48 | NC | Autorisation de conduite à réaliser Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation risque routier | 4 | 36 |
| M5 | Intervention sur bassin (travail en hauteur) | Travail en hauteur | Contusion, entorse, coups<br>Cas + grave - glissade, perte d'équilibre, rupture d'un barreau d'échelle, décrochage de l'échelle | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Tous les bassins ne sont pas équipés d'échelles/équipement pour intervenir en haut des poste de relevage<br>Palans pas toujours existant ou non vérifiés | 2 | 36 | NC | | 1) CR de conformité sécurité des bassin en cours<br>Travaux de mise en conformité programmés<br>Achat EPIpour travail en hauteur (treuil, trépied)<br>2) Equiper STEP et bassins de palans et dispositifs d'attache sécurité pour travail en hauteur<br>3) VGP palans et autres<br>4) EPC | | 4 | 18 |
| M6 | Intervention sur bassin à partir d'éléments du bassin endommagés (structure du bâtiment faible) | Chute (hauteur, plain pied, écrasement) | | 2 | 2 | 2 | 4 | 32 | Tous les bassins ne sont pas équipés d'échelles/équipement pour intervenir en haut des poste de relevage<br>Palans pas toujours existant ou non vérifiés | 2 | 16 | NC | | 1) Equiper STEP et bassins de palans et dispositifs d'attache sécurité pour travail en hauteur<br>2) VGP palans et autres<br>4) EPC | Formation travail en hauteur/encordé | 4 | 8 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231218-231213_24-RE
19 DEC. 2023

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M7 | Intervention sur bassin - utilisation chlore | Chimique | Intoxication, brûlure liées à une fuite de chlore | 2 | 4 | 2 | 4 | 64 | EPI (masque, gants, détecteur de gaz) et vêtement de travail<br>Anciennement formé pour certains agents | 2 | 32 | C | Réaliser fichier de suivi des EPI (date de conformité, type d'équipement par agent et par mission/poste de travail) | Finaliser les paquetage individuel de chaque agent avec achat masque intégral individuel | Formation/recyclage Chlore | 4 | 16 |
| M8 | Utilisation/travaux à proximité gaz et produits chimiques | Incendie / explosion | | 4 | 2 | 3 | 4 | 96 | Sensibilisation risque chimique<br>EPI normés et adaptés<br>EPC disponibles quand mise en œuvre possible<br>Procédure et gestion de stockage et d'utilisation des produits | 3 | 32 | C | | Fourniture extincteurs véhicules | Formation incendie<br>Formation SST ou équivalent | 4 | 24 |
| M9 | Travaux en zone CATEC | asphyxie | | 2 | 4 | 2 | 4 | 64 | Pas d'agents formés CATEC | 1 | 64 | NC | | | Formation CATEC | 4 | 16 |
| M10 | Travaux en zone ATEX | explosion | | 2 | 4 | 2 | 4 | 64 | Pas d'étude ATEX | 1 | 64 | NC | | Réaliser étude ATEX sur STEP | | 4 | 16 |
| M11 | travail en extérieur ou dans locaux mal ventilés | Ambiance thermique | | 4 | 4 | 3 | 2 | 96 | EPI et vêtements de travail adaptés | 3 | 32 | C | | | Formation CATEC | 4 | 24 |
| M12 | Intervention d'urgence par un seul agent - agent isolé | Organisation du travail - travailleur isolé | | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Téléphone portable<br>Responsable d'équipe joignable (reste en ligne pendant intervention ou suit à distance)<br>Zone d'intervention connue | 2 | 36 | C | | Equipement type DATI | | 4 | 18 |
| M13 | Intervention sur les réseaux/équipements d'assainissement | Sanitaire | | 4 | 4 | 3 | 3 | 144 | EPI adaptés | 3 | 48 | C | | Fournir des trousses pharmacie dans les véhicules et les STEP | | 4 | 36 |
| M14 | Circulation sur site | Chute plain pied | | 4 | 2 | 4 | 2 | 64 | Chaussures de sécurité adaptées<br>Zone d'intervention maintenue propre | 3 | 21 | C | | | | | |
| M15 | Transport / Stockage produits dans véhicules | Chimiques | Transport chlore gazeux | 4 | 4 | 3 | 3 | 144 | Formation chlore gazeux pour certains agents<br>Dispositifs d'attache de la bouteille | 3 | 48 | C | Finaliser la procédure chlore | Finaliser la mise en conformité des véhicules - choisir véhicule dédié | Formation/recyclage chlore gazeux | 4 | 36 |
| M16 | Intervention générales : position de travail peu ergonomique lié à l'accessibilité des équipements | | | 4 | 4 | 2 | 2 | 64 | Pas de port de charges lourdes | 3 | 21 | C | | | | | |
| M17 | Intervention en co-activité (en même temps qu'un autre service de la régie ou de la comcom ou avec un prestataire) | Organisation du travail | | 3 | 3 | 3 | 4 | 108 | Plan de prévention<br>Equipements de consignation<br>Communication inter-service | 4 | 27 | C | | | | | |
| M18 | Travail au niveau des machines (pompes, ventillations, équipements de STEP...), utilisation d'outils bruyants | Bruit | | 4 | 4 | 2 | 3 | 96 | Casque anti-bruit | 3 | 32 | C | | Fournir des bouchons d'oreille thermomoulés assurant une protection encore plus grande | | 4 | 24 |
| M19 | Remplacement d'une bouteille de chlore | Chimique | Respirer des vapeur de chlore gazeux lors du changement de bouteille | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | EPI adaptés mais non personnel | 2 | 36 | C | | Fourniture EPI respiratoire individuelle et personnels | | 4 | 18 |
| M20 | Entretien des différents moteurs et capteurs du site | Risque électrique | Electrisation, électrocution | 4 | 2 | 3 | 4 | 96 | habilitation électrique<br>EPI et vêtements adaptés au risque | 3 | 32 | NC | | VGP installation électrique par prestataire extérieur | Formation recyclage habilitations électriques | 4 | 24 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M21 | | Travail en hauteur | Chute de hauteur | 4 | 2 | 4 | 4 | 128 | Equipements travail en hauteur<br>Certains agents formés | 2 | 64 | NC | | 1) Equiper STEP et bassin de palans et dispositifs d'attache sécurité pour travail en hauteur<br>2) VGP palans et autres<br>4) EPC | | 4 | 32 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

CONTRÔLE

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| C1 | Organisation administrative (gestion des demandes et des contrôles, renseignement des fichiers d'intervention...) | Travail sur écran | Luminosité trop forte/trop faible<br>Mauvaise position face aux écrans<br>Double écran mal positionné | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Réglage luminosité écrans<br>Travail sur deux à trois écrans positionnables à volonté<br>Chaises réglables<br>Travail alterné terrain - bureau<br>Lampe d'appoint et repose pied dispoñibles sur demande | 4 | 27 | C | | | | | |
| C2 | | TMS (lombalgie, syndrôme canal carpien) | Mauvaise position du segment épaule coude poignet lors de l'utilisation de la souris, mauvaise position ou position assise prolongée | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Réglage luminosité écrans<br>Travail sur deux à trois écrans positionnables à volonté<br>Chaises réglables<br>Travail alterné terrain - bureau<br>Lampe d'appoint et repose pied disponibles sur demande | 4 | 27 | C | | | | | |
| C3 | Télétravail | Télétravail | Travail isolé - Malaise ou chute alors que l'agent est seul chez lui | 3 | 1 | 4 | 2 | 24 | Pas de mesures réglementaires prévues<br>Contact avec équipes en poste présentiel | 1 | 24 | C | | | | | |
| C4 | Déplacement sur le terrain | Risque routier | Choc heurt collision trajet domicile-travail | 4 | 4 | 3 | 4 | 192 | Véhicule personnel | 2 | 96 | C | | | Formation risque routier | 4 | 48 |
| C5 | | | Choc heurt collision en missions | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Véhicules régulièrement entretenus<br>Contrôle technique OK<br>Permis de conduire | 3 | 48 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation risque routier | 4 | 36 |
| C6 | | | Choc heurt collision sur chemins et pistes d'accès aux usagers | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Véhicules régulièrement entretenus<br>Contrôle technique OK<br>Permis de conduire | 3 | 48 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation risque routier | 4 | 36 |
| C7 | | Travailleur isolé | Agression, accident, chute... | 4 | 4 | 3 | 4 | 192 | Chef d'équipe et assistante administrative informés des zones d'intervention<br>Téléphone portable | 3 | 64 | NC | | Equiper les agents de dispositifs type DATI | Formation gestion des conflits | 4 | 48 |
| C8 | Rendez-vous chez l'usager | RPS | Agression verbale<br>Agression physique<br>Situation conflictuelle | 4 | 3 | 2 | 3 | 72 | Téléphone portable pour joindre la hiérarchie<br>Qualité de médiation | 2 | 36 | C | | Equiper les agents de dispositifs type DATI | Formation Gestion des conflits | 4 | 18 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_08-DE
19 DEC. 2023

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C9 | Inspection du réseau/de l'ANC | Chimique | Emissions de gaz type H2S | 4 | 4 | 1 | 4 | 64 | Travail à l'air libre<br>Pas de travail prolongé au-dessus des ouverture<br>Pas d'entrée dans les réseaux | 3 | 21 | C | | Equiper les agents de détecteur H2S (surtout pour contrôle Assainissement collectif) | | 4 | 16 |
| C10 | Circulation | Routier | Heurt, choc | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 24 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 18 |
| C11 | | | Glissade - collision - heurt sur piste ou route rendues difficilement praticable suite aux conditions météorologiques | 2 | 4 | 3 | 4 | 96 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 32 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 24 |
| C12 | | | Glissade - collision - heurt sur piste type DFCI ou chemins privés | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 48 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 36 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083200048[illegible]
19 DEC. 2023

STEP

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| S1 | Ensemble des tâches | Travail isolé | Ensemble des risques | 4 | 3 | 4 | 4 | 192 | Téléphone portable<br>Ronde responsable d'équipe<br>Passage service Réseaux ou Maintenance | 2 | 96 | C | Assurer la présence d'un deuxième agent ou du responsable lors des interventions à risque (comme sur poste de relevage) | Equiper les agents de dispositifs type DATI | | 4 | 48 |
| S2 | | Maladie, zoonose | Maladie liée aux excrément de rats/rongeurs | 4 | 3 | 4 | 3 | 144 | EPI (gants, masques)<br>Vêtements de travail et machine à laver dédiée<br>Point d'eau, savon et gel désinfectant sur site | 3 | 48 | C | | | Préconisation/obligation de certains vaccins ? | 4 | 36 |
| S3 | Entretien poste relevage entrée STEP | Chute de hauteur | Risque de chute dans le poste de relevage - gaz provoquant malaise/anoxie<br>Glissade entrainant un choc voir une perte de conscience | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Pas d'intervention actuellement hors relève des paniers par l'utilisation de la Poulie<br>Détecteur de gaz<br>Echelle avec ligne de vie<br>Matériel de descente en sécurité et échelles (harnais, casque, mousqueton, sangle...) | 3 | 24 | C | Présence d'un 2ème agent pour certaines tâches à risques | équiper chaque agent des EPI respiratoire et risque chimique | Formation travail en hauteur | 4 | 18 |
| S4 | | Risques sanitaires | Eclaboussures<br>Contact peau - eaux usées | 3 | 4 | 2 | 3 | 72 | EPI (gants, masques)<br>Vêtements de travail et machine à laver dédiée<br>Point d'eau, savon et gel désinfectant sur site | 3 | 24 | C | | | Préconisation/obligation de certains vaccins ? | 4 | 18 |
| S5 | | Milieu confiné | Dégagement d'odeurs/gaz toxiques, asphyxie | 3 | 3 | 2 | 3 | 54 | Détecteur Gaz,<br>ARI | 2 | 27 | NC | | | Formation CATEC | 4 | 14 |
| S6 | | Electrique | Travail à proximité d'installation électrique<br>Intallation électrique en milieu humide | 3 | 2 | 2 | 4 | 48 | Pas d'intervention sur installations électriques<br>Service électroméca en interne si besoin<br>Agents habilités | 3 | 16 | NC | | Réaliser VGP | | 4 | 12 |
| S7 | | Chute de plain pied | choc, chute | 4 | 3 | 4 | 3 | 144 | Grilles antidérapantes<br>Chaussures sécurité adaptée<br>Entretien régulier des sites afin d'assurer que les zones de circulation à pied ne sont pas encombrées). | 4 | 36 | C | Assurer l'absence d'encombrement des voies de circulation du site | | | 4 | 36 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE
19 DEC. 2023

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| S8 | Circulation / entretien dégrilleur-deshuileur | Chute de hauteur | | 4 | 2 | 4 | 4 | 128 | Garde-corps<br>Plaques sur les trou d'homme | 3 | 43 | C | Procédure de contrôle des équipements de protection collective | Vérification des fixations des rambardes et des plaques | | 4 | 32 |
| S9 | | Risques sanitaires | projection de liquide+matières | 4 | 2 | 3 | 3 | 72 | EPI (gants, masques)<br>Vêtements de travail et machine à laver dédiée<br>Point d'eau, savon et gel désinfectant sur site | 3 | 24 | C | | | Préconisation/obligation de certains vaccins ? | 4 | 18 |
| S10 | Intervention sur clarificateur (nettoyage) | Chute de hauteur | chute malaise | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Chaussures de sécurité adaptées<br>Bottes sécurité | 2 | 36 | C | | Evaluer la nécessité de garde-corps | | 4 | 18 |
| S11 | Co-activité éventuelle (avec distribution par exemple | Routier/conduite d'engin | risque de heurt engin/piéton | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Engins et véhicules régulièrement entretenu CT<br>Permis de conduire | 2 | 48 | C | Plan de circulation + vitesse limitée + transmission protocole de sécurité aux entreprises extéreiures amenées à venir sur site | | | 4 | 24 |
| S12 | | Chimique | Risque de mauvais stockage (stockage à proximité d'une activité dangereuse de la STEP) | 4 | 2 | 4 | 4 | 128 | Pas d'incompatibilité de produits<br>EPI disponibles et adaptées | 3 | 43 | C | Affichage procédure, FDS et incompatibilité de stockage<br>Fiche de suivi des EPI | Mise en œuvre d'algeco de stockage sur le site assurant le stockage (Fayence)<br>Packetage EPI risques chimiques par agent | Formation/sensibilisation risque chimique | 4 | 32 |
| S13 | Centrifugeuse (ou toute intervention/passage dans bâtiment fermé) | Risque électrique | Electrocution, électrisation | 4 | 2 | 2 | 4 | 64 | Détecteur de gaz portatif<br>Aération suffisante<br>Pas d'intervention sur tableau électrique<br>Service électroméca interne | 4 | 16 | C | | | | | |
| S14 | | Bruit | Perte auditive, stress, migraine | 4 | 3 | 2 | 3 | 72 | Machines norme NF conforme émissions de bruit<br>Pas de présence prolongée<br>Casque antibruit fournit dans les EPI | 3 | 24 | C | Suivi des dotations EPI | Package EPI casque + protection auditive<br>VGP des équipements /machines | | 4 | 18 |
| S15 | Partout dans la STEP | Incendie | Départ de feu sur élément électrique ou à cause d'un gaz | 4 | 2 | 4 | 4 | 128 | Extincteurs<br>Pas d'intervention sur tableau électrique<br>Service électroméca interne | 2 | 64 | NC | | VGP et nombre suffisant d'extincteurs | Formation/recyclage formation incendie | 4 | 32 |
| S16 | | Incendie | Départ de feu liée à un gaz (rupture de vanne, mélange, apport d'une flamme) | 4 | 3 | 2 | 3 | 72 | Sensibilisation des agents aux risques (nettoyage de la paillasse et de l'évier après chaque mesure)<br>Pas d'utilisation de réactifs dangereux | 2 | 36 | C | Identifier et séparer chaque zone | Aménagement d'un point d'eau pour les analyses distinct de la zone de repas | | 4 | 18 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| S17 | Circulation sur les différentes STEP | Routier | Accident de la route - heurt - collision - dérapage | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne) Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 48 | NC | Autorisation de conduite à réaliser Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 36 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

DECI

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| D1 | Réalisation/suivi de dossiers technicoadministratifs | Travail devant écran | Fatigue visuelle | 4 | 3 | 4 | 2 | 96 | Réglage luminosité écrans<br>Travail sur deux à trois écrans positionnables à volonté<br>Travail alterné terrain - bureau | 4 | 24 | C | | | | | |
| D2 | | TMS | Lombalgie, syndrôme canal carpien, douleurs cervicales... | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Fauteuil réglable<br>Travail sur deux à trois écrans positionnables à volonté<br>Travail alterné terrain - bureau<br>Souris ergonomiques disponibles sur demande | 4 | 27 | C | | | | | |
| D3 | | Organisation du travail | fatigue, charge émotionnelle, stress | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Echange régulier avec service Etudes<br>Soutien et accompagnement hiérarchique | 4 | 27 | C | | | | | |
| D4 | Déplacement sur site | Routier (route - pistes) | Chocs, heurts, accident grave | 4 | 4 | 3 | 4 | 192 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 64 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 48 |
| D5 | | Organisation du travail | Stress, inattention, utilisation téléphone portable sans kit mains libres | 4 | 3 | 3 | 4 | 144 | Echange régulier avec service Etudes<br>Soutien et accompagnement hiérarchique | 3 | 48 | C | | Analyse RPS | Formation risque routier | 4 | 36 |
| D6 | | Travailleur isolé | Travailleur isolé | 4 | 4 | 3 | 4 | 192 | téléphone portable<br>Collègues informés de l'itinéraire | 2 | 96 | C | | Fournir équipement type DATI | | 4 | 48 |
| D7 | Vérification PI | Physique / TMS | Douleurs lombaires, cervicales, blessures/traumatisme musculaires ou tendineux | 3 | 4 | 2 | 3 | 72 | Pas déléments lourds<br>Vérification effectuée parfois à 2<br>Equipements permettant le contrôle sans gros efforts | 3 | 24 | C | | | Formation geste et posture ou PRAP | 4 | 18 |
| D8 | | Piqures d'insecte | Réaction allergique, inflammation | 3 | 2 | 3 | 4 | 72 | | 1 | 72 | NC | | Equiper le véhicule d'une trousse à pharmacie<br>Dispositif Travailleur Isolé PTI | | 3 | 24 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| D9 | Intervention sur piste | Routier | choc, heurt, glissade, perte de contrôle du véhicule, renversement, chute) | 3 | 3 | 3 | 4 | 108 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 36 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 27 |
| D10 | Intervention sur voirie | | choc, heurt, blessures +/- graves | 3 | 3 | 3 | 4 | 108 | Vêtements haute visibilité<br>Balisage<br>Circulation en bord de route en sécurité relative | 3 | 36 | C | | Dispositif Travailleur Isolé PTI | | 4 | 27 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-260034802-20231213-231213_38-DE

ETUDES

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| E1 | Toute activité confondue | Travailleur isole | Se retrouve seul dans une situation difficile | 4 | 4 | 3 | 4 | 192 | Signalement aux autres agents du départ et de l'itinéraire Téléphone | 2 | 96 | C | | Fournir équipement type DATI | | 4 | 48 |
| E2 | Déplacement sur le terrain | Chute | Chute de plain-pied | 4 | 4 | 3 | 3 | 144 | Chaussures de marche fermées et adaptées | 4 | 36 | C | | Fournir équipement type DATI | Formation SST | 4 | 36 |
| E3 | | | chute de hauteur | 3 | 3 | 3 | 4 | 108 | Chaussures de marche fermées et adaptées majorité des déplacements de plain-pied | 3 | 36 | C | | Fournir équipement type DATI | | 4 | 27 |
| E4 | | | Malaise entraînant chute de plain-pied | 3 | 2 | 3 | 3 | 54 | Signalement aux autres agents du départ et de l'itinéraire | 2 | 27 | NC | | Fournir équipement type DATI | | 4 | 14 |
| E5 | Déplacement sur route | Routier | Accident/heurt (victime) | 3 | 3 | 3 | 4 | 108 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne) Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 36 | NC | Autorisation de conduite à réaliser Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 27 |
| E6 | | | Accident/heurt (responsable) | 3 | 3 | 3 | 4 | 108 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne) Agents possède permis de conduire en règle | 3 | 36 | NC | Autorisation de conduite à réaliser Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation / recyclage aux risques routiers (pour tous les agents) | 4 | 27 |
| E7 | Déplacement en bord de route/chemin | Circulation sur bord de route | Heurt avec véhicule routier | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Gilet HV Balisage au besoin Téléphone portable | 3 | 24 | C | | Fournir équipement type DATI | | 4 | 18 |
| E8 | | Coupure griffure | Végétation, clôtures abandonnées | 3 | 3 | 1 | 3 | 27 | | 1 | 27 | C | | Equiper véhicules de trousses à pharmacie | | 4 | 7 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200041802-20231213-231213_38-DE

GARAGE

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| G1 | Circulation piétonne dans le garage | Physique - coactivité | Choc, heurt, glissade, coups - présence de débris (clous, vis)) | 4 | 3 | 3 | 3 | 108 | Nettoyage quotidien du garage<br>Port de chaussures fermées dans la zone entrepot et chaussures de sécurité lors de toute manipulation de matériel | 4 | 27 | C | | | | | |
| G2 | Circulation piétons et engins | Physique - coactivité | heurt, accident +/- grave - acc | 4 | 4 | 2 | 4 | 128 | Rare présence de piétons quand utilisation de l'engin<br>CACES utilisation engin mais pas de recyclage<br>Engin régulièrement vérifié | 2 | 64 | NC | Affichage des risques (affichage INRS ou réalisé en interne) | | Formation /recyclage CACES | 4 | 32 |
| G3 | Utilisation de l'engin | Mécanique | coups, heurt, choc, renversement | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Rare présence de piétons quand utilisation de l'engin<br>CACES utilisation engin mais pas de recyclage<br>Engin régulièrement vérifié | 2 | 48 | NC | Affichage des risques (affichage INRS ou réalisé en interne) | | Formation / recyclage CACES | 4 | 24 |
| G4 | Utilisation transpalette manuel | Mécanique | Choc, heurt, glissade, coups | 4 | 3 | 2 | 3 | 72 | Sensibilisation au risque<br>Port chaussures sécurité | 3 | 24 | C | Affichage des risques | | | 4 | 18 |
| G5 | Coactivité avec les autres services | Coactivité | multiples | 4 | 4 | 2 | 3 | 96 | Sensibilisation au risque<br>Pas de circulation d'engin si activité type soudage | 3 | 32 | C | Affichage des risques | | Sensibilisation de l'ensemble des services utilisateurs de la zone | 4 | 24 |
| G6 | Travail sur outil informatique | TMS | lombalgie, douleurs cervicales, syndrôme canal carpien | 4 | 3 | 4 | 3 | 144 | Equipement informatiques adaptés (luminosité écrans, logiciels et outils, luminosité bureau, siège adapté)<br>Souris ergonomiques et repose-pied disponible sur demande<br>Repose-pied et souris ergonomique disponibles sur demande | 4 | 36 | C | | | | | |
| G7 | Travail sur site | Ambiance climatique | Froid - Chaud - courant d'air | 2 | 3 | 4 | 3 | 72 | Chauffage et bureau fermé<br>Fourniture de vêtements de travail adaptés | 3 | 24 | C | | | | | |
| G8 | Chute de hauteur | Physique | Choc, heurt, glissade, coups, écrasement | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Pas d'utilisation d'échelle<br>Rangement en hauteur avec transpalette motorisé | 3 | 24 | C | | | | | |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200067452-20231213-38-DE
19 DEC 2023

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| G9 | Chute d'éléments stockés | | Choc, heurt, glissade, coups, écrasement | 3 | 2 | 3 | 4 | 72 | Rayonnage solides et grilles de sécurité aménagées | 2 | 36 | C | Redescendre les éléments lourds | | | 4 | 18 |
| G10 | Port manuel de charge | Physique - TMS | lombalgie, douleurs musculaires, tendineuses, choc, heurt, écrasement | 4 | 3 | 2 | 3 | 72 | Port manuel limité aux petits objets de faible poids | 2 | 36 | C | | | Formation gestes et posture | 4 | 18 |
| G11 | Stockage de produits chimiques | Chimique | intoxication, brûlure chimique | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Limitation des produits stockés<br>Pas d'incompatibilités chimiques | 2 | 48 | NC | Afficher règles stockage produits chimiques et règles de compatibilité | Mise en place de rétention et de protection contre le feu (type caissons de stockage ou déplacement des produits sur STEP Fayence | Formation risques chimique | 4 | 24 |
| G12 | | Incendie | brûlure, intoxication par fumée | 4 | 2 | 2 | 4 | 64 | Limitation des produits stockés<br>Pas d'incompatibilités chimiques<br>Extincteurs | 2 | 32 | NC | Afficher règles stockage produits chimiques et règles de compatibilité | Mise en place de rétention et de protection contre le feu (type caissons de stockage ou déplacement des produits sur STEP Fayence<br>VGP extincteurs | Formation risques chimique et incendie | 4 | 16 |
| G13 | Présence de matières combustibles | Incendie | intoxication par fumées ou vapeurs, brûlure incendie | 4 | 2 | 2 | 4 | 64 | Extincteurs | 2 | 32 | NC | Exercice d'évacuation | VGP extincteurs | Formation incendie | 4 | 16 |
| G14 | Atelier | Bruit | surdité, atteinte à l'audition | 4 | 4 | 2 | 2 | 64 | Local de travail indépendant | 2 | 32 | C | | Fournir des bouchons d'oreilles | | 4 | 16 |
| G15 | Réception de marchandises / zone de parking de véhicules | Respiratoire ( gaz d'échappement) | intoxication, atteinte respiratoire ( gaz d'échappement) | 4 | 4 | 2 | 4 | 128 | Local de travail indépendant<br>Rappel oral de couper le moteur | 3 | 43 | C | Consignes relative à la coupure du moteur pour les livraison | Mesure des gaz d'échappement ?<br>Mise à disposition de masques | | 4 | 32 |
| G16 | Travail isolé | Organisation du travail - congés - intervention | multiples | 3 | 4 | 2 | 4 | 96 | Présence du reste des équipes dans le bâtiment<br>Téléphone<br>Avertissement quand travailleur isolé | 2 | 48 | C | Organiser ronde régulière en cas de travailleur isolé | Equipement type DATI | | 4 | 24 |
| G17 | Trajet domicile - travail | risques routiers | Accident, heurt, choc, renversement | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Permis de conduire mais véhicule personnel | 1 | 96 | C | | | Formation risque routier | 2 | 48 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

ADMINISTRATION

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maîtrise actuelle du risque | Cotation maîtrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maîtrise attendue | Risque final |
| A1 | Accueil des usagers physiques | RPS | Agression, stress | 4 | 4 | 3 | 3 | 144 | Travail en équipe<br>Chef de service avec vision directe sur l'accueil<br>Sas d'entrée | 3 | 48 | C | | | Formation gestion des conflits | 4 | 36 |
| A2 | Tâches administratives (plusieurs tâches en simultanée, faible autonomie, interruption fréquente, délais et surcharge de travail) | RPS | Burn out, stress, fatigue émotionnelle et physique, charge mentale | 4 | 4 | 4 | 3 | 192 | Management (réunion d'équipe, adaptation du travail)<br>Alternance/travail d'équipe sur les postes/missions permettant de limiter la surcharge mentale | 3 | 64 | C | | Audit/Accompagnement RPS | | 4 | 48 |
| A3 | Taches administratives diverses - travail sur écran ou éclairage du lieu | Physique/TMS | Fatigue visuelle | 4 | 3 | 4 | 2 | 96 | Luminosité des écrans adaptable<br>Lampes de bureaux disponibles | 3 | 32 | C | | Voir pour ajouter écrans protection du soleil ou store selon l'exposition des bureaux | | 4 | 24 |
| A4 | Accueil d'usagers et open Space avec hall d'accueil | Bruit | Fatigue émotionnelle et physique, déconcentration, stress | 4 | 4 | 3 | 3 | 144 | Bureaux individuels<br>Bureau séparé pour les agents d'accueils ayant besoin de concentration (tâches spécifiques)<br>Open space limité à 3 personnes | 4 | 36 | C | | | | | |
| A5 | Position assise prolongée | Physique/TMS | Lombalgie, mal de dos | 4 | 3 | 4 | 3 | 144 | Siège de bureau permettant d'adapter la position<br>Repose pieds<br>et souris ergonomiques disponibles sur demande | 4 | 36 | C | | | | | |
| A6 | Trajet domicile - travail | risques routiers | Accident, heurt, choc, renversement | 4 | 3 | 2 | 4 | 96 | Permis de conduire | 1 | 96 | C | | | Formation risque routier | 2 | 48 |
| A7 | Déplacements professionnels | risques routiers | Accident, heurt, choc, renversement | 3 | 3 | 2 | 4 | 72 | Entretien véhicules et CT (fichier de suivi interne)<br>Agents possède permis de conduire en règle<br>Suivi des permis poids lourds | 3 | 24 | NC | Autorisation de conduite à réaliser<br>Voir si conforme de demander un décompte des points du permis de conduire chaque année avant remise attestation de conduite | | Formation risque routier | 4 | 18 |
| A8 | Circulation à proximité/ utilisation des appareils électriques | Electrique | Electrocution, électrisation... | 4 | 2 | 4 | 3 | 96 | Installations électriques conformes<br>Matériels conforme normes NF et régulièrement entretenu/changé<br>Prises électriques sécurité<br>Pas d'intervention sur tableau électrique | 3 | 32 | NC | Réaliser le suivi des VGP par procédure interne | VGP électricité à programmer | | 4 | 24 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_36-DE
19 DEC. 2023

| Code | Activité | Famille de Risque | Scenario d'accident | Occurrence | | | Gravité | Cotation du risque | Maitrise actuelle du risque | Cotation maitrise | Risque résiduel | Conformité réglementaire | Plan d'action | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Fréquence d'exposition | Probabilité du phénomène | Durée d'exposition | | | | | | | Organisationnel | Technique | Humain | Cotation maitrise attendue | Risque final |
| A9 | Stockage de papiers, plastiques.... | Incendie | Intoxication, brûlures... | 4 | 2 | 1 | 4 | 32 | Stockage de papier limité dans les montées d'escaliers et les bureaux<br>Stockage dans local dédié<br>Extincteurs<br>Consigne d'évacuation (affichage obligatoire) | 2 | 16 | NC | Réaliser exercices annuels d'évacuation | VGP extincteurs | Formation incendie | 4 | 8 |
| A10 | Archives | Physique/TMS | Chute d'objet/dossiers situés en hauteur | 3 | 2 | 2 | 4 | 48 | Pas d'objets lourds stockés en hauteur | 2 | 24 | C | | Evaluer en interne les amélioration de stockage possibles | | 4 | 12 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

**FREQUENCE GLOBALE**

| | Durée exposition | | | |
|---|---|---|---|---|
| Fréquence exposition | 1 | 2 | 3 | 4 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 |
| 2 | 2 | 4 | 6 | 8 |
| 3 | 3 | 6 | 9 | 12 |
| 4 | 4 | 8 | 12 | 16 |

**PROBABILITE GLOBALE**

| | FREQUENCE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PROBABILITE | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 |
| 2 | 2 | 4 | 6 | 8 | 12 | 16 | 18 | 24 | 32 |
| 3 | 3 | 6 | 9 | 12 | 18 | 24 | 27 | 36 | 48 |
| 4 | 4 | 8 | 12 | 16 | 24 | 32 | 36 | 48 | 64 |

COTATION

**RISQUE BRUT**

| | PROBABILITE GLOBALE | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GRAVITE | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 64 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 64 |
| 2 | 2 | 4 | 6 | 8 | 12 | 16 | 18 | 24 | 32 | 36 | 48 | 54 | 64 | 72 | 96 | 128 |
| 3 | 3 | 6 | 9 | 12 | 18 | 24 | 27 | 36 | 48 | 54 | 72 | 81 | 96 | 108 | 144 | 192 |
| 4 | 4 | 8 | 12 | 16 | 24 | 32 | 36 | 48 | 64 | 72 | 96 | 108 | 128 | 144 | 192 | 256 |

**RISQUE RESIDUEL**

| | RISQUE BRUT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MAITRISE | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 54 | 64 | 72 | 81 | 96 | 108 | 128 | 144 | 192 | 256 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 54 | 64 | 72 | 81 | 96 | 108 | 128 | 144 | 192 | 256 |
| 2 | 0.5 | 1 | 1.5 | 2 | 3 | 4 | 4.5 | 6 | 8 | 9 | 12 | 14 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 41 | 48 | 54 | 64 | 72 | 96 | 128 |
| 3 | 0.3 | 1 | 1 | 1 | 2 | 3 | 3 | 4 | 5 | 6 | 8 | 9 | 11 | 12 | 16 | 18 | 21 | 24 | 27 | 32 | 36 | 43 | 48 | 64 | 85 |
| 4 | 0.25 | 0.5 | 0.8 | 1 | 1.5 | 2 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 64 |

| | |
|---|---|
| | Risque très élevé - Non conformité |
| | Risque important |
| | Risque modéré |
| | Risque faible |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200084802-20231213-231213_38-DE
19 DEC. 2023

| Service | Description du risque | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation après action |
|---|---|---|---|---|---|
| Réseaux / Relève | Accident de la circulation (heurt, choc, collision, dérapage) impliquant ou non un tiers | 48 | NC - Manque les attestations de conduite | 1) Autorisation de conduite<br>2) Formation aux risques routiers | 36 |
| | Accident avec engin lors de la descente de la minipelle du camion ou de la circulation/utilisation minipelle sur le chantier | 48 | NC - Manque les attestations de conduite et les recyclage CACES | 1) Autorisation de conduite<br>2) programmation des recyclage CACES | 24 |
| | Intervention sur réseaux amianté | 64 | C - pas d'intervention des agents de la Régie actuellement | 1) Formation amiante (SS3 ou SS4)<br>2) Fourniture des EPI correspondants | 32 |
| | Travail dans tranchée - chute d'objet, risque d'ensevelissement, coup, choc) | 96 | NC - sécurisation des tranchées > 1,3 mètres de profondeur | 1) Procédure relative à la sécurité lors du travail en tranchée<br>2) Fourniture de blindage de fouille<br>3) Formation au travail en tranchée | 24 |
| | Choc, heurt, entre un agent et la minipelle | 54 | NC - Recyclage CACES | 1) Recyclage CACES | 27 |
| | Travail en extérieur, quelque soit les conditions climatiques | 43 | C | 1) Voir pour adaptation des horaires en période de fortes chaleurs | 32 |
| | Travail en espace confiné | 32 | NC - Formation et recyclage CATEC | 1) Formation / recyclage CATEC | 16 |
| | Travailleur isolé | 54 | C | 1) Fourniture équipement type PTI ou DATI | 27 |
| | Risques psychosociaux - pression, agression par certains usagers | 54 | C | 1) Formation Gestion des conflits | 27 |
| Electromec / Maintenance | Travail en hauteur (bassin, poste de relevage...) | 36 | NC - formation | 1) Equiper STEP et bassins de palans et dispositifs d'attache sécurité pour travail en hauteur<br>2) VGP palans et autres<br>4) EPC | 18 |
| | Chute (hauteur et plain-pied) suite à intervention sur bassin ou sur STEP | 64 | NC | 1) Equiper STEP et bassins de palans et dispositifs d'attache sécurité pour travail en hauteur<br>2) VGP palans et autres<br>4) EPC | 32 |
| | Incendie/explosion suite à une intervention ou des travaux par point chaud ou sur électricité à proximité de stockage | 32 | C | 1) Fourniture d'extincteurs dans les véhicules<br>2) VGP extincteurs des sites (bassins et STEP)<br>3) Formation incendie et SST ou équivalent | 24 |
| | Travaux/intervention en zone CATEC | 64 | NC - pas de formation CATEC | 1) Certification d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés pour les agents concernés | 16 |
| | Travaux/intervention en zone ATEX | 64 | NC - pas d'étude ATEX réalisée | 1) Réaliser une étude ATEX en priorité sur les STEP et les lieux de stockage de produits chimiques | 16 |
| | Travailleur isolé | 34 | C | 1) Equiper les agents de dispositif type PTI ou DATI (adaptation des crosscall ?) | 18 |
| | Intervention sur réseaux/équipements Eaux Usées | 48 | C | 1) Fournir des trousses pharmacie dans les véhicules et sur les sites | 36 |
| | Transport et stockage de chlore gazeux | 48 | C | 1) Finaliser la procédure Chlore gazeux<br>2) Finaliser les aménagement du/des véhicule(s) utilisé(s) pour transporter le chlore<br>3) Formation chlore à poursuivre pour les agents ne l'ayant pas reçue | 36 |
| | Travail au niveau des machines bruyantes ou utilisation de procédés/outils bruyants | 32 | C | 1) Fourniture de bouchons d'oreille thermomoulés assurant une protection plus grande | 24 |
| | Remplacement bouteille de chlore | 36 | C | 1) Fourniture d'EPI respiratoires individuelles | 18 |
| | Risque électrique lors des interventions | 32 | NC - vérifications réglementaires par organisme extérieur à réaliser | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 24 |
| Contrôle Assainissement | Travail isolé lors des contrôles | 64 | C | 1) Equiper les agents de dispositif type PTI ou DATI<br>2) Formation gestion des conflits | 48 |
| | Risques psychosociaux - pression, agression par certains usagers | 36 | C | 1) Equiper les agents de dispositif type PTI ou DATI<br>2) Formation gestion des conflits | 18 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004892-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation après action |
|---|---|---|---|---|---|
| STEP | Travail isolé la majorité du temps | 96 | C | 1) Assurer la présence d'un deuxième agent lors des interventions à risques (intervention sur poste de relevage notamment)<br>2) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI | 48 |
| | Infection, maladie liées à la présence de rats ou rongeurs | 48 | C | 1) Sensibiliser sur l'importance du vaccin contre la leptospirose et le tétanos | 36 |
| | Intervention sur le poste de relevage - Milieu confiné/gaz asphyxiant | 27 | NC - CATEC | 1) Certification d'Aptitude à Travailler en Espaces Confinés pour les agents concernés | 14 |
| | Intervention, travail à proximité d'installations électriques | 16 | NC - Absence de VGP sur équipements électriques comme tableau | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 12 |
| | Chute de plain-pied suite à glissade, perte d'équilibre... | 36 | C | 1) Assurer l'absence d'encombrement des voies de circulation du site | 36 |
| | Chute de hauteur lors de la circulation autour des équipements du process, notamment lors du nettoyage du clarificateur | 43 | C | 1) Assurer le contrôle visuel des équipements de protection collective (garde-corps, rampe...)<br>2) Assurer l'absence d'encombrement des voies de circulation | 32 |
| | Co-activité - collision engin piéton | 48 | C | 1) Assurer la transmission des protocole de sécurité pour les prestataires extérieurs amenés à venir sur site | 24 |
| | Risque de pollution chimique pouvant entraîner pollution du sol, émanation de vapeurs toxiques ou incendie/explosion | 43 | C | 1) Afficher les FDS dans les zones de stockage<br>2) Fourniture de rétentions voir de local spécifique pour le stockage<br>3) Formation aux risques chimiques | 32 |
| | Incendie/ départ de feu d'origine électrique ou lié aux gaz | 64 | NC - Absence de VGP sur extincteurs | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 32 |
| DECI | Stress, inattention, utilisation du téléphone sans kit mains libres... | 36 | C | 1) Sensibilisation au risque routier | 36 |
| | Travailleur isolé | 96 | C | 1) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI | 48 |
| | Piqûre d'insecte, coupure lors des contrôles sur le terrain | 72 | NC | 1) Equiper les véhicule de trousse à pharmacie | 36 |
| Etudes | Travailleur isolé | 96 | C | 1) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI<br>2) Equiper véhicules de trousses à pharmacie | 48 |
| Administratifs | Risques Psycho-sociaux (RPS) liés à l'accueil d'usagers agressifs | 48 | C | 1) Mise en place d'un système de vidéoprotection enregistrant à la demande qui vient compléter les mesures déjà en place | 36 |
| | RPS - stress, fatigue émotionnelle ou même physique, charge mentale, liés à la quantité de travail, à la nécessité de mener plusieurs tâches en simultanée et/ou de tenir des délais très courts | 64 | C | 1) Evaluer la nécessité de réaliser un audit RPS<br>2) Soulager le Responsable de pôle | 48 |
| | Fatigue visuelle liée au travail sur écran ou à la luminosité en journée | 32 | C | 2) Evaluer la possibilité d'installer des stores ou films occultant sur certaines fenêtres | 24 |
| | Environnement de travail bruyant lié à l'accueil d'usager et au standard téléphonique | 36 | C | Maîtrise actuelle maximale avec la spossibilité de s'isoler dans les bureaux/d'utiliser un bureau en alternance pour les agents d'accueil mais situation à suivre au cas par cas | 36 |
| | Troubles musculo-squelettiques (TMS) liés au travail de bureau (lombalgie, douleur cervicale, syndrôme canal carpien...) | 36 | C | Maîtrise actuelle maximale avec les déplacements réguliers en cours de journée au sein des locaux, mais situation à suivre au cas par cas | 36 |
| | Utilisation d'appareils électriques, circulation à proximité d'installations électriques pouvant entraîner un risque d'électrisation | 32 | NC - Absence de VGP sur équipements électriques comme tableau | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé | 24 |
| | Risque d'incendie dans les locaux | 16 | NC - absence VGP des extincteurs | 1) Réaliser les VGP par organisme agréé<br>2) Réaliser les exercices d'évacuation annuels<br>3) Formation incendie | 8 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

| Service | Description du risque | Cotation du risque | Conformité réglementaire | Actions à réaliser | Cotation après action |
|---|---|---|---|---|---|
| Garage | Co-activité des différents services de la régie / réception de livraison - collision engin piéton | 64 | NC - Formation et recyclage CACES | 1) Formation CACES<br>2) Afficher les risques liés aux entrepots et lieux de stockage<br>3) Assurer le maintien du nettoyage de la zone | 32 |
| | Troubles musculo-squelettiques (TMS) liés au travail de bureau (lombalgie, douleur cervicale, syndrôme canal carpien...) | 36 | C | Maîtrise actuelle maximale avec les déplacements réguliers en cours de journée au sein des locaux, mais situation à suivre au cas par cas | 36 |
| | Chute d'éléments stockés sur les rayonnages en hauteur | 36 | C | 1) S'assurer que les éléments les plus lourds sont sur les rayonnages du bas<br>2) Sécuriser les stockages en évitant les empilements de produits lourds ou volumineux | 18 |
| | Port manuel de charge | 36 | C | 1) Formation type gestes et postures | 18 |
| | Stockage de produits chimiques pouvant entrapiner une pollution du sol et/ou des émanation de vapeur voir un incendie | 48 | NC - VGP extincteurs | 1) Affichage des règles de stockage et incompatibilité de stockage<br>2) Formation produits chimiques<br>3) VGP extincteurs<br>4) Fournir rétention ou local de stockage dédié | 24 |
| | Bruit lié aux diverses activités réalisées sur site | 32 | C | Compléter éventuellement les mesures actuelles avec la mise à disposition de bouchons d'oreilles | 16 |
| | Pollution de l'air lié aux gaz d'échappement des véhicules de la régie et des livraisons pouvant entraîner des atteintes pulmonaires | 43 | C | 1) Rajouter la consigne de couper les moteurs dans le protocole de sécurité<br>2) Afficher la consigne au besoin<br>3) Voir éventuellement pour effectuer une mesure de gaz d'échappement | 32 |
| | Travailleur isolé potentiel | 48 | C | 1) Equiper les agents de dispositifs type PTI ou DATI | 24 |
| Ensemble des services | Risque routier - déplacement professionnels dans le cadre des missions (le risque du trajet domicile-travail est également intégré dans ce plan d'action) | 48 | NC - Autorisation de conduite | 1) Réaliser les autorisations de conduite et intégrer le suivi des dates de validité<br>2) Formation sur les risques routiers pour l'ensemble des agents | 36 |
| | Incendie | 64 | NC - VGP extincteurs | 1) Réaliser les VGP des extincteurs par organisme agréé<br>2) Formation sur le risque incendie et la manipulation des extincteurs | 32 |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_38-DE

**FREQUENCE GLOBALE**

| | Durée exposition | | | |
|---|---|---|---|---|
| Fréquence exposition | 1 | 2 | 3 | 4 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 |
| 2 | 2 | 4 | 6 | 8 |
| 3 | 3 | 6 | 9 | 12 |
| 4 | 4 | 8 | 12 | 16 |

**PROBABILITE GLOBALE**

| | FREQUENCE | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| PROBABILITE | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 |
| 2 | 2 | 4 | 6 | 8 | 12 | 16 | 18 | 24 | 32 |
| 3 | 3 | 6 | 9 | 12 | 18 | 24 | 27 | 36 | 48 |
| 4 | 4 | 8 | 12 | 16 | 24 | 32 | 36 | 48 | 64 |

**RISQUE BRUT**

| | PROBABILITE GLOBALE | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| GRAVITE | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 64 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 64 |
| 2 | 2 | 4 | 6 | 8 | 12 | 16 | 18 | 24 | 32 | 36 | 48 | 54 | 64 | 72 | 96 | 128 |
| 3 | 3 | 6 | 9 | 12 | 18 | 24 | 27 | 36 | 48 | 54 | 72 | 81 | 96 | 108 | 144 | 192 |
| 4 | 4 | 8 | 12 | 16 | 24 | 32 | 36 | 48 | 64 | 72 | 96 | 108 | 128 | 144 | 192 | 256 |

**RISQUE RESIDUEL**

| | RISQUE BRUT | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| MAITRISE | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 54 | 64 | 72 | 81 | 96 | 108 | 128 | 144 | 192 | 256 |
| 1 | 1 | 2 | 3 | 4 | 6 | 8 | 9 | 12 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 54 | 64 | 72 | 81 | 96 | 108 | 128 | 144 | 192 | 256 |
| 2 | 0,5 | 1 | 1,5 | 2 | 3 | 4 | 4,5 | 6 | 8 | 9 | 12 | 14 | 16 | 18 | 24 | 27 | 32 | 36 | 41 | 48 | 54 | 64 | 72 | 96 | 128 |
| 3 | 0,3 | 1 | 1 | 1 | 2 | 3 | 3 | 4 | 5 | 6 | 8 | 9 | 11 | 12 | 16 | 18 | 21 | 24 | 27 | 32 | 36 | 43 | 48 | 64 | 85 |
| 4 | 0,25 | 0,5 | 0,75 | 1 | 1,5 | 2 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 12 | 14 | 16 | 18 | 20 | 24 | 27 | 32 | 36 | 48 | 64 |

| | |
|---|---|
| | Risque élevé - danger immédiat |
| | Risque important |
| | Risque moyen |
| | Risque faible |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_39-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice..... 30
Présents..... 20
Pouvoirs..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/39
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE, Michel FELIX

## BASCULE BUDGÉTAIRE AU 1er JANVIER 2024 SUITE À MOBILITÉS INTERNES DU PERSONNEL

Afin d'assurer le respect des principes de spécialité et de sincérité budgétaires, il convient d'exécuter dans un souci de lisibilité et de transparence les bascules budgétaires suivantes.

Le Président précise qu'il s'agit de rééquilibrage des effectifs entre les différents budgets de la CCPF en vue de faciliter l'évolution de carrière des personnels fonctionnaires.

En effet, leur mobilité en interne est encouragée dès lors qu'il y a adéquation entre leurs compétences et les besoins non encore satisfaits d'un service. Ce principe trouve également à s'appliquer aux agents en situation de retour à l'emploi après une période d'absence.

Considérant la nécessité d'organiser le retour à l'emploi de deux fonctionnaires sur des missions nouvelles après leur congé de maladie, le Président propose d'effectuer les bascules budgétaires correspondant à leur grade, cadre d'emploi et filière d'appartenance comme suit.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **ADOPTE** la modification du tableau des emplois proposée ci-dessous, au 1er janvier 2024
- **PRÉCISE** que les crédits suffisants seront prévus au budget, chapitre 012

| **BUDGET D'ORIGINE**<br><br>**Suppression** de l'emploi | **BUDGET DE DESTINATION**<br><br>**Création** de l'emploi | **OBJET DE LA MOBILITE INTERNE** |
|---|---|---|
| EAU (068)<br><br>-1 ETP | BUDGET PRINCIPAL (019))<br><br>+ 1 ETP | Grade : adjoint administratif principal 1è classe<br><br>Compétence : polyvalence dans le cadre d'un renfort administratif (SIPEF) |

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le 19 DEC. 2023
ID : 083-200004802-20231213-231213_39-DE

| | | |
|---|---|---|
| DMA (027)<br><br>- 1ETP | EAU (068)<br><br>+ 1 ETP | Grade : agent de maitrise<br><br>Compétence : traitement et rapprochement des données chiffrées |

Tourrettes, le 14 décembre 2023

Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

Envoyé en préfecture le 19/12/2023
Reçu en préfecture le 19/12/2023
Publié le
ID : 083-200004802-20231213-231213_40-DE

REPUBLIQUE FRANCAISE - Département du Var
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**
**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE FAYENCE**

En exercice..... 30
Présents ..... 20
Pouvoirs ..... 6
Absents..... 4
Suffrages exprimés..... 26

**SÉANCE DU MERCREDI 13 DÉCEMBRE 2023 À 18h00**
Secrétaire de séance : MJ. MANKAÏ
DCC n° 231213/40
Date de convocation : 07-12-2023

Se sont réunis les membres du conseil communautaire sous la présidence de René UGO :
**Présents : René BOUCHARD, Brigitte CAUVY, Bernard HENRY, Patrice DUMESNY, Marie-Josée MANKAÏ, René UGO, Camille BOUGE, Christian COULON, Nicolas MARTEL, Jean-Yves HUET, Marco ORFÉO, Michel REZK, Patrick De CLARENS, Michel RAYNAUD, François CAVALLIER, Myriam ROBBE, Philippe DURAND-TERRASSON, Michèle PERRET, Claudette MARIET, Daniel MARIN**

**Absents excusés : Jérôme SAILLET (pouvoir à Michel REZK), Aurélie COURANT (pouvoir à François CAVALLIER), Michel FELIX Ophélie LEFEBVRE (pouvoir à Bernard HENRY), Loïs FAUR, Laurence BERNARD (pouvoir à Jean-Yves HUET), Maryvonne BLANC (pouvoir à René UGO), Elisabeth MENUT (pouvoir à Camille BOUGE), Coraline ALEXANDRE, Christian THEODOSE**

## BUDGET DÉCHETS MÉNAGERS & ASSIMILÉS
## ÉVOLUTION DU SERVICE - CRÉATION D'UN EMPLOI À TEMPS COMPLET

Le Président rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de la collectivité sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient à ce dernier de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.
La redevance incitative sera effective au 1er janvier 2025. A cette date, le service Déchets devra impérativement être opérationnel, notamment sur le plan de la gestion du personnel. C'est pourquoi, il est indispensable de créer en amont les conditions nécessaires à la réussite du passage en SPIC en anticipant dès à présent l'évolution du service en créant un poste d'assistant-e de direction, à-même d'apporter un soutien et une aide efficace à la responsable du service.
Il est donc proposé de créer un emploi administratif d'encadrant adjoint avec une expérience significative en management des organisations et en gestion du personnel de droit privé.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**
**ENTENDU** cet exposé,
**APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, À L'UNANIMITÉ :**

- **ADOPTE** la création d'un emploi à temps complet d'agent de catégorie B du cadre d'emploi des rédacteurs ou de catégorie A du cadre d'emploi des attachés selon le profil du candidat retenu ;
- **PRÉCISE** que tous les grades d'avancement doivent être prévus pour autoriser le recrutement d'un candidat ayant une expérience significative en RH dans le secteur privé et pouvant relever soit de la fonction publique par voie de mutation pour un fonctionnaire, soit par voie de nomination sur un grade similaire pour un contractuel de droit public. Selon le candidat sélectionné, un seul cadre d'emploi et un seul grade seront retenus in fine pour modifier le tableau des emplois ;
- **PRÉCISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget DMA (027), chapitre 012.

| CREATION | NBRE D'EMPLOI |
|---|---|
| Filière : administrative<br>Catégorie : B<br>Cadre d'emploi : rédacteur territorial<br>Ou<br>Catégorie : A<br>Cadre d'emploi : Attaché territorial | + 1 ETP (35 h/s) |

Tourrettes, le 14 décembre 2023
Marie-Josée MANKAÏ
Secrétaire de séance

René UGO
Président

www.telerecours.fr